

AFRIQUE

Tunisie

La célébration du vingtième anniversaire du retour d'exil de M. Bourguiba a revêtu un éclat exceptionnel

De notre correspondant

La Tunisie a célébré, le dimanche 1^{er} juin, avec un éclat exceptionnel, sa fête nationale, qui commémore le retour au pays de Bourguiba, le 1^{er} juin 1955.

Vendredi, un certain nombre de mesures sociales avaient été annoncées par le premier ministre, M. Hédi Masmoudi. Les salaires minimums dans le commerce, l'industrie et l'agriculture ont été sensiblement augmentés, de même que les allocations familiales. L'effet de ces mesures est en partie contrebalancé par une augmentation des prix des produits alimentaires de première nécessité. Selon le premier ministre, cette hausse se traduira par une élévation de 3,7 % du coût de la vie.

Le président Bourguiba est attendu cette semaine à Brides-les-Bains, en Savoie, où il doit passer deux semaines de vacances.

Tunis. — « Dans dix ans, nous aurons une nouvelle fête, pour fêter le 1^{er} juin 1955, qui est la prise de la Bastille. Une fête nationale, comme celle qui a été prise par le président Bourguiba, haut de la tribune où il dressait au peuple tunisien un vingtième anniversaire de son retour. Banderolles, drapeaux, expositions de photos, commémorations de presse avaient mis en alerte le public. Pour permettre aux nouvelles générations de vivre le « jour de la victoire » devenu fête nationale, on avait décidé de la reconstruire.

Algérie

La mise en œuvre de la loi de transfert des comptes d'attente

Alger (A.F.P.). — Le ministre des finances a rendu compte, le samedi 31 mai, une session autorisant les transferts des comptes d'attente, vers l'extérieur, au 31 décembre 1974.

Les comptes, qui sont au nombre de deux millions, et dont le montant total est de l'ordre de 10 millions de francs, se trouvent bloqués au nom de personnes, françaises ou étrangères, qui n'ont jamais résidé en Algérie. Ils sont à distinguer des comptes d'attente définitifs, qui globalement tous les fonds se trouvent en Algérie avant 1963 et les droits de ventes de valeurs mobilières et immobilières appartenant à des ressortissants français résidant ou ayant résidé en France.

La demande de transfert des comptes d'attente, — déposé depuis le 24 mai 1975 — a été parvenue au plus tard le 30 mai 1975 à la Banque centrale algérienne, accompagnée d'un certificat de résidence étranger du titulaire du compte.

M. Bourguiba se tient sur le pont ; les rouges, costumes sombres, il agit, comme en 1955, un mouchoir blanc. D'autres mouchoirs flottent dans la foule. Le chef de l'Etat prend place dans une longue voiture découverte pour saluer le peuple vers Tunis, au milieu des applaudissements.

A l'entrée de la capitale se tient une députation de cavaliers de la tribu des Zénas, immobilisés sur leurs chevaux. Le président quitte alors la voiture, dans laquelle Mme Bourguiba poursuivra seule le parcours, et monte sur un cheval blanc, capoté d'une robe rouge et or, et fait son entrée dans la ville au son des tambourins, des flûtes et des you-you des femmes. Le cortège des ministres suit lentement. Les retronouvelles auront lieu dans les quartiers populaires et sur la place de la Casbah, au cœur de la Médina, où le président s'adressera une fois encore au peuple tunisien pour lui recommander l'union, lui rappeler ses devoirs, s'engager devant lui de certaines revendications saoudiennes incompressibles, avec les impératifs du « décollage économique ».

MANUELE PETROL.

Sahara espagnol

La mission d'enquête de l'ONU a interrogé des Espagnols faits prisonniers par le Front de libération

De notre envoyé spécial

Tindouf. — « Le F. Polisario (1) est le seul représentant légitime du peuple sahraoui », écrit à l'auto-déclaration de l'ONU. « Nous ne sommes ni marocains ni mauritaniens », « Nous voulons l'indépendance totale », « République arabe sahraïenne », tels sont quelques-uns des slogans que des centaines de Sahraouis ont inscrits sur les banderoles arborées par les réfugiés de trois camps situés au sud-est de l'Algérie et du Sahara qu'une délégation de l'ONU a visités du jeudi 28 au samedi 31 mai.

A Oum-El-Assal et à Sabkhat-Abdallah, qui regroupent chacun mille deux cents réfugiés, et à Tindouf même, où quelques trois mille Sahraouis vivent sous des tentes, le président de la mission d'enquête, M. Simón Aké, représentant de la Côte-d'Ivoire à l'ONU, a pu assister au même spectacle : des vieillards, des femmes, des enfants, en costume bleu traditionnel, agitant le drapeau du Front populaire de libération en arabe.

« Nous sommes contre un Sahara espagnol, marocain, mauritanien ou algérien », « Nous voulons l'indépendance complète sans suite », « A Sabkhat-Abdallah nous avons assisté au lever des couleurs (trois bandes horizontales noire, blanche et verte, un triangle rouge au-dessus de la hampe, un croissant et une étoile également rouges sur la bande blanche), tandis que les femmes lançaient des « you-you » joyeux. Une cinquantaine de soldats sahraouis en uniforme, désarmés de l'armée espagnole, présentaient les armes. Le capitaine Mohamed Ali Bachir, qui les commandait, nous a précisé que le matériel (pistolets, fusils, mitrailleurs, appareils de télécommunication, etc.) que nous montrant les hommes de troupe avait été récupéré au cours d'opérations effectuées les 10 et 11 mai dernier par deux patrouilles libérées au Front, et au cours desquelles ces derniers ont fait prisonniers quatre lieutenants, deux sergents, deux caporaux et sept soldats espagnols, un habitant ayant été tué dans l'affrontement.

M. Aké et les membres de la délégation, accompagnés de quelques journalistes, avaient gagné la veille la frontière pour rencontrer de nuit les prisonniers. Après avoir rôdé pendant deux heures dans le désert, nous étions entrés dans le

domaine des quérhéros. Le paysage déseigné par la lune était brusquement revenu rocailleux, et nous pouvions apercevoir, au sommet des crêtes, les maquisards qui montaient la garde.

Dans un ravin dominé par les collines, les prisonniers étaient défilés par les phares d'un véhicule sur lequel on pouvait lire : « Sastor del Sahara » et d'autres inscriptions en espagnol. « Nous avons capturé une vingtaine de camions du même type », nous a dit un des membres du Front. Comme nous lui demandions où il les cachait, il a répondu inconsciemment : « Vous savez, le désert et les montagnes, ça se cache ».

Les interrogatoires de la mission ont été terminés, nous avons pu échanger quelques mots avec les prisonniers, dont deux étaient blessés, mais convenablement soignés. Le lieutenant Francisco Lorenzo Vazquez nous a demandé, au nom de ses camarades, de rassurer leur parenté sur leur sort : ils sont correctement traités et doivent être échangés contre des Sahraouis détenus par les autorités espagnoles. Le Front, de son côté, précise avoir saisi la Croix-Rouge internationale de cette affaire en lui faisant savoir qu'il respecte la Convention de Genève de 1949 sur les prisonniers de guerre.

Six heures d'entretien avec le principal dirigeant du Front populaire, qui se présente sous le nom de guerre de Sayid, et d'autres responsables, ont constitué le troisième temps fort de la mission d'enquête. Elancé, visage fin, regard ardent, Sayid, que nous avons rencontré dans la nuit du 30 au 31 mai, nous a fait un long historique de la population sahraïenne qu'il affirme être, ne s'est jamais confondue avec celles du Maroc et de la Mauritanie et qui a résisté depuis le seizième siècle à tous les envahisseurs, notamment portugais et espagnols.

La « Révolution du 20 mai »

Il souligne que le Front a tenu son premier congrès constitutif le 10 mai 1973 et a déclenché, dix jours plus tard, la lutte armée pour l'indépendance en attaquant le poste

militaire de Khanga. Depuis, les militants parlent de la « révolution du 20 mai » qui a donné son nom au journal fondé du mouvement. « Notre deuxième congrès, poursuivit-il, a eu lieu du 25 au 31 août 1974. Il a prévu la création d'une république arabe non alignée. Nous nous étions donc donné la Cour internationale de La Haye comme arbitre de notre cause en notre absence, alors que nous sommes les principaux intéressés. D'ailleurs, la mission de l'ONU a pu constater la réalité sur place ».

Des militants arrivés à dos de chameau de la Saïquet-El-Hamra (nord du territoire) expliquent que M. Aké a été témoin, lors de son passage à El-Ioun, d'un « coup de théâtre » dont les Espagnols ont été les premiers surpris. Au cours d'une manifestation, les militants du PUNS (Parti de l'unité nationale sahraïenne), le seul mouvement légalement reconnu au Sahara, ont obtenu la bénédiction de Madrid, ont soudain arrêté des drapeaux du F. Polisario et se sont révélés être des partisans de ce mouvement.

Quant au FLU (Front de libération et de l'unité), Sayid l'accuse d'être « une troisième force », créée par les Marocains, qui ne « représente rien ». Comme nous lui demandons si Rabat, pour faire valoir ses droits sur le Sahara occidental, ne pourrait intervenir militairement, il répond : « Le Maroc est fort et notre peuple est encore faible. Nous possédons une richesse, si les Marocains s'en emparent, elle sera tchée du sang de notre peuple. Ils porteront cette responsabilité devant l'histoire ».

Le Maroc « assumera pleinement ses responsabilités »

affirme le gouvernement de Rabat

De notre correspondant

Rabat. — « Au-delà de la légitimité, il y a pour notre pays de son avenir et de son destin. Et cela vaut tous les sacrifices, y compris celui du sang, car si le Maroc ne défendait pas son territoire, le Maroc cessera d'être marocain ».

Telle a été, le 1^{er} juin, la conclusion de l'éditorial de M. Ahmed Alaoui, ancien ministre, dans Maroc Magazine (édition hebdomadaire de Maroc-Sol, quotidien proche du gouvernement).

Ces propos n'ont pas surpris. Le gouvernement de Rabat a donné le ton il y a quelques jours en publiant une déclaration très ferme : « Le Maroc entend assumer pleinement et en tout état de cause les responsabilités qu'il tient de l'histoire et du droit », a-t-il dit, répondant ainsi aux autorités espagnoles. Celles-ci avaient fait savoir qu'elles précipiteraient leur départ du territoire si la procédure qu'elles envisageaient — accord des parties intéressées (Maroc, Mauritanie, Algérie) ou conférence sous l'égide des Nations unies — n'aboutissait pas.

Pour Rabat, la décision espagnole crée deux problèmes : constitutionnels. Elle est de nature à encourager la violence et l'aventure. Elle est fondamentalement opposée à la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, qui a invité l'Espagne à « surseoir à toute initiative » tant que cette Assemblée ne s'est pas prononcée sur la politique à suivre à l'égard de la justice de la Cour internationale de justice de La Haye (1) ; elle tend, estime Rabat, à rendre sans objet l'ins-

taurité de Khanga. Depuis, les militants parlent de la « révolution du 20 mai » qui a donné son nom au journal fondé du mouvement. « Notre deuxième congrès, poursuivit-il, a eu lieu du 25 au 31 août 1974. Il a prévu la création d'une république arabe non alignée. Nous nous étions donc donné la Cour internationale de La Haye comme arbitre de notre cause en notre absence, alors que nous sommes les principaux intéressés. D'ailleurs, la mission de l'ONU a pu constater la réalité sur place ».

Des militants arrivés à dos de chameau de la Saïquet-El-Hamra (nord du territoire) expliquent que M. Aké a été témoin, lors de son passage à El-Ioun, d'un « coup de théâtre » dont les Espagnols ont été les premiers surpris. Au cours d'une manifestation, les militants du PUNS (Parti de l'unité nationale sahraïenne), le seul mouvement légalement reconnu au Sahara, ont obtenu la bénédiction de Madrid, ont soudain arrêté des drapeaux du F. Polisario et se sont révélés être des partisans de ce mouvement.

Quant au FLU (Front de libération et de l'unité), Sayid l'accuse d'être « une troisième force », créée par les Marocains, qui ne « représente rien ». Comme nous lui demandons si Rabat, pour faire valoir ses droits sur le Sahara occidental, ne pourrait intervenir militairement, il répond : « Le Maroc est fort et notre peuple est encore faible. Nous possédons une richesse, si les Marocains s'en emparent, elle sera tchée du sang de notre peuple. Ils porteront cette responsabilité devant l'histoire ».

PAUL BALTA.

(1) Front populaire pour la libération de Saïquet-El-Hamra et du Rio-de-Oro (Oualidi-Dhahab).

Les déclarations du chef de l'Etat sénégalais

Suite de la première page.

C'est le sens du communisme que nous avons signé à l'oc, le président Cheever et moi-même.

Le point de vue des Américains vient d'être récemment préparé par M. Kissinger. Il constitue un pas vers les pays en développement.

M. Giscard d'Estaing a été interlocuteur compréhensif, en ce qu'en la circonstance la ce pourrait trouver le communisme nécessaire entre le de vue des pays développés et des pays en développement. De part et d'autre on se re prêt au dialogue. Mais je tiens à remarquer que le dialogue se situe dans la recherche d'un communisme dynamique. Il faut que les anciens colonisateurs décolonisent au préalable mentalement.

● A propos du dialogue nous évoquons avec M. Giscard d'Estaing le dialogue engagé entre l'Afrique du Sud et l'Afrique du Nord.

Nous n'avons pas abordé question. Mais je tiens à préciser ma pensée sur le problème sud-africain, le fait, en aucun cas, separe l'ensemble des problèmes ins.

n Afrique du Sud, comme nous le dans les anciens pays portugais d'Afrique, il de décolonisation. Mais que le préjugé racial le pas dans les colonies portées, il est puissant en Rhodésie et en Afrique du Sud. C'est première différence.

deuxième différence tient à ce que les Nations unies ont la Rhodésie et l'Afrique du Sud comme des Etats blancs, alors que seule la Rhodésie est réellement blanche dans ces Etats. Et

ux mêmes problèmes, il d'appliquer les mêmes les. Nous avons conseillé nationalistes des territoires de combattre les armes, tout en restant ouverte au dialogue avec adversaires. Cependant, à ne, le dialogue — et je l'ai

dit en son temps au général Spilola — ne devait pas s'ouvrir entre le gouvernement portugais et les gouvernements des Etats indépendants d'Afrique, mais entre le gouvernement portugais et les peuples africains concernés, très précisément leurs représentants qualifiés, c'est-à-dire les mouvements africains de libération nationale.

Aujourd'hui, je transpasse en Afrique du Sud. Nous devons continuer à aider les mouvements africains de libération nationale à se battre, c'est-à-dire l'African National Congress (A.N.C.) et le South West African People's Organisation (SWAPO).

Pourant, nous essayons simultanément de favoriser le dialogue, tout en restant en contact avec les mouvements de libération, notamment avec le SWAPO, qui dispose d'un bureau permanent à Dakar, et avec les Blancs libéraux, puisque nous avons reçu au Sénégal Mme Helen Summarn et M. Colin Eglin, leader du Progressive Party.

D'autre part, il y a quelques mois, j'ai adressé personnellement deux lettres au premier ministre sud-africain Vorster. Dans la première de ces lettres, je lui demandais de faire un premier geste de bonne volonté, en libérant les prisonniers politiques actuellement détenus en Afrique du Sud. Dans la deuxième, je le conviais à recevoir dans son pays une délégation de magistrats sénégalais, qui traitent s'engager sur place de l'opinion des différentes communautés ethniques sur l'avenir politique de l'Afrique du Sud, et qui traitent également enquêter sur l'état du dialogue entre ces différentes communautés : Blancs libéraux, Noirs, métis et Indiens. J'attends encore une réponse à ces lettres.

Si les veulent réellement se libérer, Noirs et métis doivent constituer un front commun avec les Blancs libéraux ; c'est la seule solution réaliste à l'ensemble du système d'apartheid.

J'ajoute que je suis, par ailleurs, avec beaucoup d'attention les efforts des chefs d'Etat de Zambie, de Tanzanie et du Botswana, ainsi que ceux de M. Samora Machel, président du

Front de libération du Mozambique (FRELIMO), car ces efforts tendent tous au même but : favoriser le dialogue intra-africain sur un pied d'égalité.

● N'avez-vous pas, pour les mêmes raisons, participé, en septembre dernier, aux entretiens qui se sont déroulés à l'initiative de l'Organisation des Etats Africains Unifiés (O.E.A.U.), de Côte-d'Ivoire, et le premier ministre Vorster ?

— On m'a souvent posé cette question. J'ai toujours refusé d'y répondre, et je persiste dans cette attitude, pour deux raisons : la première tient à ce que la diplomatie sénégalaise ne se fait pas sur la place publique ; la seconde, c'est surtout parce que cela me semble du folklore.

● L'important n'est pas que j'aie ou non rencontré tel ou tel chef d'Etat. L'important est l'attitude politique du Sénégal. Or, s'agissant de l'Afrique du Sud, nous avons toujours scrupuleusement respecté les sanctions préconisées par l'Organisation des Nations unies et par l'Organisation de l'unité africaine. L'Afrique du Sud était l'un de nos plus importants clients, notamment parce qu'elle nous achetait de gros tonnages de phosphates. En bien, du jour au lendemain, nous avons interrompu, en ce qui nous concerne, toutes transactions avec les Sud-Africains. Je reste cependant très frappé par le fait que pour 17 % le commerce sud-africain se fait encore aujourd'hui avec des Etats indépendants d'Afrique.

● Accordez-vous ou non à la minorité blanche d'Afrique du Sud la qualité d'Africains ? — Je pense que les Sud-Africains blancs sont des Africains à part entière. Comme les Blancs arabophones, par exemple, et comme les Noirs de toutes nuances de couleur. Ils ont les mêmes droits. Mais également les mêmes devoirs. Au demeurant, l'Organisation de l'unité africaine a adopté cette position à l'unanimité en votant les déclarations de Lusaka. Ajouterais-je que j'ai personnellement de bons amis sud-africains qui, naturellement, sont des libéraux, dont certains viennent de temps en temps au Sénégal.

● Etes-vous découragé par

l'attitude des dirigeants de Pretoria ?

— Je suis découragé par le fait que l'alle droite du parti de M. Vorster puisse croire qu'il serait encore possible de maintenir l'apartheid par la force. Cela m'étonne d'autant plus que la prochaine décision de suspension du mandat de l'Afrique du Sud à l'ONU devrait constituer un avertissement salutaire.

● Mais le reste optimiste, notamment parce que l'immense majorité des habitants de l'Afrique du Sud est déterminée à abolir l'apartheid : les Blancs libéraux, les métisses, les Indiens, l'African National Congress, le SWAPO, voire même plusieurs des chefs des mouvements. Les derniers événements d'Indochine ont montré que la volonté d'indépendance nationale finit toujours par triompher. C'est la plus efficace des idéologies.

● Pensez-vous que le processus de décolonisation de la Namibie soit réellement amorcé ?

— Avant je prévois que l'abolition de l'apartheid exigera de longs délais, autant je pense que la question de la Namibie devrait être réglée dans un an au maximum. C'est ce que je viens de dire aux représentants permanents africains à l'ONU, que j'ai reçus lors de mon passage à New-York, le 27 mai.

● Le problème namibien est actuellement discuté au Conseil de sécurité, et l'ONU organise, en janvier prochain, à Dakar, une conférence spécialement consacrée à la Namibie, dont nous soumettrons volontiers les participants.

● Il faut, à propos de la Namibie, adopter une position dure et sans aucune compromission. D'abord, parce que la Namibie ne fait pas partie de l'Afrique du Sud, ensuite, parce que l'ONU en a retiré le mandat au gouvernement de Pretoria. L'Espagne se déclare, très hautement, prête à remettre le Rio-de-Oro à l'ONU. Pourquoi l'Afrique du Sud se comporterait-elle différemment, alors qu'elle ne peut invoquer aucun droit sur la Namibie, même pas celui de la conquête.

(Propos recueillis par PHILIPPE DECKRAENE.)

Frantel c'est aussi l'hôtel de vos vacances.

Frantel Nice

★★★★

Une piscine sur le toit, la mer à deux pas.
28, avenue Notre-Dame Tél. 80.30.24

13 autres hôtels en France
Besançon, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dunkerque,
Fos-sur-Mer, La Grande-Motte, Limoges, Mâcon,
Mulhouse, Nantes, Rennes, Rungis-Orly, Saint-Etienne.

frantel

EUROPE

La Grande-Bretagne devant le référendum

(Suite de la première page.)

A dire vrai, on n'a guère constaté ce déchaînement de nationalisme que d'anciens prédisaient à l'occasion de la campagne référendaire. L'attitude pour le moins ambiguë du Scottish National Party (S.N.P.) explique qu'il en soit ainsi.

Le S.N.P. avait remporté un succès éclatant aux élections législatives d'octobre 1974 en enlevant onze sièges à Westminster et en obtenant 30 % des voix écossaises. Mais il n'a guère varié ses rangs depuis ni dans son idéologie : il reste divisé entre les traditionalistes volontiers réactionnaires et les « gauchistes » recrutés dans les milieux universitaires.

Les « Scot Nats », comme les appellent les Anglais avec une pointe d'agacement, ne repoussent pas la Communauté européenne, mais ils veulent lui dire « oui » au nom de l'Écosse, pas au nom de l'Angleterre. En attendant de pouvoir « négocier directement avec Bruxelles », ils se sont joints au parti du « non » et coexistent difficilement avec des tories de droite, des travaillistes de gauche et les extrémistes du Front national ou de l'extrême gauche.

La présidente de la campagne anti-européenne du S.N.P., Mme Margo MacDonald, ancien député de Govan, près de Glasgow, et l'une des têtes politiques du parti, estime que l'Europe a besoin de l'Écosse, à cause de ses ressources pétrolières et des basses de l'OTAN qu'elle abrite. Cette femme, au franc-parler vigoureux, issue des milieux populaires, n'apprécie guère de se trouver dans le même bateau que M. Terry Taylor, le chef de file des tories pour le « non », farouche partisan de M. Enoch Powell.

Au quartier général du S.N.P., à Edimbourg M. Stephen Maxwell, l'un des nouveaux théoriciens du parti, qui fut chercheur à l'Institut des affaires internationales et à l'Institut des études stratégiques de Londres, est fasciné par le « non » que la Norvège a opposé à l'Europe, à l'automne de 1972. Il croit fermement que l'Écosse s'inscrira, le 5 juin, du « scénario

norvégien ». Ne compte-t-elle pas, comme sa voisine scandinave, une population de pêcheurs inquiets de la raréfaction du poisson sur les côtes chahutées par la concurrence étrangère ? N'a-t-elle pas, elle aussi, d'énormes réserves pétrolières ? Pour M. Maxwell, auteur d'une brochure intitulée *Alternatives européennes pour l'Écosse*, la divine surprise du « non » norvégien est née de la conjonction des intérêts des pêcheurs, des « pétroliers » et des jeunes opposés à l'Europe des grandes sociétés multinationales.

Cet étrange mélange de nationalisme, de protectionnisme et de gauchisme n'empêche pas le S.N.P. de continuer à recruter. Au contraire. L'un de ses derniers adhérents est M. Hugh Fraser, propriétaire de la plus importante chaîne écossaise de grands magasins et acquéreur, l'année dernière, du célèbre magasin de luxe de Londres, Harrods. Si l'avenir de militant de M. Fraser, descendant d'une vieille famille conservatrice, paraît douteux, son appui financier constitue un atout sérieux pour le S.N.P.

Comme un compagnon de route travailliste demandait à Mme Margo MacDonald quand le S.N.P. comptait se débarrasser de ce nouveau venu quelque peu compromettant, la bouillante Margo a rétorqué : « Quand le Labour se débarrassera de M. Harold Lever ! » Ce Lever, financier de la City, est le conseiller économique de M. Harold Wilson.

La carpe et le lapin pour le « non »

Les ambiguïtés du S.N.P. ne sont qu'un modeste reflet de celles qui affectent l'ensemble du parti du « non ». Ce parti ne peut avoir de commun les travaillistes de gauche, comme M. Norman Buchanan, partisan du ministre de l'Industrie, M. Wedgwood Benn, et les tories pour le « non » qui assurent dans leurs tracts que « déjà, deux pays membres du Marché commun (la France et l'Italie) sont à deux doigts d'être des gouvernements communistes », et qu'il y a, dans les pays membres (de la C.E.E.) « environ 15 000 000 agents payés par le parti communiste ».

Outre le S.N.P., les éléments les plus dynamiques de la campagne du « non » en Écosse sont les travaillistes de gauche. Responsable de « Scotland out of Europe » pour la région de Glasgow, Mme Jenny Buchanan, s'indigne : « C'est le combat de David contre Goliath. Les pro-européens ont tellement plus d'argent que nous ! Ils ont tout le monde des affaires derrière eux ; nous n'avons qu'une partie des syndicats et les vieux militants

socialistes, des anciens de la guerre d'Espagne, comme mon mari. Regardez cette annonce publicitaire pour l'Europe dans le Daily Mail : elle a coûté 900 livres, et c'était la troisième de la semaine ! »

Mme J. Buchanan accuse la « Jeune Gauche pour l'Europe » d'offrir des voyages à Bruxelles à des tarifs ridiculement bas aux jeunes Écossais de toutes tendances. Elle est scandalisée d'une photo-affiche du mouvement européen qui montre un vieillard et un enfant en tenue rayée des camps de concentration allemands avec cette légende : « Victimes de l'Europe déviée ». Elle accuse le Foreign Office d'envoyer, sous faux prétexte, des parlementaires à l'étranger pour faire la propagande du « oui ». Elle raconte que les employeurs exercent des pressions scandaleuses sur leurs ruraux pour les convaincre de bien voter : le patron de Howdens, une usine de métallurgie lourde à Glasgow, aurait ainsi déclaré à son personnel : « Nous exportons 25 % de notre production dans le Marché commun. Si la Grande-Bretagne dit « non » à l'Europe, je serai obligé de licencier 25 % de mes effectifs... »

Mme J. Buchanan veut voir dans le conflit du « oui » et du « non » une lutte de classes, et elle se sent très mal à l'aise avec ses alliés provinciaux. Elle refuse catégoriquement, en tout cas, d'apparaître dans des réunions publiques aux côtés de conservateurs pour le « non » ou de membres du S.N.P. qu'elle accuse d'utiliser le référendum à des fins de propagande électorale.

Elle fait cependant confiance au « bon sens des masses ». Elle pense que si le « non » a des chances de l'emporter quelque part en Écosse, ce sera dans la région de Glasgow-Strathclyde, une nouvelle division administrative qui rassemble près de la moitié des 2 700 000 électeurs écossais, dont les ouvriers des chantiers navals de la Clyde où l'on vote traditionnellement travailliste et où l'action des syndicats se fait sentir.

Face à cette coalition hétéroclite pour le « non », les partisans du « oui » paraissent en meilleure position. En Écosse, que les premiers sondages paraissent le faire croire. Les travaillistes, les conservateurs et les libéraux modérés, qui se retrouvent au coude à coude dans la bataille, coexistent sans conflits majeurs.

C'est la première fois que je vois travailler de près des gens qui sont, en temps normal, des adversaires politiques. C'est très intéressant », nous disait une de ces dames mûres, aux cheveux hardis, qui constituent la plus solide infrastructure provinciale du parti conservateur. Certains tories ne sont sans doute que médiocrement enthou-

siastés de « faire la campagne de Harold Wilson », mais, comme l'écrivait le Financial Times, « ils ferment les yeux et pensent à l'Angleterre ». Les travaillistes pour le « oui » ne se réjouissent pas d'être coupés de leurs amis de gauche, mais ils ont établi un ordre des priorités et jugent que, une fois le référendum passé, les querelles internes du parti s'estomperont comme d'habitude.

Il est bien vrai que la campagne pour le « oui » dispose de moyens considérables et qu'elle publie des flots de brochures souvent adroitement rédigées. Celle signée de M. George Thomson, commissaire britannique à Bruxelles, chargée de la politique

régionale, et ancien ministre de M. Wilson, est un modèle du genre.

Avec clarté, précision et, parfois, une touche d'humour, M. Thomson « répond » à tout. Il insiste sur les investissements américains et canadiens qui se sont multipliés en Écosse depuis l'entrée du Royaume-Uni dans la C.E.E. Il détaille les 230 millions de livres que l'Écosse avait reçus à titre de prêt de Bruxelles à la fin de l'année 1974. Il fait justice des inquiétudes des pêcheurs et des « pétroliers » à l'égard des « réserves naturelles ». Il repousse le « modèle norvégien » d'une pêche en faisant valoir qu'en

fait Oslo est un concurrent direct pour le pétrole et les harengs écossais.

Aux Calédoniens sourdeux, M. Thomson rappelle que la commission britannique à la C.E.E. compte, outre lui-même, de nombreux Écossais, et que le représentant de Londres à la Cour de justice européenne s'appelle lord Mackenzie Stuart. Il jure enfin que, contrairement aux mythes propagés par les antieuropéens, la Commission de Bruxelles n'a nullement l'intention d'empêcher la fabrication du miel de bruyère, pas plus que celle du whisky, ni d'interdire la coloration en jaune des hippes, ces harengs fumés qui font le délice des robustes breakfast du Nord.

Si la campagne référendaire au nord du royaume est plus calme que prévu, c'est aussi que le très vif sentiment nationaliste reste tempéré par la crainte qu'un retrait de la C.E.E. ne précipite une nouvelle crise dans une région traditionnellement sujette au chômage.

L'arrivée des premières gouttes d'or noir, cette année, en Argyll, sur la côte ouest, a cependant renforcé certains nationalistes dans leur conviction que l'Écosse pourrait bientôt se séparer à elle-même. D'autant que les découvertes de gisements importants se poursuivent en mer du Nord. Un modéré nous disait : « Si tant d'Écossais se disent prêts à voter « non » le 5 juin, c'est peut-être surtout parce qu'ils ont le sentiment que les Anglais vont diriger ».

Deux jours avant la finale de la coupe de football Écosse-Angleterre à Londres, l'atmosphère à la gare d'Edimbourg était chaude : une horde de loulo, aux épaules de catcheurs, mit bêtise en bataille, la bouteille gros rouge à la main, s'apprêtant à investir le train de nuit pour Londres. Leurs chants de guerre, barbares du continent... Quels que soient les résultats du référendum en Écosse, la campagne aura montré que la question de la dévolution des pouvoirs de Londres est devenue brûlante. Le degré d'autonomie terme que la future, à Edimbourg, exigera de Westminster sera en grande partie dictée par la répartition « oui » et des « non », le 5 au nord de la Tweed.

NICOLE BERNHEIM

Prochain article :

L'INFLATION N'EST PAS UNE FATALITÉ

Les arguments des « OUI » et des « NON »

De nombreuses brochures, des pamphlets, des tracts, sont publiés à l'occasion du référendum par les partis, les organisations professionnelles, les syndicats et diverses autres parties du corps social britannique.

Les arguments en faveur du « oui » et du « non » sont résumés dans deux brochures publiées par les deux grandes organisations qui cotisent l'ensemble des deux camps : Britain in Europe (pour le « oui ») et Campaign for the referendum national (pour le « non »).

Les inévitables arguments des deux camps se groupent ainsi :

Pour

● Défense : la Communauté européenne est d'abord destinée à promouvoir la paix en Europe, après des siècles d'affrontements sanglants.

● Économie : le « oui » sauvera les aides appréciables de Bruxelles aux régions et aux industries en difficulté ; il favorisera les exportations vers le continent ; il aidera à la lutte contre le chômage par l'implantation d'entreprises non communautaires qui cherchent un débouché dans la C.E.E. ; il assurera la sécurité des approvisionnements en produits alimentaires et en matières premières à des prix réduits.

● Politique : après l'éclatement du Commonwealth, la Grande-Bretagne ne peut plus faire passer seul dans le monde ses intérêts. Les Grands. D'ailleurs, le Commonwealth a manifesté son désir de voir Londres rester dans la Communauté. La C.E.E. permettra à Londres de jouer à nouveau un rôle

important sur l'échiquier mondial.

● Alternative : il n'y en a pas, sauf à renégocier un nouvel accord avec la C.E.E., nécessairement moins fructueux que le Marché commun et, éventuellement, à se joindre aux huit pays de la zone de libre-échange (EFTA), qui doivent, eux-mêmes, négocier avec Bruxelles.

Contre

● Défense : les liens avec le vieux allié américain restent essentiels à la sécurité britannique. Certains pays de la C.E.E. ont quitté la Communauté de défense atlantique.

● Économie : depuis deux ans que la Grande-Bretagne est membre de la Communauté européenne, l'inflation et le chômage n'ont cessé de s'aggraver ; les prix des produits alimentaires continuent à monter, alors que la C.E.E. oserait des surplus de bœuf à l'I.R.S.S. et des prix de dumping. La Grande-Bretagne doit rester fidèle à sa tradition de commerce avec le monde entier et conserver ses liens traditionnels avec le Commonwealth.

● Politique : la souveraineté du Parlement de Westminster est menacée par les décisions de la Commission de Bruxelles. Les Britanniques ne doivent pas lier leur sort à des pays continuellement en désaccord avec les aspirations et les aspirations sont si différents des leurs, et dont plusieurs sont largement « infiltrés » par le parti communiste.

● Alternative : l'entrée dans la zone de libre-échange aux côtés de pays au niveau de vie enviable et la liberté de renouer avec les franchises, ses alliances commerciales et politiques traditionnelles.

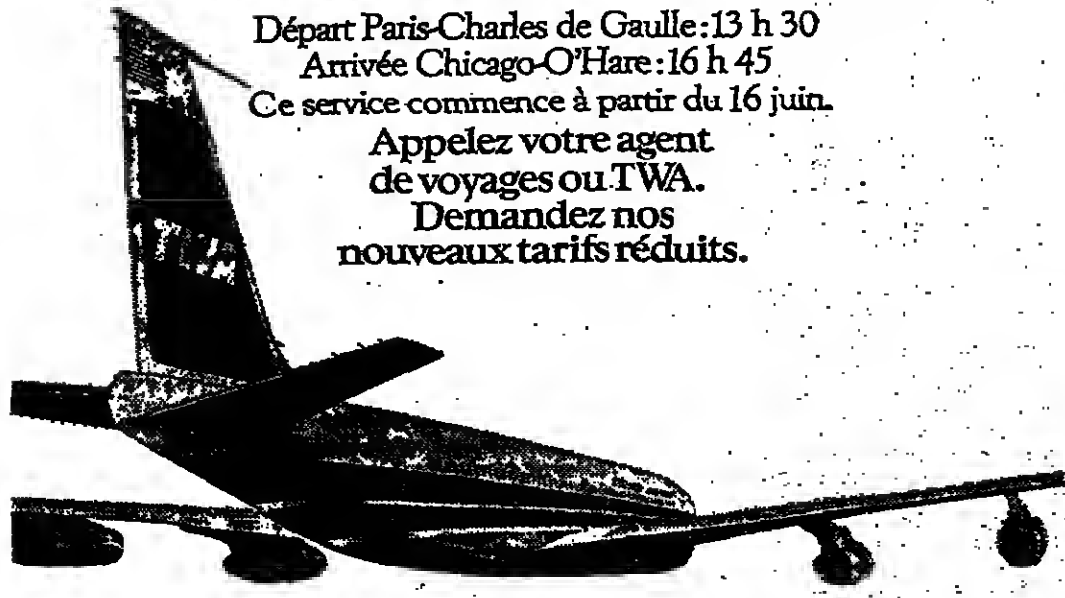
P.C.E.M. Pharmacie

● Recyclage scientifique des Bacheliers A.B.C.D. au mois de septembre.
● Examen annuel parallèle à la Fac. - groupe de 15 - par CHU.
● Année préparatoire pour BACHELIERS A et B : P.C.E.M.O.
CEPES (Rue) de professeurs 57, r. Ch.-Lafitte, 52 - Neuilly.
722-94-94

Chicago. Le seul vol quotidien sans escale.

Départ Paris-Charles de Gaulle: 13 h 30
Arrivée Chicago-O'Hare: 16 h 45
Ce service commence à partir du 16 juin.

Appelez votre agent de voyages ou TWA.
Demandez nos nouveaux tarifs réduits.



Trans World Service TWA.

chute des cheveux

Il n'est jamais trop tôt pour prévenir la calvitie par des soins sérieux.

Il n'est jamais trop tard pour une chevelure additionnelle insoupçonnable.



Dès les premiers symptômes, démangeaisons, pellicules, cheveux gras, secs ou cassants, chutes abondantes répétées, vous devez immédiatement réagir. Si les premiers signes inquiétants étaient la calvitie n'existerait peut-être pas. L'Institut Capillaire ne vous propose aucun « moyen miracle » pour vous traiter. Il applique seulement avec un taux de réussite très important, une technique exclusive mise au point pendant des années aux États-Unis. Elle se déroule en deux phases : corriger la chute par la remise en état du cuir chevelu, en débarrassant les follicules pileux des dépôts qui les obscurcissent ; stimuler la repousse et activer la croissance par l'application d'un revitalisant. Un peu de persévérance et de discipline sont nécessaires pour faire aboutir un traitement sérieux. Dès votre premier contact, un entretien confidentiel de 3/4 d'heure vous sera consacré. Un examen approfondi de votre cas sera réalisé. L'Institut capillaire BRIDGE CAP sera en mesure de vous proposer une gamme de soins appropriés, seulement si votre cas relève de sa compétence. Aucune personne n'est traitée si un maximum de réussite n'est pas assuré.

Si vous avez trop attendu pour vous traiter, il vous reste encore une chance de retrouver une chevelure intacte et de préserver votre charme naturel. La chevelure additionnelle BRIDGE CAP n'est ni un postiche, ni une implantation, mais une chevelure d'appoint absolument insoupçonnable s'intégrant à vos cheveux que vous l'oubliez complètement. Vous pouvez dormir, nager, pratiquer tous les sports (y compris le rugby), vous laver les cheveux sans crainte, affronter le vent et toutes les situations les plus délicates d'une « vie active », sans être trahi. BRIDGE CAP est une solution simple à adopter, qui correspond exactement à l'image que vous avez de vous. N'oubliez jamais que la rentabilité d'une chevelure additionnelle ne se calcule pas sur le prix d'achat, mais sur la durée constante de la satisfaction qu'elle vous apporte. Un conseil : avant de vous décider, informez-vous de la qualité offerte sur le marché pour ce type de produit et... à bientôt très certainement.

INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGE CAP

Un accueil souriant, compétent, à votre service tous les jours de 11 h à 20 h et le samedi de 9 h à 13 h. *crédit personnalisé sur demande.

PARIS - 75006 - 116 bis, Champs-Élysées - 225.59.49
ADJ-EN-PCE - 13100 - 1, rue Lapierre - (91) 26.37.01/ANGERS - 49000 - 15, bd Foch - (41) 58.57.03/CLERMONT-FD - 63000 - 27, rue Blatin - (73) 93.18.34/DIJON - 21000 - 15, rue du Château - (80) 32.97.57/LIMOGES - 87000 - 6, rue Mirebeau - (55) 32.45.37/MARSEILLE - 13001 - 54, rue de Rome - (91) 33.21.60/MONTPELLIER - 34000 - 11, bd Sarraill - (67) 72.81.56/NANTES - 44000 - 11, rue Boileau - (40) 71.74.55/NICE - 06000 - 12, rue de France - (93) 87.11.18/RENNES - 35000 - 25, rue de la Monnaie - (99) 30.16.88/TOULON - 83100 - 2, rue d'Antrehaus - (94) 92.60.54/TOURS - 37000 - 22, rue Victor-Laloux - (47) 20.33.60.

هكنا من الأضرب

EUROPE

AMÉRIQUES

Portugal

'Assemblée constituante se réunit dans un climat de détente

Lisbonne (A.F.P., A.P., Reuter, P.I.). — La séance d'ouverture de l'Assemblée constituante devait avoir lieu ce lundi 3 juin à Lisbonne au palais São Bento. Le président de la République, le général Costa Gomes, prononcera discours inaugural. La première session de l'Assemblée durera cinq semaines. La Constituante a un mandat de trois mois, renouvelable une fois, pour rédiger une loi fondamentale provisoire. Ensuite, le Portugal sera appelé à élire une Assemblée législative. Les grandes lignes de la future constitution sont déjà connues : ce seront des élections au suffrage universel direct, à deux degrés, pour des mandats de cinq ans, renouvelables une fois. Les travaux de l'Assemblée visent à faire inclure dans la Constitution des garanties relatives à la liberté publique, à propos desquelles le P.S. a déjà rédigé un projet de charte. L'Assemblée compte 250 députés, dont 116 élus, 81 représentants du parti populaire démocratique (P.D.), 30 communistes, 16 représentants du Centre démocratique et social (C.D.S., centre chrétien), 5 du Mouvement démocratique portugais (M.D.P., proche du P.C.), 1 indépendant, représentant Macao, et 1 représentant de l'extrême gauche (Union démocratique populaire, U.D.P.). L'heure est à la détente à Lisbonne, après dix jours de crise, samedi 31 mai, M. Raúl Rego, recteur du journal *República*,

député socialiste, s'est entretenu avec le président de la République, avec des membres du Conseil de la révolution et avec certains ministres des conditions dans lesquelles le journal, fermé depuis le 20 mai, pourrait reprendre. Sur ce point, pourtant, comme sur les autres problèmes qu'élevaient soulevés le parti socialiste dans son « ultimatum » du 22 mai au Conseil de la révolution, on ne sait toujours pas quelles assurances le P.S. a obtenues des militaires. Ceux-ci ont, en effet, simplement promis de corriger certaines « distorsions » existant dans la vie politique. Pourtant, l'accrochage que le premier ministre, le général Vasco Gonçalves, a donnée à M. Salgado Zendeja, ministre socialiste de la justice, le 31 mai à son retour de Bruxelles, a été interprété, à Lisbonne, comme un geste de réconciliation, au moins provisoire. D'autre part, le président en exercice du conseil des ministres de la Communauté économique européenne, M. Garrett FitzGerald (Irlande), est arrivé le dimanche 1er juin à Lisbonne pour y étudier les possibilités d'aide de la C.E.E. au Portugal. Enfin les forces armées annoncent que les opérations menées le 28 mai à Lisbonne et dans quatre autres villes contre les persécutés du mouvement maoïste M.R.P.P. ont entraîné l'arrestation de deux cent soixante-neuf personnes.

Union soviétique

Trente-quatre ans après le massacre

UN MONUMENT A BABI-YAR

Moscou (A.F.P.). — Trente-quatre ans après le massacre de Babi-Yar, près de Kiev (Ukraine), où deux cent mille Soviétiques (dont la moitié étaient juifs) furent tués par les occupants allemands, un monument commémoratif sera érigé pour remplacer la simple pierre tombale qui signalait l'emplacement du drame. apprend-on de sources officielles. Ce monument, haut de 15 mètres, devrait être terminé pour le trente-quatrième anniversaire de la mort du premier juif, le 29 septembre prochain. C'est le projet d'un architecte ukrainien, M. Mikhaïl Lysenko, qui a été retenu.

(Depuis longtemps, les juifs soviétiques demandaient qu'un monument soit érigé à l'anniversaire du massacre et que la mémoire des juifs assassinés soit distinguée dans l'épigraphie gravée sur la pierre commémorative posée à Babi-Yar, en 1948, et qui mentionnait simplement le massacre de « citoyens soviétiques ».)

Argentine

Le changement de ministre de l'économie renforce le secteur autoritaire du gouvernement

Le ministre de l'économie, M. Alfredo Gomez Morales, doit être remplacé le 2 juin par M. Celestino Rodrigo, qui était jusqu'alors secrétaire à la sécurité sociale et qui est considéré comme proche de M. José Lopez Rega.

Correspondance

Buenos-Aires. — La violence n'est que la partie la plus visible de la crise qui secoue l'Argentine. Le pays est maintenant atteint par les effets de la crise mondiale, qui ne font qu'aggraver les difficultés économiques internes. En avril, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 9,7 %. La hausse par rapport au mois d'avril 1974 est de 79,5 %. Depuis la première négociation entre les syndicats, le patronat et le gouvernement, au moment du retour des péronistes au pouvoir, en juin 1973, le pouvoir d'achat des salariés a décliné de 17 %, selon les chiffres officiels de beaucoup plus, selon certains syndicats. Quant aux réserves en devises, elles ne seraient plus, d'après les dernières estimations, que de 750 millions de dollars (3 milliards de francs), ce qui représente environ deux mois et demi d'exportations. Face à cette situation, le ministre de l'économie, M. Alfredo Gomez Morales, avait proposé un

plan déflationniste classique à l'adoption duquel il avait subordonné son maintien au gouvernement. Ce plan était fondé sur une réduction de la demande et le réajustement de la balance des paiements. Le point le plus controversé en était la fixation d'un plafond aux augmentations de salaires. Discuté pendant un mois et demi, ce plan d'urgence devait rencontrer l'opposition de la majorité des membres du gouvernement, aiguillonnés par la direction de la centrale syndicale C.O.T. Celle-ci avait, en effet, conscience que la fixation d'un plafond à la hausse des salaires, alors que les négociations n'étaient pas achevées, pourrait la placer dans une situation impossible vis-à-vis d'une base de plus en plus remuante. Le rejet définitif du plan élaboré par le ministre de l'économie a provoqué le départ de son promoteur. Mais aucune alternative économique cohérente ne paraît à portée de la main. Le faible niveau des devises est un frein considérable à toute initiative, et une nouvelle incitation à la demande pourrait donner à l'inflation un caractère vertigineux. La figure charismatique du

général Peron n'est plus là pour faire accepter une période d'austerité volontaire.

La crise économique n'a fait qu'aiguiser les contradictions au sein du gouvernement. M. José Lopez Rega, ministre du bien-être social, paraît aujourd'hui concentrer un maximum de pouvoirs entre ses mains. Le secteur libéral du cabinet, qui était incarné par les ministres de l'économie et de l'intérieur, MM. Alfredo Gomez Morales et Alberto Rocamora, s'est progressivement affaibli. Certaines déclarations de représentants du secteur dur du péronisme contre le « régime des perris », et aussi celles du gouverneur justicialiste de la province de Cordoba, M. Raúl Lacabanne, en faveur d'un système de type « corporatiste », suscitent l'inquiétude.

Dans ces conditions, l'hypothèse d'une intervention des forces armées dans la vie politique, thème traditionnel des conversations à Buenos-Aires, a récemment connu un regain d'actualité. Sans doute les militaires, traumatisés par l'échec de leur précédent passage au pouvoir, ne retourneraient-ils à intervenir que s'ils avaient la certitude de l'avoir à affronter aucune réaction populaire. L'attitude de la C.O.T. est, en la matière, le critère déterminant. — T. M.

Espagne

LA JUNTE DÉMOCRATIQUE APPELLE A DE NOUVELLES « JOURNÉES DE LUTTE »

Madrid (A.F.P., U.P.I., A.P.). — La Junte démocratique d'Espagne, organisation clandestine regroupant les communistes, des socialistes et des monarchistes modérés, a appelé les associations de quartiers de Madrid et de ses environs, qui s'étaient déjà manifestés le 28 février dernier, à de nouvelles « journées de lutte pour les libertés » les 3, 4 et 5 juin. Cette action devrait avoir son point culminant le 4 juin avec des grèves. L'initiative semble être partie de la base.

D'autre part, la tension s'aggrave au Pays basque, bien que l'état d'urgence ait été imposé pour trois mois, depuis le 25 avril, par les autorités espagnoles. Depuis cette date, indique-t-on de source officielle, cent dix-neuf personnes ont été arrêtées. Parmi elles, cinquante-six sont accusées de connivence avec l'E.T.A., le Mouvement communiste d'Espagne, l'Organisation des gauches communistes d'Espagne et le Parti des travailleurs ; elles ont été mises à la disposition de la justice civile. Des nombreuses persécution ont été effectuées à Saint-Sébastien, Benito et Renteria, dans les locaux de l'Action catholique ouvrière. Un important matériel de propagande a été saisi. Les personnes responsables de ces centres sont en fuite, indique-t-on officiellement.

ISRAËL

par avion et bateau

Circuits inédits et tous séjours hôtels

programmes produits par

SIRT TOURS

Toutes Agences et ZIMOPERA

5, av. de l'Opéra - 75001 PARIS

Tél. 260-31-56

Lic. 369 A

A nos concurrents, dites 33.

Gevafax est l'une des premières structures commerciales en France dans le domaine de la reprographie.

Ses 33 agences sont réparties aux quatre coins du pays. 400 spécialistes sont toujours prêts à venir vous aider, vous conseiller dans les 24 heures qui suivent votre appel (dans la Région Parisienne vous pouvez même le joindre par radio-téléphone, pour une intervention quasi immédiate).

Rares sont les concurrents qui peuvent vous garantir une telle présence.

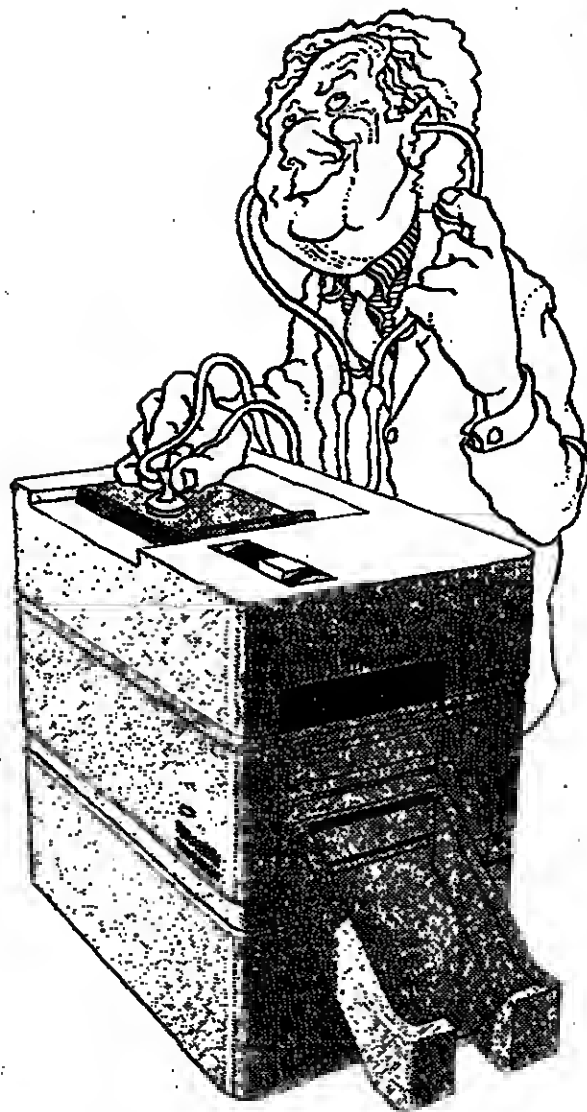
Mais si nos copieurs sont les plus choyés de France, ils sont aussi les plus fiables. Parce qu'ils sont les plus simples, sans ces « perfectionnements » coûteux qui multiplient les risques de panne.

Les Gevafax 50 et 60, le 170 (travaillant sur double format), le X. 10 et le dernier-né de la gamme, le X. 20 (2 fois plus rapide, 1 copie toutes les 3 secondes, travaillant sur tous les supports) ont été conçus pour répondre à un problème bien précis, en fonction de vos besoins spécifiques.

Une grande fiabilité, un service après-vente sans faille, c'est rassurant quand on s'efforce d'optimiser la rentabilité de ses copieurs.

AGFA-GEVAERT

33 agences, 400 spécialistes
Gevafax à votre service.



AGFA-GEVAERT. EQUIPEMENT DES ENTREPRISES 1^{er} CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE COPIEURS

Pour connaître l'agence Agfa-Gevaert la plus proche de chez vous :
téléphonez-nous au 967.81.44 ou écrivez à Agfa-Gevaert D.E.E., 274, avenue Napoléon Bonaparte, 92502 Rueil-Malmaison.

HAIR TRANSPLANT



FINALEMENT
une TECHNIQUE
REVOLUTIONNAIRE
qui ne dissimule plus

la CALVITIE
MAIS
LA
SUPPRIME

Retrouver ses cheveux, c'est
l'obscur de celui qui les a perdus.

HAIR TRANSPLANT
avec la technique révolutionnaire
dans le cuir chevelu
VOUS SÉDUIRA
et enfin, vous vous coifferez
sans difficulté

à tous renseignements complémentaires

Brochure gratuite

75008 PARIS

33, Rue de Bassano

Tél. 720.05.89

1660 BRUXELLES

14, avenue Brugmann

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

10000 BRUXELLES

MADRID : une des quatre bases américaines en Espagne serait évacuée

JOSÉ ANTONIO NOVAIS.

C'est le 21-22 prochain qu'aura lieu l'Action hispano-américaine de défense des intérêts communs de coopération entre l'Espagne et l'Etat-Uni, conclu par la première fois en 1933. Le mouvement en faveur de l'Action hispano-américaine en Espagne de quatre bases militaires américaines — trois américaines à Mexico, San Juan et Manzanillo, une navale, celle de San Pedro de Macoris — constitue des opérations militaires qui, comme les autres, sont difficiles.

Selon les déclarations d'un haut fonctionnaire du département d'Etat, les entreprises du département d'Etat, qui ont été faites à Madrid ont permis de faire des progrès, mais ce n'est pas encore fini. Il est encore trop tôt pour dire si les entreprises du département d'Etat-Uni pourront être une base pour l'Espagne. La base de l'Armada de Arica est proche de la capitale et son trafic gère considérablement le commerce civil de l'Amérique. L'Armada de Arica est la plus grande internationale de l'Amérique.

CALCULEZ VOTRE "SALAIRE DE MARCHÉ" avec une précision jamais atteinte.

L'EXPANSION

**SPECIAL
LE PRIX DES CADRES 1975**
L'EXPANSION

Premier journal économique français

vous offre "Le prix des Cadres"

Armé d'un crayon rouge, vous allez déterminer vous-même la feuille de salaire que vous pourriez avoir, celle de vos amis, collègues ou subordonnés : cette année, des tableaux comparatifs encore plus précis vous permettent de calculer très exactement comment votre fonction, votre âge, vos diplômes, votre sexe, la taille de votre entreprise, votre lieu de travail et votre secteur d'activité, influencent votre salaire.

Les experts, réunis par L'EXPANSION, sous la direction de Pierre Beaudoux, ont mis sur ordinateur les données de 5000 questionnaires, faits avec la participation de 11 cabinets de recrutements.

L'EXPANSION est seul à pouvoir répondre à ces questions clés sur les salaires.

Cette année, le dossier de L'EXPANSION rend à ses lecteurs des services encore plus précis :

- Il traite des questions nouvelles : le handicap des cadres féminins, la carte de France des salaires suivant les régions...
- Il rend des services pratiques : il guide les débutants à la recherche d'un premier emploi, permet aux cadres confirmés de faire un check-up précis de leur carrière.

- Pourquoi le marché des cadres va-t-il se renverser en 1979?
- Le surencadrement des sociétés françaises devra-t-il disparaître?
- Dans quelle région de France les salaires des cadres sont-ils les plus bas?
- Un tassement est-il inévitable après les fortes augmentations d'un début de carrière?
- Combien de temps faut-il en moyenne pour trouver un premier emploi, suivant l'école d'où vous sortez?
- L'inflation a-t-elle vraiment entraîné une dégradation du pouvoir d'achat des cadres?
- Les fonctionnaires sont-ils moins défavorisés, cette année, par rapport aux cadres du secteur privé?
- Les salaires sont-ils bloqués dans l'informatique?
- Les dirigeants sont-ils nombreux à gagner plus de 300.000 francs? Comment se situent-ils vis-à-vis des dirigeants étrangers?
- A fonction égale, de combien les salaires féminins sont-ils inférieurs aux salaires masculins?
- Les citadelles tenues par les grandes écoles sont-elles impenables?

Pour être sûr de recevoir le Prix des Cadres et pour bénéficier d'un abonnement pour une année complète, au prix exceptionnel de 90 F seulement, retournez au plus tôt ce bulletin.

L'EXPANSION, service abonnements, 78, rue Olivier-de-Serres, 75739 PARIS CEDEX 15

Répondez dans les
10 jours pour recevoir
"LE PRIX DES CADRES"

Bon pour un an d'abonnement à

L'EXPANSION

premier journal économique français

Je désire m'abonner à L'EXPANSION pendant 1 an pour 90 F seulement et recevoir "Le prix des Cadres".

M. _____
 Mme _____
 Mlle _____ Prénom _____ Nom _____
 N° _____ Rue, av., bd _____ Ville _____
 Code postal _____
 Pays (pour abonnement étranger 90 F + 20 F frais de port par train ou bateau) _____
 Signature _____

90 F Seulement pour 1 an
(au lieu du prix normal de 120 F)

Il est inutile de joindre votre paiement, nous vous ferons parvenir la facture du montant correspondant.

L'EXPANSION, service abonnements,
78, rue Olivier-de-Serres,
75739 PARIS CEDEX 15

EM/86

TRANCHE DES VACANCES



TIRAGE
MERCREDI 4 JUIN

gros lot 1 million 1/2 de F

loterie nationale

prix du billet 44 F prix du 1/10^e 5 F

DIPLOMATIE

Pitié pour le ministre des affaires étrangères

par PIERRE MILLET (*)

Je suis heureux de pouvoir maintenant regretter publiquement ce que j'étais sans jusqu'à présent à n'exprimer que dans le « privé » : à savoir l'emploi du temps de plus en plus démentiel de notre ministre des affaires étrangères depuis dix ans au moins.

Le chef de notre diplomatie — l'actuel plus encore que le précédent — voyage depuis quelques années presque autant qu'une hôtesse de l'air, avec cette différence que celle-ci peut au moins se reposer quand elle arrive à destination.

Il doit se rendre régulièrement — et plusieurs fois par mois — à Bruxelles et à Luxembourg pour des réunions du Marché commun.

Il se rend en outre, au moins une dizaine de fois par an en visite officielle chez ses collègues de tous les continents.

Il doit prendre part à Bonn, à Tokyo, à Moscou (et j'en passe certainement) à des réunions « régulières » bipartites prévues par nos accords.

Il passe une dizaine de jours chaque année à New-York, à l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée générale de l'ONU. On aurait pu penser que c'était là une occasion presque suffisante d'y rencontrer la plupart de ses collègues. Il semble qu'il n'en soit rien.

Revenu en France, notre ministre des affaires étrangères dirige le Quai d'Orsay dans tous ses aspects

administratifs, politiques, économiques, et culturels.

Il doit régulièrement composer avec la commission des affaires étrangères de nos deux Assemblées avec ce que cela comporte de préparations. Même remarque pour ses interventions hebdomadaires au conseil des ministres. Il doit, en outre, plus que n'importe quel membre du cabinet, des interventions aux journalistes, français et étrangers.

Plus qu'aucun autre membre du gouvernement également, il doit par définition, ou tradition, déjeuner ou dîner « en ville », y prononcer des discours et allocutions, à l'occasion notamment des visites que lui rendent à Paris les collègues qu'il est allé voir, ou de celles de ministres des affaires étrangères qui espèrent bien que notre ministre des affaires étrangères le leur rendra.

Si le ministre des affaires étrangères est parlementaire et que, aux termes de la Constitution, il a dû abandonner son siège à son suppléant, cela se le dépense pas de se rendre régulièrement dans sa circonscription.

Quel être humain, quel chef d'entreprise pourrait résister physiquement — et donc intellectuellement — à une telle dépense d'énergie ?

J'aurais dû écrire « gaspillage » d'énergie, car une longue expérience de la vie diplomatique m'a convaincu

qu'il est grand temps de réduire le nombre des voyages de notre ministre des affaires étrangères à l'étranger.

Je ne voudrais pas que mon opinion soit interprétée en quelque sorte comme une réaction d'autodéfense d'un ambassadeur.

Nous sommes toujours ravis d'accueillir notre ministre et encore plus quand nous pensons qu'il n'a pas perdu son temps en se rendant dans la capitale où nous sommes accablés. Mais je crains que cela ne soit que l'exception.

A cette inflation de déplacements, je vois deux causes : la première, la rapidité des transports aériens depuis l'avènement des appareils à réaction.

L'autre, pour dire le moins, c'est que, lorsque notre ministre s'est rendu dans un pays, beaucoup de ses collègues de la région se disent : « Et pourquoi pas moi ? » Cela est vrai particulièrement de pays avec lesquels nous avons traditionnellement des liens plus étroits. L'autre raison, c'est le goût qui s'est développé depuis la dernière guerre mondiale pour des réunions « au sommet ».

Je voudrais être convaincu que l'air raréfié qu'on y respire est aussi bénéfique à la diplomatie que l'altitude pour les globules rouges. Certes, en cas de prise vraiment grave, le contact personnel est indispen-

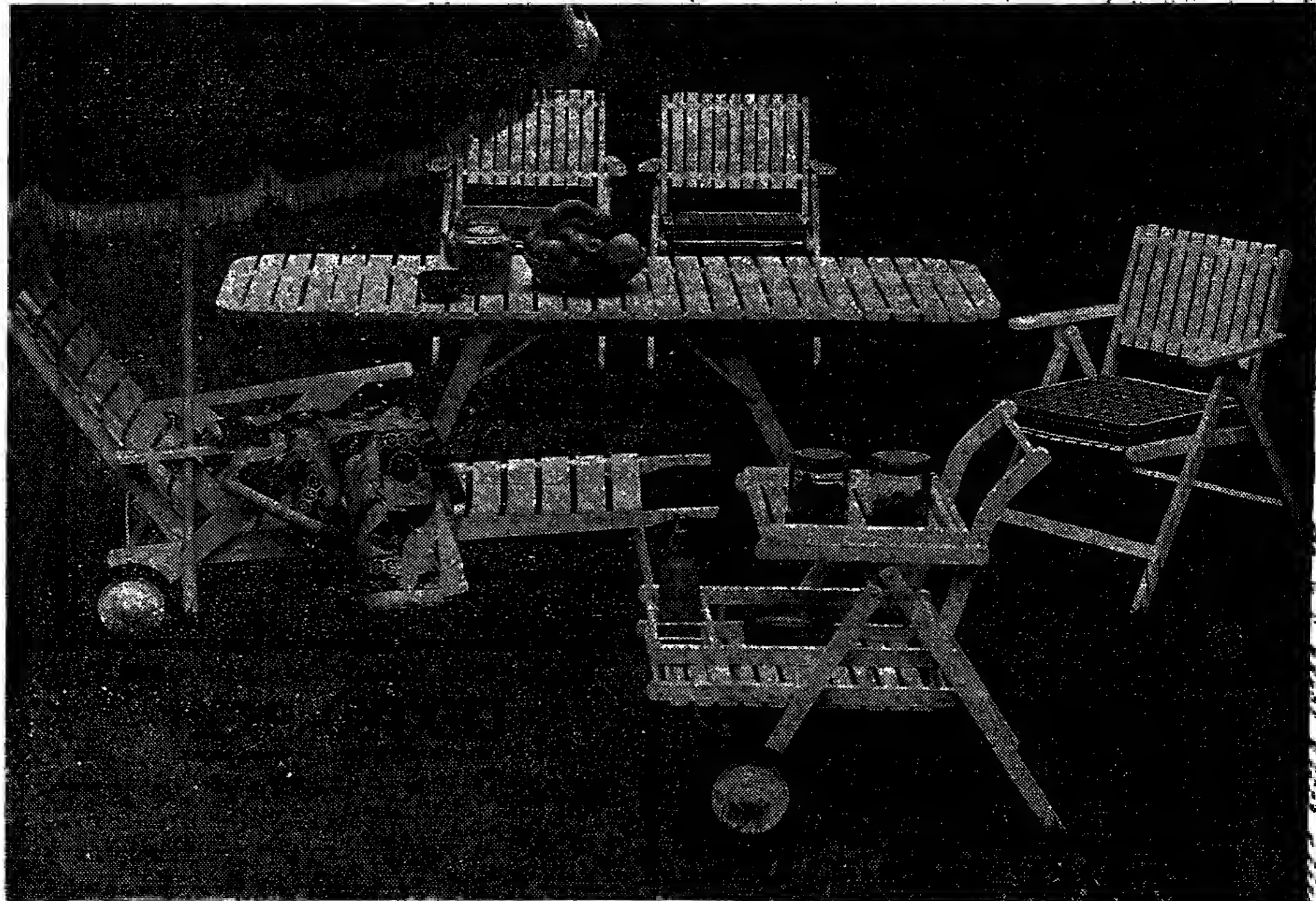
sable. Il se sera d'autant plus qu'on ne l'aura pas « gaspillé ». Mais dans des crises de cette nature, le pense au Proche-Orient et à Chypre, c'est le Conseil de sécurité qui est saisi. Or il est très rare que les ministres des affaires étrangères aillent à New-York en ces occasions. Et cela me paraît judicieux afin de réserver des recours plus « sûrs ».

Le temps de la réflexion personnelle, ne pourrait-on pas en donner davantage à nos ministres des affaires étrangères à une époque où on exige d'eux qu'ils soient « des clarités en tout », depuis la fixation des caractéristiques de « l'ent standard » dans les pays du Marché commun jusqu'aux problèmes les plus techniques de la stratégie ?

Philippe de Commines, du temps de Louis XI, estimait qu'il y avait avantage à ce que « les princes se rencontrent le moins souvent possible ». Nous ne sommes évidemment plus à cette époque et les méthodes de la diplomatie doivent évoluer avec le temps. Il est des exceptions bien sûr : par exemple, la diplomatie singulièrement errante du docteur Kissinger en Moyen-Orient. Mais dans ce cas, le secrétaire d'Etat américain veut se substituer à des parties qui — du côté arabe — n'acceptent pas de se parler. C'est négociation ambassadrice n'a guère de succès, non plus.

* Ancien ambassadeur de France au Liban, au Liban et au Bangladesh.

des prix exceptionnels pour tout un été au soleil.



Profitez-en. Les Galeries Lafayette font des prix vraiment fantastiques sur tous les meubles de jardin. Un exemple : Salon en bois laqué blanc, fauteuil brouette, lattes cintrées, avec allonges

295f

table familiale avec allonges 200x80

375f

fauteuil pliant

90f

table bar roulant
parasol, 100% coton, Ø200
toit marine doublé carreaux

220f

190f

coussin 45 x 45, 100% coton

22f

flaneuse (non représentée) :

100f

ces prix barres ont été précédemment pratiqués dans nos rayons

**galeries
lafayette**

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE ÉPINE

هكزام الاصل

DIPLOMATIE

APRÈS LEUR RENCONTRE DE BRUXELLES

MM. Caramanlis et Demirel s'engagent à régler leur différend
« pacifiquement, par la voie des négociations »

C'est un peu avant 13 h. 30, samedi 31 mai, soit près de trois heures avant le début de leur entretien au palais d'Egmont, à Bruxelles, que MM. Demirel et Caramanlis se sont présentés devant la presse pour échanger, sur l'initiative de M. Caramanlis, la poignée de main qui marque, sinon la réconciliation entre les deux pays, du moins le début de la « normalisation » de leurs relations. « C'est un bon début, j'en suis très heureux », a notamment déclaré le premier ministre grec. Cette rencontre, qui avait été préparée la veille par un long entretien des ministres des affaires étrangères mais s'est déroulée pour l'essentiel en tête à tête, était la première que les chefs de gouvernement

de Grèce et de Turquie aient eue depuis 1967.

Le communiqué conjoint est ainsi rédigé, dans sa version officielle française : « Au cours de leur rencontre, les deux premiers ministres ont eu l'occasion de procéder à l'examen des problèmes qui conduisent à la situation actuelle des relations entre leurs pays. »

Ils ont décidé que ces problèmes doivent être résolus pacifiquement par la voie des négociations et concernant le plateau continental de la mer Egée, par la Cour internationale de La Haye.

Ils ont défini les lignes générales sur la base desquelles auront lieu des rencontres prochaines des représentants des deux

gouvernements. A cet égard, ils ont décidé d'accélérer la rencontre d'experts concernant la question du plateau continental de la mer Egée, ainsi que celle des experts sur la question de l'espace aérien.

Les deux premiers ministres se sont trouvés d'accord pour que, de part et d'autre, des efforts soient faits aux fins de la création et du maintien d'un bon climat dans les relations entre la Grèce et la Turquie, de sorte que les problèmes existants puissent être résolus et que les deux pays soient amenés à établir un climat de coopération, à leur avantage mutuel.

Enfin, les deux premiers ministres se sont trouvés d'accord pour apporter leur appui aux négociations intercommunautaires de Vienne (sur Chypre).

ANKARA : un pas en direction d'un règlement ATHÈNES : le risque d'une guerre est écarté

De notre correspondant

Ankara. — « Je crois qu'un pas utile a été fait, en vue de résoudre pacifiquement tout le contentieux gréco-turc », a déclaré M. Demirel, premier ministre turc, de retour de Bruxelles. Sans prévoir de développements spectaculaires dans l'immédiat, la presse turque, unanime, note la diminution de la tension entre la Grèce et la Turquie, à la suite des rencontres des ministres des affaires étrangères des deux pays à Rome, puis des premiers ministres à Bruxelles.

« C'est un tournant dans les relations entre Athènes et Ankara », écrit un journaliste, le chef de la diplomatie turque, faisant preuve d'optimisme, se félicite de la « finalisation du dialogue ».

L'entourage de M. Demirel espère que l'embargo militaire américain frappant Ankara sera bientôt levé. Le gouvernement compte ainsi modérer la réaction de l'opinion publique, qui reproche sa timidité à la coalition gouvernementale actuelle, effectivement peut-être de donner suite à la menace de fermer les bases américaines sur le sol turc.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article du Monde daté 1^{er} juin intitulé : « La réunion de l'OTAN à Bruxelles », en page 3, il fallait lire : « On ne peut raisonnablement pas attendre ces deux projets, l'euro-péen et l'atlantique », au lieu de : « On peut raisonnablement pas attendre... »

M. Esenbel, ancien ministre des affaires étrangères, aujourd'hui ambassadeur à Washington et qui a participé à la réunion de l'OTAN, a, de son côté, immédiatement regagné la capitale des Etats-Unis.

Selon certaines informations de source turque, le président Ford aurait donné l'assurance à ses interlocuteurs que la proposition de levée de l'embargo serait avancée de juillet aux premières semaines de juin. On estime ici que le secrétaire d'Etat, M. Kissinger, et son entourage, qui avaient, ces dernières semaines, brandi le spectre d'une guerre gréco-turque afin de sensibiliser le Congrès, espèrent pouvoir, cette fois-ci, apporter la preuve d'un « progrès sensible » dans le dialogue gréco-turc et décider ainsi les membres américains de la Chambre des représentants à revenir sur leur décision d'embargo, ce qui pourrait faciliter le règlement de la question chypriote. Ensuite, Athènes pourrait retourner au bercail de l'alliance atlantique, et le flanc sud-est de l'OTAN serait « sauvé ».

Tels seraient, grosso modo, les objectifs de la diplomatie américaine. Cependant, en dépit de ces premiers signes de détente entre les dirigeants turcs et grecs, et des promesses américaines, nombreux sont ceux, à Ankara, qui craignent que M. Demirel n'ait pas, en raison des difficultés à l'intérieur, les coudées franches au moment où va s'ouvrir une période de négociations sérieuses.

ARTUN UNSAL

De notre correspondant

Athènes. — De retour à Athènes, M. Caramanlis a exprimé sa complète satisfaction. Son entretien avec M. Demirel à Bruxelles s'est révélé plus constructif que certains ne l'espéraient. Il a souligné la sincérité des dirigeants d'Ankara, laissent espérer une évolution encourageante des relations entre la Grèce et la Turquie. Le premier ministre estime que le risque d'une guerre se trouve écarté et que la voie est désormais ouverte pour de pacifiques et positives négociations.

Pour ce qui est de Chypre, les dirigeants grecs et turcs vont s'employer à encourager les conversations intercommunautaires de Vienne, mais se borneront à jouer un rôle de conseillers, comme le souhaite Athènes.

En ce qui concerne le contentieux gréco-turc, les contacts seront plus nombreux et à tous les niveaux. Des experts vont se réunir afin d'examiner la question de l'espace aérien en mer Egée. D'autres experts aborderont celui du plateau continental. Ces réunions complèteront l'action qui sera poursuivie afin que le litige soit soumis à l'arbitrage du tribunal international de La Haye. Enfin, une rencontre sera organisée entre les deux ministres des affaires étrangères. Cette rencontre pourrait précéder à un nouveau rendez-vous entre MM. Caramanlis et Demirel.

Dans la capitale grecque, on estime que le dialogue gréco-turc est désormais permis. Certes, de nouveaux obstacles risquent de surgir, et des rebondissements imprévus de la crise ne peuvent être totalement exclus, mais il n'en reste pas moins que les chances d'un règlement pacifique des questions en suspens se précisent.

Les milieux de gauche auraient préféré voir M. Caramanlis choisir une autre voie. Ils estiment qu'il aurait pu éviter de se laisser placer devant le choix « guerre ou paix » posé par les milieux atlantiques. Pour la gauche grecque, M. Caramanlis aurait dû internationaliser la question de Chypre et se tourner plus fran-

chement vers l'U.R.S.S., les pays de l'Est et le tiers-monde.

Les réactions des milieux de gauche ne semblent pas devoir préoccuper outre mesure M. Caramanlis. Les succès remportés sur le plan international, ces derniers jours, ont renforcé l'autorité du premier ministre et il sait pouvoir compter sur sa compacte majorité au Parlement. Son entourage soutient que la perspective de voir se former un gouvernement d'union nationale n'est pas à retenir. Lorsqu'il faudra prendre des décisions définitives concernant les grands problèmes nationaux, M. Caramanlis pourrait fort bien s'adresser directement à la nation et organiser un référendum. De toute façon, le premier ministre se trouve en position de force. Il pourra affronter avec de nombreux atouts dans son jeu l'offensive politique que certains milieux de l'opposition envisagent de lancer après le vote de la nouvelle Constitution qu'ils contestent devant l'opinion grecque. M. Caramanlis va informer immédiatement Mgr Makarios de ses entretiens à Bruxelles. A la première occasion, il en fera de même avec les partis de l'opposition.

MARC MARCEAU

1975
AUSTÉRITÉ oui...
mais EFFICACITÉ
LE TELEX
LE TELEX oui, mais...
387.97.00
13, rue Clapart - 75008 Paris
VOTRE TELEX

Actuellement, l'un des meilleurs placements :
les lithographies et gravures rares

Les véritables lithographies et les gravures d'artiste constituent d'agréables objets de collection : on en tire tout d'abord un plaisir esthétique, mais aussi un profit. On se constitue un véritable capital à l'abri de l'inflation.

Amadeo de Vespigne édite à tirage limité des gravures et des lithographies selon les méthodes artisanales traditionnelles. Grâce à la vente directe de l'éditeur à l'amateur d'art, il est possible d'acquiescer ces œuvres d'art dans des conditions extrêmement raisonnables (et même par mensualités de quelques dizaines de francs par mois). Lorsqu'elles sont de cette qualité, les lithographies et gravures ne peuvent que prendre de la valeur avec les années. Vous pouvez obtenir une documentation complète avec reproductions en couleurs en ren-

voiant tout de suite le coupon ci-dessous.

BON pour une documentation gratuite à renvoyer à Amadeo de Vespigne, 58, rue Perrotin, 75008 Paris.

Veuillez m'adresser une documentation gratuite en couleurs sur les lithographies et gravures à tirage limité. L.R. 0.518 - MD 8

NOM : _____ Prénom : _____

ADRESSE : _____

Code postal : _____

Ville : _____

DE LA LICENCE ES-LETTRES A L'EMPLOI
OU COMMENT GAGNER DU TEMPS

Votre licence est une étape qui situe votre niveau, elle vous permet d'entrer directement en deuxième année de l'E.A.D. : vous pourrez y acquiescer les connaissances pratiques qui vous rendront immédiatement efficace dans l'Entreprise.

A partir d'un enseignement économique fondamental, cinq options en prise directe sur le développement de l'Entreprise : Gestion financière, Gestion du Personnel, Etude du Produit et Distribution, Publicité et Relations Publiques, Commerce international.

ECONOMIE
AMATEUR
DEVELOPPEMENT
Enseignement supérieur privé
8, rue Saint-Augustin - 75002 Paris
Tél. 742.88.24 - 742.86.61
Ecole des Ateliers de Direction

asprofor
ASSOCIATION POUR LA PROMOTION
PAR LA FORMATION CONTINUE
(régie par la loi de 1951)
104, CHAMPS-ELYSEES - 75008 PARIS
Tél. 359.12.77 et 68.70

STAGES DE JUIN 1975

Initiation à l'utilisation de l'informatique A compter du 5 juin

Perf. pour aides-comptables. A compter du 10 juin

Perf. pour chefs d'équipe, chefs de chantier conducteurs de travaux B et T.P. En séminaire du 16 au 27 juin

Perf. pour comptables de chantier A compter du 10 juin

Initiation et perf. à la dactylographie et à la sténographie : méthode accélérée A compter du 23 juin

Méthode nouvelle d'anglais sur cassettes A compter du 24 juin

Initiation à la comptabilité A compter du 25 juin

EMPLOYEURS, rentabilisez votre cotisation de 1 % formation continue

CHARLES BOUCHARD : « L'AVION ME PERMET D'EXPLOITER AU MAXIMUM MON CAPITAL-TRAVAIL »

Ce spécialiste en matière de transport voyage sur Air Inter soixante-dix fois par an et fait voyager les marchandises de ses clients à toute heure, sur tout vol, pour une recherche constante d'amélioration de ses services.



M. Charles Bouchard, président-directeur général de la société de transport H. VANDELIER.

« Monsieur, en tant que président-directeur général d'une entreprise de transport, vous devez être amené à vous déplacer souvent ? »

« Effectivement, la société Vandelier, que je dirige, possède une succursale en France. Nous transportons, nous entreposons, nous livrons par route, par fer et par air des marchandises de toutes sortes. Comme la société Helming, dont nous sommes une filiale, nous essayons de vendre à nos clients un service « sur mesure ». Par exemple, nous proposons aussi pour nos clients des marchés de long terme, nous pouvons vous offrir :

« Tout d'abord, une équipe technique et commerciale de transport ? »

« Très exactement. »

« Dans aussi bien du point de vue professionnel qu'à titre personnel, en tant qu'usager, vous êtes doublement compétent pour apprécier les services qu'Air Inter offre à ses clients. En êtes-vous satisfait ? »

« Tout à fait. Mon problème, quand je visite une succursale éloignée, est d'effectuer dans la mesure du possible l'aller et le retour dans la même journée. Pour aller à Montpellier, à Toulouse, à Biarritz, il n'y a, à mon point de vue, qu'Air Inter qui permette de faire l'aller et retour dans la même journée. »

« Vous devez être un voyageur très malin ? »

« Oui, je pars à la première heure et je rentre par le dernier vol du soir. Pour aller à Toulouse, par exemple, le « décollé » à 7 h. 15 et je suis de retour chez moi vers 22 heures après une bonne journée de travail. Mais ne croyez-vous pas ces déplacements fatigants ? »

« Non, j'allais justement ajouter et cela me paraît être le second avantage considérable de ces liaisons, c'est qu'elles vous évitent la fatigue. L'avion me permet de garder intact mon capital-travail. Après avoir fait 700 kilomètres en un heure à quai, l'arrivée à l'aéroport, prêt à effectuer mes dix heures de bureau, exactement comme à Paris. Quel autre moyen

de transport, je vous la demande, peut vous offrir ça ? »

« Monsieur Bouchard, vous êtes un homme d'affaires qui utilisez les vols « rouges » qu'Air Inter a déployés pour vous, à quelle fréquence, nous le demandons ? »

« Eh bien, je regarde mon carnet, pour le mois d'avril, je peux vous dire que j'ai été à Toulouse, le 11 à Biarritz, le 17 à Montpellier, le 21 à Perpignan, le 25 à Toulouse et le 30 à Biarritz. »

« Soit, mais, je vous le demande, vous avez pris sept fois l'avion ? »

« Oui, c'est ma cadence normale. Comptez que, dans l'année, je dois bien prendre soixante-dix fois Air Inter. »

« C'est une belle performance. Et ce que vos collaborateurs de province montent aussi à Paris ? »

« Dans notre société, nous avons un principe, c'est à la direction de se déplacer. A mon avis, les chefs d'agence doivent rester sur place auprès de leurs clients. C'est donc moi qui vais le plus souvent vers mes collaborateurs. Mais cela ne les empêche pas de prendre l'avion au moins une fois par mois pour venir au siège. Mais il n'y a pas qu'eux qui voyagent ! »

« Qui d'autre encore ? »

« Il y a la marchandise. Pour le fret, nous faisons beaucoup d'« air ». Tenez, l'autre jour, un tourneur de Biarritz avait besoin d'un mandou de vison pour une cliente. Une camionnette express de chez nous est allée le prendre et l'a déposé à Orly-trait d'Air Inter. Dans les trois heures, cette dame a eu son mandou à sa taille. Résumons, nous avons expédié « encore plus gros » : il s'agissait d'acheminer par air, un trépan pour un forage à Parandis. Eh bien ! par avion, croyez-moi, il faut le faire. Mais le soir, même le forage repartait. »

au départ de Charles de Gaulle (Roissy)

vois quotidiens vers :

BORDEAUX (dép. 19h55)
TOULOUSE (dép. 9h20)
LYON (dép. 9h00-12h45-20h15)
MARSEILLE (dép. 8h45-20h00)

les autres vols Air Inter sont assurés au départ d'Orly-Ouest

AIR INTER PARIS
Renseignements, réservations, Tél. : 588.21.21
et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

Chaillot Théâtre National

REPRISE EXCEPTIONNELLE
SALLE GEMIER

du 2 au 14 juin 1975 à 20 h. 30

la mort de Danton

de Georg Büchner

Mise en scène : Bruno Bayen

« LE MONDE », Colette Godard :
« BUCHNER, le révolutionnaire déçu »
« Le sens du spectacle se détermine entre Saint-Just, Robespierre et Danton. Cela tient à la personnalité des acteurs, à leur étonnante précision, à leur talent qui est très grand. »

« L'HUMANITE », J.-P. Léonardini :
« Au pied du volcan »
« BAYEN prouve avec superbe son aptitude à cerner l'histoire par le fantasme qu'elle suscite. Loin des bonnets phrygiens il fait chanter la musique entêtante du dedans des consciences. »

« LE NOUVEL OBSERVATEUR », Guy Dumur :
« La terre en blanc et noir »
« Ce décor est admirable et voudrait à lui seul le déplacement... »
« A travers les voiles de romantisme, la vérité historique de la Révolution Française. »

« LE QUOTIDIEN DE PARIS », Matthieu Galey :
« Des ports-drapeaux »
« Avec la férocité de ses vingt-quatre ans, Bruno BAYEN s'est attaqué à deux vieux messieurs... Il s'attaque à MM. Mallet et Isaac, candelles impropres. »
« C'est un jeu de reflets qui s'adresse à un public d'aujourd'hui, à ceux qui ont vécu 68. »

LOCATION 727-81-15

POLITIQUE

Gouverner ou militer ?

La prochaine réunion des dirigeants des formations signataires du programme commun de gouvernement — dont le date n'est toujours pas arrêtée — s'annonce sous des auspices épineux. La querelle que les derniers événements du Portugal suscitent entre communistes et socialistes n'a rien à envier à celle qui les avait opposés du début d'octobre à la fin de février, et l'inébranlable volonté de M. Mitterrand de ne pas se laisser entraîner par les polémiques n'a rien à envier à la gravité des griefs personnels que lui adresse M. Marchais lorsqu'il lui reproche d'avoir procédé, contre le P.C., à une attaque que la rédaction s'empresse d'utiliser.

Au cours de sa campagne présidentielle de mai 1974, M. Giscard d'Estaing avait, à diverses reprises, fait valoir qu'une gauche victorieuse serait incapable de gouverner, et il n'y a pas à s'étonner que la majorité exploite à cœur joie le discours qui régit de nouveau dans le camp adverse. Il est, en revanche, surprenant que M. Chirac s'emploie personnellement à relancer l'anticoommunisme de l'U.D.R., comme il vient de le faire tout au long du week-end, lorsqu'il dispose de cinq secrétaires généraux adjoints dont ce devrait être le besoin et qui, d'ailleurs, font de leur mieux. Il est de plus en plus inquiétant qu'il joue de la confusion entre ses deux responsabilités — chef d'un parti et chef du gouvernement — et perde de vue qu'il devient quelque chose de ce qu'il est, son premier devoir est d'assurer sa dignité et sa responsabilité de premier ministre. Il est dangereux pour le gouvernement qu'il spéculer sur la dégradation de la situation au Portugal et inadmissible qu'il joue de l'exil éventuel d'une importante personnalité de ce pays. C'est peut-être demain en France que nous accueillons M. Soares, alors que c'est le président de la République de ce même pays, M. Francisco de Costa Gomes, qui doit être accueilli dans notre pays, de mercredi à samedi.

Pratiquement l'anticoommunisme le plus virulent, M. Chirac donne beau jeu à l'humanité de dénoncer un premier ministre « totalitaire et fascisant » (c'est ce que M. Poniatowski disait du P.C.) et à M. René Andrieu

d'écrire dans ce journal : « Nous n'avons pas, en matière de liberté, de laçon à recevoir d'un gouvernement qui fournit des armes aux fascistes du Chili et aux racistes d'Afrique du Sud comme il en a fourni, hier, aux colonnes grecs, qui livrent les parcs de Franco et laisse le champ libre à ses policiers dans le Midi de la France. »

L'attitude du chef du gouvernement est, d'autre part, en totale contradiction avec celle de M. Sourengragues, qui s'abstient de toute appréciation sur la situation au Portugal, et celle de M. Giscard d'Estaing qui s'est limité sur ce point à de très brèves banalités lors de son entretien avec les journalistes, le 21 mai. Ses alléguées répétées contre les régimes communistes ne peuvent, en outre, que compromettre la politique de l'Etat, du ministre des affaires étrangères que du président de la République.

M. Chirac n'a, en tout cas, pas la même méthode que M. Giscard d'Estaing à l'égard du P.C.F. Pour désarmer l'ardeur des militants et des électeurs communistes, l'aut-il les aggraver comme le fait le secrétaire général de l'U.D.R., ou au contraire, comme se le proposait le chef de l'Etat, le 21 mai, de prendre des mesures adéquates telles qu'il se sentent « plus étroitement intégrés à la vie de la société française » ? C'est affaire de tempérament, et il est de plus en plus clair qu'il n'y a rien de commun entre celui du président de la République et celui de son premier ministre, si du moins l'on en juge par leurs propos respectifs.

Faudrait-il croire que M. Giscard d'Estaing « emploie » M. Chirac, comme M. Poniatowski autrefois, lorsqu'il a certaines choses désagréables à dire ? On rappellera alors que lorsque M. Poniatowski allait trop loin sous le maître le démentait par une mise au point. C'est ce qui s'est produit lorsque, le 14 juin 1972, l'ancien ministre d'Etat a soutenu « de ne pas en dire et de changer de direction ». « Mon action s'exerce à l'intérieur de la majorité », avait aussitôt répliqué le ministre de l'économie et des finances de l'époque.

Après les propos tenus samedi et dimanche par le premier ministre, une mise au point de l'Élysée serait le bienvenue. Diplomatiquement, elle s'impose.

RAYMOND BARRILLON.

OUTRE-MER

Territoire français des Afars et des Issas

M. DEFFERRE : le premier ministre manque de sang-froid.

(De notre correspondant.)
Bordeaux. — M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déclaré dimanche 1^{er} juin, à Canon, dans le proche banlieue de Bordeaux, que le 28 mai, il avait « un manque de sang-froid inacceptable pour un premier ministre ». Le maire de Marseille évoquait la politique que le 28 mai, il avait « un manque de sang-froid inacceptable pour un premier ministre ». M. Alain Vivien, député socialiste de Seine-et-Marne, et M. Chirac à propos des incidents qui venaient de se produire sur le territoire des Afars et des Issas.

DE NOMBREUSES PERSONNES AURAIENT ÉTÉ EXPULSÉES DE LA VILLE DE DJIBOUTI

M. Hassan Gouled, leader de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance, principal parti d'opposition, ancien président du conseil du gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas, a déclaré au Monde, lundi 2 juin, que trois cents cinquante personnes, parmi lesquelles des femmes et des enfants, ont été expulsées de la ville de Djibouti depuis l'arrivée, le 30 mai, de deux escadrons de gendarmerie envoyés de Paris (le Monde du 31 mai). Ces personnes ont été emmenées, selon M. Gouled, « par camions militaires dans le désert, à proximité des frontières somaliennes et éthiopiennes ». L'agence France Presse confirme que des expulsions ont été opérées dimanche, après que le quartier d'Ambouli, où se sont produits les incidents meurtriers de la semaine dernière, eut été contrôlé par les forces de l'ordre.

A la Réunion

L'ANCIEN MAIRE DE SAINT-PAUL CONDAMNÉ

Le tribunal correctionnel de Saint-Denis de la Réunion a rendu, vendredi 30 mai, son jugement, après le procès de M. François Bénard et de ses associés accusés de fraude électorale lors des élections municipales de mars 1971 (le Monde du 22 mai 1975). Les peines sont les suivantes : M. François Bénard, ancien maire de Saint-Paul, un an d'emprisonnement avec sursis et 3 000 francs d'amende ; M. Jean-Baptiste Mardel, ancien adjoint, trois mois d'emprisonnement avec sursis et 1 000 francs d'amende ; M. Rico Florian (qui avait enlevé l'urne du deuxième bureau de vote dont il était le président) trois mois d'emprisonnement avec sursis, et de 200 à 500 francs d'amende. Le tribunal a prononcé trois relaxes.

CONDAMNATION DU « COMBAT RÉUNIONNAIS » POUR DIFFAMATION ENVERS LE BUMIDOM

La dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, a condamné, vendredi 30 mai, Roland Malet, directeur du journal Le Combat Réunionnais, à deux amendes de 3 000 francs chacune pour diffamation envers le BUMIDOM (Bureau pour le développement des migrations intercontinentales) dans deux articles parus en juillet-août 1973 et avril-mai 1974. Le Combat Réunionnais avait notamment accusé le BUMIDOM de faire « commerce de chair humaine pour le profit de quelques capitalistes » (le Monde des 4-5 et 7 mai).

LA CONTROVERSE

AVANT LES ASSISES NATIONALES DE NICE

M. Chirac et les dirigeants de l'U.D.R. développent leur offensive contre le P.C.

Prénant la parole pendant le week-end devant les fédérations U.D.R. des Hauts-de-Seine, de Paris, de Moselle, M. Jacques Chirac a voulu donner à ses « compagnons » conscience de leur importance avant qu'ils ne se retrouvent à Nice les 14 et 15 juin à leurs assises nationales. Il a fait sur un ton particulièrement offensif, mobilisateur et optimiste dans des discours prononcés avec une détermination, une fougue et une aisance grandissantes. L'approbation enthousiaste qu'il a remuée dans ces réunions où se retrouvaient beaucoup de ceux — depuis en nombre — qui, il y a un an, avaient soutenu M. Chaban-Delmas, ou qui, il y a cinq mois, lui avaient reproché de s'emparer du secrétariat général, montrait que l'U.D.R. ne souffrait plus d'« état d'âme », et qu'elle avait refait son unité. Préparant la tolérance et l'apaisement, M. Chirac a même fait applaudir M. Couve de Murville en citant un article de l'ancien premier ministre, écrit pourtant à l'époque où ce dernier était fort réservé à l'égard de l'évolution de l'U.D.R.

A Paris, où les rivalités électorales avec les républicains indépendants sont vives et anciennes, le nom de M. Giscard d'Estaing a été hué lorsque M. Tibéri, député et secrétaire fédéral de l'U.D.R. l'a prononcé, mais les militants gaullistes n'ont pas manifesté lorsque M. Chirac a répliqué le « contrat » passé entre eux et le futur chef de l'Etat pour le deuxième tour des élections présidentielles. Il est vrai qu'il a chaque fois replacé l'action actuelle de M. Giscard d'Estaing dans la filiation de celle du général de Gaulle et de Georges Pompidou.

Rangé dans l'héritage du gaullisme la défense de la liberté, M. Chirac a très vivement blâmé l'attitude de MM. Marchais et Seguy dans l'affaire portugaise, mais sans faire allusion à celle du

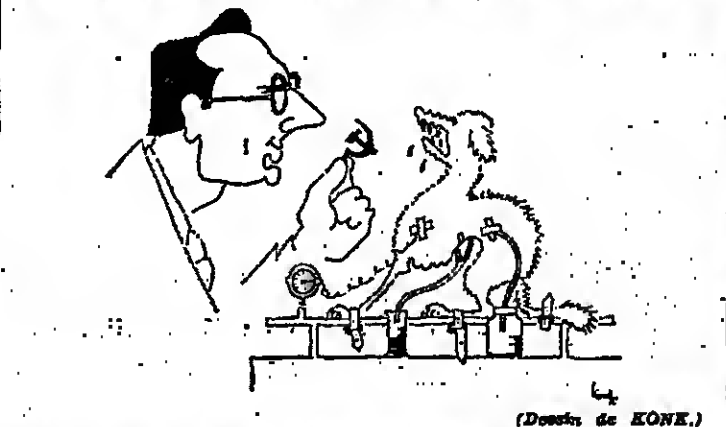
parti socialiste, alors que M. Bernard Pons, ancien ministre, parla à Aurillac, rendant ce dernier solidaire des communistes, et qu'à M. Chandon le considérait comme le principal adversaire de la majorité. De même que M. Tomassini dénonçait au Havre, « danger collectiviste » de la gauche, de même M. Chirac retrouvait le thème de l'anticoommunisme, qui fait toujours recette devant les auditoires gaullistes, allant jusqu'à offrir à M. Soares un éventail politique.

Et c'est par opposition au programme commun qu'il a décrié la transformation non violente de la société, comme l'objet du gouvernement. Avec plus de netteté que par le passé, il a prononcé en faveur de la « participation », mais sans préciser les moyens qu'il emploierait pour atteindre ce but.

Indiquant pour la première fois que depuis son accession au secrétariat général l'U.D.R. avait recruté neuf mille sept cent cinquante adhérents, affirmant que ce mouvement était « le p. représentatif du peuple français », M. Chirac a invité ses auditeurs à préparer d'ores et déjà « avec leurs alliés » les futures combats électoraux. S'il a assuré que les gaullistes en tant que tels n'auraient plus « place importante » dans la future Assemblée nationale, n'a plus promis, comme il le faisait l'été dernier, que le député U.D.R. n'y retrouverait en nombre au moins aussi grand que M. Chirac a rappelé que son mandat de secrétaire général était « mesuré dans le temps », et ainsi voulu montrer par cette formule prude que ses préoccupations de leader de la majorité sont entières, contraignant aussi à penser aux alliés de l'U.D.R.

ANDRÉ PASSERON

Devant plus d'un millier de militants U.D.R. de la fédération de Paris, le 31 mai, M. Jean Tibéri, député du cinquième arrondissement, a notamment déclaré : « Le fait présidentiel est clair dans nos esprits grâce à de Gaulle et à Georges Pompidou. Il est aujourd'hui incarné par Valéry Giscard d'Estaing. Après quelques « mouvements divers », l'histoire a pu affirmer : « Notre système ne peut pas être à jamais ». M. Jacques Chirac, fréquemment interrompu par des applaudissements, après avoir rappelé



(Dessin de KONK.)

qu'il y a un « notre mouvement est allé côtoyer les idées de la dévotion » et précisé : « Le 14 décembre j'ai décidé de prendre une initiative dont l'objectif était mesuré dans le temps », a affirmé : « rien ne doit être admis qui puisse mettre en cause les institutions » et « le mode de scrutin législatif de 1958 ». Il a affirmé : « Nous devons être loyaux envers nos alliés ; renoncer à l'unité de la majorité serait une erreur politique. Nous devons préparer avec nos alliés les combats électoraux futurs et notamment les législatives. Nous devons revenir avec un groupe gaulliste qui se sera battu sous son drapeau et qui aura une place importante dans le gouvernement de demain. (...) Compagnons, mes amis, nous gagnons. »

A Metz, les quelque mille deux cents militants U.D.R. rassemblés dimanche au pavé des Expositions ont fait un véritable triomphe au premier ministre M. Jacques Chirac. Venu à l'occasion des assises du mouvement, en effet, attaché à redonner confiance à ses troupes dans un département où le gaullisme n'a cessé d'être en perte de vitesse ces cinq dernières années. M. Chirac, rendant hommage à son père, a déclaré : « M. Chirac, à l'hôtel Magasin, a déclaré : « Sans l'action personnelle de M. Pierre Messmer, il est fort probable que M. Mitterrand aurait été élu président de la République. » et il a poursuivi : « M. Marchais dit qu'il défend les libertés, comme elles pouvaient se composer, comme on pouvait accepter certaines et en refuser d'autres. En France, depuis 1789, c'est la liberté qui nous intéresse, elle est une et indivisible et quand M. Defferre se demande

jusqu'où on doit aller dans l'exercice ou la limitation des libertés, il répond : « mille part. (...) Les Français peuvent s'organiser ce qui se passera chaque mercredi autour de la table du conseil des ministres où l'on s'exprime. Les événements du Portugal nous indiquent d'ailleurs que M. Mitterrand ne restera pas longtemps à la table du conseil des ministres. » M. Messmer a déclaré notamment : « Nous sommes décidés, quoi qu'il arrive, quand viendront les échéances électorales, à aller au combat partout où presque nous nous trouvons. »

M. René Tomassini, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, a déclaré au Havre samedi 31 mai devant l'U.D.R. de Haute-Normandie, après avoir salué le gaullisme, plus ouvert

que jamais aux besoins et aux espoirs des Français : « Reste le danger collectif, danger d'origine étrangère, combiné des éléments chrétiens défigurés avec un matériel oriental où l'homme est alié. C'est le guichet des péchés et celui des prisons où des hommes ont été enfermés. Le droit de l'Etat sans loi n'est plus qu'une violence et viol permanent des libertés. C'est le régime totalitaire à sa plus extrême, qui a été le régime d'Etat, a expliqué Tomassini, méconnaissant la tribune du Sénat la faiblesse de toutes les unités de la gauche quand, arrivant au pouvoir, »

le P.C., qui, malgré les efforts qu'il fait pour se trouver, réussit à tromper personne. Le P.S., qui, par l'ambiguïté de son langage, a fait tout le monde, »

M. Chirac, prenant la parole, samedi 31 mai au camp Royal à Compiègne (Oise) l'occasion du trentième anniversaire de la libération des camps de concentration, a déclaré : « Gardiens du souvenir, il faut que le confort de la vie quotidienne ne nous empêche de l'oubli. Il n'est d'esprit de personne d'oublier la confection d'une idole, d'oublier les structures de la politique et de la structure de la langue, et de nous reconstruire une chape de plomb et silence. Voilà ce que moi-même, M. Chirac, qui, par son rôle, doit oublier. »

« L'Humanité » : des calomnies

M. René Andrieu, rédacteur en chef de l'« Humanité », répond lundi 2 juin aux déclarations de M. Chirac et note dans le quotidien communiste : « Le premier ministre a jugé « inadmissible » la campagne que nous menons pour la liberté d'information. » Ce qui est inadmissible, c'est qu'un premier ministre s'arroge le droit de nous imposer sur les antennes nationales, sans nous donner la possibilité de répondre à ses affirmations. Ou plutôt à ses calomnies. (...) M. Chirac, qui a fait d'un tortionnaire, spécialiste de la « gégène » en Algérie, un ministre de son gouvernement, serait-il, lui aussi, spécialiste des libertés, de faire preuve d'un peu de pudeur ?

« Nous n'avons pas, en matière de liberté, de leçon à recevoir d'un gouvernement qui fournit des armes aux fascistes du Chili et aux racistes d'Afrique du Sud, comme il en a fourni hier aux colonnes grecs, qui livrent les parcs de Franco et laisse le champ libre à ses policiers dans le midi de la France. Le seul en Europe à soutenir actuellement le plan américain visant à faire entrer l'Espagne du Caudillo dans le pacte atlantique. (...) M. Chirac se félicite que Soljenitsyne puisse se produire à la télévision française. Nous aussi d'ailleurs, car ceux qui pouvaient ouvrir quelque illusion sur la noblesse du personnage auront désormais à quoi s'en tenir. Mais pourquoi Alvaro Cussul, par exemple, ne pouvait-il hier y prendre la parole quand il était un combattant clandestin, sinon parce que MM. Giscard d'Estaing et Chirac ne voulaient faire aucune peine, fut-elle légère, aux dictateurs de Lisbonne, beaucoup plus proches de nous. (...) Nous aurons, assurément, approuvé l'assassinat (sic) du journal Republica au Portugal. Il faut bien le dire en pesant ses mots : M. Chirac est un menteur. Les communistes français, en ce qui les concerne, ont fourni toutes les informations dont ils disposaient sur un conflit aux origines visiblement complexes et dont on peut raisonnablement penser qu'il sera prochainement

Proche du P.C.R. (marxiste-léniniste)

UNE « UNION COMMUNISTE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE » A ÉTÉ CONSTITUÉE

Dans le courant du mouvement révolutionnaire, un mouvement n'est pas possible pour l'heure, le congrès constitutif de l'Union communiste de la jeunesse internationale. Selon les organes de ce mouvement, il y a quelques centaines de participants et de régions d'origine. Il s'agit d'une organisation marxiste-léniniste, le parti communiste révolutionnaire (M.L.). Front rouge, d'ailleurs, longuement cité dans son numéro du 20 mai dernier, tandis que l'autre cipa, courant et maoïste France ne lui donne aucune visibilité particulière dans quelconque, l'Union communiste de la jeunesse internationale (M.L.) ont d'ailleurs parlé au cours du congrès constitutif de l'U.C.J.R. Parmi les résolutions adoptées par le congrès figurent : « L'Union communiste de la jeunesse internationale (M.L.) a pour objectif de P.C.R. (M.L.) de son côté par l'Union communiste de la jeunesse internationale (M.L.) »

POLITIQUE

Cinq élections cantonales

DOUBS : canton de Clerval (1^{er} tour).

Inscr. 3.989; vot. 3.011; suffr. expr. 2.987.

MM. Henri Crestin, sout. U.D.R., 1.042 voix; Alain Carlier, C.D.P., 901; Charles Semes, maire de Clerval, P.S., 370; Fernand Rodot, mod. maj., 332; Bernard Vieille, P.C., 232. Il y a ballottage.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Louis Didier, Centre dém., récemment décédé. élu pour la première fois en 1953, réélu en 1964, Louis Didier l'avait emporté en 1970 au premier tour par 1.439 voix contre 1.234 à M. Jacques Clerget, sans étiqu., et 728 à M. Guy Mangey, P.C., sur 3.458 inscrits, 2.517 votants et 2.353 suffrages exprimés.]

INDRE : canton de Neuville-Saint-Sépulchre (2^e tour).

Inscr. 3.270; vot. 3.630; suffr. expr. 3.549.

M. Aymard Bouhade-Périgot, maire de Neuville-Saint-Sépulchre, déf. int. cant., 2.033 voix, E.L.U.; M. Marcel Labruno, maire de Montpouret, P.C., 1.526.

Il s'agissait de remplacer Vincent Rotinat, ancien député, ancien sénateur, récemment décédé. Au premier tour, M. Bouhade-Périgot avait obtenu 1.512 voix contre 933 à M. Lebrun, 930 à M. Armand Bonnet, sans étiqu., et 191 à M. Jacques Plantureux, U.C.S.D., sur 3.978 inscrits, 3.623 votants et 3.558 suffrages exprimés.]

MAINE-ET-LOIRE : canton d'Angers III (2^e tour).

Inscr. 16.332; vot. 9.274; suffr. expr. 6.153.

M. Pierre Roland, U.D.R., 3.448 voix, E.L.U.; M. Gérard Pilet, P.S., 2.707.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Suzanne Bouvet, ind., récemment décédée. Au premier tour, M. Roland avait obtenu 1.624 voix contre 1.565 à M. Pilet, 1.235 à M. Pierre Bouvet, sans étiqu., 328 à M. Marcel Paquereau, P.C., et 728 à Mme Marie-Françoise Rust-Polsson, cent., sur 16.332 inscrits, 6.987 votants et 5.997 suffrages exprimés.]

MAINE-ET-LOIRE : canton de Cholet I (2^e tour).

Inscr. 11.123; vot. 4.301; suffr. expr. 4.228.

M. Guy Ronchin, mai. prés., 2.450 voix, E.L.U.; M. René Durand, P.S., 1.778.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Georges Frisnet, Centre dém., récemment décédé. Au premier tour, M. Ronchin avait rassemblé 1.415 voix contre 1.373 à M. Robert Maucourt, sans étiqu., 1.132 à M. Durand et 456 à M. Jack Pivert, P.C., sur 11.123 inscrits, 4.429 votants et 4.376 suffrages exprimés.]

NORD : canton de Lille-Ouest (2^e tour).

Inscr. 38.445; vot. 20.729; suffr. expr. 20.110.

M. Georges Delfosse, maire de Lambertart, mai. prés., C.D.P., 11.439 voix, E.L.U.

M. Christian Burle, cons. mun. de Lille, P.S., 8.571.

Au premier tour, le 25 mai, les résultats avaient été les suivants :

Inscr. 38.445; vot. 20.681; suffr. expr. 20.124. MM. Delfosse, 8.794 voix; Burle, 4.233; Durand, P.C., 3.241; Maucourt, mai. prés., C.N.J., 2.423; Fuchaux, rad. de gauche, 743.

Il s'agissait de remplacer M. François-Xavier Orliol, ancien ministre, qui a récemment donné sa démission de conseiller général en raison de ses fonctions à la tête de la commission exécutive de la C.N.R. En mars 1976, M. Orliol avait emporté au second tour par 10.003 voix contre 5.820 à M. Derouzier, P.S., et 2.937 à M. Duhamel, C.N.J., sur 38.445 suffrages exprimés. Sur un nombre de suffrages exprimés à peu près comparable à celui du second tour de 1970, on constate donc que la majorité présidentielle est en retrait au profit du P.S. En effet,

M. Jean Boyer, ancien ministre, maire de Tours, a déclaré samedi 31 mai à Angers (Pays-de-la-Loire) que le but de son action politique est d'établir le partage de la France en deux camps hostiles par une information, gauche et droite de la situation économique actuelle, notamment au niveau artisanal, commercial et des petites et moyennes entreprises.

Le statut de Paris. — Les assises de la fédération U.D.R. de

elle totalisait alors 13.945 voix avec ses deux candidats contre 11.439 au 1^{er} juin. Néanmoins, le P.S. ne semble pas la totalité des voix obtenues au premier tour par les formations de gauche.]

UNE ÉLECTION MUNICIPALE

LOIRE-ATLANTIQUE : Montoir-de-Bretagne (2^e tour).

Inscr. 2.943; vot. 2.234; suffr. expr. 2.200.

Liste d'union de la gauche, 1.280 voix, D.I.X. E.L.U.; liste d'union communale (mod.), 920.

Au premier tour, la liste d'union communale avait obtenu 729 voix contre 643 à la liste d'union démocratique et 629 au P.S.

Il s'agissait de remplacer dix conseillers municipaux qui avaient donné leur démission à la suite d'un conflit de caractère personnel avec le maire, M. Séjourné, lequel était lui-même, ensuite, démis de son mandat.]

Paris ont notamment étudiés pendant le week-end la réforme du statut de la capitale. Sur proposition de M. André Fanlon, député de Paris, elles ont adopté une motion souhaitant que le nombre futur des conseillers de Paris soit porté de cent à cent trente et que la participation de tous à la vie locale soit assurée par la mise en place dans chaque arrondissement de conseils élus comprenant des conseillers de Paris et des conseillers d'arrondissement.

Les républicains indépendants se préoccupent du sort des collectivités locales

Après le cinquante-huitième congrès annuel de l'Association des maires de France, qui a mis en lumière (le Monde daté 1-2-3) l'inquiétude et le mécontentement de ces derniers à propos de la situation financière des collectivités locales (supplément à nouveau M. Maurice Pic, secrétaire général de l'Association, dimanche 1^{er} à Europe 1), M. Michel Poniatowski a profité d'une cérémonie à Bagneres-de-Bigorre pour revenir sur les mesures qu'il avait annoncées en faveur des communes.

M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, a déclaré vendredi 30 mai à Bagneres-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), à propos de la crise financière des collectivités locales : « Le gouvernement est décidé à engager une action qui permette de faire face à cette crise. (...) Des mesures ont été prises. (...) Le personnel représentatif de la base sur les salaires et la suppression de la T.V.A. pour les régies, ce qui représente une année pleine, 800 millions de francs. »

Il faudra ajouter à cela le remplacement de la patente par la taxe professionnelle, l'affectation à toutes les communes de France de la moitié des versements provenant de la loi « Joxe ». (...) M. Poniatowski indique qu'il montait à 52.255 F en 1971, 17.947.835 F en 1972, 19.618.500 F en 1973 et 24.110.449.067 F en 1974, les chif. de 1971 et 1972 incluant aux communes urbaines.

M. Memmes fait suite à la pose qui l'oppose, depuis le congrès du M.N.S.L. (à la fin du 16 avril), à propos de la situation de la commune de Vieux qui ne figure d'ailleurs pas les bénéficiaires des subv. d'équipement. M. Memmes fait suite à la pose qui l'oppose, depuis le congrès du M.N.S.L. (à la fin du 16 avril), à propos de la situation de la commune de Vieux qui ne figure d'ailleurs pas les bénéficiaires des subv. d'équipement.

MANAGEMENT RECRUITMENT

This position is at the International headquarters of a highly diversified concern in Brussels. The major tasks of the man or woman appointed will be to assist the Director in personnel in filling managerial positions at the Company's headquarters from internal and external sources, and with the redeployment of management personnel both at headquarters and in subsidiary companies as they become available for new assignments. Applicants should have a university degree in, for example, psychology, law or business administration and a sound personal background, preferably in both staff and line management functions. They should have had several years' experience in recruitment or in the development of managerial talent and be skilled at interviewing and evaluating people. Capable of dealing at ease with top executives, they should be able to communicate in one or two major European languages as well as English. The position is based at the heart of the EEC in a city which offers pleasant living conditions, good schooling (international and French) and contact with people of broadly varied national and educational backgrounds. Salary and benefits are at an attractive level and promotional opportunities for a talented person are good. Applications should if possible include a type-written curriculum vitae and include salary history and earliest starting date. Write to Paris address.

Brussels

DIRECTEUR COMMERCIAL

140.000 F

Assurances — Une compagnie privée (I.A.R.D.), disposant d'un réseau anciennement et largement implanté, recherche son Directeur Commercial. Sous l'autorité du Directeur Général et en étroite collaboration avec lui, le responsable du poste aura pour première mission de définir et d'appliquer une nouvelle politique commerciale qui tienne compte de l'évolution du marché de l'assurance sans nuire à l'image traditionnelle et reconnue de la société. Dans le cadre de cette mission, il aura à rechercher de nouveaux produits et à donner une impulsion nouvelle au réseau d'inspecteurs et d'agents. Le poste convient à un homme de 35 ans minimum, possédant une solide culture générale et une expérience d'au moins cinq années dans l'assurance, et capable d'imposer une conception personnelle de sa mission. Le salaire annoncé est indicatif et dépendra surtout des compétences. Écrire à Paris. Réf. A/2268M

RESPONSABLE FORMATION

100.000 F

Une très importante société internationale, leader sur son marché, recherche dans le cadre de sa diversification le responsable des actions de formation pour ses nouveaux produits. Sous l'autorité du Directeur de la Formation et en étroite liaison avec lui, le responsable du poste aura pour mission de : concevoir, déterminer les moyens à mettre en œuvre et participer à la réalisation de la formation du personnel de vente aux nouveaux produits. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 29 ans, de formation supérieure et possédant une solide expérience de l'élaboration de programmes de formation à des produits si possible du secteur informatique ou péri-informatique de bureau, acquise en entreprise ou dans un cabinet-conseil. Une bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire. La rémunération annuelle de l'ordre de 100.000 francs sera fonction de l'expérience acquise. Le dynamisme de cette société permet à un candidat de valeur de réelles perspectives d'avenir. Écrire à Paris. Réf. A/2273M

DIRECTION ORGANISME CONSEIL

Grenoble

Formation et conseil aux entreprises textiles — Le CEFRA, association professionnelle d'études et de formation au service des PME des secteurs de la bonneterie et de la confection, recherche son directeur. Il devra animer et coordonner les actions d'une équipe de 16 intervenants spécialisés dans le conseil en organisation et la formation technique du personnel. Il aura pour mission de préciser la politique de développement de la société, tout en conservant le souci constant de la qualité des services apportés. A partir d'une forte implantation dans la région Rhône-Alpes, son action personnelle sur le plan commercial permettra d'élargir le cadre des interventions à des entreprises du marché national. Participera de façon active à l'élaboration des propositions d'interventions. Il sera fréquemment amené à assurer la réalisation. En outre, il se verra déléguer par le Conseil d'Administration, la totale responsabilité de la gestion administrative et financière de cet organisme. Ce poste, basé à Grenoble, conviendrait à un candidat âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure technique. Une expérience professionnelle d'au moins 5 années l'aura familiarisé avec les problèmes de direction d'une équipe de consultants et lui aura permis d'acquiescer une solide connaissance du conseil d'entreprise de taille moyenne. La connaissance de l'industrie textile et les différents secteurs d'activités propres au secteur de la confection, constitueront un atout déterminant. La rémunération annuelle de départ ne sera pas inférieure à 100.000 francs et sa progression sera liée aux résultats. Écrire à Lyon. Réf. A/3325M

INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

Paris

Électronique — Une jeune société à vocation européenne, spécialisée dans la réalisation et la vente d'appareils et de systèmes intégrés de tests automatisés destinés au diagnostic de sous-ensembles électroniques, souhaite, dans le cadre d'une croissance très rapide, confier la représentation commerciale de ses produits à un ingénieur Technico-Commercial pour le marché français. Basé à Paris et en liaison avec le Directeur Marketing Europe, il sera responsable du développement des ventes auprès d'importants constructeurs et utilisateurs du matériel électronique. Ce poste intéresse un candidat âgé de 28 ans minimum, ingénieur de formation (électronique de préférence) disposant d'une expérience confirmée de la vente à haut niveau dans le domaine des composants ou des matériels électroniques. Une très bonne connaissance de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 70.000 francs. Une voiture de service et un plan d'intéressement sont prévus. D'excellentes perspectives d'évolution sont envisageables compte-tenu du contexte de développement. Écrire à Paris. Réf. A/2277M

RÉDACTEUR

Paris

Société de Services — SODEMA est une société de services qui assure la protection des marques, dessins et modèles pour un grand nombre d'entreprises françaises à travers le monde. Elle recherche un rédacteur pour son département étranger. Ce rédacteur aura pour mission de protéger dans les pays étrangers les marques d'entreprises françaises qui lui seront confiées. Il s'appuiera sur un réseau international de correspondants. La connaissance de l'anglais est indispensable, l'allemand ou l'espagnol seraient appréciés. Ce poste, rattaché au chef du département étranger, convient à un licencié en Droit, ayant si possible une première expérience professionnelle. Le salaire annuel de départ ira de 45.000 francs pour un débutant à 60.000 francs pour une personne ayant plusieurs années d'expérience. Écrire à Paris. Réf. A/2152BM

DIRECTEUR RECHERCHE DEVELOPPEMENT

120.000 F

Une Société française en expansion rapide, fortement exportatrice, située dans l'Oise et spécialisée dans la fabrication de matériels lourds de Travaux Publics, offre un poste de Directeur de la Recherche et du Développement. Sous l'autorité de la Direction Générale et en liaison avec les Services Marketing et Technique, il aura pour mission de parfaire les produits existants, de concevoir de nouveaux engins et de résoudre les nombreux problèmes technologiques inhérents à la réalisation des prototypes et à la mise en fabrication de petites séries. Il sera chargé de diriger, d'animer et de contrôler les travaux d'une équipe d'études de 15 à 20 personnes. Ses responsabilités s'étendront aux contacts avec les fournisseurs de composants et de sous-ensembles et au choix de ceux-ci. Aux qualités d'imagination créative, d'ouverture d'esprit, d'adaptabilité à une technique très particulière devront s'associer un solide réalisme industriel (sens de l'analyse de la valeur, de la fiabilité...) et le goût du travail en équipe. De bonnes connaissances de la langue anglaise sont indispensables pour permettre l'exploitation des publications étrangères spécialisées et les contacts avec certains clients. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une grande école (Arts et Métiers, Mines, ENSTA...) âgé d'au moins 32 ans, et justifiant d'une expérience de 5 à 10 ans dans des services études acquises dans les industries mécaniques et de préférence dans les matériels de Travaux Publics. La rémunération annuelle de départ pourra, en fonction de l'expérience et des compétences acquises, atteindre 120.000 Francs. Écrire à Paris. Réf. A/2275M

RESPONSABLE CONTROLE QUALITÉ

90.000 F

Nîmes — La société Jean CACHAREL, spécialisée dans la création, l'industrialisation et la commercialisation de modèles de prêt-à-porter, recherche le Responsable de son service Contrôle Qualité. Sous l'autorité du Directeur Général, il aura la responsabilité de la mise en place et du suivi des procédures de contrôle : en amont par l'expression des spécifications de qualité en liaison avec la création, le bureau d'industrialisation et le service achats; en aval par l'établissement de normes de conformité. Plus généralement, il interviendra sur l'ensemble de la vie de l'entreprise pour informer et conseiller les dirigeants d'une part, les services intéressés, et aura des contacts fréquents avec les commerciaux et la clientèle. Il sera basé à Nîmes près des usines et des ateliers, mais devra se déplacer fréquemment, surtout par Paris. Ce poste conviendrait à un cadre, âgé d'au moins 30 ans, de formation Ingénieur textile, ayant l'expérience de l'animation d'un service contrôle qualité et de l'utilisation de l'outil statistique. Aux qualités relationnelles indispensables s'ajoutera une forte personnalité. Un candidat de valeur peut trouver dans cette société de réelles possibilités d'avenir. La rémunération annuelle de départ pourra en fonction des compétences, atteindre 90.000 francs. Écrire à Paris. Réf. A/2274M

RESPONSABLE DES VENTES EXPORT

60.000 F

Région lyonnaise — Une société française (200 personnes, chiffre d'affaires 25 millions de francs), en pleine expansion (30 % par an) spécialisée dans la construction métallique, recherche pour consolider son implantation sur les marchés européens, un Responsable des ventes export. Sous l'autorité du Directeur Commercial, il aura pour mission d'assurer le développement des ventes en liaison avec les réseaux de distribution locaux (filiales et importateurs exclusifs). Il participera progressivement à la définition de la politique commerciale, étudiera l'adaptation des produits aux marchés étrangers, poursuivra la structuration des réseaux de vente, et assurera l'animation sur le terrain. Ce poste conviendrait à un candidat de formation commerciale supérieure, âgé d'au moins 26 ans, ayant acquis une première expérience de l'animation commerciale à un niveau européen. La pratique de l'anglais et de l'allemand est indispensable ainsi qu'une réelle disponibilité pour les déplacements. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 60.000 francs, sera liée aux compétences acquises. Le poste évoluera normalement vers des responsabilités plus importantes. Écrire à Lyon. Réf. A/3323M

Adresser C.V. détaillé en repiquant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client sans être envoyées à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. : 727 35-79
9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelona - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Frankfurt - Hambourg - Londres - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

هنا من العمل

HISTOIRE

« AU SUJET DE PHILIPPE PÉTAIN »

Lettre sereine en réponse à une « lettre anxieuse »

par PIERRE LEFRANC

J'ai été déçu par la récente parution de la « Lettre anxieuse » (1). C'est outré, comme chacun sait, ce qui est excessif est sans force. La lettre, par son ampleur, mériterait d'être un défenseur plus mé-

me mise publique n'est pas l'histoire pour le transfert des os de l'ex-maréchal Pétain mais surtout une nouvelle demande de réhabilitation. Les deux lettres sont lées dans l'esprit de l'auteur, c'est bien ce que nous lisons.

Je ne s'agitait que de donner une nouvelle édition à la lettre d'un ancien, maréchal de France, s'il était acclamé de la ferveur parmi les anciens ou à l'ombrage des élites, le cœur saurait, mais ce qui est réclamé sur un commémoratif est bien autre, c'est un acte politique, c'est la réhabilitation.

Le fait que l'inhumation à Douaumont, contrairement aux traditions, telle décision, porterait atteinte à l'ombre de convictions et provoquerait de fortes réactions. Une mise sous des valeurs qui tirent de la Résistance et du nom des tant de volontaires sont ne saurait être acceptée. Le on peut venir, et encore il partant de la donner qu'à ceux ont souffert, mais pas l'oubli surtout le reconnaissance d'une fiction.

Un tel acte, la responsabilité de l'ex-maréchal ne être effacée. C'est son amas prestige qui a dévié tant d'hommes aux « intentions », peut croire qu'un Laval ou Darnaud aurait obtenu que des cela devaient S.E. et finissent à l'attaque les maréchaux Pétain et le responsable « impérial ». Lui, par raison, aujourd'hui serait couvrir les plus affreuses trahisons et les plus exécrables crimes sous son couvert.

Le transfert, première étape vers l'oubli, ferait naître une grande révolte, prendrait ses sources dans les milieux et toutes les actions politiques. L'unité de la stance se reconstruirait dans vaste protestation nationale.

Plusieurs reprises le général Joule s'est penché sur le sort de l'ex-maréchal. N'était-il pas le à pouvoir parler généralement cette cruelle épreuve sans toute critique de ses compagnons ? C'est après avoir rendu image que les services passés soient (2) qu'il prit l'initiative de mener à la IV^e République un peu d'insécurité pour le vieux pair de l'île d'Yeu (3). Il ne fut entendu. Plus tard, le général la la question d'un éventuel fait et le fit en des termes très éloignés de ceux habituels utilisés contre lui. Il dit une discorde des survivants, il pas sa place dans les alignés des croix de bois, dramatique image d'une union sacrée, et cela que n'avaient trouvé la leur, que les seuls combattants tués sur terrain (4).

l'auteur de la « Lettre anxieuse », le contenu constitue une véritable agression, affirme que la majorité des Français souhaitent la mort, et, par conséquent, le réviser. Qu'en sait-il ? Ce qui est, par ailleurs, certain, c'est que, depuis aucun gouvernement n'a cru se prendre en considération les

Réponse sereine à une lettre qui prétend l'être

par JACQUES ISORNI

Ce n'est pas une coïncidence, même « malheureuse », qui m'a fait adresser cette « lettre anxieuse » au président de la République en même temps qu'il décidait de ne plus célébrer l'anniversaire du 8 mai 1945, mais une convergence de devoirs, des de la dernière guerre à sa place, le chef de l'Etat s'efforce de rapprocher deux peuples. A la mienne, défenseur d'un autre chef d'Etat injustement

condamné, je m'efforce de faire cesser une injustice qui heurte la conscience nationale et celle de tous les hommes libres. Au moment où M. Giscard d'Estaing « déclare la paix à l'Europe », je lui ai seulement rappelé qu'il devait aussi la déclarer à la France. Trente ans depuis la fin de la guerre, trente ans depuis la

condamnation du maréchal. Le délai ne suffit-il pas pour en terminer avec la querelle des nations entre elles et la querelle des Français entre eux ?

Ma lettre n'est pas une agression. Elle n'est qu'une réponse. C'est la justice qui a subi une agression, qu'elle continue de subir de la part de ministres qui, en violation de la loi, refusent à Philippe Pétain un droit reconnu à tous les citoyens. Rien n'est plus intolérable que l'injustice d'Etat.

Si je n'élevais pas la voix, qui l'élèverait ?

Si tant d'autres, qui devraient parler, ne parlent pas, devrais-je courber la tête et me taire ?

Je suis convaincu de traduire le sentiment ardent de la grande majorité des Français. Ils n'oublient pas que, dans leur misère, Philippe Pétain fut leur protecteur resté sur le sol, face à l'ennemi, qu'il fut effectivement leur bouclier contre le pire.

Au mois de septembre 1944, la procédure étant ouverte contre lui bien qu'il fut prisonnier en Allemagne, de Gaulle fit procéder à un sondage d'opinion. La question était : « Faut-il infliger une peine au maréchal Pétain ? ». Malgré la pression des moyens d'information, malgré la présence des communistes au pouvoir, malgré la censure, la réponse que Pétain avait cherché refuge auprès de l'ennemi, 58 % des Français interrogés répondirent par la négative, 33 % par l'affirmative, 10 % n'avaient pas d'opinion. Le gouvernement décida d'interdire la publication de ce sondage et ordonna le procès.

Lorsque s'est posé en 1971 le problème de la translation des cendres à Douaumont, le Journal Sud-Ouest publiait le 15 septembre les résultats du sondage auquel il avait fait procéder sur cette question. 72 % des personnes consultées répondirent favorablement, 11 % étaient contre, 17 % n'avaient pas d'opinion. Ce sondage avait été établi suivant les limites, 58 % des amis politiques de M. Pierre Le Franc avaient répondu oui, 5 % avaient répondu non. M. Pierre Le Franc représente 5 % de ses amis. Chez les communistes, 63 % étaient favorables.

Il est donc faux de prétendre que cette translation ferait naître une grande colère et que « l'unité de la Résistance se reconstruirait dans une vaste protestation nationale ». L'unité de la Résistance ne peut se reconstituer contre la majorité de la nation.

Il est en outre, mal venu de parler de la générosité de Charles de Gaulle à l'égard de Philippe Pétain. De Gaulle fut plus impitoyable encore que les gouvernements de la IV^e République. C'est en poussant à son rôle, dans cette « cruelle épreuve », que Spears (1) se déclara « horrifié » de la manière dont Pétain avait été traité par lui.

Est-ce par fidélité à de Gaulle que M. Pierre Le Franc voudrait que fut consacrée ce qu'il appelle « la chute d'un héros » ? Que M. Le Franc apprenne un peu d'histoire. Les procès politiques déchirent les consciences. De grands hommes se voient « retranchés » de la vie publique. Des juges leur font perdre la vie, la liberté, l'honneur officiel. L'avenir pourtant les justifie, leurs statues s'élèvent. Le présent a justifié Philippe Pétain. Sa statue s'élèvera. Une nouvelle statue peut en remplacer une autre qui s'effondrera.

Le 11 novembre 1974, à Chamaillères, le président de la République déclarait : « Le jour venu, le problème d'une réconciliation complète se posera. Le 23 mai, à la télévision, il a pensé que cette réconciliation ne se ferait pas sous son septennat, en qu'il « faudrait un événement ».

Il n'hésite donc que sur la date. Aussi ne lui ai-je demandé que d'exprimer pour le moment le vœu qui est au cœur d'un nombre de Français comme au sien : « que justice soit rendue ».

Quant à « l'événement », ne l'a-t-il pas prévu ? La célébration du souvenir, celui des sacrifices, de tous les sacrifices, même de ceux que les circonstances dressent les uns contre les autres alors qu'ils combattent pour une même cause, ne doit-elle pas avoir lieu le 11 novembre ? Les deux victoires seront associées. Pourquoi dès lors n'y point mêler tous les chefs qui les ont remportées ?

Philippe Pétain a contribué à l'une et à l'autre.

(1) C'est le général Spears qui, le 10 juin 1940, commanda la garnison de Gaulle de Bordeaux à Londres. Sans lui, il n'y aurait pas eu d'appel du 18 juin.

Méthode générale d'analyse d'une application informatique

Tome 1 Étapes et points fondamentaux de l'analyse de conception.

Ce volume présente, en vue de la pratique, les étapes de l'analyse d'une application informatique principalement dans le domaine de la gestion : liaisons, interactions, enchaînement, méthode générale d'approche. Une annexe développe les points fondamentaux de l'analyse. Le Tome II traite de l'analyse détaillée et de la programmation.

Un volume broché, 294 pages, 75 F.

Pour toute documentation ou pour commander l'ouvrage de X. CASTELLANI, Méthode générale d'analyse d'une application informatique — Tome 1, adressez-vous à votre libraire ou retournez ce bon accompagné de votre règlement (joindre 3 F. de participation aux frais de port) :

MASSON

120 bd St-Germain 75280 Paris Cedex 06

De tout temps, les anglais ont été présents partout dans le monde

British Airways perpétue cette tradition

Pour vous, cela veut dire que seule British Airways vous emmène directement de Londres vers 11 villes d'Amérique (New York, Boston, Los Angeles, Chicago, Washington, Philadelphie, Detroit, Toronto, Anchorage, Miami, Montréal), et quatre villes d'Australie (Brisbane, Sydney, Perth, Melbourne).

Seule aussi British Airways a des vols quotidiens de Londres à Nairobi et Johannesburg en 747.



British airways

Partout dans le monde vous serez en de bonnes mains

(Publicité)

ROCÉDÉ S.A.I.R.E.S.

seule solution contre

bruit

leurs, nous pouvons éliminer toute nuisance. Sur toutes les, nous admettons des verres, spéciaux, les mêmes qui sont. Orly du silence des réactions. Notre procédé est le plus et le plus sûr. (Paris et 100 km.) ES - 49 ter, rue de Flandre, 9 PARIS - Tél : 206-50-13.

PARCE LE DIPLOME D'ETAT

XPRT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé. Aucune limite d'âge. Jeunes et adultes. Cours gratuits. Numéro 603. ECOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION. Coût privé fondée en 1873. Reconnue au contrôle pédagogique de l'Etat. 100 rue de la Petite-Champs, 1080 PARIS - CROIX 02.

Leo Burnett

Publié par la S.A.R.L. Le Monde.
Généraliste : Jacques Faure, directeur de la publication. Jacques Faure.
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

ÉDUCATION

UNE EXPOSITION SUR LA FORMATION PERMANENTE

service public

THOMAS COO
2, place de la Madeleine
75008 Paris
250 33 20

ÉDUCATION

Le service public, l'Université et l'auxiliariat

par ALAIN LAPORTE (*)

A la fin de l'orientation du 12 novembre 1968, on a tenté de modifier les structures de l'enseignement, mais, une fois passés les premiers moments d'effroi, on trouva, les nouvelles institutions à peine mises en place, l'objet d'une désaffection croissante de la part de ceux auxquelles elles étaient destinées. Certains qui détestaient ont-ils mesuré la distance de la résistance et de l'opiniâtreté nostalgique du passé, soucieux de maintenir coûte que coûte les anciennes structures, quitte à faire un nouvel effort pour leur donner un rôle plus formel d'enseignement ?

Le domaine de l'organisation des études, les réformes ont à leur tour et se succèdent avec plus ou moins de bonheur, sans que l'on se d'ailleurs discerner — à moins qu'on ne puisse trop bien le faire, non — en analysant les projets de troisième cycle — la marque d'un véritable projet politique, moins d'un projet de réorganisation que d'un projet de réorganisation. En revanche, et on peut sembler et ne réclamer pas la stabilité d'un projet de toute réforme, le statut des enseignants est demeuré inchangé, pourtant fait l'objet de nombreux projets de réforme, dont le projet de Baccouche constitue le plus récent et le moins stupide.

Il est un domaine dans lequel les événements de mai 1968 ont laissé une trace durable et profonde, c'est bien celui de la pédagogie. L'instauration de nouvelles méthodes de contrôle des aptitudes et connaissances et la généralisation de travaux par petits groupes ont contraint les universités à faire à un nombre croissant de leurs enseignants ou à faire leur part par les catégories existantes des tâches auxquelles elles participent jusqu'à ce qu'elles soient et sans assumer, en état de cause, les responsabilités qui restaient l'apanage des enseignants titulaires. Tel était au moins l'esprit de la réforme. Mais, en fait, les enseignants des disciplines juridiques, économiques, littéraires et de gestion, accablés, certes, pour un an, mais aussi pratiquement d'être reconnus dans leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils puissent être titularisés en tant que maîtres de conférences ou de professeurs, ne bénéficiaient, en nombre, de conditions privilégiées pour se préparer à l'agrégation, et ne pouvaient plus, aujourd'hui, tirer de la même sérénité d'espérer les mêmes espoirs. Ils ont, en effet, en compagnie d'enseignants vacataires, l'intégralité de l'enseignement dirigé, qui est, souvent, le seul que connaissent les masses des étudiants. Ils de plus en plus nombreux à être des cours magistraux, et qui sont en poste dans les universités de technologie, font indifféremment des cours de travaux dirigés. Ils sont, enfin, en situation de décalage par rapport aux tâches administratives liées à l'enseignement.

Enseignement, sans oublier la participation aux instances nées de la loi d'orientation. La responsabilité de la sanction des études et de la délivrance des diplômes leur incombe pour sa plus grande part, soit par l'intermédiaire de la notation continue, soit par leur participation essentielle aux examens écrits et oraux. Les assistants n'en doivent pas moins poursuivre leurs activités de recherche, en vue de la préparation d'une thèse de doctorat d'Etat dite d'« agrégation », qui ne leur assure pas, en tout état de cause, une garantie de titularisation, étant donné les pratiques particulièrement maladroites des comités consultatifs de ces disciplines et le faible nombre de postes offerts aux candidats à l'agrégation.

Les assistants ont eu, avec responsabilité, à mener cette action en ajoutant à leur engagement pris à l'époque par M. Jean-Pierre Solson, secrétaire d'Etat aux universités, d'ouvrir des négociations à bref délai (1). Mais l'année universitaire qui va bientôt s'achever les a conduits, de nouvelles manœuvres dilatoires en promesses non tenues, notamment en ce qui concerne leur renouvellement automatique pour 1975-1976, à constater l'échec de cette pseudo-concertation. Du moins peuvent-ils se féliciter d'être parvenus, grâce à leur détermination, à faire repousser un projet de décret qui, sous couvert de mesures transitoires, ne faisait qu'institutionnaliser leur contractualisation et conduisait à brève échéance au licenciement de la majorité d'entre eux.

Ce n'est certainement pas dans une telle optique qu'une solution doit être recherchée. Il est grand temps que les pouvoirs publics, et le secrétariat d'Etat aux universités en particulier, cessent de se comporter en simples agents d'exécution d'une fraction du corps professoral qui compense sa faible représentativité par un activisme de tous les instants, se refuse à prendre acte de la moindre évolution et s'attache farouchement à la défense de privilèges dérisoires et à l'exercice d'un pouvoir arbitraire, dernier vestige d'un autoritarisme qui n'a rien à voir avec l'autorité scientifique et professionnelle. On ne s'étonnera donc pas que M. Solson n'ait pas été à même de répondre autrement que par la médiation du statut qui a des revendications qui s'inscrivent dans le cadre des déclarations gouvernementales sur la réorganisation de l'enseignement dans la fonction publique. De même n'a-t-il pas pu adopter l'attitude du ministre de l'éducation, qui a satisfait des demandes analogues présentées par la Fédération de l'éducation nationale et le Syndicat général de l'éducation nationale, s'agissant des auxiliaires du primaire et du secondaire.

(1) Ce texte a été rédigé avant l'annonce par M. Solson de l'ouverture de négociations le 3 juin (le Monde du 30 mai). N.D.L.R.

Conscients des changements radicaux intervenus dans l'exercice de leur profession, empêtrés dans des contradictions pédagogiques et des exigences en matière de recherche toujours plus inflationnistes, souvent contrainsts de choisir entre l'intérêt des étudiants et celui de leur hypothétique carrière, ils ne peuvent plus supporter, désormais, de rester soumis à un régime qui les cantonne dans une position d'« éternel mineur », sans rapport avec l'importance fondamentale de leur rôle au sein de l'enseignement supérieur. C'est ce qu'ils ont tenté de faire comprendre aux pouvoirs publics par une première action de grève administrative en mai-juin 1974.

Dans l'immédiat, il convient de reconnaître le droit à la titularisation de ceux qui ont assuré le fonctionnement du service public à une époque particulièrement difficile et d'interdire à l'Etat de se comporter à leur égard avec une désinvolture qu'il ne tolère plus des employeurs du secteur privé. On ne voit pas d'ailleurs au nom de quoi on pourrait refuser à ces personnels une titularisation dont bénéficient déjà les assistants de sciences ou de pharmacie, qui sont rattachés dans les mêmes conditions. D'autre part, cette mesure de titularisation ne fera pas obstacle au recrutement de nouveaux enseignants, car le déve-

loppement des effectifs d'étudiants, le très faible taux d'encadrement et l'importance des groupements d'heures complémentaires à réaliser imposent l'attribution de postes dans ces disciplines. Il faut donc, pour l'avenir, mettre fin à l'utilisation abusive de non-titulaires qui assurent, en droit et sciences économiques, les deux tiers des enseignements et poser le principe selon lequel tout enseignant permanent doit, conformément à la loi, avoir le statut de fonctionnaire titulaire.

Il faudra prévoir pour ces futurs enseignants une procédure de recrutement et une formation pédagogique susceptibles de déceler puis d'affermir leur aptitude à l'enseignement et à la recherche. La grève administrative de rétrocession des notes du contrôle continu et d'assurances, pratiquée par l'immense majorité des assistants et personnels assimilés ainsi que par certains titulaires, témoigne de leur détermination et du caractère légitime de leurs revendications. Cette action est entrée dans sa phase décisive et il appartient à M. Solson, qui en était averti depuis le mois de janvier, de prendre les mesures nécessaires pour éviter que la session d'examen de juin ne soit paralysée.

S'il en était autrement, les assistants poursuivraient leur action avec résolution, car ils ont la prétention de penser qu'à travers eux c'est une certaine conception du service public et de l'enseignement qui est en cause.

* Président de l'ANASEJEP (Association nationale des assistants en sciences économiques, juridiques et politiques).

Le ministère fixe un « équipement moyen » en matériel audio-visuel pour les lycées et collèges

Un « équipement moyen » en appareils audio-visuels dans chaque établissement du second degré vient d'être fixé par le ministère de l'éducation et fait l'objet d'une circulaire parue dans le *Bulletin officiel* de ce ministère, datée du 29 mai.

Une enquête de l'Ofre (Office français des techniques modernes d'éducation) (le Monde du 23 août 1974) faisait apparaître les disparités régionales du « parc » audio-visuel français. L'objet de la circulaire est d'y remédier, au moins pour les établissements du second degré, car il n'est pas question de l'enseignement primaire. En fait, il s'agit uniquement d'indiquer des quantités moyennes qui peuvent être modulées suivant les besoins spécifiques des établissements », précise le texte.

L'acquisition d'appareils et de documents audio-visuels devra se faire sur les crédits globaux accordés chaque année aux établissements pour leur équipement scolaire. Chacun des établissements devra notifier à la direction du ministère de l'éducation dont il dépend la part des crédits qu'il aura consacrée à l'achat de matériel audio-visuel. La circulaire conseille de s'adresser à l'Ofre ou aux Centres régionaux de documentation pédagogique (C.R.D.P.) qui, grâce à des fiches mises à jour régulièrement, peuvent aider au choix des appareils. « En effet, (celui-ci) doit tenir compte de la finalité pédagogique recherchée et donc des performances qui seront demandées aux matériels. » D'autre part, « des stages et des journées d'information sur les moyens audiovisuels seront organisés pour les enseignants et les documentalistes, au niveau national par l'Ofre, au niveau régional par les C.R.D.P. ».

Le matériel audio-visuel moyen proposé pour les établissements de second degré

Appareils	Équipement moyen pour un établissement de 600 élèves	Équipement moyen pour un établissement de 900 à 1 200 élèves	Équipement moyen pour un établissement de plus de 1 200 élèves
Rétroprojecteurs	2	4	5
Projecteurs de diapositives	5	7	10
Projecteurs 16 mm cinéma	1	1	2
Projecteurs cinéma 8 mm ou super 8 mm	3 dont 1 S 8 sonore	4 dont 1 S 8 sonore	5 dont 1 S 8 sonore
Electrophones	2	4	5
Magnétophones : — à bandes — à cassettes	2 2	4 3	12 5
T.V.	3	4	5
Radio	2	2	3

L'épopée du téléphone.



Il y eut d'abord le téléphone à ficelle. Hooke, 1667. Deux boîtes reliées par un fil tendu. Naguère, il faisait encore le plaisir des enfants.

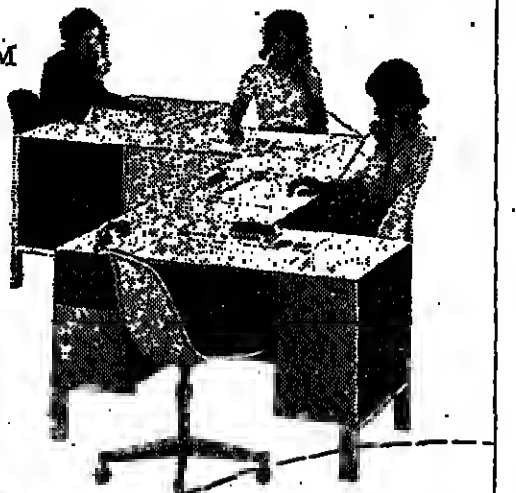
Puis il y eut le téléphone à tuyau. Un jeune moine, Dom Gauthier, en eut l'idée et obtint la permission d'en faire l'essai dans les 800 mètres de tuyauteries de la pompe de Chaillot. Cela marcha si bien que l'ingénieur bénédictin proposa de poursuivre l'expérience sur 600 km. Mais Louis XVI fut épouvanté par le devis.

C'est à Boston, mais beaucoup plus tard, que Graham Bell réalisa, en 1876, la première vraie communication téléphonique. Il avait su tirer un parti décisif des recherches menées pendant 40 ans par une demi-douzaine de chercheurs de diverses nationalités. Depuis, le téléphone a traversé les océans, rebondi sur les satellites... Le téléphone avait conquis le monde. Il restait à maîtriser le téléphone... IBM y participe avec l'autocommutateur électronique 3750, conçu

et fabriqué en France. Utilisant les techniques de l'ordinateur, le 3750 permet de simplifier ou de supprimer la plupart des opérations contraignantes, telles que faire et refaire au cadran la totalité de la numérotation d'appel à 6, 7, voire 12 ou 13 chiffres, chercher un interlocuteur, relancer... L'IBM 3750 peut, en effet, prendre en charge tout ce qui demande de la mémoire, de la patience, un effort. Il appelle, rappelle, se rappelle.

Mais ce n'est pas tout. Outre ses fonctions purement téléphoniques, le 3750 offre des possibilités de contrôle, d'enregistrement et d'exploitation de données, qui en font un puissant outil de gestion d'informations. De plus, il peut être connecté à un ordinateur IBM.

On est loin du téléphone à ficelle. Grâce à son expérience de l'électronique, IBM simplifie l'usage du téléphone et en multiplie les applications.



IBM

Si les besoins téléphoniques de votre établissement se situent entre 150 et 2 200 postes, envoyez ce bon à la Compagnie IBM France Service 2007 - 21, r. des Bourdonnais, 75001 Paris.

Monsieur _____
 Société _____
 Fonction _____
 Adresse _____

Désormais, quand vous penserez « téléphone » pour votre entreprise, pensez aussi IBM.

ANT LE CONSEIL DES MINISTRES DU 4 JUIN

Plusieurs organisations critiquent l'ant-projet de réforme de M. Haby

A.C.N.G.A. : le gouvernement manque de courage.
 Confédération nationale des parents d'élèves (C.N.P.E.) : le projet de réforme est une « tentative d'annuler la loi de 1968 », se ramène à quelques principes généraux et se borne à résumer la plupart des points sur lesquels s'élevait manifestement l'opposition systématique des syndicats majoritaires. Il reste masqué les éléments pédagogiques les novateurs du projet, et, dans les plus récentes décisions du ministère semblent viser l'abandon (...). La C.N.A. « déplore vivement que, au lieu de faire preuve de courage et de faire face à l'opinion publique, ait, une fois de plus, composé les grands monologues égotiques, et semble, en fin de compte, devoir céder à leur chantage ».

C.N.G.A., 6, rue de Trévise, Paris, tél. 770-90-74.

GUY BAYET : la montagne accouchée d'une souris.

Guy Bayet, président de la Fédération des parents d'élèves de la région parisienne, estime notamment que l'ant-projet de réforme « n'est qu'une tentative d'annuler la loi de 1968 », se ramène à quelques principes généraux et se borne à résumer la plupart des points sur lesquels s'élevait manifestement l'opposition systématique des syndicats majoritaires. Il reste masqué les éléments pédagogiques les novateurs du projet, et, dans les plus récentes décisions du ministère semblent viser l'abandon (...). La C.N.A. « déplore vivement que, au lieu de faire preuve de courage et de faire face à l'opinion publique, ait, une fois de plus, composé les grands monologues égotiques, et semble, en fin de compte, devoir céder à leur chantage ».

bien à ceux qui rencontrent des difficultés qu'à ceux qui manifestent des aptitudes ».

* F.S. 990-00-00.

● L'U.N.I. : non au « tronc commun ».

L'Union nationale interuniversitaire (droite) « approuve les objectifs fixés par le projet de l'enseignement primaire : assurer l'acquisition des disciplines fondamentales ; condamner le principe du « programme unique » de la sixième à la troisième prévu par l'article 4 et qui équivalait en fait à l'instauration du tronc commun que l'U.N.I. a toujours condamné ; s'oppose que les modalités d'obtention du baccalauréat ne soient pas précisées, mais se félicite du fait que le caractère national de ce diplôme soit affirmé » (...).

* U.N.I., rue de Musset, 75016 Paris, tél. 525-34-65.

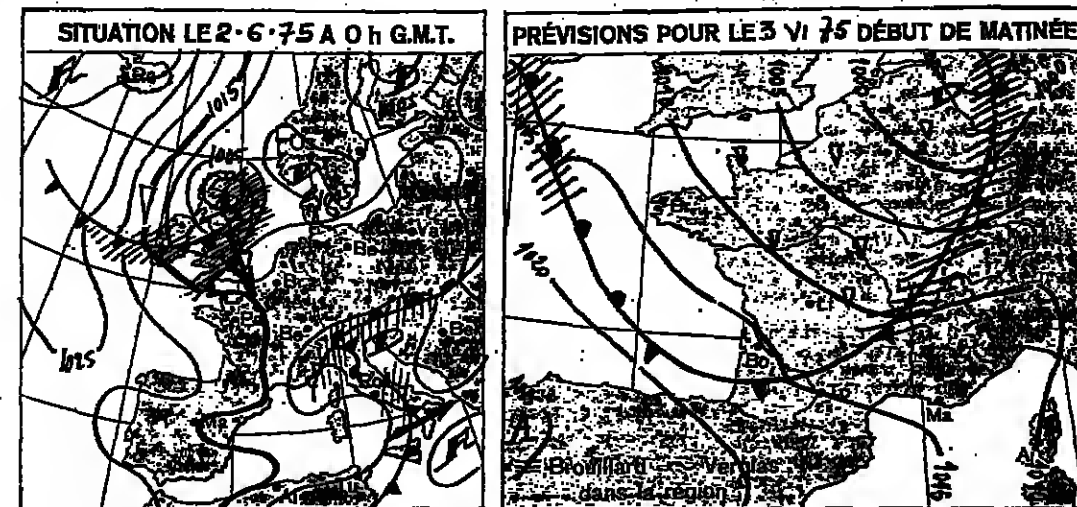
● L'UNION REGIONALE PARISIENNE DE LA FEDERATION DES PARENTS D'ÉLÈVES LAGARDE : opposition à une loi-cadre.

Le comité de l'union régionale de Paris-Orléans-Versailles de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (que préside M. Antoine Lagarde) — qui affirme représenter près du quart de l'effectif de cette fédération — a déclaré son opposition à un projet de loi-cadre relatif à l'éducation qui a pour effet d'abandonner au domaine régional le soin de disposer de la formation scolaire.

21, boulevard Berthelin, 75017 Paris, tél. 753-63-20 (poste 36).

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
 — Zone de pluie ou neige — averse — orage — Sens de la marche des fronts
 — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 2 juin à 6 heures et le mardi 3 juin à 24 heures :

Dans le courant général de secteur nord, établi sur l'Europe occidentale, une perturbation, située lundi matin sur les îles Britanniques, traversera la France, elle sera peu active sur la moitié sud-ouest. Une nouvelle perturbation, en formation au nord-ouest de l'Irlande, pourra affecter l'ouest et le nord-ouest du pays mardi soir.

Les températures resteront inférieures aux normales pour cette époque de l'année. Les températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1^{er} juin ; le second, le minimum de la nuit du 1^{er} au 2^e) : Biarritz, 15 et 10 degrés ; Bordeaux, 17 et 4 ; Brest, 14 et 5 ; Caen, 13 et 7 ; Clermont, 12 et 6 ; Clermont-Ferrand, 12 et 1 ; Dijon, 15 et 7 ; Grenoble, 10 et 4 ; Lille, 12 et 4 ; Lyon, 14 et 2 ; Marseille-Marseille, 20 et 11 ; Nancy, 15 et 2 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 19 et 10 ; Paris-La Bourget, 15 et 3 ; Pau, 13 et 8 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 8 ; Strasbourg, 16 et 4 ; Tours, 15 et 3 ; Toulouse, 15 et 7 ; Ajaccio, 19 et 12 ; Poitiers-Poitiers, 27 et 22. Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 13 et 0 degré ; Athènes, 27 et 19 ; Bonn, 14 et 2 ; Bruxelles, 12 et 4 ; Le Caire, 34 et 22 ; Los Angeles, 21 et 18 ;

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 1^{er} juin 1975 :

DES ARRÊTES
 • Portant création de commissions administratives paritaires à l'Ecole nationale de la magistrature ;
 • Fixant les conditions d'application du régime de l'importation en franchise temporaire des objets destinés à l'usage personnel des voyageurs ;
 • Relatif au relèvement du salaire minimum de croissance.

DES LISTES
 • Des candidats admis à subir les épreuves d'admission au concours préparatoire au second concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature ;
 • D'appointés aux fonctions d'inspecteur d'académie en résidence.

P.T.T.

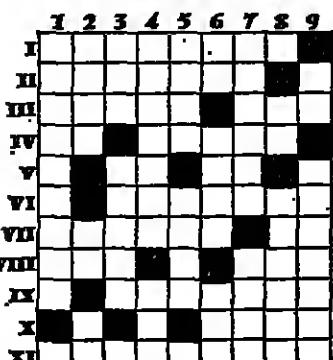
• Lesparre (Gironde) à l'automatique. Les abonnés au téléphone de la région peuvent obtenir directement leurs correspondants de Lesparre (Gironde) en composant le 15, puis, après audition de la deuxième tonalité, l'indicateur interurbain 56 suivi des six chiffres du numéro demandé.

Religion

• Le Centre pour l'intelligence de la foi ouvrira en septembre prochain son cinquième cycle de formation. En deux ans il permet, grâce à une série de cours et à un travail en groupe, le repère des moments essentiels de la démarche du foi. Il s'adresse à des laïcs de vingt-cinq à cinquante ans, secrétaires du C.F.P., 19, rue du Varenne, Paris-7^e, tél. : 223-70-70.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1166



HORIZONTALEMENT

I. Avec lui, on peut dire que l'histoire est dans le sac.
 II. Loin d'être commode...
 III. Ne cache pas sa joie : Préface une possession.
 IV. Sur un calendrier révolutionnaire : Mont.
 V. Intersection : On la croise bien souvent.
 VI. Facile, chez certains...
 VII. Transportait nos aïeux : Lettre d'amour.
 VIII. Vient guerrier (inversé) : Craque sous la dent.
 IX. Ont donc eu malheureusement le dessous...
 X. Partie d'une acrobatie.
 XI. A cause d'eux, combien ont eu une tête vraiment à part !

VERTICALEMENT

I. Paroles d'Évangile...
 2. Cible : Pin de participation.
 3. Coule en Suède : Prénom féminin.
 4. Peuvent vous tomber froidement sur le dos : Un peu dans l'eau...
 5. Procédé de désarmement soigneusement banni des conférences : Titre ancien.
 6. Fin de mode : Pas admise : S'élargit chemin faisant...
 7. Sa progéniture ne lui survécut pas : Un grand nombre de ses enfants est familiarisé avec l'Amour.
 8. Pièce de charpente : Croisement des trous...
 9. Article : Vraiment déplacée.

Solution du problème n° 1165

Horizontalement

I. Rix ; Alésa. — II. Inopie.

III. Mollesse. — IV. Rue ; Léra. — V. Tendu. — VI. René ; Éna. — VII. Is ; Renier. — VIII. Fraïe. — IX. Neveu ; Lit. — X. Pou ; Is. — XI. Pier ; Léon.

Verticalement

1. Rime ; Rien. — 2. Inopie ; Rpl. — 3. Zéna ; Evod. — 4. Pl. ; Terreur. — 5. Atèle ; Eau. — 6. Lésinent ; Il. — 7. Essentielle. — 8. Exine ; Iso. — 9. An ; Assort. — 10. GUY BROUÏ.

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens 75001 PARIS 1^{er} C.C.P. 4201-25

ABONNEMENTS

3 mois 6 euros 6 mois 12 euros

FRANCE : D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)

30 F 160 F 232 F 300 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

144 F 273 F 402 F 538 F

ÉTRANGER par messagerie

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE

115 F 210 F 307 F 400 F

II - TUNISIE

125 F 221 F 307 F 440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) doivent bien joindre ces chèques à leur demande

Changements d'adresse déclinés ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie

LES PUBLICATIONS DE « LA DOCUMENTATION FRANÇAISE »

La Documentation française vient de publier les textes suivants :

Les Transfuges jamaïcains.

— Qui sont-ils ? Que font-ils ? C'est à ces questions que répond cette brochure, rédigée par le ministre de la santé, M. AZARNA, sur des regroupés les principaux textes afférents à cette profession, complétés par une liste d'adresses utiles (100 p., 12 F.).

Un exposé pour les entreprises publiques : les contrats de programme.

— Tel est le titre d'une étude détaillée de Philippe Comte, qui analyse les résultats des contrats de programme conclus par l'O.R.T.F., au moment où ils arrivent au terme de leur exécution (Océ et études documentaires, n° 4 197-68, 70 p., 9 F.).

Le numéro 288 des Problèmes politiques et sociaux est consacré à la politique sociale de la coalition socialiste libérale en République fédérale d'Allemagne, de 1969 à 1975.

— Après une description de la politique sociale de la R.F.A., suivie d'un tableau des principales lois à caractère social, quelques réalisations sont présentées : la réforme de l'assurance-pensions, les mesures en faveur des handicapés, et sur le droit de congestion du personnel dans les entreprises. La brochure se termine sur un exposé des critiques et des revendications des partis politiques et des syndicats, ainsi que sur un aperçu du programme à long terme du S.P.D. (le numéro : 5 F.).

Les relations économiques nippo-soviétiques sont l'objet d'une étude parue dans le Courrier des pays de l'Est. Les échanges commerciaux nippo-soviétiques, la coopération pour la mise en valeur de la Sibérie, sont notamment analysés. A cette étude sont joints des documents sur le commerce extérieur 1975 : Bulgarie, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie ; les résultats économiques de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, en 1974 (n° 163, 20 F.).

Les publications sont en vente à la Documentation française, 21, rue de Valenciennes, 75001 Paris, ou par correspondance. Les commandes doivent être adressées directement à la Documentation française accompagnées du titre de paiement libellé au nom du Directeur des recettes, C.C.P. Paris 9400-25.

Transports

VOITURES S.N.C.F. À ÉTAGE POUR LA BANLIEUE.

— La S.N.C.F. met en service, le 2 juin, des voitures à étage sur la ligne Paris-Mantes-la-Jolie.

La Société nationale a commandé cinq cents exemplaires de ce matériel conçu pour offrir un maximum de places sur son réseau de banlieue. La capacité d'un train est de deux mille voyageurs, dont mille trente sont assis. D'ici à la fin de l'année, des voitures similaires entreront en service sur les lignes des banlieues nord et est. Le gain de places sera de 45 % par rapport aux rames ordinaires.

SOLDES
 du 2 au 13 juin inclus
 de 9h30 à 18h
GIVENCHY
 3, AVENUE GEORGE-V
 PARIS 8^e

Culture

Une journée d'étude sur « Migne et le renouveau des études patristiques » aura lieu le 7 juillet à Saint-Flour sous la présidence de M. André Mandouze. Extrait aux services culturels municipaux, 1, place d'Armes, 15100 Saint-Flour.

CARNET

Naissances

— Jean-Paul Kaufmann, Mlle. née Joëlle Brunerie, et Grégoire sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, Alexandre, né le 29 mai 1975, 3, rue Copernic, 75115 Paris.

— Le docteur Robert Gellman et Mme, née Claire Barroux, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, Raphaël, né le 29 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, 75115 Paris.

— Raphaël Ducos et Marjorie Bessnot-Bessnot sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

Mariages

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

Décès

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

Le meilleur avocat de La Défense :

la tour Fiat

A chaque Tour son point de vue... Étant donné ses privilèges, celui de la Tour Fiat sur La Défense ne peut être que favorable.

• A la pointe des prestations techniques, administratives et sociales... 43 étages de bureaux, 23 ascenseurs ultrarapides, éclairage, information et climatisation, optimum 10 000 postes téléphoniques prévus. Chacun d'eux relié directement à l'extérieur sans passer par le standard. Outre le restaurant panoramique, tout au sommet, un restaurant libre-service (5000 repas), 2 salles de gymnastique, saunas, solarium... Ainsi qu'une galerie marchande à la base, La Tour Fiat est la seule aussi complètement équipée.

Il n'est pas nécessaire d'être une grande société pour en avoir l'adresse : la Tour Fiat vous le dira à partir de 300 m².

La Tour Fiat. La meilleure raison de louer vos bureaux à La Défense.

TRANSACTIONS
 37 rue de Rome - 75008 Paris
 52212 00

Annivers

— La mémoire de Jacques DECOUR, de son vrai nom Daniel Decourdemanche sera célébrée, mercredi 4 juin à 14 h 30, dans la salle des fêtes de la mairie de Paris (9^e), M. J. Decourdemanche et la professeur O. Decourdemanche ont le plaisir de vous inviter à leur mariage, qui aura lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

— M. le professeur et Mme J. Bonhomme, M. et Mme J.-P. Simi, Mère Bonhomme, ont fait part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 23 mai 1975, 12, rue de Valenciennes, Neuilly-sur-Seine.

Le Monde
LA STAMPA
THE TIMES
DIE WELT

Europa

EUROPE
U D E U
R O P
O P
P
EUROPA

Publié simultanément en Allemagne Fédérale, en France, en Grande-Bretagne et en Italie

Une interview du président de la Chase Manhattan Bank

Le programme Ford est excellent mais il faudra en changer dès les premiers signes de reprise

NOUS DÉCLARE M. DAVID ROCKEFELLER

EUROPA. — L'annonce du programme économique du président Ford a inspiré aux experts de la Chase Economica, qui font partie de votre groupe, des critiques sévères. Partagez-vous leurs avis ? Et le fait même de prendre position ne constitue-t-il pas un problème pour vous, alors que votre rôle est vice-président des États-Unis ?

La réponse à votre première question est non : je n'ai pas d'accord, et je ne le aurais pas. Et la réponse à la deuxième question est : de telles prises de position ne manquent pas de nous des problèmes. Je dois dire que les observations de la Chase Economica, qui est une filiale de la Chase Manhattan Bank, ne sont pas l'opinion de la banque. Pour moi, l'estime, en général, le programme Ford excellent.

— Dans quelle mesure les employés de votre groupe ont-ils la possibilité de s'exprimer librement ?

— Ils ont toute liberté de parler sur des faits. Mais, principe, nous ne souhaitons pas engager le groupe en tant que des opinions personnelles contestables.

— Il ne manque cependant pas d'économistes réputés qui soutiennent le même point de vue que les experts de la Chase Economica. Milton Friedman, par exemple, ne craint pas d'affirmer que l'immensité du déficit budgétaire des États-Unis, dont il est sûr qu'il pourrait atteindre 80 milliards de dollars, risque de relancer l'inflation en 1976 au point qu'il faudrait s'attendre à des augmentations des prix de 15 à 20 % en 1977. Qu'en pensez-vous ?

— C'est certainement le danger. On peut accepter un déficit dérisoire actuellement parce qu'il y a beaucoup de chômage et que les usines sont sous-occupées. Mais, si l'on continue à augmenter le déficit au même rythme, on risque de provoquer, à un moment donné, une activité, une relance de l'inflation. C'est pourquoi il est tant que le gouvernement de très près l'évolution et de changer sa politique dès qu'il voit des signes de reprise.

— Le système politique américain n'est-il pas de ajuster sa politique au moment. La question est

Le monde occidental vit à l'écoute de la conjoncture américaine. Le taux de chômage approche les 9 % aux États-Unis, et touche plus de huit millions de personnes. La « relance » est peut-être plus près qu'on ne le croit, mais on sait déjà qu'elle sera insuffisante pour rétablir les anciens équilibres. Du coup, les milieux économiques américains accusent volontiers le président Ford d'avoir « capitulé » devant l'inflation pour ramener la consommation. Le programme de réduction d'impôts prévu récemment devrait aboutir à un déficit budgétaire de quelque 80 milliards de dollars. Avec les projets du Congrès, il est maintenant question de 100, voire de 120 milliards. Les lourds emprunts lancés par le Trésor suffiront-ils à financer un tel déficit ? La compétition du secteur public avec le secteur privé pour lever des capitaux sur le marché n'empêchera-t-elle pas les entreprises de faire les investissements qui seraient nécessaires pour faire face à l'augmentation, et surtout à la transformation de la demande ?

M. David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank, et frère du vice-président des États-Unis, se montre confiant quant à lui, notamment sur la capacité du gouvernement américain de réviser au besoin sa politique. Prévoyant une remontée des taux d'intérêt et justifiant certaines difficultés de sa banque, il explique la présence de celle-ci à l'étranger, notamment en Union soviétique.

de savoir si le Congrès acceptera les changements qu'il propose, et si le fera assez rapidement. Car, lorsque la politique entre en jeu, il est évident qu'il est toujours plus facile d'autoriser des dépenses nouvelles que de les réduire.

— Surtout en période pré-électorale... Mais comment, en attendant, va être financé ce déficit ?

— En premier lieu par la vente de bons du Trésor. La question est de savoir si l'épargne suffira à couvrir la totalité des dépenses ou si la Federal Reserve Bank devra intervenir pour créer un supplément de monnaie. Il est vraisemblable que l'épargne fournira la plus grande partie, mais

que la Banque fédérale devra quand même agir.

— Un appel aussi massif à l'épargne n'a-t-il pas de graves conséquences pour les investisseurs privés, qui se plaignent déjà d'être délaissés ?

— C'est un problème très sérieux. L'État offre aux particuliers des avantages, et notamment des garanties, impossibles pour le secteur privé. Celui-ci est donc placé en position de compétition désavantagée.

— Oui, c'est un risque. Mais la demande privée de capitaux n'est pas la seule. Il est vraisemblable que, avec le début

de la reprise, attendue vers la fin de l'année, les tensions sur le marché des capitaux vont disparaître. C'est l'une des raisons pour lesquelles le risque que la politique mise en œuvre soit révisable et ajustable.

— La banque poura-t-elle continuer à financer les déficits résultant de l'importation de pétrole ?

— Il se peut que le recyclage, qui a été une de nos grandes préoccupations, apparaisse bientôt comme un problème transitoire. Etant donné le nouvel équilibre dans le secteur de l'énergie et les échanges commerciaux, la nécessité de faire circuler les surplus de pétrodollars ira en diminuant. L'un des résultats les plus durables sera le transfert des revenus et du pouvoir économique des consommateurs aux producteurs de pétrole. Si les capitaux ainsi transférés sont investis d'une manière productive, ils serviront à leur tour à financer les investissements des consommateurs que pour les producteurs.

— Pensez-vous que les investissements des pays de l'OPEP aux États-Unis puissent devenir dangereux ?

— Les investissements en actions, titres et bien immobiliers, bien que ces investissements directs dans les entreprises industrielles, vont augmenter considérablement pendant les prochaines années, et à mon avis, toute initiative visant à imposer de nouvelles restrictions ou barrières à ces investissements devrait être découragée.

Propos recueillis par JACQUELINE GRAPIN.

(Lire la suite page 25.)

L'Europe des jeunes patrons

Sous l'influence américaine, l'événement des jeunes « managers » a eu lieu en Europe, d'abord en Allemagne fédérale, puis en Grande-Bretagne et en France, et plus tardivement en Italie. Une nouvelle élite étudiante s'est trouvée drainée vers les « business schools » américaines, tandis que ce créneau de la « culture de l'Amérique des établissements d'enseignement nouveaux imitant leurs méthodes. La notion même de technique — voire de science — du « management » remettait en question le concept même d'expérience. Sachant plus, les jeunes ne pouvaient-ils pas faire mieux ?

Les vieux routiers de la gestion s'en convainquirent eux-mêmes, et l'on vit les « parachutages » de jeunes experts se multiplier à des échelons de responsabilités auxquels ceux-ci n'auraient jamais pu accéder auparavant. Le bilan de ce mouvement comporte naturellement un actif et un passif. On peut dire toutefois qu'il a été favorisé par une tendance simultanée à séparer les problèmes du capital (c'est-à-dire souvent de la famille...) de ceux de la gestion.

La mesure du phénomène permet d'ailleurs d'apprécier l'ampleur de l'éclosion des jeunes aux leviers de commandes des entreprises dans les différents pays d'Europe. Si c'est en Allemagne et en Suède que l'âge moyen des dirigeants de sociétés (membres des directrices) est le plus bas, et non en Grande-Bretagne, en France ou en Italie, c'est probablement en partie parce que ce sont les deux pays où le capitalisme est le plus « social », le plus diffus dans la société. La quarantaine y est considérée comme l'âge de la pleine maîtrise pour exercer un métier qui demande à la fois des connaissances acquises et de l'énergie. Là où les structures du capitalisme sont plus concentrées, c'est plus au rôle social qu'au métier qu'on attribue de l'importance ; et il se trouve que dans des pays comme la Grande-Bretagne et la France cette conception va de pair avec une organisation fondée sur « les grandes écoles », « les bonnes familles » et une stricte hiérarchie des personnes.

Dans une ambiance de croissance, les jeunes ont pourtant eu de grandes chances ces dernières années grâce aux possibilités multiples de faire du neuf et à l'obligation de réparer d'urgence certaines erreurs commises par leurs aînés. Les nouvelles initiatives ont été nombreuses. La Grande-Bretagne a connu de nombreux jeunes financiers brillants comme Jimmy Goldsmith, Jim Slater et d'autres, et même si leur étoile peut paraître pâle, la France a eu moins de réussites spectaculaires. C'est plutôt en Italie qu'on les repère. Les artisans du miracle italien n'ont pas toujours eu la cinquantaine qu'on leur trouve aujourd'hui.

Dans l'atmosphère de crise qui se développe dans le monde industrialisé, la place des jeunes devient de plus en plus incontournable. Non seulement au départ leur première expérience est plus difficile, mais dans l'ensemble l'idée de jeunesse, qui fut la coqueluche au début des années 1960, ne se vend plus. Les « chasseurs de têtes » constatent depuis quelques mois un net changement dans les caractéristiques des personnes que souhaitent leurs clients.

Sans doute parce que les difficultés auxquelles il faut savoir se heurter maintenant sont moins de nature technique et financière, mais plus sociales, politiques et commerciales, les experts français des écoles de management font moins recette. On réclame de moins en moins de jeunes diplômés à « retravailler les manières », ou alors des cadres « tous terrains » capables de faire face à n'importe quelle difficulté parce qu'ils en ont vu d'autres.

(Lire notre dossier page 21.)



Le flirt avec la Chine

La décision du gouvernement chinois de nommer un ambassadeur auprès de la Communauté et d'engager bientôt avec elle la négociation d'un accord commercial annoncé à l'occasion de la visite à Pékin de Sir Christopher Soames, le vice-président de la Commission européenne, chargé des relations extérieures, présente un intérêt politique.

La Chine voit, on le sait, dans une Communauté forte un contre-poids précieux aux ambitions planétaires des deux super-puissances, et, pour cette

raison, encourage les Neuf, avec une persévérance que le pusillanimité manifestée par ceux-ci laisse apparemment intacte, à accélérer leur unification économique et politique. Le mois en cours, le ton est devenu plus pressant, presque agaçant : comme si les blindés russes se rassemblaient déjà pour déferler. A cet égard, l'invitation faite récemment à plusieurs dirigeants de la C.E.E., ainsi qu'à M. Tindemans, premier ministre belge, et à M. Van der Stoep, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, de renforcer, et, si possible,

de mieux intégrer le potentiel de défense européenne, peut laisser perplexe.

Rien ne porte à penser que les gouvernements de la C.E.E. ressentent de façon aussi intense les menaces qui pèsent sur la paix du monde.

Le souci manifesté par les Neuf de répondre de manière active et positive aux avances « pro-européennes » de Pékin en est d'autant plus remarquable. Car le succès de la mission Soames et la décision de resserrer avec éclat les liens entre la Chine et la Communauté ne sont pas uniquement le fait des Chinois. Ils résultent aussi d'une action diplomatique délicate des Neuf. Expliquons-nous. Depuis le 1^{er} janvier 1975, conformément au traité de Rome, la politique communautaire échappe à la compétence des pays membres pour tomber sous celle de la Communauté.

D'où vient, où va l'argent des syndicats ?

Les syndicats aussi ont leurs finances. Certains tirent le diable par la queue ; d'autres vivent bien. Mais, dans l'ensemble, tous se montrent conservateurs dans leur gestion. Paradoxalement, c'est le pays qui estime avoir le syndicalisme le plus avancé du monde qui le trouve aussi le meilleur marché. Le syndicalisme britannique finance pourtant non seulement certaines grèves, mais une partie de l'action sociale (dont il se décharge progressivement, il est vrai, sur l'Etat), le parti travailliste, et certaines campagnes électorales. Son nombre de cotisants est élevé, ce qui rend la charge par individu relativement modique.

En Allemagne fédérale, la fortune des syndicats est évaluée à plus de 3,5 milliards de DM et les seize syndicats affiliés à la centrale D.G.B. passent pour

les plus riches d'Europe. Des entreprises qui comptent parmi les plus importantes d'Allemagne sont contrôlées par ce groupe qui reste, comme ceux des capitalistes, bien discret sur ses comptes. Au fil des années les ressources s'accumulent d'autant plus que les grèves sont moins nombreuses.

C'est notamment pour éviter que le renouveau de leur équilibre financier ne les incite à limiter le nombre des conflits que les organisations ouvrières allemandes refusent d'adopter un système d'indemnisation des grévistes par les syndicats. Longtemps aux prises avec le poids de ses simples dettes courantes, le mouvement syndical allemand voit actuellement ses finances se redresser, en grande partie grâce au système récemment mis en place de recouvrement des coti-

sations par les employeurs. Mais, au-delà des dépenses de fonctionnement, cela ne lui permet pas de faire d'investissements industriels, ce qu'il ne semble d'ailleurs pas souhaiter.

En France, les organisations syndicales sont traditionnellement pauvres. Cela tient essentiellement au fait qu'elles tirent les huit dixièmes de leurs fonds de leurs cotisations, alors que le taux de syndicalisation est faible : un adhérent sur deux en moyenne sur cinq salariés. En outre, l'origine anarcho-révolutionnaire du mouvement entraîne chez lui un mépris de principe à l'égard des moyens financiers. L'accroissement des ressources collectées n'en est pas moins l'un des soucis permanents des dirigeants syndicaux.

(Lire notre enquête page 23.)

Bien au contraire

Des millions de Britanniques vont voter le 5 juin contre l'Europe. Des ménages, des jeunes, des ouvriers, des sympathisants du parti communiste et du Front national extrême droite. Un certain nombre de retraités militaires, des écoliers de l'empire. Une poignée d'industriels, menacés par la crise. Des dissidents politiques et économiques. Auront-ils la majorité des voix ?

Les sondages les plus récents suggèrent que le plupart des électeurs suivront les conseils du gouvernement britannique et se prononceront en faveur du Marché commun. Mais l'expérience démontre le danger d'un revirement de dernière minute.

En Norvège, il y a trois ans, la presque totalité des forces « ou orthodoxes » — de la nation appuyait la politique républicaine du gouvernement. Mais les syndicats s'y rallièrent, pendant, petit à petit, un cartel des « non » s'est constitué : un mouvement de résistance nationale, presque clandestin. Il s'agissait des paysans, des pêcheurs, des pauvres, des vieux, des étudiants, des extrémistes à gauche et à droite. Le tisserin « rétro », un puritainisme nordique, un puritanisme petit. Mais ce sont les « non » qui l'ont emporté aux urnes. En outre, il y a en Grande-Bretagne ? Pour beaucoup de tanneries, les Norvégiens sont leurs semblables, leurs res, hypocrites ou pas.

Rassurons-nous. Le Royaume-Uni n'est pas la Norvège, ne le deviendra pas. Malgré les efforts de tous ceux qui ont dans le référendum un moyen de renouer à la lade la économie mise, aux contraintes de la concurrence internationale et aux splendeurs et misères de la démocratie parlementaire. C'est là le véritable enjeu, dont l'Europe n'est qu'un texte.

PANGLOSS.

Sur le devant de la scène

L'ARGENT DES PÉTROLIERS NE COULE PAS TOUT SEUL...

L'Algérie premier d'ient

A retardement

Des « coups de pousse » politiques

Un réseau commercial insuffisant

BONN

« Les milliards provenant du pétrole rendent les exportations plus sûres. » Sous ce titre frappant, la feuille d'informations du ministère fédéral pour la coopération économique ne parle pas des participations spectaculaires prises par les pays pétroliers dans la République fédérale, mais des ventes croissantes dans ces zones. De fait, les exportations de l'économie allemande vers les nations de l'OPEP ont déjà progressé de quelque 70 %, passant de 4,4 milliards de DM à 10,2 milliards. La part de ces acheteurs, dans l'ensemble des exportations allemandes, est montée de 3,3 % en 1973 à 4,5 % l'année dernière. A peu près la

moitié des importations allemandes de pétrole brut en provenance des États de l'OPEP ont été couvertes en 1974 grâce aux exportations vers ces pays. Et, au quatrième trimestre de 1974, cette proportion a même augmenté jusqu'à atteindre les deux tiers.

Le commerce avec les pays arabes s'est développé de façon particulièrement spectaculaire. Les exportations ont plus que doublé, passant de 3,8 à 7,3 milliards de DM au cours de l'année dernière. Ainsi la part de ces pays dans les exportations globales de la République fédérale s'est-elle élevée de 2 % en 1973 à 3,2 % l'an passé.

Le plus grand consommateur

de marchandises allemandes dans cette région est l'Algérie, avec 1,3 milliard de DM, au lieu de 0,8 l'année précédente ; suivent la Libye, avec 1 milliard de DM contre 0,4 et l'Irak avec 0,9 au lieu de 0,1. Les exportations vers l'Arabie Saoudite ont plus que doublé, passant de 333,8 à 738 millions de DM, de même que les ventes à la Syrie (453,8 millions de DM contre 204) et au Koweït (410,5 millions de DM contre 186,1).

Ces livraisons ont contribué à éviter l'écroulement du commerce extérieur allemand, car les commandes de ces pays sont indépendantes dans l'ensemble de l'évolution de la conjoncture économique mondiale.

Mais alors que le commerce avec les États arabes est florissant, les investissements restent modérés. Certes, ils augmentent aussi, mais pas au même rythme. A plusieurs reprises, le rapprochement a été fait à l'économie allemande de vouloir vendre, mais de n'être pas prête à s'engager en investissant. En réalité, le rapport entre les investissements effectués à l'étranger et les exportations allemandes est seulement un peu plus modeste en République fédérale que dans les autres États industriels comparables.

La politique allemande de coopération a tiré en tout cas une conséquence de l'augmentation du niveau de vie des pays

pétroliers en accordant l'aide en capital. Et, s'agissant de l'aide technique, c'est-à-dire de celle des experts allemands, il faut désormais payer en bénéfices. Pour le test : ministre de la coopération, M. Egon Bahr, compte sa coopération « triangulaire » dans laquelle les pays pétroliers fournissent les capitaux, la République fédérale la technologie pour la réalisation de tels nouveaux dans d'autres pays moins riches. Mais, les investissements en coopération n'ont pas encore entré dans le stade des réalisations.

HANS JUERGEN MAHNI
(Die Wt)

LONDRES

Avant les chiffres, on pourrait penser que les Britanniques ont moins bien su que d'autres récolter leur part de la manne pétrolière depuis plus de deux mois par la prodigalité des pays de l'OPEP. En réalité, le gouvernement de Londres n'a pas eu grand-chose à attendre de l'éventuelle coopération d'armement avec les pays du Proche-Orient, et les firmes britanniques n'ont guère mis en mesure d'en obtenir. Mais si la quote-part de la Grande-Bretagne dans le commerce des États producteurs de pétrole a été modeste, pour l'ensemble de l'année elle a été beaucoup plus forte si l'on considère isolément le deuxième semestre.

Le Royaume-Uni est devenu le deuxième fournisseur de l'Irak après l'URSS, et, dans cette partie du monde, son premier client est aujourd'hui l'Iran, qui a ainsi supplanté Israël. Cette révolution prouve l'importance que présentent, pour l'industrie britannique, les négociations de gouvernement à gouvernement. Le développement des exportations vers l'Irak est le résultat de la création de la commission mixte irano-britannique en 1972, de l'accord de trois négociés en 1973 par M. Peter Walker (150 millions de livres de marchandises contre du pétrole), et de l'accord commercial portant sur 500 millions de livres signé en

janvier dernier par M. Peter Shore. Un mécanisme similaire pourrait stimuler les échanges avec l'Arabie Saoudite.

Pour les pays pétroliers, la Grande-Bretagne semble être le pays où se procurer surtout du matériel léger, des équipements pour les transports et des automobiles. Ces trois catégories de produits représentent, en effet, plus de la moitié des exportations britanniques dans la région. L'Irak ayant acheté à lui seul pour plus de 45 millions de livres d'automobiles et de pièces détachées, « made in Britain ».

La levée du boycottage contre la British Leyland, après qu'elle

eut mis fin à ses activités en Israël, devrait constituer un nouvel adjuvant. Cette compagnie va opérer une percée avec une usine de montage de Land Rover (5 millions de livres) au sud du Caïre, et, forte de ce certificat de responsabilité, elle pourrait voir ses efforts récompensés sur d'autres marchés, au Koweït notamment. Il est déjà question d'une nouvelle usine de montage, au Liban peut-être.

En dehors des exportations proprement dites, un lien a été pris en vue d'une participation au développement industriel que les pays pétroliers ont l'ambition de donner à leurs économies intérieures. L'exemple le plus frappant se trouve dans le raf-

finage de l'aluminium. Les unités de production d'Al-Badr, dénommées par Wm John Brown, la Mining Fin House, Selection Trust, ont paré le terrain dès 1971. La British Smelter Construction, soumise, enlevé un contrat sur 200 millions de livres pour la construction d'une usine supplémentaire à Doha, où des firmes comme Crestal Taylor Woodrow ont déjà construit une usine pour des convertisseurs (20 millions de livres) et l'installation d'un compo (36 millions de livres).

HUGH STEPHENS
(The Tim)

PARIS

PLUS de 30 milliards de francs ! Tel est dans toute sa sécheresse le montant du déficit de la France avec les pays pétroliers arabes et l'Irak en 1974. Il explique à lui seul les 100 milliards de francs des ministres français dans cette région du monde.

L'augmentation des prix du pétrole ne s'est réellement fait sentir qu'en 1974. Elle s'est traduite par un accroissement de 200 % de la valeur des importations en provenance des pays pétroliers arabes et de l'Irak (41,7 milliards de francs contre 13,7 milliards en 1973). Dans le même temps, les exportations de la France vers ces États progressaient de 77 % (11,4 milliards de francs contre 6,4 en 1973). Pourcentage considérable en soi, mais encore bien insuffisant pour compenser le renchérissement des importations d'hydrocarbures.

En 1974, la balance commerciale de la France a été déficitaire avec tous les pays de cette zone, à l'exception de l'Arabie Saoudite qui a été particulièrement spectaculaire avec l'Arabie Saoudite (-13,9 milliards de

francs), et l'Irak (-4,9 milliards de francs), où l'on note cependant une percée de la France, qui est devenue en 1975 le premier fournisseur de ce pays, les exportations ayant atteint 1,2 milliard de francs. L'ancien empire perse constitue le premier marché pour les produits français au Proche-Orient. L'Arabie Saoudite, en outre, a été le premier fournisseur de la France (1,1 milliard de francs) et la Libye (ventes d'armes) mises à part.

Les chiffres du commerce extérieur ne reflètent pas encore — ou très peu — les « grands contrats » signés en 1974. Bien souvent négociés par les industriels, ils ont bénéficié du « coup de pousse politique » à l'occasion des voyages que M. Chirac, d'Ornano et Segaret ont effectués dans la plupart de ces pays. D'après les indications fournies par les ministres français lors de leurs déplacements, on peut estimer à plus de 70 milliards de francs le volume de commandes attendues par l'industrie

française. Toutefois, il faut manier ces chiffres avec prudence. Il s'agit d'espérances et non de certitudes, d'évaluations et non de prix définitifs. Ces contrats portent le plus souvent sur la livraison d'unités de matériel, et même de « produits en main », et les paiements s'échelonnent sur plusieurs années.

Avec l'Irak, on évalue à 35 milliards de francs le montant des commandes, dont 10 milliards seraient passés en 1976. Parmi les principaux projets, on peut citer : la construction de deux usines de fabrication de ciment, d'une usine sidérurgique (1,5 milliard de francs), de deux mille lits d'hôpitaux, de plusieurs dizaines de milliers de logements, de centrales de kilomètres de routes, la livraison de produits agricoles (5 à 7 milliards de francs). Enfin, il existe un accord de principe pour la construction de centrales nucléaires (un protocole d'intention a été signé pour deux d'entre elles).

Pour l'Irak, on avance le chiffre de 15 milliards de francs, avec la construction de deux usines de montage de voitures, d'un complexe pétrochimique (3,5 milliards de francs), d'une usine d'aluminium, d'un hôpital militaire, d'un barrage (2,5 milliards de francs).

Dans les milieux patronaux, on chiffre à 20 milliards de francs les commandes que l'Algérie pourrait passer à la France. Déjà, il a été signé à la fin de 1974 et au début de 1975 pour 3 milliards de francs de contrats (matériel ferroviaire, de télécommunications, matériel agricole, etc.). Parmi les grands projets en cours de discussion, on peut citer l'implantation d'un complexe sidérurgique de 10 à 12 millions de tonnes de capacité dans l'Ouest algérien, la mise en place d'une usine de fabrication de voitures à Oran (cent mille unités par an), la livraison d'une usine de fabrication de moteurs (cent vingt mille unités par an).

Deux protocoles d'intention ont été signés au début de 1975 avec la Libye. Il portent sur

l'équipement rural (des centres de formation et l'exploitation forestière devraient être créés rapidement) et sur la formation professionnelle. Un effort également fait pour le développement des exportations agricoles françaises. Dans le domaine industriel, des contrats ont été passés avec Alstom pour la construction d'une centrale électrique à Tripoli et avec des entreprises (notamment S.P.I.E.-Bagnols et Thom CSF).

Avec l'Arabie Saoudite, les deux contrats portant sur la livraison à la France de 800 millions de tonnes de pétrole, vont être fournis par France, d'équipement, d'armement, d'outillage, ce qui est toujours « en cours de discussion ».

Enfin, avec les émirats du Golfe Persique, il y a quelques grands projets en cours, notamment la construction d'un complexe pétrochimique à Qat, d'un autre à Oman, et de nombreux travaux d'infrastructure.

MICHEL QUATREPOINT
(Le Monde)

ROME

La pénétration de l'Italie dans les pays arabes est encore trop faible au regard de ses capacités. Les exportations italiennes vers les pays du Moyen-Orient ont représenté 6 à 7 % seulement du total des ventes à l'étranger de 1974 en valeur. Cela tient au fait que, à la différence d'autres pays, l'Italie n'a pas le réseau commercial nécessaire pour développer les échanges commerciaux et technologiques.

L'Allemagne fédérale, par exemple, a implanté dans divers pays arabes, dont l'Arabie Saoudite et le Koweït, de véritables

délégations commerciales, fortes d'une dizaine de membres. Les contacts italiens se limitent le plus souvent au personnel consulaire, et cela représente un handicap important dans la zone devenue de plus en plus industrielle.

Pourtant, quelque chose est en train de changer. Ces derniers temps, les grandes entreprises à participation d'État, les industries privées et le ministère du Commerce ont commencé à envoyer dans cette région du monde des missions commerciales dont beaucoup ont eu des résultats positifs. A ce sujet, il convient

de rappeler les succès enregistrés par l'Association nationale de la construction au Moyen-Orient et, plus particulièrement en Arabie Saoudite, où l'industrie du bâtiment italienne voit s'accroître de plus en plus les commandes qui pourraient se développer dans les dix à quinze prochaines années. Un exemple : l'association de l'Arabie Saoudite pour la construction de cent mille logements en cinq ans, et qui pourrait être attribuée à des entreprises italiennes.

Un autre accord a déjà été conclu. Il y a un an, entre

l'IRI et l'Iran pour la construction d'un complexe sidérurgique qui devrait entraîner le développement de toute la région de Bandar-Abbas. L'investissement prévu dépassera les 1 000 milliards de francs. De plus, l'IRI organise des cours spéciaux de perfectionnement pour les cadres originaux des pays en voie de développement qui leur permettront d'avoir une meilleure pénétration commerciale et industrielle italienne vers ces régions.

L'industrie privée italienne recherche elle aussi des marchés dans les pays du Moyen-Orient et connaît des succès

flatteurs. La SIR (Société italienne des relations) a réussi à imposer ses unités de desservement malgré une vive concurrence américaine.

De leur côté, les pays du Moyen-Orient ont été de plus en plus fréquemment visités par des équipes italiennes, ainsi qu'en témoigne la présence, pour la première fois, à la Foire de Milan, d'une délégation officielle de l'Arabie Saoudite.

RENZO VILLARI
(Le Stamp)

Consommation

Parapluies pour temps de vacances

L'EXTENSION du système de vacances à forfait a provoqué une mutation brusque du tourisme. Les réductions de tarifs accordées aux groupes, les avantages en matière de change, l'émergence d'un réseau entièrement nouveau de compagnies en concurrence ont fait tomber les prix au plus bas. Des masses de gens qui n'étaient jamais sortis de leur pays ont désormais pu s'offrir un voyage aux Baléares ou en Sicile leur revenant moins cher qu'une villégiature au bord de la mer à faible distance de chez eux.

En 1985, l'effectif de touristes sortis du Royaume-Uni pour des voyages forfaitaires en Europe occidentale avait déjà dépassé le million ; c'était deux fois le nombre des départs individuels en vacances par avion. L'an dernier, la clientèle des avions charter a atteint les quatre millions, soit 40 % du trafic aérien à destination de l'étranger.

Du fait de cette évolution du tourisme international, les problèmes posés par les rapatriements dans l'éventualité de la faillite d'une compagnie dépas-

sent les services consulaires et diplomatiques en poste à l'étranger. Les agences de voyages britanniques, confrontées à cette situation, avaient créé, dès 1970, sous l'égide de leur groupement professionnel, un fonds de garantie auquel les organisateurs de tous côtés ont prêté de leur chiffre d'affaires. Ce fonds est destiné à assurer le rapatriement des voyageurs bloqués à l'étranger et, en outre, s'il reste de l'argent en caisse, à rembourser les acomptes versés au titre des voyages annulés.

L'insuffisance de ces garanties est apparue à l'occasion de la banqueroute, l'été dernier, du groupe géant Court Line, entraînant dans sa chute cinq agences affiliées.

En Allemagne fédérale, il n'y a pas de fonds spécial mais les professionnels sont convenus entre eux de faire le nécessaire. « En cas de faillite », explique Karl Maute, l'attaché de presse de Neckermann, la plus grande organisation allemande de tourisme, « nous agissons immédiatement, comme le monde de la finance quand une banque est en difficulté : nous payons quelle que soit la compagnie

en cause ». De surcroît, les firmes allemandes ont la possibilité, depuis peu, de souscrire une assurance d'un type nouveau couvrant les risques financiers exceptionnels, par exemple les frais d'évacuation précoce de touristes en séjour dans une zone devenue dangereuse (le cas s'est produit à Chypre). Cette assurance spéciale est garantie par la Lloyd's de Londres en liaison avec TAS (Tourist Assurance Service) de Francfort. Elle a été proposée à cent quarante agences de tourisme.

En Italie la Fédération nationale des agences de voyages, la FIATVET, est en train de mettre au point un système de garantie mais pour le moment les mesures de protection restent essentiellement affaire privée à régler avec les compagnies d'assurances.

En France des garanties financières sont exigées des organisateurs de voyages sous la forme soit de cautions bancaires, soit d'une police d'assurance obtenue par l'intermédiaire de leur association professionnelle. Une proposition de loi a été déposée en avril qui vise à renforcer ce système de

garanties existant par l'adjonction d'un mécanisme de responsabilité professionnelle collective. La nouvelle législation proposée assurerait notamment le rapatriement des voyageurs bloqués à l'étranger. Et outre, elle soumettrait les organisateurs à des exigences — en gros — que les organisations commerciales.

Les mesures de protection définies au Royaume-Uni en 1970 étaient applicables à l'origine seulement aux compagnies membres de l'association des agences de voyages britanniques. Cela changea dès fin 1971 avec la création d'un organisme officiel, la Civil Aviation Authority (C.A.A.) qui étendit le système existant par l'association mais aussi l'indemnité — par le biais des conditions mises à l'obtention des licences — à l'ensemble des organisateurs de voyages aériens.

Même s'il y a des dispositifs d'assurance, il n'est pas toujours facile de faire en sorte que les compagnies ne soient pas en défaut. Cette carence amena le gouvernement à intervenir de nouveau pour définir ce qu'il appelle, « une deuxième ligne de défense ».

Le projet de loi qu'il a déposé vise la création d'un fonds de réserve pour les voyages aériens, distinct du fonds préexistant, et auquel les organisateurs de tous devraient verser 1 % de leur chiffre d'affaires à partir de septembre. Un prêt sans intérêt du gouvernement à concurrence de 15 millions de livres sterling est prévu.

Ce fonds devrait garantir l'avenir outre les rapatriements, le remboursement d'un voyage qui n'aurait pas lieu des acomptes versés. Il pourrait aussi être utilisé à titre rétroactif pour le dédommagement des victimes de la faillite de Court Line. Horizon et autres ne dédommageraient pourtant ni les créanciers commerciaux ordinaires des compagnies ni les clients des agences d'assurances, ne détenant pas la licence.

Ces garanties ne couvriront pas les dommages d'un autre ordre que pourraient avoir à subir les touristes : billets d'avions dérivés en syndrome, chambres non disponibles, hôtels non conformes aux promesses publicitaires ou encore dans les pires. Les rapports de l'O.C.D.E. montrent que les cas

de ce genre se sont multipliés ces dernières années dans plusieurs des pays membres de l'organisation.

De plus en plus nombreux sont les procès intentés par des agences de voyages par clients mécontents. On a vu, en Allemagne notamment, des firmes obligées à dédommager substantiellement plaignants.

Au Royaume-Uni, où le Tourist Act a été si durement invoqué pour condamner la publicité mensongère de certains, depuis l'Association des agences de voyages a mis au point l'Office of fair trading — ommune subventionnée par le gouvernement — un code de conduite qui a été promu aux imprimés de l'été. Il a d'un ensemble de règles de nées à protéger les vacan-

Reste à savoir si ces nouvelles garanties seront aussi efficaces que les précédentes, mais les usagers lorsqu'ils connaissent leur code.

PATRICIA TISDAI
(The Times)

inattendue
siderurgie

malgré tout...

Moins de

مكتبة

L'Europe des jeunes patrons

OHENLIMBURG

ne tête inattendue
ans la sidérurgie

la pointe sud du quadrilatère formé par les villes de Hohenlimburg, Luedenscheid et Solingen, surgit la masse compacte de l'industrie sidérurgique : de trois cents entreprises, la Confédération allemande de la sidérurgie (Verein der Eisen- und Stahlwerke) exerce la profession dans les régions de la Ruhr et de la Westphalie, pour doter de qualités diverses les produits : goût, décision, équilibre, vision synthétique des choses. Or l'homme qui se trouve à la tête de l'entreprise est un jeune homme, un jeune homme à froid est une femme. Encore inconnue du monde, mais citée en quatre lieux dans le guide des hommes de l'économie, elle est la présidente du groupe D.M. et de la région des courtoisiers, le sur Viole Hallman a trente ans, elle est à la fois présidente et directrice de la firme, Fried. Gustav Thies, qui travaille à Hohenlimburg, en 1910, la société a été fondée par deux unités de production : l'une à Hohenlimburg, l'autre à l'entrée de Hagen.

est un exemple d'entreprise familiale parvenue à la troisième génération grâce à une gestion avisée. Sa directrice est la fille aînée de l'année de la femme. Aussi prudemment qu'un funambule attentif à ne pas perdre l'équilibre, Viole Hallman fait les premiers pas dans la présentation de son entreprise : « Out, notre chiffre d'affaires dépasse 100 millions de DM, mais je préfère ne pas citer de chiffre exact, pour éviter les idées fausses. »

Kort, elle vient d'acquiescer 50 % du capital de la société Servi-Corte, spécialisée dans la fabrication de matériel de laminage.

L'ardeur au travail de cette jeune femme lui ouvre la voie d'une belle carrière. Elle s'y est d'ailleurs solidement préparée en poursuivant, aux universités de Marbourg, Hambourg et Padoue (à cette époque, je ne savais pas encore l'italien, mais j'ai toujours été stimulée par les difficultés à vaincre), des études de sciences économiques qui aboutissent à une thèse de doctorat sur les Charbonnages de la Ruhr dans le devenir sidérurgique.

Pour la petite fille, déjà, le fer et l'acier avaient plus d'attrait que les poupées. « J'ai grandi à côté de l'usine. Jadis, il n'y avait pas de porte, et le soir, après dîner, nous nous installions devant les machines à vapeur pour jouer », raconte-t-elle.

Viole Hallman est entrée en fonctions en 1972. Elle connaît personnellement la plupart des huit cents membres de son personnel. Devenue patronne, elle est toujours entourée par ses plus anciens collaborateurs.

Viole Hallman était candidate de la démocratie chrétienne (C.D.U.) aux élections municipales du 4 mai dernier en Rhénanie du Nord-Westphalie. Sa trentième position sur la liste des cinquante-neuf sièges à pourvoir du conseil municipal de la ville de Hagen correspond à ses ambitions. Elle dit n'y attacher que peu d'importance, car elle ne possède pas de voiture et ne peut pas se déplacer sans le soutien de son mari, le cerclage de sa propre sphère communale. Pour elle, c'est le travail de la base qui est décisif.

P. C. MARTIN
(Die Welt.)

MILAN

Infuser plus de démocratie

« C'est n'est pas une question d'ancienneté ou de nouveauté, mais de participation à la vie de son association professionnelle locale, que dans sa province il entre-tienne des rapports normaux avec le personnel politique en dehors de tout lobby. Il faut également qu'il admette que les heures passées en discussion avec le comité d'entreprise ne sont pas du temps perdu. »

Le président des Jeunes Patrons, il est nécessaire que l'industriel participe à la vie de son association professionnelle locale, que dans sa province il entre-tienne des rapports normaux avec le personnel politique en dehors de tout lobby. Il faut également qu'il admette que les heures passées en discussion avec le comité d'entreprise ne sont pas du temps perdu.

Sur cette voie, la Confédération devrait donner l'exemple, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent, estime M. Pozzoli. Certes, sous la présidence de Giovanni Agnelli, c'est-à-dire depuis dix mois, la Confédération a su jouer son rôle de partenaire social lors de grands rendez-vous comme ceux qui ont eu lieu avant et après la constitution du nouveau gouvernement. Mais, en signant avec les syndicats l'accord sur l'indemnité de contingence, reliant dans une certaine mesure la progression des salaires à l'augmentation du coût de la vie en Italie.

Les jeunes patrons reconnaissent que les résultats obtenus sont de grandes conquêtes politiques et sociales. Toutefois, au cours de la période écoulée, ils se sont sentis exclus, dans un certain sens, de la vie en Italie.

Mais pour que ces principes deviennent effectifs, observe

compte Giovanni Agnelli à un grand artiste qui aurait magnifiquement décoré l'extérieur d'un palais, mais sans s'occuper de l'intérieur. Ce palais serait la Confédération, à l'intérieur de laquelle les jeunes industriels ne trouvent pas la possibilité de se faire entendre et réclament la mise en application des requêtes du « rapport Pirelli ».

« Lorsqu'un président se sent « provisoire », comme c'est le cas de M. Agnelli qui a accepté cette charge à la condition de pouvoir la quitter dès que possible, il n'a aucun intérêt à opérer une réforme intérieure de l'association qu'il préside à moins qu'il l'estime nécessaire », nous a confié le président de l'Association des jeunes patrons.

Le sentiment de frustration et l'impression de marginalisation des jeunes patrons, que traduit M. Pozzoli, ne sont cependant pas partagés par tous ses collègues. D'autres pensent au contraire que les jeunes patrons doivent être reconnus à la Confédération et d'autre part établir de nouveaux rapports avec les autres forces sociales et en particulier avec les syndicats ouvriers, d'avoir donné d'elle-même une image plus positive aux yeux de l'opinion publique, d'avoir joué un rôle véritablement autonome et constructif dans les rencontres avec les partis politiques et le gouvernement. Même si le président des Jeunes Patrons (quatre mille membres inscrits, soixante-dix groupes travaillant dans des associations industrielles territoriales, soit la moitié d'entre elles) campe sur ses positions, en insistant sur les échecs, un compromis n'est pas impossible.

MARIO SALVATORELLI
(La Stampa.)

ONDRES

Bill Johnston
anquier malgré tout...

« Je travaillais que trente-six ans quand j'ai pris la tête du département des investissements de la National Westminster. C'était le plus jeune homme jamais vu dans une banque londonienne. À l'époque, Bill Johnston était le patron de la City Bank, la banque d'affaires du groupe Natwest. Il partait pourtant pas à la tête des affaires, mais à la tête des grandes écoles et dans un quartier de Glasgow connu pour être l'une des attractions urbaines les plus riches du Royaume-Uni. Ses débuts dans la vie de l'école à quinze ans, il travaillait comme serveur dans un restaurant, puis comme vendeur de journaux, jusqu'à ce qu'il soit nommé directeur des études de la banque.

de ce qui était alors la Westminster Bank, le conseil d'administration n'était pas trop ambitieux. Que pense Bill Johnston des patrons britanniques et de leur sort futur ? Il ne nie pas qu'il y ait une part de responsabilité dans les pièges performances économiques de la Grande-Bretagne. Tout en se gardant de les critiquer trop sévèrement, il dit aussi que les compétences de compétences sont dilapidées dans les hautes sphères directrices et à la recherche de compromis impossibles. Il se désolait aussi de l'absence d'éléments potentiellement valables d'attitude à des comportements sociaux sévères et à l'esprit de caste qui sévissent dans trop de firmes. Son principal sujet d'inquiétude : que les « managers » britanniques n'en viennent, avant cinq ans, à perdre tout cœur à l'ouvrage.

Les états humanitaires sur lesquels se fonde la pensée socialiste. Bill Johnston dit les comprendre. Mais il affirme que le développement de la bourgeoisie ne fait qu'aggraver les prix de revient et que finalement

la collectivité dans son ensemble en pâtit. Les insuffisances de l'entreprise privée lui échappent-elles ? Non. Il se dit prêt à concéder un rôle important à l'Etat, à condition toutefois que l'aide de celui-ci se concentre sur les secteurs nouveaux en croissance, au lieu de se porter au secours des branches moribondes de l'économie.

Prendre en considération la grille générale des salaires et les satisfactions liées à la fonction lui semble « normal » lorsqu'il s'agit de fixer les émoluments des managers. Mais « l'érosion » à laquelle sont soumis ces émoluments, en valeur relative comme en valeur absolue, lui semble ne pouvoir, à la longue, que conduire à la catastrophe. Il a vu ce qu'il préfère de plus grandes disparités entre les traitements, et de l'analyse de la fiscalité. Après impôt, il ne lui reste que 40 % de ce qu'il gagne (un peu plus de 20 000 livres) et ses dépenses qui comprennent l'entretien d'une Jaguar et les annuités d'un emprunt-logement à 2,5 % — doivent, dit-il, rester raisonnables. Sa situation matérielle serait, estime-t-il, la plus florissante aux États-Unis ou en Allemagne fédérale. Mais il dit qu'il aime la Grande-Bretagne et il aime son métier. Seules la persistance des tensions sociales et la désaffection de la jeunesse sociale pourraient lui faire envisager de s'expatrier. Il a le sentiment qu'il serait encore assez jeune pour prendre un nouveau départ.

JOHN WHITMORE
(The Times)

PARIS

Aile marchante
et bonne conscience

« JEUNES PATRONS », il y a quelques années encore cette appellation désignait une organisation patronale comme moins en raison de l'âge de ses adhérents — qui n'étaient pas tous jeunes — que de leur statut social. Mais, depuis l'adoption de la loi sur le statut des entreprises (C.J.D.), la modification significative aux yeux d'une organisation qui entendait ainsi affirmer « que le statut des jeunes patrons n'est pas de la seule propriété ». En 1970, l'aile marchante du patronat, dans laquelle le Centre français des patrons chrétiens (C.F.P.C.) occupe une place particulière, s'est trouvée renforcée par la création de l'association Entreprises et Progrès qui réunit des sociétés à part entière, à caractère social et de promotion d'une doctrine de l'entreprise, de la croissance économique et de la progression sociale par l'expansion et de contribution à une meilleure information sur celle-ci et sur son rôle dans

l'économie. Ces organisations ne contestent pas la représentativité du puissant Centre national des patrons français (C.N.P.F.), même si elles dénoncent souvent son immobilisme. Elles entendent plutôt agir comme un aiguillon en formulant des propositions, comme on a pu le constater lors des travaux préparatoires de rapport sur la réforme de l'entreprise remis le 13 février par M. Sudreau à M. Giscard d'Estaing.

On ne saurait dire que le C.N.P.F. a apporté une aide déterminante au comité chargé de ce rapport. Les entretiens qu'il a eus avec M. Ceyrac, le président du C.N.P.F., se seraient, dit-on, bornés à des généralités. En fait, il est clair que le C.N.P.F. avait choisi d'adopter une attitude fort prudente.

L'association Entreprises et Progrès a réagi à ce manque de différence puisqu'elle présente publiquement sept propositions tendant notamment à améliorer le sort des travailleurs dans l'entreprise, en développant les responsabilités des salariés, en reconnaissant leur

droit à l'information, et en revalorisant la tâche de l'encadrement. En outre, Entreprises et Progrès suggère qu'un quart du conseil d'administration soit issu du personnel et élu par celui-ci.

Il faut bien le dire, ce catalogue déçoit ceux qui espèrent de l'association des suggestions hardiment novatrices. En fait, Entreprises et Progrès avait dès l'abord annoncé la couleur. « Pour être véritablement utile à la fois aux hommes et aux entreprises, la réforme doit éviter toute démagogie. Elle doit donc améliorer la vie des hommes au travail en sauvegardant l'efficacité économique de l'entreprise », en tentant « plutôt de contrôler le pouvoir », de le contrôler plus efficacement, pouvait-on lire dans l'introduction du document présentant les sept propositions.

La démarche du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise a été tout différente. Elle rappelle que le C.J.D. avait présenté, lors de son quinzième congrès en juin 1974, « un projet d'entreprise pour 1985 ». De quoi s'agit-il ? Le Centre propose un couple capital = pouvoir. Pour y parvenir, le C.J.D. a élaboré un schéma de propositions dont certaines (notamment en ce qui concerne la place de l'adhésif dans l'entreprise et l'exercice du pouvoir en son sein), sans être révolutionnaires, sont fort originales.

« Les hommes de l'entreprise louent ou empruntent la totalité des moyens financiers nécessaires à sa création, son fonctionnement, son développement », prévoient les responsables du C.J.D. qui précisent que les apporteurs de capitaux qui se verraient remettre des parts d'investissement seraient rémunérés par un pourcentage fixe auquel s'ajouterait, éventuellement, une prime variant selon les résultats. Quant au pouvoir, il émanerait d'une assemblée réunissant les hommes de l'entreprise. Cette assemblée déléguerait son pouvoir pour une durée déterminée (trois à six ans) à un conseil d'entreprise ou s'adresserait, avec voix consultative, des représentants des apporteurs de moyens financiers, des consommateurs et des pouvoirs publics. Il appartiendrait à ce conseil de désigner un « leader », de contrôler la réalisation des objectifs et d'arbitrer d'éventuels conflits.

Mais il faut bien le dire, les propositions et les réflexions des uns et des autres n'ont, jusqu'à présent, guère bouleversé les foules. L'opinion publique les ignore, et les syndicats, tels la C.G.T. et la C.F.D.T., dénoncent soit leur insuffisance, soit leur côté « participationniste », soit, encore, leur irréalisme. Le patronat traditionnel n'est guère plus enthousiasmé, qui considère le plus souvent ces dirigeants d'entreprise « modernistes » comme des genseurs ou des rétrogrades, qu'il faut à tout prix empêcher de nuire.

Quelque peu isolée, « l'aile marchante du patronat » n'est-elle donc que sa « bonne conscience » ? A moins qu'elle ne soit son meilleur défenseur pour avoir compris qu'il était nécessaire de faire des concessions pour conserver l'essentiel.

PHILIPPE LABARDE
(Le Monde.)

orum

Moins de gibier pour les chasseurs de têtes

MAINE toutes les innovations américaines, la chasse aux cerveaux a été considérée comme le fin du fin des négociations et des grosses « du vieux continent » se crurent obligés, eux aussi, de par-dessus bord l'arsenal des méthodes utilisées dans les entretiens personnels et petites annonces. La miraculeuse au manager est devenue une chasse à l'aveugle, avec le succès et pour un contrat.

tant une telle technique le in U.S.A. » ne pouvait implanter durablement en Europe. Non, certes, pour des raisons techniques. Car si aussi des conseils de personnel sans scrupules qui n'ont ni la concurrence des autres, qu'ils des fins lucratives, la chasse aux cerveaux peut être en Europe d'entreprise aléatoire parce le recrutement du personnel de gestion s'effectue ici de manière plus subtile, aux États-Unis et aussi que la législation ne permet pas d'importer qui

du candidat idéal oublié que sa recherche a pour corollaire de mettre celui-ci en rapport avec la firme idéale dans laquelle il exercera ses fonctions, avec son futur patron, avec son champ d'activité, et même avec les banques.

La chasse aux cerveaux à l'américaine ignore délibérément que la procédure d'embauche comporte trois degrés, qu'il est impératif de respecter, comme le prouve la longue expérience des conseils de personnel sérieux : enquête sur la personnalité du chef d'entreprise et son environnement ; recherche de l'homme capable de s'adapter ; assimilation à ce cadre précis de son aptitude à la gestion.

Il convient de savoir sur-le-champ, en effet, si l'homme pressenti pourra ou non s'intégrer avec succès. Chaque fois, qu'il s'agit de la méthode américaine de chasse aux cerveaux, on a pu vérifier que l'entrée en fonctions du nouveau chef provoquait au sein de l'entreprise une euphorie générale, comme si brusquement elle était délivrée de tout souci et voit son chiffre d'affaires doubler.

Dès lors, rien d'étonnant à ce que cette grisaille ne tarde pas à tourner en débauche. Le conseil de personnel moderne doit savoir évaluer d'emblée les chances qui s'offrent au nouveau manager. Dans cette optique, il convient de faire comprendre à l'employeur que, s'il a sans doute recruté l'homme de la situation, il ne s'est toutefois pas associé à son Dieu. De son côté, tout en étant conscient d'avoir à assumer la tâche de sa vie, le nouveau doit sentir qu'il a auprès de lui un conseil de surveillance et des collaborateurs sur lesquels il doit compter.

Mais toutes les méthodes d'embauche ne ressuscitent pas à la chasse aux cerveaux. Et si les firmes de conseil de personnel des États-Unis réalisent de si fantastiques chiffres d'affaires avec les cadres supérieurs, c'est le signe tangible qu'un tel marché peut aussi s'organiser en Europe. C'est d'ailleurs à dessein que nous mettons les entreprises sérieuses et de contribution à une meilleure information sur celle-ci et sur son rôle dans

dant de l'Office fédéral du travail, s'est arrogé l'exclusivité de l'embauche des cadres supérieurs. En outre, la législation allemande n'est pas exempte de contradictions. En principe, elle interdit le « débouchage ». Et toute entreprise de conseil de personnel qui se livre à cette pratique s'expose à des sanctions. Mais qu'un directeur général de société emploie lui-même ce moyen pour recruter un cadre supérieur, il ne s'agit plus alors, aux yeux de la loi, de débouchage.

Des qu'une grande entreprise cherche son directeur de marketing, elle ramène peut-être, en tout et pour tout, six candidats. Et c'est dans cette mesure qu'un bon conseil de personnel peut rendre, par le choix qu'il fait, un grand service. Mais que la même entreprise soit en quête d'un adjoint au chef comptable, elle doit alors faire face à quelque cinq cents postulants. Alors, le filtre individuel du conseil de personnel se révèle inefficace. Seule l'annonce collective, dans ce cas, l'instrument de présélection indispensable.

HANS BAUMANN
(Die Welt.)

ACTIF

	£	£	1973		£	£	1973
CAPITAL AUTORISE ENTIEREMENT LIBERE :							
Deux millions d'actions ordinaires valant nominale de 2 100	20 000 000			Caisse et banques	92 772 871		26 123 865
Réserves statutaires	735 730			Titres, investissements	11 398 387		5 633 437
Réserves générale	2 946 606	23 695 730	12 953 370	Effets escomptés	1 070 207	608 870	
Comptes courants, dépôts flexibles		204 087 215	60 999 604	Prêts et avances	147 961 950	79 004 719	
Diviers comptes créditeurs et provisionnels		21 932 334	10 665 460	Comptes débiteurs divers	3 320 879	1 377 498	
PBRES ET PROFITS :				Immobilisations (terrains)	743 177	214 389	
Bénéfices reportés de l'exercice écoulé	72 091						
Bénéfices de l'exercice au 31 décembre 1974	2 646 899						
Total à répartir voir compte de répartition		3 718 990	1 445 462				
		257 494 271	116 062 386		257 494 271	116 062 386	
COMPTES D'ORDRE CREDITEURS :				COMPTES D'ORDRE DEBITEURS :			
Engagements de la banque (crédit documentaire et lettres de garantie)				Engagements clients (crédit documentaire et lettres de garantie)			
		189 786 642	27 064 121		189 786 642	27 064 121	

1973	1972		1971
2	2		2
16 000 564	4 564 880	Intérêts perçus, revenus des investissements	21 245 168
2 130 467	984 798		
212 153	20 815		
3 846 899	1 433 603	Commissions et revenus divers	1 833 913
23 079 082	6 984 294		23 079 082

Réserves statutaires	364 090	143 360	Bénéfices de l'exercice au 31 décembre 1974	3 846 899	1 433 603
Répartition aux actionnaires	625 000	500 000			11 849
Allocation aux administrateurs	30 000	30 000			
Dividendes complémentaires	125 000	100 000			
Réserves générales	2 560 000	600 000	Bénéfices reportés de l'exercice écoulé	72 091	
Solde (report à nouveau)	14 300	72 092			
	3 718 990	1 445 452		3 718 990	1 445 452

[illegible]

activités, dont la valeur nominale est de 100 millions de francs CFA, et exclusivement soustraite par les actionnaires au prorata de leur part.

En vue d'étendre ses activités dans l'Afrique de l'Ouest et de consolider la position de la Banque Arabe d'Algérie de cette région, la Banque Arabe Africaine a participé à la création d'une nouvelle banque communautaire en Meriténie: la « Banque Arabe Africaine en Mauritanie S.A.M. », d'un capital de 10 millions de francs CFA, soit 3,3 millions de dollars. La Banque Générale de Mauritanie détient 50 % du capital de la Banque Arabe Africaine 45 %, des locaux propres.

Les activités de notre branche à Beyrouth se sont développées favorablement dans les divers secteurs durant l'exercice 1977, grâce à une place éminente parmi les banques opérant au Liban, et à la mise en œuvre de la politique économique de la politique classique et du choix de ses opérations. De ce fait, nous avons obtenu une croissance importante à ses clients. La branche a élargi le réseau de ses correspondants, et a renforcé ses relations bancaires, ce qui lui permet de jouer un rôle important dans le commerce extérieur de la région.

Les activités de notre branche à Beyrouth se sont développées favorablement dans les divers secteurs durant l'exercice 1977, grâce à une place éminente parmi les banques opérant au Liban, et à la mise en œuvre de la politique économique de la politique classique et du choix de ses opérations. De ce fait, nous avons obtenu une croissance importante à ses clients. La branche a élargi le réseau de ses correspondants, et a renforcé ses relations bancaires, ce qui lui permet de jouer un rôle important dans le commerce extérieur de la région.

2 04 millions : branche de Dubaï.
Les revenus perçus à l'avance et les dépenses effectuées ont été en grande partie de cette augmentation.

Quant à l'actif, la rubrique « Caisses et dépôts » a subi une diminution des activités de sterling, résultant de l'augmentation des comptes courants et des dépôts à terme, et à priori après des banques comme suit :

2 15 millions : branche de Dubaï.
La rubrique « Autres investissements » a subi une diminution de 2 millions de millions de sterling, dont :

4 4 millions : titres et participations

Le total des bruts a atteint 164 millions de sterling contre 144 millions de sterling l'année précédente. L'augmentation de 13,9 millions de sterling, dont 13,9 millions de sterling, a été due à la diminution de la poste intérêts payés en raison de la progression des dépenses de la branche. Les dépenses ont été affectées pour « imprévus » et « baisses de taux de changes (1) » et de 11 millions.

En déduisant le total des bruts et charges du total des revenus, le bénéfice net de l'exercice 1977 s'est élevé à 5 648 800 francs CFA, soit 1 700 millions de francs CFA, contre 1 500 millions de francs CFA l'année précédente.

[illegible]

triple au cours de 1974, sur 11 millions de sterling contre 75 millions de dollars en 1973. Les banques jouent un rôle éminent dans ce domaine, en raison de ses excellentes relations avec les banques et institutions financières sur le plan international.

Le total du bilan a donné au 31 décembre 1974 par comparaison avec le 31 décembre 1973, une augmentation de 11,81 millions de sterling, regard de 118,1 millions en 1973, réalisant ainsi une croissance de 141,6 millions de sterling à

La taux de progression de ce poste (81,3 %) résulte des efforts déployés par la Banque à pour accroître le montant de ses opérations d'échanges commerciaux en devises locales.

Nous avons examiné le bilan de la Banque Arabie Adriaque (S.A.S.) arrêté au 31 décembre 1974, nous constatons que les opérations d'échanges commerciales en devises locales à cette date. Nous avons vérifié les écritures et procédé aux sondages que nous avons

[illegible]

SOURCE de richesse depuis des siècles en Orient, les tapis, filés à l'appareil en dot... — le tapis est devenu, en Occident, une valeur-refuge. Une valeur-refuge que les marchands et les spécialistes, les prix ont quadruplé en trois ans : *Achetés à 150 000 et 200 000 francs, ils se vendent aujourd'hui à 600 000 et 800 000 francs*, affirme un marchand. Le chan lui-même ne ramasse-t-il pas tous les beaux tapis qui sont trouvés sur le marché — les « tapis » exhumés du passé, l'artisan, autrefois, travaillait seul et conservait jalousement ses secrets de fabrication. Aujourd'hui, sous trait d'un contre-maître, il note des points à la cadence imposée, il est rare qu'il voit se dresser devant lui un objet d'art de grande originalité.

Quel collectionneur hâtivement entre une commode signée Jacob et d'un tapis d'Aubusson, d'un tapis d'Aubusson.

Fait-on un excellent placement en achetant un tapis ? Rien n'est moins sûr que cela, quand on a des tapis anciens ont vu leurs prix flamber. Les collectionneurs et les acheteurs, qui sont la plupart des gens de bien, ont vu les tapis d'Orient, que nous entièrement à la main, sont loin d'être indexés sur le pouce, comme on voudrait nous le faire croire.

« Seul le tapis ancien constitue un placement », avouent les marchands, honnêtes. Mais combien d'autres essais de placement ont été tentés ! Les tapis Bonkharas — reproduit à des milliers d'exemplaires — est une valeur sûre. Elle ne le sera pas plus que les tapis russes de nos parents.

Tout est fait pour entretenir la confusion. Comme on ne trouve plus suffisamment de tapis anciens, on nous propose des tapis des pays les plus de nos ancêtres, — l'Iran, la Turquie, et même l'Union soviétique et la Chine, — pour nous faire croire que voilà des reproductions — à la

Saint-Antoine ?.

Pour le tapis, la différence ne réside pas seulement dans le genre de l'artisan. Elle tient aussi à la matière. Les tapis anciens sont traités, tondus sur des bêtes vivantes — étaient autrefois plus brillantes, soyeuses. Les colorants naturels — rouge, bleu, vert, orange, indigo — pour le bien, curcuma pour le jaune — donnaient une gamme de couleurs que n'arrivent jamais à imiter les colorants chimiques. D'un pain à l'autre, les teintures n'étaient pas toujours régulières. Les tapis présentaient des décolorations, des taches. Le tapis d'être une tare, c'est la marque d'une fabrication artisanale.

Aujourd'hui, les coloris sont stables mais moins criards. Certains tapis modernes sont décolorés. On les trouve ainsi conformes aux goûts de la clientèle française. « Qui aime les bons fondus, alors qu'Anglais et Allemands préfèrent les tapis chauds ».

Il en va de des tapis anciens comme de toute œuvre d'art ; in modeste, mais d'un grand intérêt. Les tapis chinois sur lesquels vivaient nos parents, dans les années 30, sont aujourd'hui passés de mode. Les tapis persans les ont détrônés. Leurs motifs géométriques s'allient mieux à la sobriété des décors actuels. Mais l'achat d'un tapis par l'amateur de tapis ce que la Bugatti est au collectionneur de voitures. Le fin du fin.

Les « grands cru » font l'immense majorité des tapis. Les autres, par exemple, à une cote inter-

nationale : c'est une valeur d'art, à Rome comme à Londres, à Tokyo comme à New York. Les tapis persans : Kirman, Khorassan, Feraghan, Saroul, parmi les persans : Quchak, Kouta, Ladik, Talysh, Kermanshah, les Turcs : Hila, Karahagh, Daghestan, pour le Caucase, figurent parmi le peloton de tête des provenances étrangères. Les tapis persans et turcs anciens, puisés partout dans le monde, s'estiment un marchand. Même si quelques indigènes gardent une passion nostalgique pour les tapis iraniens.

Le marchand du tapis à la réputation d'être une empoignée sans pitié, sans honneur, sans principes et nu client rêlé. Théoriquement, les prix doivent être affichés. Ils le sont. Pour les pièces en vitrine, qui sont, le plus souvent, tout au plus, de toute façon, ce qu'on ne veut pas s'en séparer à. Les faire tirer du refuge où on les cache est déjà un exploit. Ensuite, c'est une question de s'adresser à un client qui payera cher une belle pièce qu'un prix raisonnable une pièce médiocre... que le marchand aura payé trois fois plus.

Pour les tapis de l'étranger, le marchand a sa logique. Tout ce qui est beau est rare. Donc cher. Mais, l'esthétique ne se mesure ni en années ni en nombre de mètres. Ce qui le voudrait quelques naïfs. Un tapis fin n'est pas forcément beau. La finesse donne un dessin précis, mais pas de relief. Les tapis grossiers dépendent en beauté, ceux qui ont dix mille nœuds au décimètre carré. Les beaux tapis sont donc moins nombreux. Et les prix sont presque aussi cher qu'une dame. Les marchands — et pour cause — veulent les beaux gros collections, les moelleux et les pétroliers des émir arabes font monter les prix. Ils seront bientôt les seuls à pouvoir acheter un tapis anelun. Un Kachan, qui valait 6000 francs en 1950, en valait 15000 en quadruple en 1975. Un Chivran à triple nœud est même période (de 7000 F à 20 000 F). Le prix de plusieurs dizaines de milliers de francs est devenu chose courante. Les tapis modernes — lorsqu'ils sont fins — ne sont guère moins chers : entre 2500 et 5000 F le mètre carré. Beaucoup plus s'ils sont en sole.

En salle des ventes, les prix sont moins élevés qu'en magasin. On trouve, pour un tapis bon état, 50 à 100 francs. Un beau, un particulier à peu de chances d'emporter l'enclerc. Les marchands ont pris l'habitude de faire des ventes de tapis. La solution de tout repos ? S'adresser à un magasin de renom. On y paiera très cher une magnifique pièce, mais qui, paradoxalement, n'est que médiocrement restaurée.

Mais, adieu les plus-values rapides : la T.V.A. et le bénéfice du commerce ont sévéri. Les marchands n'ont pas le choix. Certains prétendent s'adresser à un petit vendeur. Formule dangereuse pour l'acheteur inexpérimenté. Le plus sûr est de se fier au vendeur, si le choix est moindre, les « bonnes affaires » restent possibles, le « petit » marchand apprécie la rotation rapide de son stock.

Statistiques et probabilités	
Tome 1	57 F
Tome 2	88 F
Algèbre de Boole	
	74 F
Introduction à la mathématique moderne	
Tome 1	82 F
Tome 2	97 F
Initiation à l'informatique de gestion	
	74 F
DUNOD - A.I.D.E.P.	

Acheter dans le pays d'origine est un minoir aux alouettes. Ce gros animal, des centaines de touristes s'y laissent prendre. « Les tapis y sont deux ou trois fois plus élevés », prétendent les vendeurs français. Il faut qu'ils soient achetés par des Européens savent faire dans des limites imprévisibles. Seul point de repère : lorsque le vendeur dit : « Allah ne m'a pas donné ça », il n'est son dernier prix et le prix fera revenir sur sa décision. Achetés en Orient, le tapis est un colis encombrant. Il n'échappera pas à la douane et aux douaniers. Les taxes à acquiescer sont, en France, de 22,25 % par mètre carré, plus la T.V.A. de 20 % et la taxe de 10 % sur le tapis. La facture de complaisance, fournie en Orient, ne fera pas illusion. Le procédé est vieux comme le monde.

Il y a peu de véritables collectionneurs en France. « Bien moins qu'il y a trente ans », se lamentent les marchands. Les choses ont changé, on désigne, on elles ne font plus états. L'Italie a en de belles pièces... jusqu'à Napoléon. Depuis, elle boude. L'Allemagne est partagée entre le meilleur et le pire. La France, la terre est la seule, en Europe, à donner au tapis le rang qu'il mérite. Juste après le thé et les chaises. Il lui arrivera à un Evénement de l'histoire de France. Le tanisme de la République. Le Palais de Paris, c'est pur anachronisme. Londres est toujours le royaume du tapis. Peut-être pas pour longtemps. Les ornements du salon deviennent rares.

DANIELA

DANIELLE ARNAUD.

Entretien

Le tour d'horizon de M. David Rockefeller

(Suite de la page 19.)

otre nation et ses industries tirt de substantiels bénéfices de la libre circulation des capitaux ; il n'y a aucune on pour imposer des résolutions particulières sur les sissements des pays de l'OP. Dans le monde entier, besoins de l'industrie en ceux sont tels que les pétro-ans devraient être les bien- is pratiquement partout.

— Les banques auront-elles pendant longtemps la possibilité de recueillir les capitaux à court terme dans le noyen et le long terme ? Les banques ne peuvent imiter indéfiniment à pren- de l'argent à très court se et à le prêter pendant onnes périodes. Nous espé- que ce problème va se ré- re jusqu'à un certain point, à mesure qu'il se familia- it avec les procédés de re- sage, les pays du Troisième acceptent de placer des is à plus longue échéance.

— Les ratios d'endettement des banques par rap- port à leurs capitaux propres ont pas cessé de se dé- torer ces dernières années. Pensez-vous qu'il est temps, our elles, de songer à rju- er plus énergiquement leurs ctivités à leurs ressources ?

— Oui, je pense qu'il en est. Jusqu'ici, cette tendance pas conduit à une situa- tion critique, mais il est ain que l'évolution ne peut se poursuivre comme ces r dernières années. Il est né- aire que nous augmentions fonds propres, et nous som- en train d'essayer de le e. Mais le marché des capi- ne favorise pas les ven- tions en ce moment, et l'ap- à la souscription d'actions velles n'est guère possible plus. En outre, nous ne pou- s pas non plus vendre de ande », car la commission opérations de Bourse (Secu- Exchange Commission) a idé de nous demander des seignements, et notamment d'élargir sur l'activité des ques, qu'elle ne réclamait avant. Nous estimons que e n'est pas justifié, et il y ur ce point un conflit entre mission et les principaux bilancements de la place.

Toutes les grandes banques

de New-York sont à peu près dans la même situation. Deux d'entre elles visent d'annuler leurs projets d'émission d'obligations. Il nous faut donc compter essentiellement sur nos revenus propres, ce qui nous oblige à en restreindre la part que nous dis- tribuons à nos actionnaires. Dans l'immédiat, nous nous ef- forçons de limiter l'augmenta- tion de nos actifs. Mais nous espérons que notre présentation avec la commission des opéra- tions de Bourse sera bientôt éclaircie et que nous pourrons vendre à nouveau des titres au public.

— En limitant la crois- sance de vos actifs, et par voie

de conséquences vos crédits à l'économie, ne pratiquez-vous pas une sorte de politique de déflation qui ne contribue qu'à aggraver la situation de votre pays ?

— Il y a là en effet un cer- tain conflit. La Banque de ré- serve fédérale d'ailleurs que les banques fonctionnent dans des conditions économiquement sa- nes : et en même temps elle s'attend que le système bancaire fournisse les prêts qui sont né- cessaires à la vie du pays. C'est une question d'équilibre. Nous continuerons certainement à croître, mais moins vite qu'il y a deux ans.

Le fond de la courbe

— Comment voyez-vous l'évolution des taux d'intérêt dans les prochains mois ? — Le « prime rate » a baissé de 4 1/2 points en quatre mois. Il est possible qu'il baisse encore un peu, mais je crois que nous sommes près d'avoir atteint le fond de la courbe. Avec la re- prise de l'économie que nous at- tendons, il est probable que nous verrons prochainement augmenter à nouveau les taux d'intérêt.

— A des niveaux compa- rables à ceux des dernières an- nées ?

— Cela dépendra de la vi- tesse à laquelle l'économie re- prendra. Personnellement, je crois qu'elle va reprendre dou- cement. Si c'est le cas, les taux d'intérêt remonteront douce- ment aussi.

— Des faillites de plus en plus importantes ont eu lieu dans le monde bancaire in- ternational depuis un an. Pensez-vous qu'il faille s'at- tendre qu'il y en ait d'au- tres, encore plus fortes, ou que cette tendance se calme ?

— J'ai l'espoir que ce mouve- ment ne continuera pas. En Eu- rope les faillites sont venues surtout de la spéculation sur les devises. J'espère que la leçon a été apprise. Aux Etats-Unis, en revanche, les trois banques qui ont fait faillite avaient pour cela des raisons spécifiques, le plus souvent liées à leur mauvaise gestion plutôt qu'à des conditions générales de l'économie. Je

ne pense pas que cela se re- nouvele.

— La Chase Manhattan Bank a reculé dans le clas- sement mondial des banques, où elle n'est plus que troi- sième. Elle a également à New-York la réputation de ne pas manquer de difficul- tés. Elle a notamment an- noncé il y a quelques temps des pertes considérables sur des opérations sur titres, pertes que vous avez attri- buées à des erreurs de ges- tion. Comment cela s'expli- que-t-il ?

— La dévaluation des comptes a été sous-estimée par celui qui était chargé de les établir. Il en a résulté un déficit de 30 millions de dollars et l'obli- gation pour nous de recalculer nos comptes d'exploitation pour les deux trimestres précédents. Mais, avec les variations de taux d'intérêt, le déficit a lar- gement disparu, et il n'en subsiste plus qu'une faible par- tie. Cela a été gênant, mais pas grave. D'ailleurs, au dernier trimestre de 1974 et au premier trimestre de 1975, l'augmenta- tion des bénéfices de la Chase a été supérieure à celles de toutes les autres banques de New-York, de sorte qu'on peut dire qu'elle va bien.

— Les soucis que lui at- tirent actuellement les impor- tantes positions qu'elle o- ccupe dans l'immobilier, qui est en plein marasme, ne sont-ils pas graves ?

— Il est certain que nous avons des soucis de ce côté-là. Mais c'est le cas de toutes les banques, aux Etats-Unis, en ce moment. La récession a touché l'immobilier plus que les autres secteurs, de sorte qu'il y a beau- coup de crédits dont les intérêts ne sont pas payés. Nous sommes donc privés de nos revenus. Mais je crois que les valeurs sont là. Ces investissements reprendront avec l'économie. Le problème, c'est d'attendre. Certaines ban- ques peuvent le faire, d'autres pas. La Chase, quant à elle, le peut.

— Selon vous, la Grande- Bretagne se-t-elle restée dans le marché commun ?

— Je crois que l'Angleterre aurait intérêt à rester dans le Marché commun, et j'espère qu'elle ne se retirera pas. Cepen- dant, je ne pense pas qu'il en résulterait un désastre si elle quittait la CEE.

— Vous avez inauguré, il y a peu de temps, une sucursale à Moscou. « Monsieur David Rockefeller, j'ai aperçu Kori-Marx », cela vous a-t-il semblé une adresse normale ?

— Je suis content de notre présence à Moscou. Les affaires que nous faisons avec les Sovié- tiques sont rentables, et je pense que nous pouvons aider la beau- coup de clients américains et européens qui ont besoin d'appui.

— Que répondez-vous lors- qu'on critique devant vous l'attribution d'importantes sommes aux investissements en U.R.S.S. en soulignant que les Etats-Unis manquent notoirement de capitaux pour faire face à leurs besoins dans les années à venir ?

— Les crédits accordés en Union soviétique représentent une proportion très faible de ceux qui sont distribués ici. Et, à mon avis, une banque inter- nationale ne peut pas décider de concentrer ses prêts dans un pays. Il est dans l'intérêt des Etats-Unis de promouvoir le commerce et les investissements partout dans le monde, y compris dans les pays communistes. D'ailleurs, les pays d'Europe — et notamment la France — l'ont fait plus que nous et avant nous.

Propos recueillis par JACQUELINE GRAPIN.

PORTRAIT

< Mister David >

« **MISTER DAVID** », c'est la nom que l'humilier inscrite au-dessus de celui du visiteur au cinquante-huitième étage du 30 Rockefeller Plaza de New-York. Le président de la Chase Manhattan Bank consacre les deux tiers de son temps à la société « qui l'emploie », et un tiers à la gestion de ses propres intérêts. Nous sommes ici dans « les bureaux de la famille », entre un Braque et une antiquité d'Extrême-Orient, au-dessus du Rockefeller Center, qui permet à quelques rayons du soleil de percer entre les gratte-ciel pour réchauffer fleurs et touristes.

Les Rockefeller sont à New-York ce que les Michelin sont à Clermont-Ferrand : impossible de circuler dans la ville sans les rencontrer de près ou de loin. Le Musée d'art moderne a-t-il des difficultés ? Il faut voir cela avec la président de son conseil d'administration, « Mister David ». Les Cloisters don- nent-ils sur un flot de verdure ? On la doit à son père, John Junior, puritain baptiste, philanthrope, qui professait — paraît-il — l'opinion que « l'argent de la famille appartient à Dieu ».

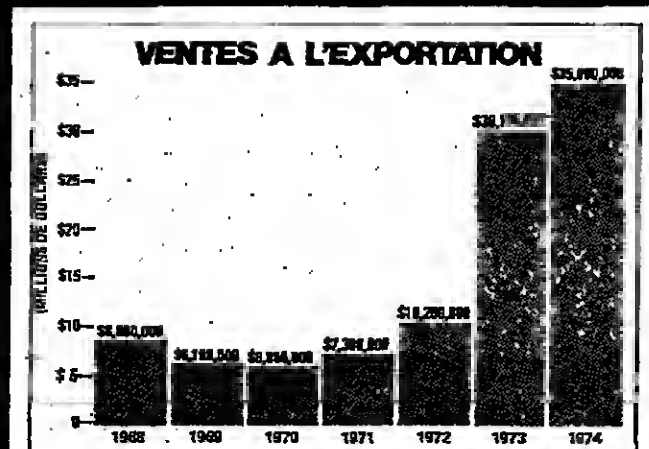
Des cinq fils, le cadet, David, n'était pas le plus en vue. Jusqu'au jour de 1961 où il devint président de « la banque de famille », bien que ses parents n'aient délégué en principe guère plus de 5 %. Il devenait ainsi « le plus gros créancier de l'industrie mondiale » et l'un des financiers internationaux les plus influents, un état qu'il ne dut sans doute pas seulement à sa technique de banquier.

En effet, lorsque M. David Rockefeller se présente en Egypte pour y fonder une succursale, il apporte bien sûr un prêt à moyen terme de 80 millions de dollars, mais c'est le président Sadate lui-même qui la reçoit. Lorsqu'il arrive à Moscou, c'est M. Kossyguine... Les cordes de son arc sont bien complémentaires, en particulier depuis que son frère Nelson — qui fut gouverneur de l'Etat de New-York — a accédé à la vice-présidence des Etats-Unis, poste dont sa fortune lui a coûté l'investiture après lui avoir facilité la vie. Lequel des deux frères dispose du pouvoir le plus grand ? On allait poser la question quand la téléphonie sonna : fort à propos un interlocuteur proposa à son ami David un nouveau poste d'administrateur, et on entend prononcer plusieurs fois le nom de « Nelson » dans la conversation. A quoi bon se deman- der, des cinq doigts de la main, lequel est le plus utile ?

Tout le monde trouve Mister David « très simple ». Un cadre du parti communiste soviétique, bolchevique de la pre- mière heure, lui aurait dit un jour : « Je me suis souvent demandé pourquoi les classes laborieuses américaines ne se révoltent pas contre leurs capitalistes. Après vous avoir ren- contré, et pour la première fois, je la comprends... » C'est l'une de ces anecdotes que l'on aime à se transmettre dans l'entourage de M. David Rockefeller.

Comme les Michelin, il monte, à l'occasion, sur une ample bicyclette... mais le golf eied mieux à ses presque soixante ans, et à son ancien passage à l'université Harvard, dont il fut l'un des « partis » les plus en vue dans les années 30. Il est diplômé de l'université de Chicago (qui fut fondée par les Rockefeller), et fit aussi des études à la London School of Economics (financée en partie par les Rockefeller). Entré à la Chase comme directeur adjoint à trente ans, en 1945, il en devint vice-président quatre ans plus tard. Aujourd'hui « chairman », il « donne », paraît-il, plus de 1 million de dollars par an, « sans compter les œuvres familiales ». Et même... il a des enfants et des petits-enfants contestataires : le morale n'est-elle pas sauve ? — J. G.

Voyez notre passé.



Et vous pouvez prévoir votre avenir.

Depuis plus de vingt ans, Israel Aircraft Industries sert les besoins de l'aviation civile et militaire de nombreux pays. Nous avons construit des appareils solides, sûrs et de grande performance à un prix concurrentiel. Nous les avons livrés dans les délais prévus. Quelles que soient les circonstances.

C'est le cas du radar mobile et compact ATC construit par notre filiale Elta Electronics pour le contrôle de la circulation aérienne. C'est aussi le cas d'un ensemble unique de systèmes de communication modulaires à ultra haute fréquence.

Notre division d'Armement MBT offre au monde libre le premier et seul missile éprouvé de combat sol-sol tiré d'un navire, le Gabriel.

Nos 14 filiales, divisions et usines livrent des produits sûrs. Comme Arava, avion à décollage, atterrissage courts. Le jet d'affaires Westwind. Des systèmes électro-hydrauliques, des appareils de contrôle de navigation. Des instruments de précision. D'autres produits encore.

Notre division Bedek Aviation fournit aux aviations militaires et commerciales de nombreux pays un service

complet pour les moteurs et les cellules.

Nous prenons part, avec d'autres grandes compa- gnies aérospatiales, à des projets spéciaux dans le monde entier.

Notre croissance a été la trame de notre passé. Elle continuera à modeler notre avenir.



Israel Aircraft Industries
Ben Gurion International Airport, Israel
Also: New York - Londres - Paris

Port-au-Prince, juin 1975

« BABY DOC » SE DÉTEND



Qui l'eût cru ! Haïti est en train de redevenir internationalement respectable. Ne parlons pas, bien sûr, de son style de vie. Les bordels de Port-au-Prince, plus familièrement connus sous le nom de « maisons de commerce », poursuivent plus que jamais leurs activités colorées ; nombreux sont les endroits où un monsieur respectable peut emmener dîner sa maîtresse aussi bien que sa femme, et l'on trouve toujours les mêmes opérateurs troubles derrière les maisons de jeu.

Mais la visiteur qui arrive à Port-au-Prince doit tout d'abord se débarrasser de toutes les idées préconçues qu'il aurait pu acquérir à la lecture des Comédiens, de

Graham Greene. Ce dernier sait, en effet, mieux que personne, se servir d'une atmosphère sordide pour en tirer un roman. Les Comédiens est un chef-d'œuvre, mais il a été écrit il y a dix ans.

Papa Doc est mort et c'est son fils, Jean-Claude Duvalier, qui a pris sa place comme président à vie. C'est un jeune homme jouisseur et prétentieux à qui a été donné le surnom un peu irrévélent de « Baby Doc ». Il a fait installer sur une des places publiques un portrait de lui, plus grand que nature et qui le représente portant une cravate blanche du soir ; ce portrait est encadré d'une guirlande de lumières et porte la légende « Idole du peuple haïtien ». Comme le président n'est pas élu par le peuple, il est difficile de savoir si cette dénomination a quelque rapport avec la réalité. Mais une chose est certaine : le jeune président a su ramener dans la vie quotidienne à Haïti, une détente qui était plus que nécessaire.

Les terribles « tontons macoutes », policiers aux lunettes noires et aux méthodes inspirées de la Gestapo, ne font plus partie de la milice générale. Cela ne veut pas dire qu'ils n'ont plus de rôle à jouer : ils ont été réaffectés à la garde du palais présidentiel ou à la garde d'un seul soldat à Port-au-Prince. Mais c'est

une ville où l'on peut se promener en tous lieux sans le moindre inquiétude. Et c'est d'autant plus surprenant lorsque l'on vient de Kingston. Car la Jamaïque n'est pas l'île heureuse où il fait bon vivre que nous promettaient les publicités touristiques, elle n'est pas que puncha au rum et calypso. Bien au contraire. L'antagonisme

Comment deux îles voisines peuvent-elles être aussi peu semblables ? Elles occupent toutes deux la même position dans le monde : ce sont deux pays agricoles ; la base de leur économie est la canne à sucre ; elles ont toutes deux été des colonies, et ont hérité des structures sociales tout aussi injustes. Leurs différences s'expliquent peut-être par le tempérament plutôt que par l'économie. La Jamaïque est depuis longtemps, avec ses célèbres plages de la baie de Montego et d'Ocho-Rios, un lieu très apprécié des riches occidentaux. Peut-être l'héritage britannique des arrivants aisés et la vie agréable qu'ils mènent au soleil ont-ils donné le mauvais exemple.

Il semblerait que peu d'argent soit tiré du tourisme. La Jamaïque tient à jouer un rôle sur le plan international. Le premier ministre, M. Michael Manley, est un politi-

entre les riches et les pauvres, l'intolérable misère des bidonvilles, le taux élevé de la criminalité donnent à ce pays une atmosphère de constante menace. Lors de la conférence du Commonwealth, qui s'est récemment tenue à la Jamaïque, on avait pris soin de regrouper les participants pour les protéger.

Dissemblances

ciens qui appartiennent à l'élite intellectuelle. Il s'efforce — avec succès d'ailleurs — d'utiliser au mieux les ressources qu'offre le sucre et la bauxite pour augmenter les rentrées de devises à la Jamaïque. Peut-être la rapidité du développement économique a-t-elle fait naître certaines tensions. Car, en dépit des grands plans internationaux de reconstruction de l'économie, les inégalités sociales demeurent obstinément exacerbées par l'hostilité toujours présente entre Noirs et populations au teint plus clair. Les gens sont armés, et les coups partent parfois — entre rivaux politiques aussi d'ailleurs.

A Haïti, la pauvreté et l'injustice ne sont pas moindres, loin de là, et la criminalité est réprimée plus durement. Mais le niveau de vie y est visiblement plus rudimentaire, et les populations semblent

s'y comporter de façon beaucoup plus civilisée. La mendicité y atteint des proportions considérables, certes, mais nul ne craint les pickpockets sur le marché à la ferraille de Port-au-Prince.

Peut-être tout cela peut-il s'expliquer par le fait que Haïti, qui devint indépendante en 1804, n'a pas essayé de devenir un Etat moderne sur le modèle occidental. Là où le pouvoir est général, et où l'analphabétisme atteint 80 %, il y a peu d'ambitions à attendre, et les tentations sont rares. Le niveau de vie s'améliore cependant, mais lentement. Le salaire minimum légal n'est encore que de 2,30 dollar par jour. Après une période de non-intervention, les Etats-Unis et d'autres pays lui apportent aujourd'hui leur aide. La Grande-Bretagne, la France, l'Italie et l'Allemagne commencent à exporter et prennent des engage-

ments dans divers projets de construction. La monnaie la plus utilisée est le dollar. Ainsi peut-on dire que Haïti est une île de Floride pour les oisifs américains comme l'était Cuba du temps de Batista. Des navettes de Miami font deux à trois fois par semaine la traversée, avec, à leur bord, de touristes fortunés qui viennent récupérer leur argent, assister à de cérémonies vaudou et acheter de peintures naïves.

Ce n'est peut-être pas la meilleure façon de développer un pays, mais les coûts positifs ne sont pas négligeables. Haïti bénéficie en que sorte des avantages d'un protectorat américain, comme Hawaï ou Porto-Rico, sans avoir à subir les difficultés d'assimilation de l'immigration à l'âge adulte.

DAVID SPANIER
(The Times)

Grain de sel QUI, IN ASIA...

Q UEL giorno di primavera del 1984, l'idea parti dagli inglesi : un referendum sul nome da dare all'Europa. Era apparso chiaro, negli anni e nel referendum precedenti, che molti cittadini rifiutavano di fronte al vecchio nome e che alcuni erano perfino allergici : al pronome « Europa » si coprivano di pantofole rosse. Inoltre, s'era capito che neppure gli uomini politici usavano l'espressione dandole tutti lo stesso significato.

La proposta, in quei tepidi giorni del 1984, venne accolta con grande favore dagli altri stati europei. I rappresentanti francesi affermarono che, fin dai tempi del generale de Gaulle, il nome Europa era stato un impaccio a un disegno politico di grande portata, un progetto di società multinazionale trasferito dall'economia alla politica. Il nome Gallia, per ipotesi, tratto dall'antica memorialistica e associato col nome del Generale pareva ai Francesi adatto per rinnovare la sostanza nominale del continente.

I Tedeschi, dopo una lunga riunione del Bundestag, finirono per ammettere che i nomi hanno un peso sulla geografia politica e che il persistere di disaccordi e contrastanti interessi in Europa era certo dovuto all'infelice scelta del nome, derivato da un personaggio mitico di dubbia reputazione, una signora usa a trascorrere i mari in gonnella ad un toro, chiamato, per giustificazione, Giove.

E gli Italiani ? Essi hanno fondato la loro storia sull'uso e sull'esportazione del nome : accettarono con entusiasmo e riconoscenza. Si disse nei circoli romani che l'Europa era ambigua come strumento fonetico : pressoché uguale nell'espressione scritta, terribilmente diversa nella pronuncia, da stato a stato. Bisognava ridurre alle unità almeno il nome del continente, usando una parola invariabile.

La proposta inglese, nel 1984, aveva subito un'atmosfera diversa, una febbre di unificazione non solo al livello dei governi, ma dei gruppi sociali e dei singoli cittadini. Per dire una pazzia : la Maffia, dalla Sicilia, propose di chiamare il continente Cosa Nostra, volendo accentuare i legami d'affetto e di necessaria omertà tra i suoi membri. Un gruppo di democristiani tedeschi suggerì il termine Bavaria, per riscattare il significato ecumenico della regione di Monaco, sede di altri storici, anche se repressibili tentativi di unificazione.

Non sarebbe stato bene fermarsi a quel punto ? Alla scelta del nome ? Invece la piccola Repubblica di San Marino volle approfittare del problema, trattato dagli inglesi con loderole discrezione. Disse : i votanti del referendum non dovranno soltanto suggerire un nome nuovo, ma potranno anche decidere che non occorre nessun nome. Siamo sicuri che l'Europa ci sia ancora ? E che nel passato gli storici non ci abbiano tratto in inganno ?

Per scrupolo, si accettò la proposta di San Marino : quella volta si votò con larghezza, col nome e senza nome. Tutti sanno com'è andata, tutti conoscono le retromissioni politiche che ne sono seguite, anche le forti polemiche. E' difficile adesso dare un giudizio definitivo sul voto. Ma una cosa si può dire : non si sia poi tanto mal, qui in Asia.

STEFANO REGGIANI
(La Stampa)

Le flirt de l'Europe avec la Chine

(Suite de la page 19.)

L'Union soviétique ne pouvait ignorer cette « réalité » qui fait que c'est désormais la Commission qui a la charge de négocier des accords commerciaux au nom des Neuf. Le schéma d'accord conçu à Bruxelles avait été adressé, nous l'avons vu, à chaque chef d'Etat du bloc de l'Est. Aucune réponse directe, positive, n'a été donnée. La seule réaction qui a précédé la venue de la Commission à Moscou est venue de la capitale soviétique afin d'examiner comment reconstruire la coopération entre les deux organisations.

En plaçant le débat à ce niveau « supranational », l'Union soviétique, qui exerce un contrôle vigilant sur le COMECON, entendait couper l'herbe sous le pied à ceux de ses voisins qui auraient été tentés de se laisser séduire par les stériles communitaires. La manœuvre était trop évidente pour que la Commission s'y laisse prendre. M. Ortoli remercia courtoisement pour l'invitation qui lui était faite, mais expliqua que, afin de garantir le succès de sa rencontre avec M. Fiedorov, il était préférable que les premiers contacts aient lieu au niveau des hauts fonctionnaires. Une délégation conduite par M. Wil-

lenstein, le directeur général des relations extérieures de la Commission, partit pour Moscou le 12 février, avec pour mission d'expliquer que la Communauté, son objectif principal de dresser des accords commerciaux avec chacun des pays à com-

merces d'Etat, ne voyait aucun objection à dresser l'inventaire de domaines de coopération directe avec le COMECON. L'ambassade de M. Willemstein se solda par un échec. Il apparut, en effet, très vite que le porte-parole du COMECON n'était pas préparé à un dialogue sérieux, mais qu'il comme seule préoccupation de redorer le blason de leur organisation. M. Willemstein invita Moscou à venir à Bruxelles prendre le dialogue. Depuis, trois mois se sont passés.

Les Russes ont-ils l'intention de relancer la balla, et comment ? L'initiative prise par l'Union soviétique a-t-elle incité ceux des pays de l'Est les plus soucieux d'indépendance, telle la Roumanie, à prendre langue avec la Communauté ? On hésite d'autant plus à hasarder des réponses affirmatives que l'intérêt concret des accords commerciaux que propose la C.E.E. aux pays à commerce d'Etat n'est pas encore prouvé. L'affaire a, cependant, assurément une autre dimension si la Communauté et la Chine, esquivant les obstacles divers qui se dressent devant elles, parvenaient à conclure un accord économique. Les promesses substantielles faites pour les deux parties.

PHILIPPE LEMAITRE
(Le Monde)

EBIC-LA COMMUNAUTE BANCAIRE EUROPEENNE POUR LES AFFAIRES INTERNATIONALES

L'Ebic (European Banks International) ce sont sept grandes banques européennes indépendantes avec 9000 agences : Amsterdam-Rotterdam Bank, Banca Commerciale Italiana, Creditanstalt-Bankverein, Deutsche Bank, Midland Bank, Société Générale de Banque (Belgique) et Société Générale (France).

Chacune a sa propre individualité juridique et nationale mais toutes ensemble peuvent vous faire bénéficier de leur puissance financière sur quelques-uns des marchés les plus concurrentiels.

Voici comment :

En Europe, la Banque Européenne de Crédit (BEC) à Bruxelles et l'European Banking Company (EBC) à Londres sont à même d'intervenir dans les financements internationaux des projets de grande envergure. (L'European Banking Company a également une agence à Chicago.)

Aux Etats-Unis, vous trouverez les European-American Banks. L'European-American Banking Corporation a des bureaux à New York, Los Angeles et San Francisco.

L'European-American Bank and Trust Company a plus de 100 agences dans le périmètre de New York.

Dans le Sud-Est Asiatique, l'European Asian Bank est présente sur les principales places commerciales et financières (Singapore, Hong-Kong, Jakarta, Karachi et Kuala Lumpur).

En Australie, l'Euro-Pacific Finance Corporation est installée à Melbourne et Sydney.

Pour entrer en relation avec ces organismes, il vous suffit de prendre contact avec l'une des 9000 agences des sept banques de l'EBIC.

ebic
European Banks International

هكزامن الاصل

SPECTACLES

théâtres

salles subventionnées
Midi-Française, 20 h. 30 : l'île de l'été.
20 h. 30 : le Barbier de Séville.

salles municipales
Nouvel Carré, 21 h. : Dimitri.
Salle Papi, 21 h. : le Concombre.

autres salles
T. Alliance Française, 14 h. 30 : l'île de l'été.
Salle de la République, 21 h. : l'île de l'été.

cafés-théâtres
Bouffes du Nord, 20 h. 30 : l'île de l'été.
Salle de la République, 21 h. : l'île de l'été.

chansonniers
Salle de la République, 21 h. : l'île de l'été.
Salle de la République, 21 h. : l'île de l'été.

concerts
Salle de la République, 21 h. : l'île de l'été.
Salle de la République, 21 h. : l'île de l'été.

jazz
Salle de la République, 21 h. : l'île de l'été.
Salle de la République, 21 h. : l'île de l'été.

Lundi 2 juin

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.84
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque
Chailot, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

Les exclusivités
L'AGRESSIF (F.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

ALLOIS (F.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

ANTHROPOLOGIE DU PLAISIR (A.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LE CHEVAL DE FER (F.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LE CHEVAL DE FER (F.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LE CHEVAL DE FER (F.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LES PRÉLÈVES (F.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LES PRÉLÈVES (F.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LES PRÉLÈVES (F.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LES PRÉLÈVES (F.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LES PRÉLÈVES (F.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LES PRÉLÈVES (F.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LES PRÉLÈVES (F.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LES PRÉLÈVES (F.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LES PRÉLÈVES (F.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LES PRÉLÈVES (F.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LE SHERIFF EST EN PRISON (A.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LE SHERIFF EST EN PRISON (A.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LE SHERIFF EST EN PRISON (A.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LE SHERIFF EST EN PRISON (A.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LE SHERIFF EST EN PRISON (A.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LE SHERIFF EST EN PRISON (A.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LE SHERIFF EST EN PRISON (A.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LE SHERIFF EST EN PRISON (A.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LE SHERIFF EST EN PRISON (A.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

LE SHERIFF EST EN PRISON (A.), (**) : Mari-Émile, 20 h. 30 : Stalingrad, film de archives soviétiques, 22 h. 30 : la Vie de château, de J.-P. Rappeneau.

RECAMIER
LE BALCON
30 dernières de la saison
BOURSEILLIER

L'ITINERAIRE
GENEVIÈVE RENON
1,2,4
JUN 21h

ENSEMBLE de CAMERA
KREMER - THURIES - VASSILIEW
à 19 heures
Loc. 1.225-1958
11, av. Vivien

CHAPPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIERE
15 représentations exceptionnelles
FAUST SALPETRIERE
d'après Wolfgang Goethe
mise en scène Klaus Michael Grüber
tous les soirs à 19 h 30 sauf dimanche • prix 25 et 15 F pour les moins de 25 ans • location Chailot 727-81.15 et FNAC Etoile-Montparnasse-Châtelet • 100 places disponibles sur place à partir de 18 h 30.

MERCREDI

ON A UN PROBLÈME : ON AIME TROIS LES TROIS LA MÊME NANA. VOUS SAVEZ POURQUOI ?
PARCE QUE TROIS, C'EST TROP!
« TROIS, C'EST TROP » BONTÉ DE FILM, CAH...
« QUI COURENT APRÈS UNE NANA ET QUI... »
UN FILM DE DIDIER KAMINKA : TROP, C'EST TROP!
« OR TROP, C'EST BEAUCOUP. MAIS COMME BEAUCOUP, C'EST TROP. TROP, C'EST BEAUCOUP TROP. C.Q.F. TROP. »
ET PUIS « CETTE FOIS, C'EST GAGNÉ ! ON RIT SANS ARRÊT DES IDÉES COCASSES DE DIDIER KAMINKA ET DE LA DRÔLERIE DE SES INTERPRÈTES ».
(ROBERT CHAZAL, FRANCE SOIR)

RA STUDIO DE PARIS (ex-Opéra-Comique), du 10 au 21 juin, à 20 h. 30
15 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES
L'Association pour le Développement des Échanges Artistiques et Culturels présente
ENSEMBLE NATIONAL FOLKLORIQUE DU MALI

ALVIN AILEY TRIOMPHE
AU PALAIS DES SPORTS JUSQU'AU 29 JUIN
Le public acclame littéralement le Spectacle faisant trembler les gradins.
France-Soir - Jacqueline CARTIER
Alvin Ailey et sa troupe allaient révéler à l'Europe le nouveau visage de la danse noire américaine. Généreuse, belle, débordante de vitalité, elle marie avec bonheur l'apport du blues et du jazz et la grande respiration de la modern' dance.
Le Monde - Marcelle MICHEL
Spectacle envoûtant où les interprètes nous touchent plus que les œuvres.
L'Aurore - René SIRVIN
Ailey et ses compagnons irradient une vitalité chargée de rêves, de fleurs et de rires qui doit tout à l'instinct et constitue l'or pur du théâtre.
Le Figaro - Claude BAIGNERES
LOCATION AU PALAIS DES SPORTS - PORTE DE VERSAILLES
PAR TÉLÉPHONE - 11 H. A 19 H. : 250.79.80 ET 532.41.29
AU GUICHET - 12 H.30 A 19 H.15 ET AUX 3 MAGASINS FNAC
PRIX DES PLACES : 50 F. - 40 F. - 30 F. - 20 F.

COMPAGNIE RENAUD BARRAUT
THEATRE D'ORSAY
3 juin-29 juin
dernières en alternance
CHRISTOPHE COLOMB
HAROLD ET MAUDE
AINSI PARLAIT ZARATHOUSTRA
THEATRE D'ORSAY
Samuel Beckett
Pas moi
La dernière bande
soirée 20 h 30, relâche dim. et lundi
matinée dimanche 15 h
location 545.65.90 et agences

L'ITINERAIRE
2-4 juin
21 h.
5 juin
20 h. 30
Geneviève Renon, alto
et S. Beltrando - I Mode Netra
Ens. dir. B. de Vinogradov
Arrigo-Dufourt-Kagel-Moroc-Zbor
NOUVEAU CARRE - 70, rue Reaumur - 5, rue Pajol
Paris 3^e - Tél. 277 50 97
PUBLICIS ELYSEES / PARAMOUNT OPERA / PUBLICIS ST. GERMAIN
PARAMOUNT MONTPARNASSE / PARAMOUNT MAILLOT
STUDIO JEAN COCTEAU
ROBERT STIGWOOD
le nouveau film de KEN RUSSELL
Tommy
THE WHO
AVERTISSEMENT
La Commission de Contrôle des films estime que, sans appeler une interdiction aux mineurs de 18 ans, le présent film comporte suffisamment de moments éprouvants ou cruels pour ne pouvoir être abordé qu'avec précaution par les plus sensibles des adolescents de 13 à 18 ans.
Dans les 6 salles séances supplémentaires à minuit

Le Monde de l'éducation

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE JUIN

L'ÉCOLE DES FILLES

« Rien n'est si négligé que l'éducation des filles », notait Fénelon en 1687. Trois siècles plus tard, cette « négligence » n'a pas encore tout à fait disparu. Pendant longtemps, la lutte pour l'éducation des filles a été le reflet des grands conflits idéologiques et politiques qui ont secoué notre pays.

LES JEUNES ET LA SOCIÉTÉ

Interview de Daniel CHOLLEY, membre du bureau confédéral et responsable des jeunes de la C.F.D.T.

NOS LECTEURS ET LA RÉFORME HABY

VIE DE LA CLASSE

Apprendre le plaisir de lire. Un musée de l'école à Chartres. Nouveaux manuels. Jeux ou tableau noir.

VOTRE ENFANT ET L'ÉCOLE

Inter Service Parents vous répond. Les « dingues » de Bonneuil. L'art de la séparation. La M.J.C. de Colombes. Comment s'inscrire en classes préparatoires ?

UNIVERSITÉS ET GRANDES ÉCOLES

Angers : les grands déboires d'une petite université. Formation à la direction du personnel à Paris-II. Cours de langues à l'étranger.

FORMATION CONTINUE

Une enquête de la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion. États-Unis : le marché du savoir enrichit les éditeurs.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER - LES LIVRES - LES REVUES

Prix de vente : 5 F

Tarif des Abonnements (11 numéros par an). Vole normale : France D.O.M., T.O.M. 50 F Étranger 65 F

Par avion : tarif sur demande.

LE MONDE DE L'ÉDUCATION - Service des Abonnements 5, rue des Italiens - 75421 PARIS CEDEX 09 - C.C.P. 4207-22

CULTURE

Impasse Breiz-Izel

(Suite de la première page.)

La renaissance culturelle en Bretagne est un fait saisissant. Réalités, festou-noz, œuvres littéraires, savantes ou didactiques se succèdent à un rythme auquel, voici dix années seulement, nul n'aurait voulu croire. Phénomène inouï, des parents géllos, de langue française par conséquent, apprennent le breton et le pratiquent en famille : ainsi, pour la première fois, des enfants ont comme langue maternelle un breton cultivé, non dialectal.

Jadis, l'école ne donnait rien aux enfants. N'est aidé aucun des domaines où l'on attendait de l'État un appui substantiel : ni le livre, ni les écrits, ni la presse périodique, ni le théâtre de langue bretonne, ni les arts ne recevaient la moindre assistance. Tout au plus, ça et là, de maigres subventions noyées dans la masse de subventions qu'on mettait aux conseils généraux ou aux collectivités.

Et si l'on dit que la capitale bretonne ne possède-t-elle pas une « Maison de la culture » ? Certes, mais, établissement d'État, le seul de son espèce en Bretagne (et même « dans l'Ouest », comme certains voudraient qu'on dise à partir de Nantes-la-Redoute), son règlement national lui interdit de recourir aux subventions qu'aux « professionnels » de la culture.

C'est exorbitant, presque toute participation de la Bretagne, dont la plupart des représentants authentiques, n'ont pas les moyens d'en faire bénéficier.

Inutile d'accuser les directeurs de ces Maisons, recrutés en vertu de règles également nationales, lesquelles ignorent les cultures régionales, si différenciées soient-elles. Il faut savoir gré à celui-ci, d'origine bretonne et limousine, de faire bon accueil à l'expression bretonne, dans les limites du cahier des charges.

Dans l'enseignement

L'imprimé et les arts se trouvant écartés, restent enseignement, radio et télévision.

Rien ou peu s'en fait dans les écoles maternelles ou primaires, sauf, si l'ambiance s'y prête, un quart d'heure quotidien d'activités dirigées qui peuvent être consacrées à une initiation bretonne. Jusque-là, une étrange pédagogie a laissé ignorer aux enfants bretons la signification des lieux-dits ou des noms de personnes.

Dans les établissements secondaires, le breton peut être langue « facultative » dans le second cycle, à condition que dix élèves au moins d'une classe le réclament, à condition que le chef d'établissement s'emploie à le faire savoir, à condition qu'on puisse répartir les horaires, à condition que le professeur de breton (généraliste sans titre agréé, et pour cause, on va le voir) se débrouille pendant les récréations et après la sortie des classes nobles. Tel d'entre eux, contraint de fractionner son enseignement, dépense trente heures hebdomadaires, dont douze seulement lui sont payées par « l'Académie ».

Au baccalauréat, le breton, assimilé à la gymnastique (obligatoire cette-ci toutefois), compte pour les points au-dessus de la moyenne.

À l'université, tant à Brest qu'à Rennes, quoique dans des registres différents, qui témoignent des

richesses culturelles inexploitées, les départements spécialisés ont entrepris une tâche immense de recherche et d'enseignement, y associant des centaines d'étudiants, sans que ceux-ci puissent en attendre un quelconque avantage professionnel.

Non sans se heurter à des surdités olfactives, à Paris.

L'apprentissage d'une langue repose, entre autres, sur la formation des maîtres, sanctionnée par un diplôme universitaire, et l'on se contenterait ici d'une « licence » mixte d'enseignement, permettant de professer aussi dans une autre discipline.

Création sans cesse sollicitée, sans cesse refusée, prêtée prise, tantôt que la demande était prématurée, une autre fois qu'elle était présentée trop tard. Coups longs et coups courts se succèdent dans ce duel d'artillerie où ce sont toujours les mêmes qui gagnent.

Nouvelle trajectoire l'an dernier. Le 12 septembre 1974, le comité économique et social de la région Bretagne présente une triple demande afférente à la reconnaissance du fait culturel breton, à un plan d'enseignement de la langue à tous les niveaux et à la création d'une licence d'enseignement de celtique.

Six mois plus tard, mars 1975, réponse du préfet régional. Il offre au comité, pour tout potage, la statistique des étudiants inscrits aux cours de celtique (qu'on ne lui demandait pas) et, jouant sur les mots, affirme au passage que la licence réclamée existe déjà.

Outré, le comité refuse la communication du préfet et — têtes, cas Bretons — renvoie son vœu. Ainsi, de vœu en vœu, va revenir

la session d'automne, saison des vendanges. Espérons-le.

Deux bulletins de nouvelles en breton sont radiodiffusés, chaque jour, de dix minutes chacun. Toutefois, réalisées à Brest, en modulation de fréquence, on ne les entend que dans une moitié de la Bretagne, sans soul des innumérables bretonnants « montés » à Rennes, Saint-Nazaire ou Saint-Denis, où l'on capte fort bien les programmes gallois de Cardiff.

S'y ajoutent, le dimanche, deux émissions sur Radio-Armorique, audibles partout, mais à des heures peu favorables (11 heures à 12 heures, 13 heures à 14 heures). L'idée, pendant un mois et demi, les deux réalisateurs n'étant pas remplacés, faute de crédits, ces émissions sont mises en chômage technique, hormis celle du dimanche, préparée d'avance. L'événement peut attendre.

Pas moyen de réunir des collaborateurs occasionnels : ils se partagent l'enveloppe du tandem de permanents.

Ces données se retrouvent à la télévision rennaise. « Breiz o vev », magazine d'une demi-heure sur la vie contemporaine, est projeté deux samedis par mois et retransmis le lundi, en début d'après-midi, au lieu du mercredi, jour de congé scolaire.

Ont lieu, en outre, deux « interventions » hebdomadaires, de quatre-vingt-dix secondes chacune, au cours du journal télévisé, assorties d'une recommandation superflue de ne pas s'étarder à l'actualité, aux grèves, etc.

Tourné une semaine, monté la semaine suivante avec l'aide d'un technicien, le magazine de la quinzaine occupe une personne à temps complet. Sans statut ni contrat, c'est un unique producteur, payé au caché, arrive à se faire jusqu'à 1200 F par mois. On ne cache pas qu'il ne peut s'agir que d'un sale, d'appoint, les réalisateurs de radios ou de télé en breton ayant à trouver ailleurs des moyens d'existence.

La vérité toute nue

Quant aux auxiliaires invités pour les besoins, notons volens ne pas tiennent le bénévolat, payés d'un tourment au bistro. L'excellent Centre dramatique universitaire de Brest a occupé plusieurs jours à adapter une pièce de J. M. Synge (Rite de la sep / War varc'h / Breiz-mor) sans toucher 1 centime.

D'ailleurs, il n'existe pas des « services » des programmes en breton, lesquels sont rattachés aux émissions générales artistiques. Il serait normal de nouer des relations avec les autres nations celtiques, notamment le Pays de Galles ou l'Ecosse. Trop cher, paraît-il. La « station régionale » de Bretagne, et le Pays de la Loire (qui) est jumelée... avec Berlin.

Telle est la vérité toute nue. Sa vue ne choque pas les néo-dignitaires chargés d'un rôle régional dont, il est vrai, aucun n'est breton, le hasard faisant bien les choses. On demeure confondu de propos que tiennent certains d'entre eux sur la langue ou la culture bretonne, déments d'ignorance et de gêne. Même ceux dont la sollicitude s'étend à l'âme bretonne, à l'âme juive à toutes les âmes on parle qui arrivent par le monde, jusqu'à l'âme bretonne, exclusivement.

Faut-il s'étonner que cette politique dilatoire engendre une volonté politique antagoniste dont on ne saurait pas soupçonner les effets en puissance ? Qu'à la longue, à cette violence faite à l'esprit, répondent des violences dont on s'indigne, quand c'est... il est encore... si simple d'faire l'économie ?

Rendu à ce point, ou bien Paris va se résoudre à changer son hub d'épave, à laisser respirer l'âme bretonne, à commencer par la langue qui le mieux l'exprime. En ce cas, faut, sans plus attendre :

a) Créer une licence d'enseignement de celtique ;

b) Aménager une pédagogie moderne à tous les niveaux, où le breton sera non seulement but, mais moyen d'enseignement ;

c) Constituer, à la radio et à la télévision, un « service des émissions en langue bretonne », le doter d'un personnel statistique étoilé, de crédits suffisants, et lui confier des programmes quotidiens.

Ou bien, cette fois encore, on va vite qu'à gagner du temps, le temps d'apprendre à la langue bretonne des funérailles nationales. S'il en était ainsi, les grâces, qu'on lui épargne des scènes de comédie larmoyante au chevet des mourants.

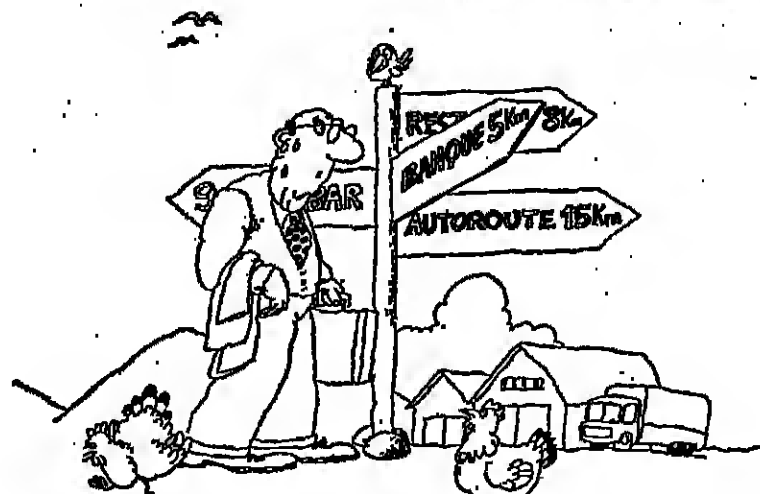
En baptisant Breiz-Izel (3) une impasse des faubourgs, une municipalité témoignait jadis de son humble effacement envers son propre héritage. Symbole pertinent.

Bretagne... Breton ? Ah ! tant qu'on voudra, pourvu qu'on grand jamais ne soit venue ni boulevard, mais qu'on soit venue sous la masse de béton gris qui, en l'étouffant, le domine !

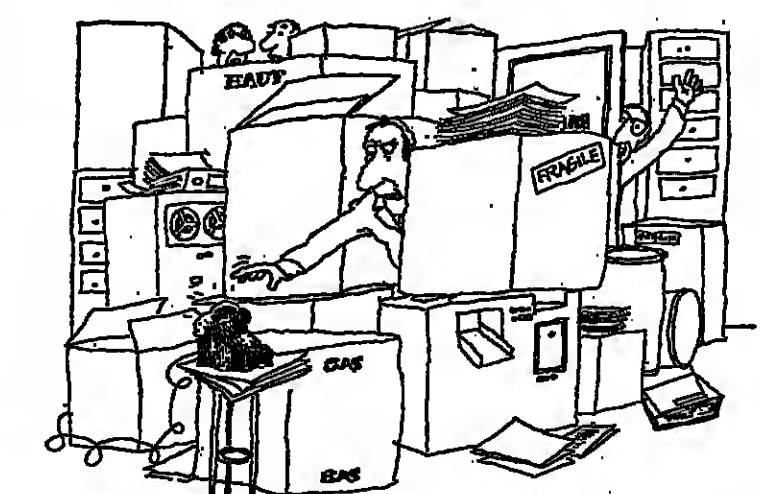
TANGUY KENEC'DHU.

(3) Breiz-Izel, en breton : nom d'un cul-de-sac breton, borné par un grand ensemble.

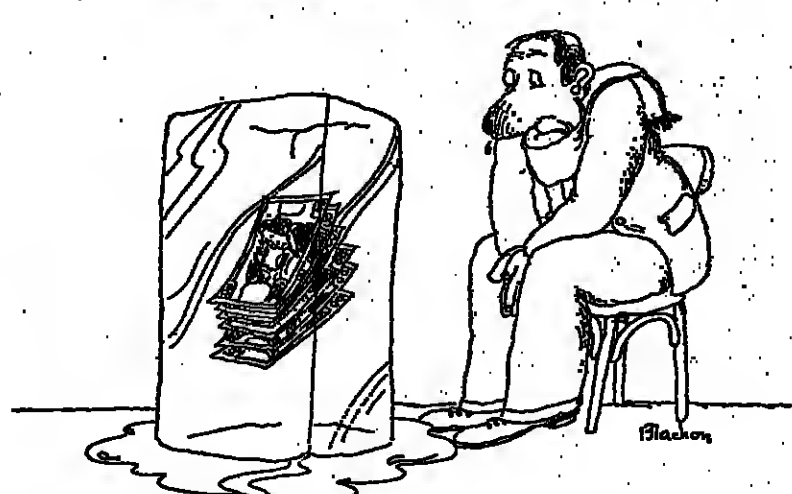
Il y a la zone industrielle classique... Et le Centre Locatif d'activités Soflic.



Pas un trou perdu. Un emplacement à 7 km de Paris. A 7 km de Paris, près d'Orly, donnant sur l'autoroute A6 et sur la N186, le centre Soflic bénéficie d'une desserte routière exceptionnellement dense et diversifiée.



Pas un carcan. Des possibilités de développement sur place. Si vos besoins de surface augmentent, vous démolissez dans un local voisin. Sans changer d'adresse, aux moindres frais. Et de la même façon, vous pouvez réduire votre superficie.



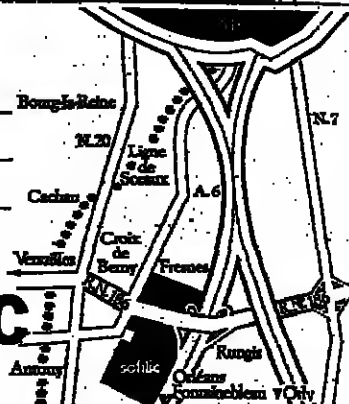
Pas de surfaces imposées. Des locaux sur mesure. Vous occupez la surface de votre choix, à partir de 300 m², jusqu'à 10.000 m². Ainsi vous n'utilisez que la superficie qui vous est utile, sans être obligé, comme dans beaucoup de zones industrielles, de prendre des locaux trop grands ou trop petits.

Pas de capitaux gelés. Une location. Avec la location vous évitez de geler des capitaux importants dans des terrains et des murs improductifs. Et vous pouvez consacrer tous vos moyens financiers à votre développement.

Le centre Soflic vous apporte aussi bien d'autres avantages. L'appui d'une équipe expérimentée qui a installé en quelques années plus de 200 entreprises de toutes activités. Des bâtiments de standing (on peut en faire des Sites Sociaux), ne nécessitant pratiquement aucun entretien et dotés d'un excellent coefficient d'isolation thermique et phonique, ce qui permet de réduire les frais d'exploitation. Un cadre de travail agréable et un voisinage de qualité.

Information sur le Centre d'activités Soflic.

MO 2	Nom
	Société
	Adresse



Centre Locatif d'activités Soflic

Retourner ce coupon-réponse à Monsieur de La Taille I.C.P. Département des Centres Industriels, 2 place Rio de Janeiro - 75008 Paris ou téléphonez à Monsieur de La Taille 292.69.65

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placarde encadrée"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	26,85

emploi international

Très importante Société AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

recherche pour son centre de formation usine

cadre comptable

pour poste MONITEUR chargé de la formation d'agents comptables africains

Le candidat devra avoir, outre le sens pédagogique :

- au minimum D.E.C.S. ou niveau équivalent,
- plusieurs années d'expérience en comptabilité et contrôle budgétaire dans l'industrie,
- des connaissances en informatique.

Sont offerts :

- rémunération élevée,
- logement gratuit,
- 2 mois de congés pour 10 mois de séjour.

Adresser CV, photo s/réf. 1432 à
ORGANISATION et PUBLICITE
2, rue Marengo 75001 Paris qui transmettra.

L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

recherche pour son Siège à Genève un

Chef du Service des Impressions

responsable de l'administration et de l'assistance technique du programme de publication.

- Connaissance de tous les procédés des arts graphiques dans leurs divers développements, ainsi que de leurs prix de revient.
- Expérience de cadre administratif et technique dans une imprimerie ou autre entreprise de la branche.
- Très bonne connaissance du français parlé et écrit; bonne connaissance de l'anglais.

Salaire annuel varie de 17.532 à 22.580 dollars O.S. (net d'impôt), plus allocation cherté de vie actuellement de 13.151 dollars U.S. et autres avantages : assurance maladie et accidents; pension de retraite; voyage payé pour congé dans foyers tous les deux ans.

Les candidats possédant les qualifications requises sont invités à adresser, dès que possible, un curriculum vitae détaillé à :

Organisation Mondiale de la Santé
Personnel - 1211 Genève 27, Suisse
en rappelant la référence VM 75/44 M
Il ne sera répondu qu'aux personnes dont la candidature pourrait être retenue.

SOCIÉTÉ MINIERE AFRICAINE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

recherche

ingénieur mines

Responsable de la production en carrière.

FORMATION :
Ecole des Mines ou géologie - éventuellement A.B.E. ou Douai. Expérience professionnelle souhaitée en Mine, Carrière ou Travaux Publics.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prêtent à No 10086, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PERSONNEL COORDINATOR

BRUSSELS based american managed company is seeking a personnel oriented individual aged 25 minimum, fully bilingual french and english to work with our management group in the selection and hiring of specialty qualified individuals to satisfy a growth situation.

Excellent opportunity for personal growth in a dynamic organization.

Please send resume in english to SPERAR under reference no 5092 who will forward.

Dans le cadre de l'installation de son système IBM 370 sous DOS/VS

LA RÉGIE D'ACONAGE DU PORT DE CASABLANCA (Maroc)

recherche

UN ANALYSTE CONFIRMÉ

pour superviser l'ensemble du projet

- Diplôme Enseignement Supérieur.
- Expérience de 3 à 4 ans.
- Connaissance des problèmes portuaires soulevés.
- Disponibilité rapide.

Adresser curriculum vitae et présentations à UNIVAS, B.P. 536 CASABLANCA 20 513.

ORGANISME SOCIÉTÉ TECH. POUR ÉTRANGER

INGÉNIEURS

(PÉTROCHIMIE)

pour effectuer un

travail de séparation de gaz.

Expérience de 3 à 4 ans.

avec C.V. et présentations à

NET Publicité, n° 4336,

8, rue Olivier-de-Serres,

92 (19), qui transmettra.

PORTANT GROUPE T.P. TIENT RECHERCHE POUR

PROVISIONNEMENT

Afrique Australe Asie-Inde d'un chantier affecté au sud-est de Zaire.

UN AGENT PROVISIONNEMENT

souvi d'acheminement, transit, achats.

Le travail est indispensable.

référence sera donnée à

un possédant solide expé-

rience, ayant si possible

un en Afrique Australe.

En raison perturbations

des téléphones à S.O.P.

RTT du 3/6 604-81-64

des bureaux.

POUR MISSIONS LONGUE DURÉE

en

IRAN

recherche pour

Importance Société

ENGINEERING

1 INGENIEUR

CHIEF AMERAGEMENT

avec connaissances approfondies

en électro-mécanique

capable de diriger construction

Centrale Thermique.

2 INGENIEURS

GENIE CIVIL

pour chantiers

Ces ingénieurs sont des

diplômés de Grandes Ecoles

Indispensable : connaissance

parfaite de l'anglais.

Etre libéré très rapidement.

Nombreux avantages.

Se présenter avec C.V.

COURTESY INDUSTRIE

14, bd Sébastopol, Paris-8.

957-80-37.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE

recherche pour

PROFESSIONNELLE

recherche pour

GESTION DE PROJET

et ASSISTANCE TECHNIQUE

UN INGENIEUR

HAUT NIVEAU

ayant expérience en :

- Electronique

- Gestion des Fabrications

- Direction d'usine

- Négociation de contrats

- Lieu de travail

EUROPE DE L'EST

Ecr. avec C.V. détaillé et prêt à

No 10272, CONTEXTE Publicité,

20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, s. fr.

Société d'importation

à vocation internationale

recherche

INGENIEUR

OUVRAGES D'ART

L'ingénieur retenu, orienté vers

les problèmes de conception

et de réalisation, aura plusieurs

années d'expérience et sera

libre rapidement par une mission

de la capitale d'un pays du

basin méditerranéen. Anglais

connaître. Les candidats inté-

ressés peuvent adresser leur

candidature (C.V. et photo +

salaires) à Publicité s/réf.

47278, 21, bd Sébastopol,

Paris-8, qui transmettra.

RECHERCHONS JEUNE

CADRE

Connaissant Commerce

international pour notre

BUREAU DE MOSCOU

LANGUE

INDISPENSABLE

RUSSE

Ecr. avec C.V. n° 5791 ConTEXTE P.

20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, s. fr.

RECHERCHE HOM. et FEM.

30 ANS MINIMUM. POUR GESTION

ET ANIMATION ENSEMBLE

LOUSIER - RESTAURANT,

RECEPTIONS ET PETITES

HOTELLERIE - RESIDENCE :

AFRIQUE FRANÇAISE.

Agrément. Env. C.V. + photo +

lett. min. n° 10272, ConTEXTE P.

20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Import Société française rech.

INGENIEUR CHIMISTE

OU TECHNICIEN SUPERIEUR

expérimenté

pour fabrication de peinture Ecr.

SETEX, 45 av. Champs-Élysées,

Paris-8, sous réf. 26 qui trans.

emploi régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE SPÉCIALISÉE REFRIGÉRATION INDUSTRIELLE

Filiale puissant groupe international
(études, conception, réalisation, montage installations frigorifiques
forte puissance pour toutes applications industrielles
en France et à l'Etranger)

cherche

INGENIEUR INSTRUMENTATION

ayant solide expérience industrielle en régulation, instrumentation électrofluidique, sera chargé d'animer un groupe de travail ayant la responsabilité de :

- la conception et la mise au point de schémas d'automatisme, réglage, régulation pneumatique et électronique sur installations frigorifiques industrielles.
- la normalisation et la standardisation des matériels.

Notions d'anglais technique nécessaires. Attendant approché.

Promotion assurée pour candidat de valeur.

Lieu de résidence : grande ville universitaire de l'OUEST, mais les postes impliquent des déplacements occasionnels de courte durée en France et à l'Etranger.

Conditions à débattre selon expérience et qualification.

Envoyer C.V., photo et présentations à No. 9640 - CONTEXTE PUBLICITE, 20, Avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEUR D'AFFAIRES

- gestion technique et administrative de contrats importants impliquant larges initiatives.
- bonne expérience industrielle, si possible réfrigération.
- habitude des rapports avec la clientèle industrielle.
- goût des contacts humains.
- Langue allemande et anglaise souhaitées.

comex

Leader mondial dans le domaine

des interventions sous-marines

recherche un

cadre administratif de personnel

rattaché à la Direction des Opérations à Marseille.

- Il sera chargé de gérer les mouvements du personnel opérationnel (affectations, transferts, tableaux de bord des mouvements...).
- Il assurera, avec la Direction du Personnel du Groupe, des liaisons fonctionnelles pour l'application des politiques et des procédures.
- Agé d'au moins 35 ans.

Il possède une bonne expérience des conditions de vie sur chantier, a des qualités prouvées de méthode et d'ordre, connaît très bien la langue anglaise écrite et parlée (condition indispensable).

Des déplacements de courte durée sur chantiers sont prévisibles.

Adresser CV détaillé et photo, s/réf. 1.75.87 COMEX

Service Gestion des Ressources Humaines
13275 MARSEILLE, CEDEX 02

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RÉGION ROUENNAISE

recherche

COMPTABLE QUALIFIÉ

Titulaire B.T.S. ou diplôme équivalent pour service comptabilité générale. Rémunération et avantages sociaux importants.

Adr. C.V. manuscrit, présentations et photo, sous références 1.294 à : P. LICHAU S.A., 10, rue Lavoisier, 75003 PARIS CEDEX 03, qui tr.

BANQUE SPÉCIALISÉE

recherche

ATTACHÉS COMMERCIAUX

POUR SES SUCCURSALES

de CAEN et de ROUEN :

- destinés à visiter prospects et clients,
- pour proposer et réaliser crédit et leasing de biens d'équipement.

CES POSTES S'ADRESSENT

A DE FUTURS COLLABORATEURS

- ayant si possible l'expérience de la profession,
- une solide formation générale (Sciences Eco.-HSC ou équivalent),
- un goût et des aptitudes pour les contacts avec des chefs d'entreprise de tous niveaux,
- un dynamisme combattif.

Envoyer C.V. MANUSCRIT ET DÉTAILLÉ

AVEC PHOTO ET PRÉSENTATIONS A :

R.P. 6189 - CAEN BP

14003 - CAEN CEDEX

CEDEX 3024 X

76041 - BOURN CEDEX

saci

GROUPE IMMOBILIER DE PREMIER PLAN

recherche pour son

AGENCE DE TOURS

Responsable d'opérations

d'aménagement urbain

Il sera chargé de l'administration générale de Sociétés d'Economie Mixte, du suivi du contentieux en garantie décennale, des études et de la gestion financière des opérations.

Nous nous adressons à des diplômés de l'enseignement supérieur (D.E.S., DROIT, SCIENCES PO. ou équivalent) ayant au moins 5 années d'expérience pour le premier poste et 3 années pour le second dans des domaines similaires.

Adresser C.V., photo et présentations à :
DIRECTION DU PERSONNEL
50, avenue Daumesnil, 75019 PARIS Cedex 12.

berliet

recherche pour SON DEPARTEMENT ORGANISATION

INGENIEURS

(CENTRALE, A & M)

ou diplômés HEC, ESSEC...

ayant 4 ou 5 ans d'expérience industrielle et si possible mise en

place nouvelles méthodes de gestion.

Ecrire au Service Cadres, Automobiles M. BERLIET - B.P. 73,

69635 VENISSIEUX.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

comex



Leader Mondial dans le domaine des interventions sous-marines.
1600 personnes
recherche un

DOCUMENTALISTE

rattaché à la Direction Technique
• il devra organiser complètement le service de Documentation,
• et sera chargé du bulletin d'information techn. et de l'élaboration des statistiques.
• C'est un homme ou une femme,
• âgé d'au moins 35 ans,
• si possible de formation scientifique, mais connaissant très bien les techniques de documentation en entreprise.
• parlant parfaitement l'Anglais.
Env. CV, détail et photo sous réf. 1.75/46 à COMEX.
Service Gestion des Ressources Humaines
13275 MARSEILLE CEDEX 02.

WATERMAN

Créé à son usine de NANTES un poste

ingénieur étude diversification

Il étudiera et développera les nouveaux produits à base de composants électroniques. Cet ingénieur électrotechnicien de 28 ans min. justifie d'une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans un laboratoire d'application par exemple.
Nous lui demandons des compétences techniques particulières dans :
• les courants très faibles,
• la miniaturisation.
Ce poste implique des déplacements de courte durée relativement fréquents, et de bonnes connaissances en anglais.
Pour recevoir informations complémentaires écrire à C. LAURE 5 rue Raymond 423 AI
75009 Paris

egor

GRUPE MULTINATIONAL
recherche pour l'une de ses filiales

ADJOINT RESPONSABLE COMPTABILITE ANALYTIQUE

FORMATION SUPERIEURE
Poste évolutif à candidat de valeur.
Poste à pourvoir région OUEST.
Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous No 10131 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

BANQUE PRIVEE SPECIALISEE DANS LE CREDIT IMMOBILIER

recherche pour son Agence de NANTES

UN CADRE BANCAIRE

pour assurer, sous l'autorité du Directeur Régional, LA DIRECTION DE SON AGENCE DE NANTES.
Le candidat retenu aura 30 ans minimum, et devra justifier d'une bonne expérience bancaire.

UN JEUNE DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES

(Grandes Ecoles Commerciales - Sciences Eco, Sciences Po, ou équivalent) pour assister le Directeur de l'Agence de NANTES dans son action de DEMARCHE et d'ETUDE en matière de CREDIT AUX ACQUEREURS.
Expérience professionnelle d'une année ou deux souhaitée.
Adresser curriculum vitae, photo, prétentions salariales et poste, prière à ARCHAT, 34, boulevard Haussmann, 75009 Paris (sous référence L. 143), qui transmettra.

INGENIEUR grande école SEP

SOCIETE EUROPEENNE DE PROPULSION
ETABLISSEMENT DE VERNON

recherche, pour son département de contrôle qualité :
Ingénieur Grande Ecole
compétent en génie mécanique
ayant de bonnes connaissances de statistique mathématique et en anglais.
Expérience industrielle dans ces domaines.
Adresser C.V. et prétentions (en précisant référence 118) à :
S.E.P. Service du Personnel
BP 802 - 27207 Vernon

IMPORTANTE SOCIETE AMERICAINE
Matériel Médical
siège européen à BRUXELLES

recherche

CADRE REPRESENTANT EXCLUSIF

Pour le SUD de la FRANCE - ITALIE L'ESPAGNE et le PORTUGAL
Sous la responsabilité du Directeur Commercial européen, à assurer le développement des ventes et le suivi de la clientèle.
UNE EXPERIENCE DE LA COMMERCIALISATION DU MATERIEL MEDICAL EST INDISPENSABLE.
CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS MEILLEUR ESPAGNOL OU ITALIEN NECESSAIRE
Ligne de rédaction : Sud de la France
Adresser lettre manuscrite Avec C.V. à N° 5.676.
Cabinet leconte 4, rue André Dubois, PARIS-10
membres de l'ANCP

Importante Société
recherche pour son bureau d'études
CHARPENTE, CHAUDRONNERIE, MECANIQUE.

JEUNES INGENIEURS

(A.M. ou équivalent)
— Spécialisation assurée pour la Bâtisse.
— Résidence dans les villes du Nord de la France.
Ecrire sous réf. 8.673, à Le Monde Publicité, 5, rue des Italiens - 75001 PARIS-1.

USINE SUD-OUEST red. de fabrication

confiance - les 200000
siège - Paris Cedex 12
GABINET POTOU CHARPENTES

PERSONNEL min. 40 ans, hve en fin de carrière, conf. de S.A. ou ind. ou comm. dans le cadre missions commerciales ou administratives, maîtrise parfaite de l'anglais, maîtrise parfaite de l'espagnol, maîtrise parfaite de l'italien.
Ecr. HANAS, n° 420, B.P. 304, 75009 PARIS CEDEX.

Hôpital Spécial en psychiatrie
établissement privé faisant
assure la réalisation de soins
NORMANDE, rue de la
recherche

CHIEF DU PERSONNEL

Homme ayant une expérience de plusieurs années de la gestion du personnel et des relations économiques d'un établissement public ou privé de plus de 1000 personnes. Adresser candidature manuscrite, photo et C.V. à HANAS-LYON 805.

UN GROUPE FRANCAIS
SPECIALISE DANS LA FABRICATION DE MATERIAUX POUR L'INDUSTRIE DE L'ELECTRICITE

recherche pour une de ses usines de province un

CHEF RELATIONS SOCIALES ET PERSONNEL

pour gérer un effectif de plus de 600 personnes
Il est impérativement nécessaire d'avoir une formation supérieure et une expérience dans un cadre industriel, dans les domaines suivants :
— gestion du personnel,
— relations sociales,
— relations de négociation avec les syndicats,
— connaissance du travail et sécurité,
— formation continue, etc.
La préférence sera donnée à un candidat INGENIEUR ou de formation technique équivalente - Il devra avoir au moins 30 ans.
Adresser lettre confidentielle et C.V. à : M. J. CONTESSÉ, 20, av. Opéra, Paris-1, qui transmettra sous réf. 143.

BANQUE DE DEPOTS PRIVEE DU SUD-OUEST

recherche pour son agence des PYRENEES-ATLANTIQUES

DIRECTEUR EXPERIMENTE

originaire de la région et possédant
Adresser lettre manuscrite et photo sous référence 10131 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE EUROPEEN - ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES DANS LE DOMAINE DES LOISIRS
400 MILLIONS DE FRANCS DE C.A.

recherche pour son département organisation un cours de constitution dans la région LYONNAISE

UN CHEF DE PROJET

30 ANS MINIMUM

LE POSTE :
— Assure la conception des systèmes d'informations de gestion dans les domaines industriels, commerciaux, comptables et financiers.
— Assure la réalisation de ces systèmes en liaison avec le traitement de l'information.
— Assure la formation des utilisateurs.
— Assure le suivi des traitements en fonction de l'évolution des besoins.

LE CANDIDAT :
— Diplômé d'une école d'ingénieur ou d'une école commerciale.
— Disposant de 3 à 5 ans d'expérience dans la fonction organisation ou dans la fonction contrôle de gestion, en liaison avec l'informatique.

NECESSAIRE HABITER REGION LYONNAISE
Envoyer C.V., photo et prétentions à N° 10222, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Nous sommes l'un des premiers fabricants français du Mobilier de Bureau
En vue de développer notre département « GRANDES AFFAIRES » nous recherchons un

COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU (ROMAN ou YEMME)

FORMATION :
• établir et développer les contacts avec les grandes entreprises (prospection, négociation, vente, relations publiques).

PROFIL SOUHAITE :
— homme de contact
— possédant une très bonne culture générale (formation supérieure ou universitaire) ;
— parfaitement à l'aise dans les négociations, aux échelons les plus élevés ;
— dont la réputation antérieure a sanctionné les qualités de vendeur.

REMUNERATION :
— déterminée en fonction de l'expérience et de l'efficacité, elle ne sera pas inférieure à 80.000 francs par an.
Env. C.V. manuscrit et photo n° 1444, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1, qui transmettra.

INGENIEUR

A. et M. I.C.A.M. ou R.N.S.C.M.
plusieurs années d'expérience en petite mécanique

recherché par
ASSOCIE GROUPE EUROPEEN
pour assurer la responsabilité du développement de l'industrialisation et de la production d'imprimantes.

Une description détaillée de l'emploi sera envoyée sur simple demande adressée à n° 10.076, CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra, Paris (14).

JEUNE INGENIEUR

E.C.P. - A.M. - I.N.S.A. ...

Nous sommes une importante société du secteur aéronautique : 14 000 personnes, plusieurs usines en France, une importante activité à l'étranger.
Nous recherchons un ingénieur débutant ou possédant quelques années d'expérience, pour occuper le poste de responsable de la planification industrielle.
Si vous êtes intéressé par les problèmes d'études, de méthodes, d'organisation et de planification, ce poste permettra de travailler en étroite collaboration avec l'ensemble des services de la société préparant à des développements de carrière intéressants.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 800 (à mentionner sur l'enveloppe) à
EMPLOIS et CARRIERES
30 rue Vernet 75008 PARIS

UNESCO

recherche pour gestion d'un service d'épargne et de prêt

CHEF DE SERVICE

Diplôme universitaire ou diplôme équivalent en finance, banque ou économie.
Bonnes connaissances de la gestion financière, des méthodes de placement et de crédit.
Bon comptable.
Notions d'informatique souhaitables. Plusieurs années d'expérience dans un poste similaire.
Très bonnes connaissances de l'Anglais ou du Français (écrit et parlé) et bonne connaissance de l'Europe.
Capacité à diriger le personnel.
Tact et diplomatie indispensables.
Envoyer curriculum vitae détaillé avant le 13 juin 1975 à Division du Recrutement, Bureau du Personnel, 7, place de Fontenay, 75007 PARIS, en précisant Poste SEP. 905.



THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAUX HERTZIENS »
recherche pour :
• 100 photo-formes d'essai
• des chercheurs (France, étranger)

AT 2 Electroniciens

titulaires B.T.S. - D.U.T. ou équivalent
Envoyer C.V. manuscrit et photo sous référence 802 à SERVICE RECRUTEMENT - 53, rue Godefroy, 92-LEVALLOIS ou M. P. B.-V. 75011-04, p. 30-32.

GROUPE BANCAIRE Paris Bâle

recherche, dans le cadre de son développement,

gradés et cadres de banque

pour compléter son Service Organisation.
Les candidats auront une expérience confirmée des techniques bancaires, le sens du contact et un esprit d'équipe.
Ils auront pour mission de participer à la réorganisation des établissements bancaires du Groupe à PARIS et en PROVINCE.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions au Service 1502
plein emploi 10 rue de la Harpe 75005

recherche pour l'un de ses
ETABLISSEMENTS FINANCIERS

UN CADRE

spécialisé dans le CREDIT ACQUEREUR
Immobilier

• Formation universitaire supérieure ;
• Expérience commerciale indépendante dans la spécialisation demandée ;
• Bonne connaissance de la langue anglaise.
Lettre + C.V. à F.N.C.R. 69, av. Champagne-Moyenne, 75008 PARIS.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche Pour sa filiale spécialisée en matériel médico-chirurgical

FUTUR DIRECTEUR COMMERCIAL

Le poste sera basé à Paris après une période de formation de 2 ans exécutée dans une ville éloignée de midi.
Nous recherchons un jeune diplômé d'Ecole de Commerce capable de faire ses preuves comme vendeur avant de superviser une équipe de représentants et d'appliquer notre politique commerciale.
Situation d'avenir liée à nos ambitions de développement.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 27870 B.A. à
BLEU
17, rue du Labri
92000 Vincennes C.T.

offres d'emploi

Groupe Industriel Important, C.A. 1,6 milliard, nombreux établissements et filiales, recherche

CHEF DU SERVICE CONTROLE INTERNE ET CONSOLIDATION

35 ans min. - Formation Expertise Comptable (ouverture à l'informatique) + expérience de plusieurs années dans un service comptable d'un grand groupe ou dans un Cabinet d'Audit et d'organisation.

Pour permettre la modernisation des méthodes et la mise en œuvre d'une politique de décentralisation, il assure : le développement et l'harmonisation des procédures de contrôle au sein du Groupe ; la supervision des comptabilités auxiliaires et l'assistance technique auprès des responsables locaux ; la centralisation et la consolidation des bilans et des comptes de résultats ; l'assistance auprès de la Direction financière pour la conception et la mise en œuvre de la politique fiscale.

Dans une première étape, le collaborateur retenu se verra confier des missions ponctuelles dans le domaine de l'organisation comptable et prendra une connaissance approfondie des différents rouages de la Société, des filiales, des hommes.

Ecrire avec C.V. et prétentions, sous réf. 2.280, 65, avenue Kléber, 75116 PARIS. Discretions absolues.

CORT

Très important groupe de produits alimentaires de grande consommation recherche

adjoint chef du service juridique

(HOMME ou FEMME)

Nous offrons :
• une fonction juridique très impliquée dans les différentes opérations, participant à tous les aspects du droit des affaires et en contact étroit avec tous les secteurs de l'entreprise.

Nous demandons :
• formation juridique supérieure (si possible DOCTORAT DROIT PRIVÉ)
• expérience de la fonction juridique d'entreprise d'environ 5 ans, si possible au sein d'un groupe multinationale
• connaissance de l'ANGLAIS.

Adresser CV détaillé, photo, salaire actuel et prétentions au Service 6711 M

plein emploi 111 ou 112 rue de la République

IMPORTANT FABRICANT
SEMI-CONDUCTEURS
recherche pour son département

PRODUCT MARKETING
situé à PARIS

UN INGÉNIEUR

CE CADRE AURA :
— La responsabilité de plusieurs familles de produits (circuit intégré, linéaire et digital).
— Le charge des liaisons avec les différents services de la Société.

IL EST DEMANDÉ :
• Solides connaissances des semi-conducteurs (technologies et ou, applications).
• Anglaise souhaitée.
• Disponibilité rapide appréciée.

Envoyer C.V. manuscrit et photo (rétroscopée) à : 101, rue Beaumartin, 75002 PARIS, qui transmettra.

DANS LE CADRE DE L'EXPANSION DE SA DIVISION ORDINATEURS pour le développement d'applications de gestion, commercialisation de nouveaux produits logiciels (Banque - Production - Distribution).

TRES IMPORTANTES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES recherche pour son siège à POTEAUX - PONT DE NEUILLY

Analystes-Programmeurs Réf. 01

Analystes Organiques Réf. 02

Analystes Logiciels Réf. 03

Chefs de Projet Réf. 04

Pour ces postes, il est demandé :
• Une expérience de 2 ans minimum en informatique dans les domaines ci-dessus.
• Bonnes connaissances de l'anglais appréciées.

Adresser candidature manuscrite, cur. vit. et photo, sous réf. ROBERT (à mention/enveloppe).

EMPLOIS - CARRIÈRES
30 rue Vernet 75008 PARIS

CENTRE DES JEUNES DIRIGEANTS

recherche

RESPONSABLE

DU SUIVI EXPERIMENTATIONS

A CARACTÈRE ECONOMIQUE ET SOCIAL

DANS LES ENTREPRISES

— Minimum 25 ans ;
— formation supérieure (école commerciale, Institut de gestion, Sciences Soc.) ;
— capable animer réunions travail ; 3 ans expérience industrielle (Personnel gestion) ;
— déplacements fréquents provinciaux.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à : C.S.D., 12, avenue George-V - PARIS (8^e).

offres d'emploi

UN SPECIALISTE GROS ECHANGEURS RESPONSABLE D'UNE EQUIPE TECHNIQUE

Nous sommes spécialisés dans l'engineering et la construction de centrales nucléaires. Notre développement nous conduit à créer au sein de notre Division Equipements Primaire un poste de spécialiste des gros échangeurs.

Il aura la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs chargée des études thermiques et hydrauliques, ainsi que de la définition des générateurs de vapeur. Cette équipe a pour mission également d'assurer tout le suivi technique des problèmes liés à la réalisation. Elle participe aux études de développement que nous menons sur les échangeurs.

Une fonction pour un ingénieur diplômé d'une grande école, travaillant dans le domaine des gros échangeurs de chaleur depuis plusieurs années et connaissant bien sûr les codes de constructions américains.

Ecrire à No 8994, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra - 75004 Paris Cédex 01 - qui transmettra.

Importante Société
PARIS-LA DÉFENSE

PROGRAMMEUR ASSEMBLEUR IBM 370

Ayant 2 ans d'expérience et connaissez le COBOL.

Formation : BTS-DUT-INSTITUT

CONTROL DATA

Adresser cur. vit. et photo, sous réf. 9.313, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Importante Entreprise Travaux Publics recherche pour son

Siège Région Parisienne

UN PROGRAMMEUR-ANALYSTE

25 ans minimum. Formation I.U.T. ou équivalent, 2 à 3 ans de pratique en programmation G.A.P. Capable de seconde, efficacement le responsable du service.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo, à : Entreprise RAZEL, 37, rue de Tolbiac, 75004 PARIS CÉDEX 13.

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER recherche

CORRESPONDANT INFORMATIQUE EXPERIMENTE

Pour participer au démarrage d'un projet afin d'assurer la mise en place, le suivi et la maintenance.

Ecrire au curriculum vitae et prétentions à : ARCHAT, 34, bd Haussmann, 75009 PARIS (réf. CV. 289) qui transmettra.

STENOGRAPHE FRANÇAIS-ANGLAIS

Avant de bonnes connaissances en stenographie, pour travaux divers au sein d'un service commercial.

• Horaire flexible.
• Chèques restaurant.

Ecrire en joignant C.V., photo, A.P.P. - 102, rue Danton, 75001 PARIS ou directement à : 72-1374, poste 33.

ORGANISME SOCIAL recherche

SECRETARIE DACTYLO

Titulaire de diplôme, 15 ans, C.V. n° 2215 P.A. 577, 21, rue de la République - 75001 Paris.

URGENT PR EMPLOI IMMEDIATE

A.T. 1^{er} bureau études

Avant : 25 ans, 15 ans min. 25, bd Haussmann, 75009 PARIS.

CENTRE RENÉ-HUGUENIN 12, rue de la République - 75001 Paris

MANIPULATRICE RADIOS

diplômée, 40 ans max, 250 F. et 2 ans expérience 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

3 ans, 250 F. Paris 75 014.

offres d'emploi

phyto-sanitaires

La division Agriculture d'un très puissant groupe industriel américain crée au sein de sa filiale française un poste de

directeur technique

Dans une optique marketing, cet ingénieur Agré ou équivalent, participe à l'amélioration des produits existants et à la création des nouveaux produits. Il recommande les associations et recherche de nouvelles applications. En outre, il anime une équipe d'ingénieurs et assure les contacts avec les organismes officiels.

Le poste est basé à PARIS, et est susceptible d'évoluer rapidement. Il nécessite de fréquents déplacements de courte durée. Connaissance de l'anglais indispensable.

Pour recevoir des informations complètes, écrire sous référence 420 à

egor 5, rue Meyerbeer 75005 Paris

USINOR - MONTATAIRE

50 km Nord Paris

recherche

pour usine Laminage à froid :

JEUNE INGÉNIEUR-ÉLECTRICIEN

(E.S.E. ou équivalent)

Possibilité logement.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à : M. le Directeur de l'Usine de Montataire, B.P. n° 2, 60100 MONTATAIRE.

IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS D'ASSURANCES

recherche pour PARIS

DOCTEURS EN DROIT

LICENCIÉS (EES) EN DROIT

Débutants ou ayant moins de deux années d'expérience professionnelle et libérés de leurs obligations militaires. FORMATION ASSURANCES réalisée par nos soins.

Adres. lettre manuscrite, C.V. et photo à : 933, PUBLIQUES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

STEIN SURFACE

recherche

TRAJECTOIRE

TECHNIQUE EXPERIMENTEE

Miennard - Angèle - Français

versions et thèmes.

SITUATION STABLE DANS

EQUIPE JEUNE ET DYNAMIQUE

PRIMAIRE - ENTREPRISE

CANTINE - AVANT. SOCIAUX

Adresser C.V. manuscrit à :

STEIN SURFACE

Z.A.L. du Bois de l'Esne

Courriel entreprise n° 1107

01910 EVRY

Ingénieur 3^e Mécatronique Tech.

service service technique

TECHNIQUE gén. aut. école

spécial. pol. anglais préf.

SCR n° 7103 école-Paris

31 rue de la République, Paris-2^e

Adresser C.V. manuscrit à :

SOCIÉTÉ JAPONAISE

D'IMPORT-EXPORT

recherche

SECRETARIE

Anglais courant préf.

Sachant passer l'air.

Séjour références exigées.

Adres. C.V. et photo à :

31 ATAKA, 11, rue de la République

31 rue de la République, Paris-2^e

Adresser C.V. manuscrit à :

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

REALISATIONS

recherche

INGÉNIEURS

SPECIALISÉS

DOMAINES ALIMENTAIRE

capable d'étudier, concevoir,

réaliser importantes unités

de production chef en main.

FONCTION :

— Chargés d'affaires.

RESPONSABILITÉS :

— analyses données de base ;

offres d'emploi

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUITS FRAIS offre un poste de

Directeur des ventes

Responsable de l'animation, du soutien du réseau de ventes et des contacts avec les principaux clients.

Connaissance du marché des produits de grande consommation.

Le candidat retenu devra :

- être jeune ;
- avoir une formation supérieure commerciale ;
- avoir une expérience de la vente démontrant qu'il aime passionnément ce métier.

Résidence proximité Paris.

Ecrire en envoyant lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence DUSON (à mention/enveloppe), qui transmettra.

EMPLOIS - CARRIÈRES

30 rue Vernet 75008 PARIS

ALUMINIUM PECHINEY

recherche

pour son SERVICE TRANSPORTS

UN CADRE

RESPONSABLE DES TRANSPORTS TERRESTRES

— Son rôle sera d'organiser et gérer les transports de matières premières et demi-produits destinés aux usines de la Société et aux clients (7 millions de Tonnes/an).

— Sa formation sera supérieure, commerciale ou technique.

— Expérience : au moins 5 ans comme responsable des transports dans une société de moyenne importance.

Nombreux déplacements de courte durée. Résidence PARIS.

Possibilités d'évolution à l'intérieur du groupe.

Adres. C.V. et photo à : DRP ALUMINIUM PECHINEY, 25, rue de la République, 75001 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE METALLURGIE FINE

recherche

pour son SERVICE COMPTABLES

un CHEF de GROUPE

comptabilité fournisseurs

Il devra rapidement prendre en main un groupe de 5 personnes et assurer la gestion de l'ensemble de nos fournisseurs.

Ce poste requiert un niveau comptable 2ème échelon au minimum ainsi qu'une expérience de quelques années dans ce domaine, si possible à un poste de responsabilité.

• Lieu de travail : Paris Centre.

Les personnes intéressées doivent adresser leur dossier complet (avec photo) sous référence 13.455 à :

S.O.P.M. 101, rue de la République, 75001 PARIS.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU SECTEUR BANCAIRE

recherche

INSPECTEURS

ou

CHARGÉS D'ÉTUDES

— Nationalité Française.

— Diplôme des études supérieures.

— Posséder diplôme grande école ou licence D.E.S. et formation ou expérience bancaire.

— Carrière intéressante. Durée du stage, à Paris, avant contrat définitif : 1 an.

— Début du stage : Octobre 1975.

Affectation ultérieure à Paris ou dans Métropole Régionale.

Ecrire avec curriculum vitae.

CABINET NATIONAL DES BANCES de FRANCE, Bureau du Personnel, 14, rue de Gramont, Paris-8^e.

BANQUE MULTINATIONALE PARIS

recherche pour sa

Direction financière internationale

CADRE BANCAIRE

plusieurs années de pratique dans secteur bancaire international (montage et négociation d'opérations de crédit, auto-emission).

Bilingue Français-Anglais.

La rémunération ne sera pas inférieure à 70.000 F. an.

Ecrire avec C.V. sous référence 1986 à Pierre-LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 Paris cédex 02 qui transmettra.

هكازام الأمل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offre d'emploi "Placard encadré"		
minimum 16 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX DU		
PROPOSITIONS COMMERC	85,00	75,89

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

INGENIEUR SOFTWARE D'APPLICATION
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR MECANIQUE
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

offres d'emploi

PARFUMS CHRISTIAN DIOR
recherche pour son siège social à Paris un **ONE SECRETAIRE BILINGUE** (français-anglais) pour relations extérieures. Poste à responsabilité.

IMPORTANTE SOCIETE T.P.
recherche pour son siège social à Paris un **CADRE COMPTABLE CONFIRME** pour la comptabilité générale et la comptabilité d'urgence.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN
recherche pour son siège social à Paris un **ANALYSTE-PROGRAMMEUR** pour la programmation de logiciels.

INGENIEUR DE TRAVX
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

demandes d'emploi

CHEF DE PRODUITS
recherche pour son siège social à Paris un **CADRE COMPTABLE CONFIRME** pour la comptabilité générale et la comptabilité d'urgence.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN
recherche pour son siège social à Paris un **ANALYSTE-PROGRAMMEUR** pour la programmation de logiciels.

INGENIEUR DE TRAVX
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

demandes d'emploi

INGENIEUR A. et M. 30 ans
MASTER OF SCIENCES - Théorie du contrôle. Expérience en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

MOYEN-ORIENT
recherche pour son siège social à Paris un **CADRE COMPTABLE CONFIRME** pour la comptabilité générale et la comptabilité d'urgence.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN
recherche pour son siège social à Paris un **ANALYSTE-PROGRAMMEUR** pour la programmation de logiciels.

INGENIEUR DE TRAVX
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

demandes d'emploi

INGENIEUR A. et M. 30 ans
MASTER OF SCIENCES - Théorie du contrôle. Expérience en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

MOYEN-ORIENT
recherche pour son siège social à Paris un **CADRE COMPTABLE CONFIRME** pour la comptabilité générale et la comptabilité d'urgence.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN
recherche pour son siège social à Paris un **ANALYSTE-PROGRAMMEUR** pour la programmation de logiciels.

INGENIEUR DE TRAVX
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

INGENIEUR
pour un grand groupe de l'industrie chimique et pétrolière. Expérience requise en programmation et en gestion de bases de données. Poste à responsabilité.

RAPATRIÉS

A SAINT-MAURICE-L'ARDOISE (GARD)

Des Français qu'on dit à part entière...

De notre correspondant

Montpellier. — Les Français musulmans rapatriés d'Algérie et leurs familles, rassemblés dans le centre de l'Ardoise (Gard), ont un statut particulier. Ils ne sont pas considérés comme des réfugiés, mais comme des Français à part entière. Ils ont obtenu la nationalité française et sont donc soumis aux mêmes obligations que les autres citoyens. Ils ont également le droit de voter et d'être élus. Ils ont été rapatriés en France pour des raisons humanitaires et pour leur permettre de vivre dans un environnement plus sûr et plus prospère. Ils ont été accueillis dans des centres de transit où ils ont pu bénéficier de soins médicaux et de soutien psychologique. Ils ont également eu accès à des services sociaux et éducatifs. Ils ont pu retrouver leur famille et leur communauté. Ils ont pu commencer une nouvelle vie en France. Ils ont pu s'intégrer dans la société française. Ils ont pu devenir des citoyens à part entière.

FAITS DIVERS

CHARGES DE PLASTIC EXPLOSENT EN CORSE

atre attentats par explosifs commis, les vendredis 30, 31 mai et dimanche 1er juin, en Corse. Les attentats ont été commis contre une cave, située à 40 kilomètres au sud de Bastia, et appartenant à des agriculteurs de l'île. Les explosifs ont explosé, provoquant des dégâts matériels et blessant deux personnes. Les enquêteurs ont identifié les auteurs des attentats et ont lancé des poursuites judiciaires. Les attentats ont été commis dans le cadre d'une campagne de violence visant à imposer le contrôle de la mafia sur l'île. Les enquêteurs ont également identifié d'autres personnes impliquées dans la campagne de violence et ont lancé des poursuites judiciaires.

une prison sicilienne PLUSIEURS DÉTENU ENNET HUIT GARDIENS COMME OTAGES

cause (A.F.P., Reuters). — Dans une prison de la ville de Trapani, en Sicile, huit gardiens ont été retenus en otage par des détenus. Les détenus ont pris les gardiens en otage et ont exigé la libération de leurs camarades. Les autorités ont tenté de négocier avec les détenus, mais sans succès. Elles ont finalement décidé d'envoyer des forces armées pour libérer les gardiens. Les forces armées ont réussi à libérer les gardiens et à capturer les détenus. Les détenus ont été jugés et condamnés à des peines de prison.

Dans les Bouches-du-Rhône

UN OUVRIER ALGÉRIEN EST DÉCOUVERT ASSASSINÉ

Le corps d'un ouvrier algérien, M. Mokhtar Khroua, a été découvert, le 31 mai, en bordure de l'étang de Berre (Bouches-du-Rhône). La victime, qui avait le crâne fracturé, avait été tuée de plusieurs coups de feu. Les enquêteurs ont identifié les auteurs des attentats et ont lancé des poursuites judiciaires. Les attentats ont été commis dans le cadre d'une campagne de violence visant à imposer le contrôle de la mafia sur l'île. Les enquêteurs ont également identifié d'autres personnes impliquées dans la campagne de violence et ont lancé des poursuites judiciaires.

Le Front des travailleurs arabes déclare, dans un communiqué, avoir ouvert une « enquête » après un incident dont a été victime un ouvrier marocain.

Le 24 mai dernier, dans un bar près de Valenciennes (Nord), M. Larbi Hillali, selon le communiqué, a été blessé à coups de barre de fer par le propriétaire du bar. L'incident a été suivi de l'arrestation de M. Hillali et de l'ouverture d'une enquête. Le Front des travailleurs arabes a déclaré que l'incident était le résultat d'une campagne de violence visant à imposer le contrôle de la mafia sur l'île. Le Front a également déclaré qu'il allait mener une enquête sur l'incident.

CHAMBRE INTERDÉPARTEMENTALE DES NOTAIRES DE PARIS

COMPOSITION DE LA CHAMBRE (Élections du 15 mai 1975)

M. MAILLARD, Président	M. BOURGEOIS, Vice-Président
M. CHARDON, 1 ^{er} Syndic	M. GASTALDO, 2 ^e Syndic
M. PINEAU, 3 ^e Syndic	M. RABASTANS, 4 ^e Syndic
M. DURANT, 5 ^e Syndic	M. CHAMPENOIS, 6 ^e Syndic
M. CHAUPAIN, Secrétaire-Adjoint	M. RABAT, Secrétaire
M. BEAU, Trésorier	M. LENOIR, Trésorier-Adjoint

JUSTICE

LES ÉCOUTES AU « CANARD ENCHAÎNÉ »

La chambre d'accusation de Paris estime que les policiers de la D.S.T. peuvent être confrontés avec les témoins

M. Alain Bernard, premier juge d'instruction à Paris, le magistrat chargé de l'affaire des installations téléphoniques clandestines découvertes le 3 décembre 1973 dans les locaux du « Canard Enchaîné », ne peut encore confronter, avec divers témoins, les policiers de la D.S.T. non encore mis en cause. Le procureur général dispose, en effet, d'un délai de cinq jours pour former un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la chambre d'accusation qui a confirmé, samedi 31 mai, l'ordonnance ren-

M. Rives-Henrys s'étant démis

LA COUR DE CASSATION A EXAMINÉ QUATRE POURVOIS DE CONDAMNÉS DANS L'AFFAIRE DE LA GARANTIE FONCIÈRE

La date à laquelle la chambre criminelle de la Cour de cassation rendra son arrêt dans l'affaire de la Garantie foncière n'a pas été précisée par le président Raoul Combalbert à l'issue de l'audience du jeudi 20 mai, au cours de laquelle les pourvois de quatre condamnés ont été soutenus après le rapport du conseiller Fuchs.

Le juge est particulièrement important pour les policiers de la D.S.T. car il leur permet de se défendre contre les accusations de violation de la loi. Les policiers ont été accusés d'avoir utilisé des méthodes illégales pour recueillir des informations. Ils ont été accusés d'avoir violé la loi sur la protection des données personnelles. Ils ont été accusés d'avoir violé la loi sur la liberté d'accès à l'information.

UN SUPPORTER DE L'ÉQUIPE DE LEEDS, M. Ian Johnson, vingt-quatre ans, employé de commerce à Leeds, a été condamné, le samedi 31 mai, en flagrant délit à deux mois d'emprisonnement avec sursis par la vingt-troisième chambre correctionnelle de Paris.

Le supporter de l'équipe de Leeds, M. Ian Johnson, a été condamné à deux mois d'emprisonnement avec sursis pour avoir violé la loi sur la protection des données personnelles. Il a été accusé d'avoir utilisé des méthodes illégales pour recueillir des informations. Il a été accusé d'avoir violé la loi sur la liberté d'accès à l'information.

UN DÉPUTÉ DE LA D.S.T. A ÉTÉ CONDAMNÉ À DEUX MOIS D'EMPRISONNEMENT AVEC SURSIS

Le député de la D.S.T., M. Raymond Lagrave, a été condamné à deux mois d'emprisonnement avec sursis pour avoir violé la loi sur la protection des données personnelles. Il a été accusé d'avoir utilisé des méthodes illégales pour recueillir des informations. Il a été accusé d'avoir violé la loi sur la liberté d'accès à l'information.

ANCIENS COMBATTANTS NOUVELLES MANIFESTATIONS CONTRE LA SUPPRESSION DE LA COMMEMORATION DU 8 MAI

Les anciens combattants et victimes de guerre se sont rassemblés par milliers, samedi 31 mai, autour des monuments aux morts de la plupart des villes de province pour protester contre la décision du président de la République de ne plus commémorer l'anniversaire du 8 mai 1945 à Paris. L'Union française des associations de combattants s'est associée à cette protestation silencieuse. Protégée de nombreux drapeaux, une importante délégation est venue s'inscrire, à 19 heures, devant la tombe du Soldat inconnu. Le président de l'UFAC a déposé une couronne peinte cette inscription : « Fidélité au 8 mai 1945, UFAC nationale ».

CHAMBRE INTERDÉPARTEMENTALE DES NOTAIRES DE PARIS

COMPOSITION DE LA CHAMBRE (Élections du 15 mai 1975)

M. MAILLARD, Président	M. BOURGEOIS, Vice-Président
M. CHARDON, 1 ^{er} Syndic	M. GASTALDO, 2 ^e Syndic
M. PINEAU, 3 ^e Syndic	M. RABASTANS, 4 ^e Syndic
M. DURANT, 5 ^e Syndic	M. CHAMPENOIS, 6 ^e Syndic
M. CHAUPAIN, Secrétaire-Adjoint	M. RABAT, Secrétaire
M. BEAU, Trésorier	M. LENOIR, Trésorier-Adjoint

OFFICIERS MINISTÉRIELS

et ventes par adjudication

SERVICE DES DOMAINES
Adjudication
le 26 juin 1975, à 14 h., Préfecture de PARIS

IMMEUBLE SUR TERRAIN de 505 m2
A PARIS (2^e)
1, rue de la Banque et rue des Petits-Champs
A usage : Commerce, bureaux et habitation, 5 étages et entresol
3 étages à usage de bureaux

LIBRE - Mise à Prix : 2.000.000 de francs

RENSEIGNEMENTS ET CAHIER DES CHARGES :
— Direction des Services Fonciers, 25-27, place de la Madeleine, Paris (8^e).
tél. 266-81-40, porte 781.

Vente sur saisie immobilière, Palais de Justice, Paris, le 25 juin 1975, à 14 h.

APPARTEMENT à SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS
(Val-de-Marne) - 117 bis et 119, avenue Des
Au 2^e et 3^e étages, 2 bts, A. compr. entr., s. de séj., 3 chamb., cuis.,
schoir, salle de bain, cab. de toil., w.c., dégagement, placards, loggia,
balcon et cave.

MISE à PRIX : 150.000 Francs
S'adr. M^{re} GASTINEAU, 250-46-78 ; et à tous avocats près les
Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Boulevard de M^{re} PENOT et BILLY, avocats à VERSAILLES
Vente au Palais de Justice à Paris, le 25 juin 1975, à 10 h. 30

PROPRIÉTÉ A SAINT-CLOUD
153, avenue du Maréchal-Foch

MISE à PRIX : 300.000 Francs
Renseignements : M^{re} PENOT, avocat, 41, avenue de Saint-Cloud, Versailles
(850-02-18) ; M^{re} BILLY, avocat, 38, avenue de Saint-Cloud, Versailles
(850-02-09) ; sur place, vis. de 14 à 16 h., s'adr. au pavillon au fond du jardin.

Vente au Palais de Justice à Paris, le mercredi 11 juin 1975, à 14 h. En 2 lots

IMMEUBLES à PANTIN (93)

1^{er} Lot SUPERFICIE 295 m2 28, rue du
2^e Lot SUPERFICIE 379 m2 28, rue du
M. à Px : 1^{er} LOT 40.000 F - 2^e LOT 70.000 F
S'adr. M^{re} GIBY, avocat à Paris, (8^e), 12, av. Montaigne ; M^{re} LESGOUTIER,
avocat à Paris (17^e), 9, r. A.-de-la-Forêt ; ou Greffe des criées T.G.I. Paris.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 19 juin 1975, à 14 h.

UN TERRAIN - CONT. SUPERF. 250 m2
sis à BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
130 bis-130 ter, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres
et 2, villa des Ecoles, vois. privée

MISE à PRIX : 165.000 Francs
S'adr. M^{re} MARCEL BRAZIER, avocat, 178, boulevard Hausmann,
Paris (8^e) ; et à tous avocats près les
Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Adjudication sur conversion de saisie immobilière, le 13 juin 1975, à 13 h.
à 03500 MEX, salle basse de l'ancienne Mairie de Mex

ANCIEN PRIEURÉ A MER (LOIR-ET-CHER)
A 1 h. 30 de PARIS PAR AUTOUTOURE
A 1 h. 30 de PARIS PAR AUTOUTOURE

TOUT CONFORT - AVEC PAVILL. TERRAIN 2 ha 66 a 20 ca
DE GARDIEN - FUMIER - TENNIS
Consignat. pr ench. 100.000 F. Pr ts rns.
MISE à PRIX : 400.000 F S'adr. à M^{re} RICHARD ou PERCHET,
notaires à Mex, et à M^{re} BIDARD, avoc. assoc. à BLOIS, 4, pl. Saint-Louis.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 19 juin 1975, à 14 heures

D'UN IMMEUBLE DE RAPPORT
EN PARTIE LIBRE

A LIMEIL-BREVANNES (94)
40, rue Henri-Barbuse
dépendant de l'ensemble immobilier 28 bis-40, rue Henri-Barbuse
Composant : BOUTIQUE et dépendances LOUÉE - Logements sur
au rez-de-ch. 2 étages - Bâtiment dans la cour - JARDIN.

MISE à PRIX : 110.000 Francs
S'adresser à M^{re} Yves TOURAILLE, avocat à Paris, 48, rue de Clugny ;
M^{re} Antoine CHEVRIER, syndic à Paris, 16, rue de l'Abbé-de-l'Espée.

Vente au Palais de Justice à BOBIGNY, le mardi 10 juin 1975, à 13 h. 30

PROPRIÉTÉ au RAINCY (Seine-Saint-Denis) compren :
52, boulevard du Midi
Grand garage, a. de jour, cave à vins, chaudière, buanderie et dégagement ;
au 2^e et 3^e étages, entr., loggia, gr. séj. 60 m2, s. à m., lingerie, s. d'eau, cab. toil.,
dégag. ; au rez-de-ch. : 3 ch., s. de bns, 2 s. d'eau, cab. toil. à l'ét. Terrain

MISE à PRIX : 300.000 F
S'adr. S.O.P. d'Avocats J. DELEAU, Y. NEVEU, Ph. DELEAU, G. JOHANET,
R. HATTON, P. BUDAKA, L. DULONG, S. R. DANTON, Paris (8^e), 03-24-14 ;
et à la avoc. près Trib. Grande Inst. Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.

Et. de M^{re} Bandet, not. ass. 14402
RAYEUX, B.P. 119 G. Adj. Judic.
à licitation, mer. 25 juin, 15 h.

Ville de GAEN (Calvados)
19, rue Sadi-Carnot

UN GRD IMMEUBLE d'angle
à us. d'hab. et de bureau, entre
Préfecture et Hôtel Malherbe,
Crd. Sect. 100 m2 pr 6 a 60 ca
DIVISÉ EN 11 LOTS.
Notice sur demande.

Adj. au Tribunal de Commerce Paris, le 12 juin 1975, à 14 h. 15 - Fonds

ENTREPRISE BATIMENT
expl. avec BAIL, 5, passage Berthier à
CLICHY (Hauts-de-Seine)

M. à P. (NF p. 8^e b.) 20.000 F. Consign.
10.000 F. S'adr. M^{re} POPELIER, n. 124, r.
25-14-18, de 14 h. à 18 h. ; M^{re} ANDRE,
Fg-St-Honoré ; M^{re} Henry GOUBDAIN,
synd., à Paris, 174, bd St-Germain.

Adj. au Tribunal de Commerce Paris, le 12 juin 1975, à 14 h. 15 - Fonds

SUCY-EN-BRIE (94)
25, rue du Colonel-Driant
MISE à PRIX : 50.000 Francs.
Consignat. indispensable pour ench. 25.000 F.
Renseignements : M^{re} TRUCILLO et
AKOUN, avoc. assoc. 51, rue Champ-
louie à Corbeil-Essonnes, 95-30-28 et
25-14-18, de 14 h. à 18 h. ; M^{re} ANDRE,
Fg-St-Honoré ; M^{re} Henry GOUBDAIN,
synd., à Paris, 174, bd St-Germain.

TRANSPORTS

URBANISME

CLIENTS À SÉDUIRE

administré depuis plus de dix ans maintenant au lac d'Annecy et dont les résultats se sont révélés positifs. Selon les municipalités, l'opération d'assainissement prévue — dont les travaux ont débuté il y a un peu plus de six mois sur la commune du Bourget — non seulement ne sauvera pas le lac savoyard mais contribuera surtout à polluer le Rhône.

« Les passagers des autobus et des métros ne seront plus considérés comme des usagers « payants » des transports en commun, mais comme des clients qu'il importe de séduire à bon escient », ont estimé les mille cinq cents délégués des cinquante pays représentés au congrès de l'Union internationale des transports publics réuni à Nice du 25 au 31 mai.

Cette modification de l'image de marque du transport public sera mise en œuvre grâce à des améliorations apportées au matériel (moquette, climatisation, confort accru) et éventuellement par la mise en service de véhicules modernes séparés de la circulation automobile comme le tramway dont un exemplaire a été présenté à Nice par la SOBREG.

Seïon M. Roger Beïla, président de l'U.T.T.P. et président du conseil d'administration de la R.A.T.P., « la crise de l'énergie » et l'asphyxie qui gagnent les centres urbains imposent un rééquilibrage des modes de transport. Plus que jamais les transports en commun doivent entrer en concurrence avec l'auto pour se voir accorder une « priorité nécessaire ».

AIR FRANCE A DUBAI. - Air France vient d'inaugurer une nouvelle escale à Dubaï, l'un des sept émirats qui forment, depuis 1971, l'Union des émirats arabes.

A Paris, dans le quatorzième arrondissement, plusieurs associations (il en est cent) se réunissent à la salle de la rue de Valenciennes, le 14 juin, une consultation populaire sur le projet de radicale Vercingétorix : cette autorité urbaine qui devrait relier le quartier Montparnasse à la porte de Vanves.

Pour voter dans l'un des treize

Il est vrai que rien n'a été laissé au hasard, dans cette consultation. Depuis des semaines, les organisateurs ont distribué quelque vingt mille tracts dans les boîtes aux lettres du quartier ; une campagne d'affichage a couvert les murs d'informations, et le jour de la consultation, des centaines de camions ont parcouru le quartier, armés d'un porte-voix.

Le résultat de la consultation n'était guère surprenant : sur 200 votants, 133 se sont prononcés contre la radiale, 67 pour. Les organisateurs savaient bien que ces propositions n'avaient aucune chance de succès. Ils donnaient l'occasion aux habitants hostiles à la radiale de s'exprimer. Fort de ces résultats, ils vont se consacrer à la réalisation de différents organismes chargés de voter le projet, pour demander que soit construite, à la place de la radiale, « une large avenue à quatre voies pour les transports en commun ».

(1) Comité Vendégonnais : Vivre dans le quatorzisme ; Association des locataires de Maine-Montparnasse ; C.F.D.T. du quatorzisme ; Maine-Montparnasse pour l'amélioration des transports ; C.F.D.T. quatorzisme ; P.S. quatorzisme ; A.N.U. quatorzisme ; Amicale des locataires de 225-227 rue d'Alsace.

La modernisation des logements anciens

Eviter de remplacer une ségrégation par une autre

« Un tiers de la population de notre pays habite dans des logements anciens dépourvus du confort moderne. C'est dans ces anciens que se trouve notre parc de logements le plus social », a constaté M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, devant le congrès des PACT réuni à Romen le vendredi 30 et samedi 31 mai.

« Depuis plus de vingt ans, les associations de locataires ont agi en faveur de la défense d'action contre le taudis (PACT), et les Associations pour la restauration immobilière (ARIM) ont mené à bien la modernisation de plusieurs centaines de milliers de logements. A Rouen, les problèmes financiers et techniques que pose l'amélioration de l'habitat ont été examinés par l'Agence d'aller plus loin encore. »

Enfin, le secrétaire d'Etat annonce que ses services étudieront, en accord avec les dérogations afin de permettre dans certains cas le cumul des subventions des comités interprofessionnels du logement (CIL) et de l'ANAH.

● LA MISSION DE M. AILLAUD AUX HALLES. — La mission de M. Emile Aillaud, architecte choisi pour l'aménagement de l'ancien carreau des Halles (le Monde, date

La lutte contre la ségrégation par l'habitat, qui rejette les habitants des quartiers anciens dans la périphérie des villes, et la nécessité de remettre en état le patrimoine ancien, font partie des préoccupations du nouveau gouvernement. « Il ne s'agit pas, a affirmé M. Barrot, de remplacer une ségrégation par une autre. Il faut améliorer les quartiers anciens. Incha'Allah, au risque d'en éliminer également les occupants, incapables de supporter la concurrence de la ville neuve ».

Autre avis rappelé que l'étude sur l'habitat ancien a été confiée à un comité d'experts, présidé par M. Barrot, et composé de quelques or-

55-26 mal), « ne pourra résulter d'une forme définitive, mais d'un dialogue continu entre l'architecte et le peuple, rencontrant plusieurs personnes ayant des responsabilités dans l'urbanisme, pour leur présenter les problèmes posés », indique dans un communiqué la Société d'Aménagement des Quartiers Anciens, qui répond aux déclarations de l'architecte (le Monde du 24.10.74), précises aussi par M. Barrot, président de Paris ces jours derniers, à la page 120 mal un premier contact avec le directeur de l'urbanisme, président de la SEMEA.

A PROPOS DE...

UNE INITIATIVE DE LA S.N.C.F.

Un vélo au bout du quai

« Faites un bout de chemin en train et le reste à vélo. »
Le slogan, lancé par le S.N.C.F. il y a tout juste deux ans,
prie, L'été prochain, la société nationale mettra donc à
disposition de ses clients cinq cents bicyclettes dans
cinquante-six gares de France (1).

Un deux-roues au bout duquel, histoire de se mettre en saut. Bilan de la saison dernière : neuf mille trois cents journées-vélo. Surfeit des locations de courte durée : quarante services « train + vélo » de la S.N.C.F., de 15 F pour les autres. Avant de donner le premier tour de pédale, il faut verser une caution de 50 F et produire une pièce d'identité.

(1) Région parisienne : Fontainebleau, Malenberbes, Nemours, Avallon, Dourdan, Maintenon.

L' - engin » que le S.N.C.F.
 Montant à Lannury, Neudilly-Porte
 Mellot, Protatins, Compagnie,
 Chantilly, Manche et Côté-du-
 Nord, Rospell, D'Alger, D'Alger,
 Saint-Cabour, Caïn, Pontonon,
 Dives-Malo, Dinard, Atlantique ;
 Lorient, Vannes, Le Baule, Le
 Croisic, Les Sables-d'Olonne, La

petite varie selon les besoins :
garante en gare de Fontai-
bleau, moins d'une dizaine
des petites stations où
s'arrête les omnibus art encore

Le prix de location d'un
Suzuki est de 10 F par
jour pour ceux qui utilisent le

BUREAUX

LE MONDE IMMOBILIER BUREAUX

ADRESSES	PRIX MOYEN AU M2	SURFACE M2	DATE LIVRAISON	LOCATION	VENTE	DESCRIPTION	NOM DU CONSTRUCTEUR AGENCE DE VENTE
59-65, rue de Courcelles, 3, avenue Hoche PARIS	8	700 F	3.400 m2 divisibles	Immédiate	★	2.400 m2 de bureaux de grande classe, divisibles : 2 lots de 370 m2 et 890 m2 ; 2 lots de 370 m2 chacun. Immeuble comportant parking, restaurant d'entreprise, téléphones. Complètement aménagé : climats, moquette, éclairage, climatisation. • Lignes autobus : 28, 43, 91. • Métro : Courcelles.	SEMITIC 58, rue de Courcelles, Paris-8 39, rue de Courcelles, Paris-8 Tél. : 708-51-71
ROND-POINT 93 Rue du 14-Juillet, Rue Gallieni 93100 MONTREUIL	93	380 F	26.000 m2 divisibles	AVRIL 75	★	26.000 m2 divisibles par plateaux de 700 et 1.300 m2. Prestations de qualité et charges réduites au minimum. Métro (ligne n° 9) et 6 lignes d'autobus au pied de l'immeuble. Grand centre d'affaires intégré avec 50 commerces et une grande surface. A proximité du périphérique et des autoroutes.	JONES LANG WOOTTON 80, avenue Marcelin - 75008 Paris Tél. : 756-21-23 BOVACIM 80, avenue Daumesnil - 75012 Paris Tél. : 345-12-00
PARIS - PLEYEL Carrefour Pleyel SAINT-DENIS	93	3.750 F I.T.V.A. redevance incluse 370 F I.T.V.A. redevance incluse	14.000 m2 divisibles par plateaux de 800 m2 environ	Immédiate	★	Entièrement terminé y compris cloisonnement (mobile) et auto-courantiseur 240-hongrie ; climatisation intégrale. • Métro (ligne n° 13) jusqu'en-dessous de l'immeuble, prolongée jusqu'à CHAMPEL-REVERES - CLEMENCEAU. • Autobus : 7 lignes, nos 121 - 122 - 154 A - 154 B - 155 - 168 - 174. • A proximité du périphérique et des autoroutes A1 et A2.	COGISTRANCE 47, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75008 Paris Tél. : 385-78-70 (poste 359) BOURDAIS - BUREAUTIQUE 122-165, bd Haussmann, 75008 PARIS Tél. : 27-11-39

Cette rubrique de publicité, ouverte chaque lundi (le Monde daté du mardi) à tous les constructeurs-promoteurs, est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier bureaux.

Cette rubrique de publicité, ouverte chaque lundi (le Monde daté du mardi) à tous les constructeurs-promoteurs, est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier bureaux.

La région parisienne

Un coup d'arrêt au gigantisme

QUE FAIRE ? COMMENT PAYER ?

temps des grandes rénovations urbaines ambie bien terminée à Paris, mais qui paiera le déficit entraîné par la remise en cause des opérations en cours ? Les conclusions de la commission « urbanisme et environnement », créée le 14 janvier dernier pour appliquer la loi de décentralisation de 1972, ont été rendues publiques dans sa lettre au

premier ministre (le Monde du 25 septembre 1974), vont être présentées aux élus au cours du mois de juin. Dans son rapport, M. Bernard Rocher (U.D.F.), président de la commission, s'inspire des études déjà entreprises par l'administration pour dénombrer les opérations de rénovation qui pourront être modifiées et les charges financières qui en résulteront.

17^e ARRONDISSEMENT : maintien des logements sociaux

Une vingt-trois grandes opérations de rénovation prévues dans la 17^e sont « pratiquement » ou tellement engagées qu'elles ne peuvent être abandonnées. Elles sont devenues irréversibles, résume M. Rudeau, directeur général de l'urbanisme. En revenant sur les projets suivants : secteur d'habitat collectif (13^e arrondissement), Saint-Blaise II (20^e arrondissement), Bisson-Palikao (20^e arrondissement), Guillemot (14^e arrondissement) et Amandiers (20^e arrondissement), M. Rudeau a souligné que ces opérations sont en cours et qu'elles ne peuvent être abandonnées.

Une telle décision entraînerait une modification du programme initial. La réduction principale porte sur la diminution du nombre des logements du standing (240) et du nombre des logements à loyer normal ou en accession à la propriété (120). En revanche le programme H.L.M. n'est pas changé (750). La baisse de recettes résultant des modifications envisagées s'élèverait à 30 millions. Les recettes sont évaluées à 130 millions, le coût de l'ensemble des équipements à 150 millions. Au total l'équilibre financier de cette opération est donc rompu. Mais selon M. Rudeau, « l'objet principal de l'opération du secteur 9 n'est pas de procurer des ressources à la Ville mais de tendre à un meilleur urbanisme ».

Dans son rapport M. Rudeau propose de ramener le plafond de la hauteur des immeubles de 45 mètres à 37 mètres avec quelques « exceptions » à 37 mètres pour étayer l'effet de « mur de béton » entre Paris et la banlieue.

Une telle décision entraînerait

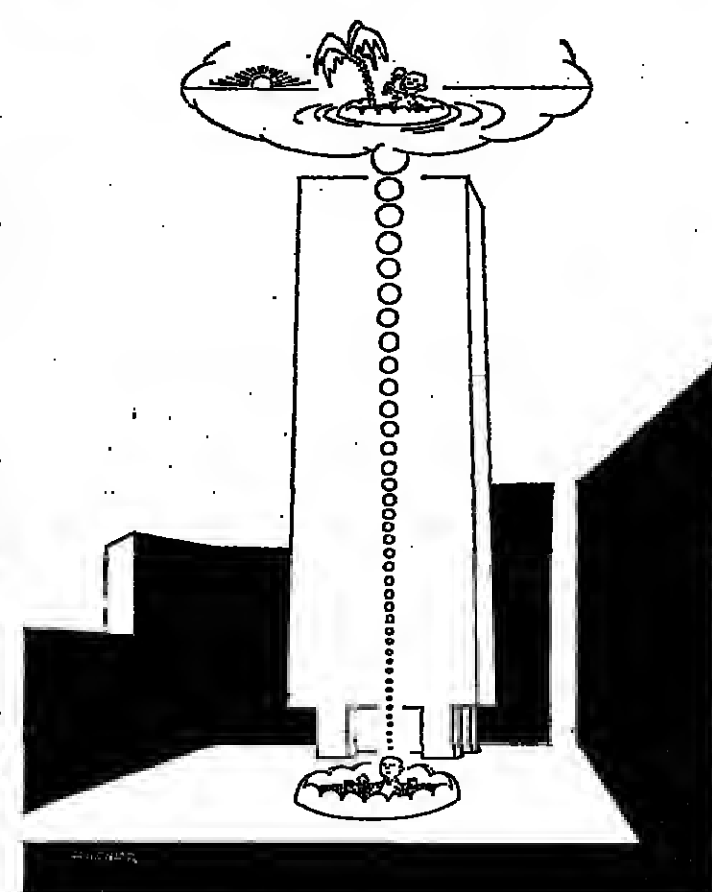
LAHIRE : priorité à la location

Située dans le 13^e arrondissement, entre les rues de Tolbiac et de Jeanne-d'Arc, l'opération Lahire comprend plusieurs bâtiments de vingt et vingt-cinq étages. Sur les 1 322 logements prévus, il y a 775 H.L.M., 547 logements primés en accession à la propriété, 206 logements non aidés.

Le plafond des hauteurs sera ramené de 70 mètres à 37 mètres, ce qui aura pour conséquence de supprimer 70 logements (20 H.L.M.,

20 logements primés et 30 logements non aidés) et d'avoir « une moins grande disponibilité des constructions ». Tous les équipements envisagés seront réalisés.

Cette diminution de programme entraîne une perte de recettes de 6 millions. Elle compromettra le bilan financier fixé à 100 millions. On peut cependant se demander, et certains membres de la commission n'ont pas hésité à le faire, s'il est



(Dessin de OZKNEZ.)

bien utile de prévoir 630 logements primés en accession à la propriété. En réponse, M. Rudeau indique

qu'il n'est pas exclu qu'on puisse arriver à remplacer l'accession par la location.

SAINT-BLAISE II : abandon des tours

L'opération Saint-Blaise II, dans le 20^e arrondissement, est délimitée notamment par le boulevard Davout et les rues Florian et de la Croix-Saint-Simon. La remise en cause de trois bâtiments de grande hauteur entraînerait un déficit foncier de 20 mil-

lions. Dans son rapport, M. Rudeau suggère, en effet, d'abaisser le hauteur maximum des immeubles de 90 mètres à 50 mètres et de supprimer dans le programme prévu 500 logements non aidés. En compensation il est demandé à l'Etat d'accorder une subvention de 10 millions.

CHARONNE : restauration du « village »

L'ancien « village » de Charonne situé entre la rue de Bagnolet, la rue Vitruve et la rue Saint-Blaise (20^e arrondissement) est un quartier remarquable dont le secrétariat d'Etat à la culture veut sauvegarder l'échelle et l'harmonie.

La ville souhaiterait atteindre un triple objectif : maintenir les constructions anciennes ; protéger les occupants actuels, résidents et artisans ; privilégier la rue Saint-Blaise comme chemin piétonnier et artère commerciale. Pour atteindre ces objectifs, deux procédures seront

utilisées : la restauration immobilière sur le pourtour des îlots concernés ; la « rénovation curatée » à l'intérieur des îlots.

La superficie des deux îlots concernés est de 18 487 mètres carrés. Le déficit foncier total est de près de 11,5 millions de francs, le nombre total de logements, neufs et rénovés, sera de 240. « Il s'agit, souligne M. Rudeau, d'une opération difficile mais qui s'intègre dans la programmation financière du V^e Plan. »

AMANDIERS ET BISSON-PALIKAO : échelonnement jusqu'en 1980

Les deux opérations des Amandiers et Bisson-Palikao, situées à proximité de l'avenue Gambetta (20^e), ont un déficit important en raison du caractère social de ces deux opérations : 80 % d'H.L.M. sont prévues pour les Amandiers et 50 % d'H.L.M. pour Bisson-Palikao. Le montant des subventions nécessaires s'élève respectivement à

32,1 millions et à 31,1 millions de francs, soit beaucoup plus que le contenu de l'enveloppe annuelle accordée par l'Etat à Paris pour les opérations de rénovation urbaine. C'est la raison pour laquelle M. Rudeau propose de fractionner ces subventions et donc d'échelonner les rénovations pendant cinq ans, c'est-à-dire jusqu'en 1980.

GUILLEMINOT : la dimension de la radiale

L'avenir du secteur Guillemot (14^e) est conditionné par la dimension de la radiale Vercingétorix, qui sera décidée par le Conseil de Paris (le Monde du 4 février). La hauteur des immeubles serait réduite à 31 mètres dans la seule partie centrale de l'opération, à

l'exclusion de l'îlot proche de l'hôtel Sheraton et de celui dit du « Moulin de la Vierge ». Le déficit supplémentaire de l'opération ne devrait pas, dans ces conditions, dépasser 6 millions.

JEAN PERRIN.

D'un département à l'autre

Val-d'Oise

CINQ ANS POUR NE PAS OBTENIR LE TÉLÉPHONE

UN de nos lecteurs, M. Delecroix, de Deuil-la-Barre, nous écrit :

« Alors que le ministère des P.T.T. clausonne à tous ceux qui veulent bien l'entendre qu'il faut quinze mois pour obtenir un branchement, j'ai le triste avantage de vous informer qu'en octobre prochain cela fera cinq ans que j'ai déposé une demande de branchement n° 1492/70 au centre de télécommunications d'Enghien-les-Bains, et que j'ai régulièrement rendu visite, téléphoné, écrit à cet organisme pour vérifier que ma demande existait bien toujours quelque part. Les réponses qui m'ont été fournies ont peu varié dans leur contenu : « dans les six mois, l'année prochaine », etc. »

POT COMMUN POUR LES INDUSTRIELS DE SAINT-OUEN

MAURICE DOUBLET, préfet de la région parisienne, vient d'inaugurer les services communs de la zone d'activité de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise), qui regroupe une centaine de sociétés et trois mille emplois.

Une quinzaine d'industriels, ayant acquis des terrains sur la zone, ont décidé de régler en commun les questions sociales et administratives qui se posaient à eux. C'est ainsi que s'ouvraient successivement un restaurant (qui sert 1 500 rations par jour), un bureau de poste, une antenne de l'Agence nationale pour l'emploi, deux guichets de banque, un service de sécurité, des cours de formation professionnelle, un centre de loisirs et de sports.

Un questionnaire, diffusé parmi le personnel des entreprises, a révélé d'autres besoins. Pour y répondre, le centre de service de la nouvelle zone d'activités sera équipé d'une crèche, d'un club socio-culturel et d'une coopérative d'achats.

Yvelines

LE VEXIN SOUS LES PYLONES

LES habitants de la vallée de la Seine s'inquiètent pour leur environnement et leurs conditions de vie. Ils craignent de voir s'accroître encore l'industrialisation dans la région de Mantes, dénoncent le débordement du Vexin et la multiplication des carrières qui défigurent le paysage, notamment autour de La Roche-Guyon. Enfin, une menace plane sur l'Ouest parisien : les lignes à haute tension dont personne ne veut traverser le Vexin pour transporter l'électricité jusqu'à la capitale.

Dix-sept associations ont signé un manifeste qu'elles ont fait parvenir au préfet de région, aux élus et aux autorités responsables et dans lequel elles demandent la création d'un parc régional du Vexin.

LE VERT POUR LA CARTE ORANGE

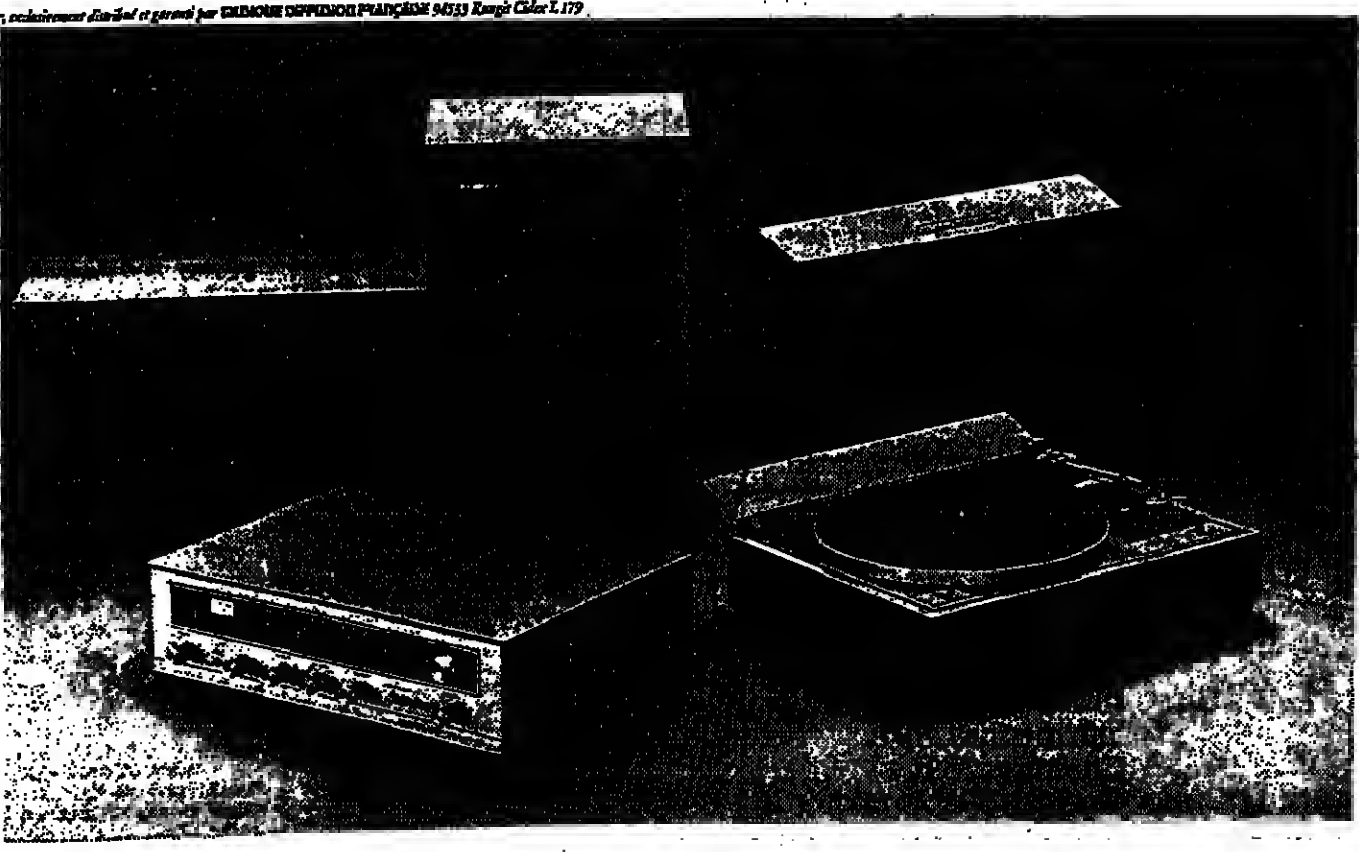
Voyages sans limite pour un même prix.



Petite révolution dans les transports parisiens. A partir de 1^{er} juillet prochain les usagers pourront grâce à la « carte orange » utiliser indifféremment l'autobus, le métro, le train ou les cars privés agréés avec la même titre de transport et pour un nombre de voyages illimité. Le prix de la carte, qui est mensuelle, varie toutefois selon cinq zones concentriques qui ont été délimitées à partir de Paris.

Pour voyager en deuxième classe dans une ou deux zones il faudra payer 40 F ; dans trois zones, 60 F ; dans quatre zones, 80 F ; et dans cinq zones, 100 F. En première classe les prix sont doublés.

Le prix de la carte hebdomadaire (maintenue, car elle restera avantageuse pour certains parcours) sera relevé de 5,60 à 6,50 F et celui du carnet de 10 de 5,50 à 6,50 F. Les cartes hebdomadaires combinées S.N.C.F.-R.A.T.P. ou autobus-métro seront supprimées.



Pioneer lance sa nouvelle chaîne Pioneer "34". A 3.190 F, c'est le moment de réaliser intelligemment un rêve intelligent.

Avec la chaîne "34" vous passez tout de suite à la Haute-Fidélité digne de ce nom. Et la comparaison n'est même pas décente avec des chaînes concurrentes de prix équivalent ou même beaucoup plus élevés.

A l'écoute, c'est évident. Mais jugez-en tout de suite par quelques caractéristiques.

L'ampli-tuner offre, côté ampli : 2x12 W de puissance efficace, taux de distorsion inférieur à 0,2 %, sortie prévue pour 2 paires d'enceintes. Côté tuner : sensibilité 1,0 µV en FM (comparé avec d'autres tuners et juges), et les Grandes Ondes, parce que c'est bien agréable de pouvoir écouter Europe 1 ou RTL dans de très bonnes conditions en tournant un bouton.

La platine, c'est la PL 10. Un best-seller mondial. Examiné par contrôle, moteur synchrone 4 pôles, bras en S de haute précision à balance statique, couvercle multipositions.

La cellule est une Ortofon. Pour la plupart des experts, la meilleure marque de cellules au monde.

Les enceintes sont à 2 voies, de type bass-mid, avec un boomer à cône de 20 cm et un tweeter haute-diffusion de 7,7 cm. Leur rendement est étonnant : 1 watt donne 91 dB à 1 mètre de distance.

Totalement couverte par la garantie "Longue Fidélité" (5 ans sur l'ampli-tuner et les enceintes, 3 ans sur la platine), la chaîne Pioneer "34" est un placement sûr.

Chaîne Pioneer "34" : vous vous félicitez de votre investissement, et elle vous le rendra en plaisir. Au centuple.

PIONEER

La nouvelle chaîne "34" de Pioneer: 3.190 F. Jusqu'au 31 juillet 1975. Et si c'était votre meilleur achat de l'année?

LA VIE ÉCONOMIQUE

CONJONCTURE

Le blocage d'un certain nombre de prix

(de la première page.)
C'est-à-dire, dont la production est faible, les hausses de réajustement périodiquement les uns après les autres, par les augmentations de la philosophie officielle, c'est-à-dire la difficulté présente le contrôle de milliers de ventes éparpillées sur le territoire national, qui a permis de faire passer sans la moindre difficulté les augmentations de prix. S'y ajoutait le soulagement d'une clientèle électoraliste, on l'a vu lorsque M. Marais ministre de l'Intérieur, momentanément interdit la « ou l'extension du super » en vue d'apaiser l'émotion marse; on le vit encore avec son et sa célèbre loi hostiles andes surfaces.

Clientèle électoraliste exigeante
stratégie a fini par créer les intéressés la conscience par « par nature » aux nées valables pour tous. En 1973, par exemple, le nement, qui avait tenté pour « exagérées » des défilantes et légères, dut, quelques

jours après, revenir sur cette mesure pour calmer le courroux des commerçants, qui s'étaient presque tous mis en grève...
Devant le péril, M. Fourcade va-t-il modifier cette politique favorable au commerce et aux services ? Ce serait un tournant important. Le gouvernement semble résolu à le prendre. D'abord, parce que les objectifs officiels en matière d'inflation sont déjà compromis : dans la meilleure des hypothèses, la hausse des prix de détail sera limitée pour 1975 à 9 % au lieu des 11 % annoncés par le ministre. Ensuite, parce qu'il semble bien qu'à la différence des salaires, qui voient leur pouvoir d'achat stagner depuis quelques mois, un certain nombre de commerçants réussissent, grâce aux hausses de prix qu'ils pratiquent, à faire toujours progresser leur niveau de vie.

Se pose dès lors un double problème :
— D'une part, l'évolution par trop inégale des revenus d'une catégorie de Français à une autre ; à cet égard on ne saurait oublier les incidents suscités par des payements protestant contre le retard pris par l'évolution de leurs revenus ;
— D'autre part, la cohérence du plan gouvernemental, qui, pendant des années, a eu pour objectif de comprimer l'augmentation de la consommation intérieure pour décaler des

après la réunion du comité national des prix. Mais ce plan, mis au point depuis déjà quelques jours, semble, dans ses grandes lignes, le suivant : un certain nombre de baisses seraient imposées dans les secteurs où les chocs d'entreprises « en ont pris trop à leur aise ». En outre, une trentaine de professions seraient leur marge bénéficiaire bloquée en valeur absolue.
Quelque soient les indications officielles n'ait été fournies, on peut logiquement penser que les secteurs qui tomberont sous le coup de ces deux catégories de décisions seront ceux où les dérapages de prix ont été les plus importants : vêtements, bonneterie, chaussures, ameublement, produits d'entretien, etc. Les commerçants de l'alimentation seraient moins sévèrement traités, puisque leurs marges ne seraient bloquées qu'en valeur relative, ce qui aboutirait à...

LE COMMERCE MONDIAL A DIMINUÉ AU PREMIER TRIMESTRE 1975
Les exportations des pays industrialisés ont — avec 135,2 milliards de dollars — régressé de 4,7 % au cours du premier trimestre 1975, par rapport au trimestre correspondant de l'année dernière. Cette baisse illustre la contraction du commerce mondial, entravée par la récession économique quasi générale dans le monde.

Le recul des exportations est dû principalement à l'Allemagne fédérale, dont les ventes sont tombées de 24,2 à 22,5 milliards de dollars (-7 %), au Japon (13,3 milliards, au lieu de 14,5, soit une baisse de presque 8 %), et au Canada (7,9 milliards, au lieu de 8,1, soit une baisse de 2,5 %). Parallèlement, les importations des pays industrialisés ont baissé de 7 %, en un trimestre, revenant de 143,9 milliards à 133,9 milliards de dollars.

HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL (*)

	En un mois (avril 1975 comparé à mars 1975)	En six mois (avril 1975 comparé à octobre 1974)	En un an (avril 1975 comparé à avril 1974)
GÉNÉRAL	0,9	3,4	12,7
ALIMENTATION	1,1	5,5	11,5
viande à base de céréales	0,8	5,1	13,1
viande de boucherie	2,1	5,1	7,1
viande d'élevage	1,4	2,8	2,4
œufs, légumes, produits à base de viande	1	6,8	7,2
produits de la pêche	0,6	4,5	12
lait, fromages	0,9	9	16,2
vin	1,3	10,4	20,8
boissons gazeuses et autres	1,5	3,6	14,8
saucisses et autres	2,2	8,2	16,4
autres produits alimentaires	1,2	9,1	20,1
bières alcoolisées	1	3,4	3,8
bières non alcoolisées	6	3,5	12,3
INDUSTRIELLES MANUFACTURIÈRES	6,6	5,2	13,4
Habillement et textiles	1	6,3	14,8
laine prod. manufacturés	0,4	4,9	13,1
laine	0,4	3,1	14,7
textiles et tapis	0,8	6,4	18,2
saucisses et produits d'entretien	0,6	8,1	19,9
véhicules	1	6,1	21,6
papeterie, librairie, jouets	— 0,8	2,9	0,6
combustibles, électricité	1,3	5,6	13,2
etc., etc.	1,7	5,6	12,1
VICES	1,7	5,6	12,1
tabac	1,7	5,6	12,1
alcool	1,7	5,6	12,1
autres	1,7	5,6	12,1

Indice calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1970.
mois (avril 1975 comparé à mars 1975), la hausse des prix a été : aux États-Unis, 0,8 % en Allemagne fédérale, 1,1 % en Belgique, aux Pays-Bas, 1,4 % en Italie, et 3,5 % en Grande-Bretagne. En avril 1975 comparé à avril 1974, la hausse a été : aux États-Unis, 12,7 % en Allemagne fédérale, 11,5 % aux Pays-Bas, 10,4 % en Italie, et 7,1 % en Grande-Bretagne. Au Japon, les prix ont progressé de 2,2 % en avril, et de 13,6 % en un an.

A L'ÉTRANGER

En Italie

Le ministre du Trésor refuse la démission de M. Carli gouverneur de la Banque centrale

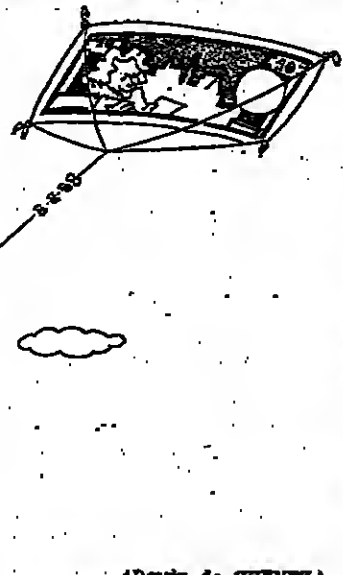
De notre correspondant

Rome. — En faisant connaître, samedi 31 mai, son désir de passer la main, M. Guido Carli, gouverneur de la Banque d'Italie, a provoqué autant d'étonnement que d'embarras. Le ministre du Trésor, M. Colombo, s'est empressé de refuser cette démission, en espérant que « le sans-faute des responsabilités » du gouverneur ne ferait changer d'avis.

La plupart des partis politiques cherchent de leur côté à minimiser l'affaire, ne voulant à aucun prix régler une succession aussi compliquée à deux semaines des élections.
M. Carli a choisi, en effet, le moment le plus inopportun pour faire part de ses intentions. Mais pouvait-il laisser passer l'occasion que lui offrait l'assemblée générale de la Banque d'Italie, qui est la dernière réunion économique la plus importante de l'année ? Devant un parterre de dirigeants politiques et économiques, le gouverneur a lâché sa bombe.

Pour certains, ce n'était qu'une demi-surprise : M. Carli n'a fait que rendre publique la lettre qu'il avait adressée, le 19 août 1974, à M. Colombo pour demander au gouvernement de le décharger de sa fonction, après quinze ans de bons et loyaux services. Le président du conseil de l'époque, M. Mariano Rumor, avait fait la saine oreille. Son successeur, M. Aldo Moro, ne voulait rien entendre non plus et il a cherché, sans succès, à dissuader le gouverneur de lire sa lettre le 21 mai.
L'embarras des uns et des autres s'explique d'abord par l'importance du fauteuil qu'occupe M. Carli, dans un pays où les gouvernements ne durent que plus d'un an. Il tient aussi à la personnalité du gouverneur, qui a su acquérir une double réputation de compétence et d'indépendance à l'égard des partis. La chose est si rare en Italie qu'elle

ne pouvait passer inaperçue. Le rigueur de M. Carli est devenue légendaire, sa capacité de diriger aussi. On dit ici en plaisantant que seules deux institutions sont gouvernées : la Mafia et la Banque d'Italie.
M. Carli, qui est âgé de soixante ans, s'est vu reprocher trop de sévérité, manquant les freins avec une brusquerie qui heurtait les partenaires économiques. Tout le monde lui reconnaît cependant un rôle essentiel dans le redressement intervenu ces derniers mois, après de véritables menaces de banqueroute nationale.
On s'interroge encore sur les raisons de M. Carli. Vient-il vraiment s'en aller parce que quinze ans suffisent amplement à son goût, ou bien parce qu'il ne veut pas laisser à son successeur une tâche trop lourde ? On avance déjà les noms de successeurs possibles : M. Paolo Baffi, actuel directeur général de la Banque d'Italie, ou M. Ferdinando Venturi, qui dirige le Banco di Roma ; mais personne n'arrive à croire que le légendaire M. Carli s'apprête vraiment à quitter la scène. — R. S.



(Dessin de CHENET)

commencer de se produire au stade de la fabrication. Les pouvoirs publics tendent aussi à empêcher que ne se développe un climat de revendication sur le thème : « Puisse les prix continuer d'augmenter aussi rapidement, accordés des hausses de salaires beaucoup plus fortes que celles que vous sollicitez ». La Rue de Rivoli redoute, en effet, une nouvelle et forte poussée inflationniste à la rentrée des vacances d'été, et le rapatrié de l'activité économique devient menaçant.

ALAIN VERNHOLE.

M. RAYMOND BARRE HOSTILE À L'INDEXATION DE L'ÉPARGNE

« Il paraît assez démodé de dire que l'indexation de l'épargne liquide — surtout si elle est rémunérée à un taux relativement élevé — et qu'elle profite d'augmentations de salaires, de prix et d'éléments des revenus à un taux très bas et à long terme », a déclaré samedi 31 mai M. Raymond Barre, ancien vice-président de la Commission des Communautés européennes, à Bischenberg (près de Strasbourg), au cours d'un colloque ayant pour thème « L'épargne dans une société en mutation ».

M. Barre a aussi pris nettement position contre les banquiers, qui d'une façon générale recommandent le recours à l'emprunt indexé, réservé aux entreprises et aux épargnants à long terme.
M. Xavier de la Forêt, vice-président du Conseil économique, président de la Confédération de l'épargne, a, au contraire, recommandé le recours à l'indexation pour l'épargne investie à trois ou cinq ans, à condition qu'elle soit rémunérée par un taux d'intérêt modeste. M. de la Forêt avait ajouté que le ministre de l'Économie et des Finances, M. Jean-Pierre Fournade, lui semblait favorable à une telle mesure.

PRESSE

UN COLLOQUE FRANCO-BRITANNIQUE À LONDRES

Le conseil franco-britannique, créé par les deux gouvernements en 1972, s'est réuni, vendredi et samedi, à Londres, un colloque sur le thème « La presse en France et en Grande-Bretagne, sa survie, son indépendance ». La délégation française était présidée par M. Wilfrid Baumgartner, ancien ministre, et la délégation britannique par Lord Duncan-Bandys, ancien ministre.

Le colloque, qui réunissait des parlementaires, des journalistes et des fonctionnaires des deux pays, a débattu de nombreux sujets : rôle indispensable de la presse écrite dans une démocratie ; adaptation constante du contenu des quotidiens ; frais de fabrication et puissance des syndicats du Livre ; nécessité d'une coopération entre la presse écrite et l'audiovisuel.
Les débats ont fait apparaître que les problèmes tant du statut de la presse que de la participation des journalistes préoccupent davantage les représentants français, qu'ils appartiennent à la majorité ou à l'opposition, que les délégués britanniques, qu'ils soient conservateurs ou travaillistes. Mais il y a bien un dénominateur commun : la presse des deux pays doit affronter les mêmes difficultés.

LA CRISE DU « PARISIEN LIBÉRÉ »

Bergeron : nous voulons qu'on reconnaisse aux syndiqués F.O. le droit de travailler dans les imprimeries de presse

Sept de l'attitude de certains imprimeurs belges, qui ont de la vocation à travailler dans le « Libéré » paru lundi 2 juin : éditions régionales — et-Maria — Matin et Oise (regroupant elles-mêmes plusieurs éditions) — ont été repérés ce même lundi ; n'ont été imprimées à Charleroi, les imprimeries de presse ont eu des soucis de police, les syndicats ont eu des soucis de défense des intérêts des travailleurs. Si de telles M. Amoury mettrait en cause les conditions de travail, les syndicats de la presse pourraient le condamner et le combattre.

Mais nous voulons qu'on reconnaisse aux syndiqués de la presse le droit de travailler dans les imprimeries de presse comme ailleurs. Nous voulons que chacun puisse choisir le syndicat de son choix sans pour autant se voir priver du droit au travail.
En affirmant que F.O. se fait complice du gouvernement et du patronat, la C.G.T. tente de couper les adhérents des responsables de la confédération. Elle perd son temps.
La liberté — et notamment la liberté syndicale — ne se coupe pas en tranches de couleur. La liberté, elle veut pour

tous. Elle est le droit pour chacun de penser autrement.
Pour sa part, le bureau du Syndicat général des journalistes de la presse écrite « exprime son inquiétude : « Devant l'aggravation constante de la situation de l'emploi dans la profession ; « Devant le conflit du Parisien libéré, qui ne se limite pas à un affrontement entre la direction et le Syndicat du Livre C.G.T. pratiquant le monopole d'embauche, mais comportant également de graves menaces pour le travail et les qualifications des employés, cadres et journalistes de cette entreprise ; « Devant la maintenance des pouvoirs publics sur les moyens d'information, illustrée par l'écroulement de l'O.R.T.F. ou l'intention du gouvernement de nommer un haut fonctionnaire à la tête de l'Agence France-Presse.
Ainsi, de dangereuses atteintes sont portées à la liberté d'expression. Cette situation justifie, une fois de plus, la nécessité de promouvoir un statut des entreprises de presse, réclamé depuis de longues années par les organisations de la presse écrite.

Location à partir de = 415F le m²

Trop de bureaux à louer ne sont en fait que des dalles de béton avec un ascenseur au milieu. Et le prix d'aménagement vient s'ajouter à celui du loyer. A l'évolution, tout est en place. Il ne manque que vos meubles.



Evolution: vous avez tout, et vous êtes dans Paris.

13. Comment reconduire sa belle-mère au train sans avoir à porter ses valises.

Faites-les enlever à domicile par la SNCF. C'est possible à Paris, en banlieue, dans les grandes villes et dans les localités touristiques. Il suffit de prévenir la gare et de convenir du jour et de l'heure. Mais tout ça est expliqué dans le guide pratique 1975 du voyageur. Demandez-le dans les gares et agences de voyages; questionnez-nous; soyez malins. Les gens ne savent pas profiter du train.

SNCF
Apprenez le train.



Finlande soleil de minuit

et région des 60 000 lacs

Séjours en chalet
15 jours F 1250
Circuits
8 jours F 1990

Renseignements auprès de votre Agent de Voyages
ou à **FINNAIR** 11 rue Aubert 75008 Paris

Nom _____
Adresse _____

(PUBLICITE)
« Un seul degré d'inflation est admissible et nécessaire, le degré zéro »
C'est signé Valéry Giscard d'Estaing, novembre 1970

L'INFLATION EST UN ÉCHEC

L'inflation est la mère des pires injustices distributives, qui justifient la lutte des classes et minent le moral des peuples. Si le degré d'inflation tarde à être ramené à zéro, les nouvelles questions sociales deviendront trop graves pour qu'une solution pacifique puisse être espérée.

Pape Paul VI, 1971.

La cause de l'inflation, c'est

L'IMPASSE

dénoncée par Jacques Rueff et Antoine Pinay en 1958.

La perpétratrice de l'inflation est la mensongère

COMPTABILITÉ À PARTIE DOUBLE

dénoncée en 1917 par le Professeur Theodore Limpar.

Exemple :

Rapport annuel	Résultat
Situation patrimoniale... 13.100.000	Situation patrimoniale... 17.268.000
Bénéfice... 150.000	DÉFICIT... (1.868.000)

Les sommes ci-dessus ont été extraites de la page 13 de l'ouvrage intitulé :

SORTIR DE L'INFLATION

distribué gratis et franco de port tous pays

par Emile Krieg, 7, rue d'Anjou, F - 75008 Paris.

Mérite que par Cartes Postales, très intéressantes.

L'excédent 4.168.000 de 17.268.000 sur 13.100.000 n'est que l'effet, pour l'exercice 1974 seulement, de la moins-value de monnaie depuis la création de l'entreprise en 1968.

Les pays francophones, avec seulement 2 entreprises ayant calculé la réalité, contre près de 400 entreprises dans les pays anglophones, Emile Krieg souhaite faire gratuitement quelques applications en France, Belgique, Luxembourg, Suisse. Il s'agit, de préférence, d'entreprises industrielles occupant entre 50 et 500 personnes, ceci pour limiter le nombre de calculs tout en ayant un caractère significatif.

14. Comment laisser votre voiture se reposer et en faire travailler une autre à Nantes.

Service "Train + Auto" : vous pouvez louer dans plus de 200 gares, une voiture sans chauffeur. Il suffit de la réserver à l'avance. Adressez-vous dans les gares et agences de voyage ou téléphonez aux centres de réservations de Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille. Mais tout ça est précisé dans le guide pratique 1975 du voyageur. Demandez-le dans les gares et agences de voyage; questionnez-nous; soyez malins. Les gens ne savent pas profiter du train.

SNCF
Apprenez le train.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

APRÈS LA FUSION ENTRE C.I.I. ET HONEYWELL-BULL

Libres opinions Et les utilisateurs ?

par PIERRE LHERMITTE (*)

L'ORIENTATION claire et vigoureuse donnée par les pouvoirs publics à l'informatique française suscite des réactions contradictoires, complexes et désordonnées... ce qui se conçoit pleinement. Toutefois, je suis personnellement surpris de n'entendre jusqu'à présent aucun avis émanant d'utilisateurs de l'informatique et de constater que nos problèmes spécifiques ne sont pas pris en considération dans les points de vue exprimés.

Certes, l'histoire de l'informatique nous a trop habitués à considérer ses utilisateurs comme des mineurs placés sous le tutelle des constructeurs, des sociétés de services, des experts, voire des orientations d'intérêt national. Or, depuis quelque temps déjà, dans divers pays, et tout particulièrement en France, le marché bouge et marque une inflexion certaine : les utilisateurs affirment progressivement leur majorité, en viennent à discuter de leurs problèmes d'égal à égal avec les constructeurs, et ceci pour le plus grand bien de l'informatique et de ses applications. Mais cette majorité est sans doute encore trop fraîche pour que des voix d'utilisateurs osent faire connaître leur point de vue devant les graves décisions aujourd'hui prises.

Entre les journaux français qui qualifient la décision gouvernementale de « voie américaine » et le presse belge ou allemande qui lui reproche d'être une « voie française », nous la qualifions volontiers d'européenne parce que mondiale, sage, réaliste, et en définitive la seule possible.

Nous sommes les premiers à regretter que cette technologie — car l'informatique n'est à nos yeux qu'un outil — ne puisse connaître d'histoire et d'équilibre qu'au niveau mondial, en raison de sa rapide évolution, de son caractère novateur, de ses ambitions et de ses progrès foudroyants, en raison également de la structure économique de ce secteur dominé par un seul très grand producteur — structure qui est restée, aux yeux des utilisateurs, gage de la dynamique du secteur et des progrès réalisés.

Cela vise évidemment l'informatique des grands ordinateurs, les gemmes de matériel compatibles, la structure des réseaux, et non point la péri-informatique des mini et micro-ordinateurs, des terminaux et des matériels périphériques. Dans ce domaine, l'initiative personnelle, la diversité, la légèreté, confèrent à une part importante du secteur un caractère dynamique, humain, convivial, sans lequel l'informatique était condamnée à l'impuissance par excès de puissance; mais, pour que cette périphérie même puisse se développer, les lois propres à notre technique imposent une logique mondiale à l'informatique des grands systèmes.

La seule voie européenne possible

De ce point de vue, la solution C.I.I.-Honeywell Bull constitue la seule voie européenne possible transmettant par une initiative française, courageuse mais difficile, et ouvrant à l'échelle mondiale une coopération avec un constructeur américain.

Or, si Univac, ni Burroughs, ni N.C.R., ne représentent actuellement, soit pour des raisons de structure industrielle et financière, soit pour des raisons techniques, un partenaire équilibré aux yeux d'un Européen. La décision française, en confortant le second constructeur mondial, C.I.I.-Honeywell, contraindra les autres constructeurs américains qui ont vocation internationale à un dynamisme constructif accru, et assurera — à côté des propositions toujours séduisantes d'I.B.M., numéro un de l'informatique — une stratégie de solutions satisfaisantes et des possibilités de choix suffisamment variées pour inciter les utilisateurs français, européens, et même américains, à faire montre de maturité.

Est-ce dire que l'Europe doit, sur ce point, se décliner? Si du point de vue étroit de l'utilisateur informatique, la réponse à cette question est de peu d'importance, elle revêt, par contre, une résonance majeure aux oreilles du citoyen que nous sommes.

Or, la solution Unidata est apparue, depuis ses premiers jours — pour des raisons spécifiques que nous venons de rappeler — comme non viable, artificielle et condamnée à la sollicitude des pouvoirs publics européens. C'est mal commencer l'Europe industrielle que de tenter de la forger sur une solution bâtarde, poursuivie envers et contre tous, outre son caractère artificiel et les subventions constantes que cette solution suppose, entraînant une condamnation à terme définitive des intérêts européens de l'informatique, de ceux de la péri-informatique européenne ainsi que de la créativité des sociétés européennes de services informatiques.

Je ne sais quelle voie suivront maintenant nos partenaires européens, mais l'éventail me paraît éclairci et relativement limpide. Si Siemens et Philips rejoignent la solution française, le poids du second constructeur notional en sera accru et l'influence des européens dans les décisions en sera confortée.

Si, au contraire — ce que je regretterais à titre personnel — les deux firmes européennes lient leur avenir et celui de leurs clients à un autre des constructeurs américains, il se constituera ainsi un numéro trois mondial largement engagé sur le marché européen qui est devenu et qui restera pendant encore quelques lustres le marché principal. La concurrence et l'émulation en seront accrues entre des partenaires aux rôles solides et de grande qualité et de grande capacité, ce dont certains utilisateurs se réjouiront. L'Europe aura enfin ouvert devant elle la possibilité d'échapper les erreurs de sept années de « vaches maigres » informatiques pour aborder sur des bases favorables, en y associant ses utilisateurs, les sept prochaines années.

Le coût de l'actuelle solution, même s'il est jugé lourd, représente en fait le paiement des erreurs antérieures et devrait permettre à notre industrie informatique de retrouver l'équilibre financier qui lui assurera son dynamisme et son développement en harmonie avec celui des applications mises en œuvre.

Une conception nouvelle

Nous affirmons, depuis plus de huit ans, que la construction d'ordinateurs ne saurait constituer une fin en soi et que le dialogue et l'accord avec les utilisateurs de tous niveaux restent la pierre de touche de l'adéquation des matériels et des programmes, dans un secteur en rapide mutation.

Cela sera encore plus important et plus nécessaire au cours des prochaines années par suite de la généralisation de la télé-informatique complétant la puissance de traitement des ordinateurs par la rapidité de transmission et la faculté infinie d'innovation que possèdent les réseaux de transmissions téléphoniques.

Mais pour répondre à cette espérance et pour mobiliser cette potentialité, les constructeurs devront offrir, d'ici un très court délai, des matériels de conception totalement nouvelle; cette seule exigence condamnera, dans un très proche futur, la solution Unidata. Dans le cadre maintenant choisi, la péri-informatique (roovers, dans ce nouveau marché, une diversification dont nos industries sauront profiter. L'Europe — et la France tout particulièrement — est, pour une fois, au niveau de ses utilisateurs, mieux armée que les États-Unis pour jouer un rôle moteur dans cette évolution dont l'impact sera au moins aussi important que celui de l'informatique classique.

La décision du gouvernement français permet de réagir dans les meilleures conditions devant cette opportunité de jouer enfin les atouts dont la France dispose depuis plusieurs années, mais qui avaient été jusqu'à présent recués; nous parlons, quant à nous, utilisateurs français, sur la réussite de cette politique.

(*) Conseiller du président de la Société générale, co-fondateur du Club informatique des grandes entreprises françaises (CIGEF).

Siemens reste sceptique sur les possibilités de coopération avec la nouvelle société

Trois semaines après l'annonce par le gouvernement de la fusion entre la Compagnie internationale pour l'informatique et Honeywell-Bull, l'incertitude règne toujours quant aux modalités pratiques de l'opération. Certes, on a appris que « les partenaires de cette opération industrielle, en accord avec l'Etat et Honeywell », avaient l'intention de proposer, le moment venu, la nomination de M. Jean-Pierre Brulé comme P.-D.G. de la future société et de M. Robert Gest comme directeur général. M. Jean-Pierre Brulé était depuis 1972 P.-D.G. de la compagnie Honeywell-Bull; M. Robert Gest, directeur de la C.I.I. depuis 1972, vient d'être nommé P.-D.G. en remplacement de M. Michel Barré, démissionnaire.

Bien des points restent encore dans l'ombre, notamment le sort des activités de la C.I.I. non comprises dans la fusion avec Honeywell-Bull et qui doivent être reprises par le groupe Thomson.

Le parti communiste, de son côté, multiplie les interventions afin d'expliquer sa proposition de loi tendant à nationaliser C.I.I. et Honeywell-Bull.

En Allemagne fédérale, notre correspondant Daniel Vernet recueille les impressions de Siemens partenaire — avec Philips — de la C.I.I. au sein du groupement européen Unidata.

De notre envoyé spécial

Münich. — La prudente réserve avec laquelle les partenaires de la C.I.I. dans Unidata, ont accueilli la décision du gouvernement de Paris n'avait aucune raison de douter qu'elle respecterait fidèlement ses engagements. Elle s'explique si l'on sait que Siemens — et tout particulièrement Philips — se trouvent dans le même cas — n'a pas, jusqu'à maintenant, été informée officiellement des intentions du gouvernement français. Un des responsables du groupe de Munich nous a affirmé que toutes les informations qu'il détenait à ce sujet avaient été puisées dans la presse française.

« Nous n'avons pas été tenus au courant des négociations entre Honeywell et le ministère français de l'Industrie et, éventuellement, la C.G.E. nous a-t-il dit. Notre partenaire dans Unidata est la C.I.I. jusqu'à aujourd'hui notre associé ne nous a déclaré en aucun cas qu'il ne pouvait plus respecter les accords passés. Il est très difficile pour une société privée de prendre position sur une décision politique, sur une déclaration d'intention d'un gouvernement étranger, per alors qu'il nous manque tous les éléments d'appréciation concernant les conséquences pour Unidata et pour l'Allemagne, on aurait compromis les intérêts d'Unidata dans son ensemble, car la société devait arriver aussi vite que possible à une gamme commune de produits. Cela n'a pas toujours été compris. Mais la part de la C.I.I. dans la production commune a toujours été équilibrée avec celle de Siemens ».

Contrairement à ce qui s'est dit en France, Siemens affirme ne pas avoir eu de contacts avec une société américaine d'informatique (en l'occurrence Univac). Depuis que les accords Unidata ont été conclus, le groupe de Munich n'a mené, dit-il, aucune négociation avec un partenaire américain en vue d'élargir Unidata ou de remplacer la C.I.I. dans la société européenne. « La C.I.I. a respecté le contrat qu'elle avait signé avec nous, car la société devait arriver aussi vite que possible à une gamme commune de produits. Cela n'a pas toujours été compris. Mais la part de la C.I.I. dans la production commune a toujours été équilibrée avec celle de Siemens ».

Contrairement à ce qui s'est dit en France, Siemens affirme ne pas avoir eu de contacts avec une société américaine d'informatique (en l'occurrence Univac). Depuis que les accords Unidata ont été conclus, le groupe de Munich n'a mené, dit-il, aucune négociation avec un partenaire américain en vue d'élargir Unidata ou de remplacer la C.I.I. dans la société européenne. « La C.I.I. a respecté le contrat qu'elle avait signé avec nous, car la société devait arriver aussi vite que possible à une gamme commune de produits. Cela n'a pas toujours été compris. Mais la part de la C.I.I. dans la production commune a toujours été équilibrée avec celle de Siemens ».

Contrairement à ce qui s'est dit en France, Siemens affirme ne pas avoir eu de contacts avec une société américaine d'informatique (en l'occurrence Univac). Depuis que les accords Unidata ont été conclus, le groupe de Munich n'a mené, dit-il, aucune négociation avec un partenaire américain en vue d'élargir Unidata ou de remplacer la C.I.I. dans la société européenne. « La C.I.I. a respecté le contrat qu'elle avait signé avec nous, car la société devait arriver aussi vite que possible à une gamme commune de produits. Cela n'a pas toujours été compris. Mais la part de la C.I.I. dans la production commune a toujours été équilibrée avec celle de Siemens ».

Contrairement à ce qui s'est dit en France, Siemens affirme ne pas avoir eu de contacts avec une société américaine d'informatique (en l'occurrence Univac). Depuis que les accords Unidata ont été conclus, le groupe de Munich n'a mené, dit-il, aucune négociation avec un partenaire américain en vue d'élargir Unidata ou de remplacer la C.I.I. dans la société européenne. « La C.I.I. a respecté le contrat qu'elle avait signé avec nous, car la société devait arriver aussi vite que possible à une gamme commune de produits. Cela n'a pas toujours été compris. Mais la part de la C.I.I. dans la production commune a toujours été équilibrée avec celle de Siemens ».

Contrairement à ce qui s'est dit en France, Siemens affirme ne pas avoir eu de contacts avec une société américaine d'informatique (en l'occurrence Univac). Depuis que les accords Unidata ont été conclus, le groupe de Munich n'a mené, dit-il, aucune négociation avec un partenaire américain en vue d'élargir Unidata ou de remplacer la C.I.I. dans la société européenne. « La C.I.I. a respecté le contrat qu'elle avait signé avec nous, car la société devait arriver aussi vite que possible à une gamme commune de produits. Cela n'a pas toujours été compris. Mais la part de la C.I.I. dans la production commune a toujours été équilibrée avec celle de Siemens ».

La direction de Siemens ne méconnaît pas les reproches plus

DANIEL VERNET.

15. Comment décrocher une bonne affaire, quand on part sans avoir pris connaissance du dossier.

Dans le train, on peut rattraper du temps. Pour lire un dossier d'un bout à l'autre, pour éplucher un contrat, pour préparer des arguments. On arrive détreuvé, on a l'esprit vit. Au retour, on est tranquille. On peut lire un roman policier. Mais tout ça n'est qu'un des bons côtés de la SNCF. Il y en a d'autres à exploiter. Demandez le guide pratique 1975 du voyageur, dans les gares et agences de voyage; questionnez-nous; soyez malins. Les gens ne savent pas profiter du train.

SNCF
Apprenez le train.

هنا من الأخبار

LA VIE ÉCONOMIQUE

(Anis financier des sociétés)

ÉNERGIE

En Italie

UN DÉPUTÉ COMMUNISTE RELANCE L'AFFAIRE DES POTS-DE-VIN DISTRIBUÉS PAR LES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES

Rome (A.F.P.). — L'affaire des « pots-de-vin » distribués aux députés de la majorité gouvernementale (démocrate-chrétien, socialiste, social-démocrate et républicain) par l'Union pétrolière italienne et par l'AGIP du groupe ENI (Office national des hydrocarbures) a été relancée à la télévision par le député communiste Ugo Spagnoli, vice-président de la commission parlementaire d'enquête sur la « scandale du pétrole ».

« Je puis affirmer, a-t-il déclaré, que les pétroliers, avec des versements en espèces, ont négocié au moins une loi, six décrets-lois et huit décrets ministériels, en obtenant des bénéfices de chiffre à plusieurs centaines de millions de livres, en titre de contributions et facilités fiscales ».

M. Spagnoli a précisé que les « récompenses » versées aux partis de la majorité s'élevaient à plus de 21,5 milliards de livres (173,2 millions de francs).

Faits et chiffres

● CHAUSSON : LES GREVISTES QUI OCCUPENT DEPUIS PRES DE TROIS SEMAINES plusieurs usines de la région parisienne ont accepté de laisser les locaux administratifs d'Asnières « pour le seul accès des directeurs ».

Le juge des référés de Nanterre avait ordonné, vendredi 30 mai, l'évacuation de ces locaux sans se prononcer sur celle des usines. La direction estime que la libération des bureaux devrait aussi permettre aux cadres d'accomplir normalement leurs tâches.

● A SAINT-BRIEUC, les ouvriers de l'usine Châtellain et M. L. L., ont manifesté, le 29 mai, leur mécontentement dans son bureau le chef du personnel, l'entreprise, qui était une des plus importantes de la région et employait jusqu'à deux mille personnes, avait vu, depuis la rentrée, les horaires hebdomadaires tomber à vingt-huit heures et le total du personnel revenir à mille sept cents ouvriers et employés. Malgré de multiples débrayages, manifestations et interventions auprès du conseil général, la situation ne paraissait guère devoir s'améliorer d'ici la rentrée prochaine. Des discussions avec la direction se sont ouvertes en fin d'après-midi de jeudi à la direction départementale du travail.

L'ARABIE SAOUDITE EST FAVORABLE AU MAINTIEN DU PRIX ACTUEL DU PÉTROLE

« Nous sommes favorables au maintien du prix actuel », a déclaré le prince Fahd dans une interview au *Nouvel Observateur* du 2 juin. « Les prix des biens importés et les prix du pétrole brut, a ajouté le prince héritier et vice-président du conseil d'Arabie Saoudite, devraient, à notre avis, être équitablement liés ».

« Si l'accord franco-saoudien sur les 800 millions de tonnes est effectivement bécoté, a encore dit le prince Fahd, ce n'est pas de notre fait ».

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
6 heures	5 5/8	6 1/8	4 3/4
1 mois	5 5/8	6 1/8	4 3/4
3 mois	5 5/8	6 1/8	4 3/4
6 mois	5 5/8	6 1/8	4 3/4

(PUBLIÉ)

INVITATION FOR PRE-QUALIFICATION TO TENDER FOR CONSTRUCTION OF LARGE SCALE HOUSING PROJECTS

The National Housing Authority is planning a series of large scale housing developments at different locations in the State of Kuwait and the programme calls for the construction of about 6.000 homes yearly of individual houses and apartment buildings (medium and high-rise) with all services and community facilities.

Each contract will comprise of about 1.500-4.000 homes. Contractors wishing to apply for pre-qualification to tender will be required to fill in a questionnaire with regard to their previous experience plant and equipment, labour force and financial background.

Form of application for pre-qualification to tender may be obtained from:

THE NATIONAL HOUSING AUTHORITY
P.O. Box 23385 SAFAT - KUWAIT
Telephone: 818734
Telex: LANDUSE 2473 KT.

ALSTHOM

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DU 29 MAI 1975

EXPORTATION ET PROGRÈS TECHNIQUES

Le montant des commandes enregistrées en 1974 par ALSTHOM et ses principales filiales a pratiquement doublé par rapport à 1973 et a dépassé 15 milliards de francs.

Cette progression témoigne de la qualité et de la renommée des techniques ALSTHOM pour des équipements qui sont à la pointe du progrès en matière de production et distribution d'énergie et de transports ferroviaires ; elle est également associée pour une large part au développement du programme nucléaire français.

Mais les exportations ont elles-mêmes continué à se développer selon un rythme comparable, leur volume global, pour l'ensemble du Groupe, ayant lui aussi sensiblement doublé d'une année à l'autre.

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes

est de 3 884 millions de francs contre 4 272 millions de francs en 1973, la part de l'exportation représentant 41 %.

Au niveau de la Société ALSTHOM, les commandes sont en progression de 112 % : 4 581 millions de francs contre 2 158 millions ; les investissements en augmentation de 60 % : 112 millions contre 70 millions.

Le chiffre d'affaires hors taxes est de 1 856 millions de francs, contre 1 767 millions de francs en 1973.

Les résultats de l'exercice, qui ne supportent pas les mêmes charges que ceux de l'année précédente, sont volatils de l'équilibre et se soldent par une perte de 1 280 123 F ; les plus-values hors exploitation et les moins-values provenant des filiales sont du même ordre de grandeur (78 millions de francs environ).

ALLOCATION DU PRÉSIDENT GEORGES GLASSER

Nous avons eu récemment à déplorer la mort d'un de nos présidents d'honneur, M. Bouteville. Il a tenu une place éminente dans l'industrie électrique et il a, pendant de longues années, apporté un appui précieux et dévoué à notre société. J'adresse un hommage ému à sa mémoire.

1974 a été marqué dans l'ensemble par une nouvelle et importante expansion de nos activités, dont témoignent à la fois la progression de notre chiffre d'affaires et celle, plus forte encore, de nos commandes, tant en France qu'à l'étranger. A cet égard, et pour répondre aux vœux pressants des pouvoirs publics consécutifs à la crise du pétrole, nous avons fortement accru notre effort commercial à l'exportation.

Pour l'ensemble du groupe, alors que notre activité était déjà consacrée pour près de la moitié à l'exportation, le montant de nos commandes extérieures a encore doublé. Pour les quatre premiers mois de cette année, elles ont augmenté à nouveau puisqu'elles atteignent les deux tiers de celles de la totalité de l'an dernier.

Ainsi, depuis le début de cette année, le carnet de commandes de l'ensemble de notre groupe a continué à s'étoffer largement en dépit de la récession qui a frappé sévèrement la vente sur le marché national des petits matériels entraînant de ce fait des réductions d'activité dans quelques-uns de nos établissements, alors que nos principales usines ont à faire face à un surcroît de travail important.

Néanmoins, les résultats de l'exercice sont encore décevants.

Nos rapports des quatre dernières années ont régulièrement souligné la pression exercée sur nos prix par nos grands clients nationaux. Cette pression s'est constamment aggravée ; ses effets se sont cumulés avec le temps.

La même rigueur de prix ne s'observe d'ailleurs pas dans la plupart des pays voisins chez lesquels ces grands clients nationaux paient à leurs fournisseurs des prix de 15 à 25 % supérieurs à ceux que nous obtenons sur notre marché intérieur.

Dans le même temps où l'abus de la position dominante des fournisseurs est condamné par la législation des grands pays industriels et par celle de la Communauté Européenne, ces mêmes fournisseurs sont, dans chacun de leur domaine d'activités principales, sous la dépendance d'un client national unique. Celui-ci, contraint par l'exiguité de son propre budget, mène une politique si rigoureuse en matière de prix qu'elle enlève à ses fournisseurs toute marge de sécurité dans la conduite de leurs affaires.

Une telle situation diminue naturellement notre compétitivité par rapport à nos concurrents étrangers sur les marchés extérieurs qui comportent inévitablement d'importants aléas ; elle risque ainsi d'entraver notre développement et de compromettre des positions à l'exportation chèrement acquises et de plus en plus nécessaires au maintien de l'emploi et à l'équilibre de la balance commerciale.

Comme je l'ai annoncé à l'automne dernier, je quitterai le 1^{er} octobre prochain mes fonctions de président-directeur général, que j'exerce depuis 1958, et je proposerai à votre conseil de confier celles-ci à notre vice-président-directeur général, M. Schulz. Il sera assisté dans sa tâche par notre directeur général, M. Chalvon-Demersay.

Avec les équipes d'hommes dévoués, compétents et dynamiques qui m'entourent, nous avons multiplié par cinq environ la dimension du groupe ALSTHOM, mesurée en chiffre d'affaires consolidé à francs constants. Nous avons ainsi atteint une taille réellement internationale pour tous nos principaux matériels, comme le prouve d'ailleurs la place acquise par le groupe sur les marchés extérieurs.

Mon regret sera de laisser à mes successeurs la lourde tâche de sortir d'une situation financière défavorable. Mais je suis convaincu que, grâce à leurs très grandes qualités et à leur foi dans l'avenir de la société, ils y réussiront pleinement.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AGRICULTURE

UNE ENQUÊTE DES CHAMBRES D'AGRICULTURE

Les salariés d'exploitation restent une catégorie très défavorisée

Au cours de sa première session annuelle, les 3 et 4 juin, l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA) étudiera les résultats d'une enquête effectuée auprès des compagnies départementales sur la situation des salariés d'exploitation. Le rapport qui sera présenté par M. Jean Disson (Ile-de-France, F.G.A.-C.F.D.T.), président du collège des salariés, souligne que le nombre des salariés agricoles a diminué de 5 à 7 % par an de 1968 à 1974, la tendance s'étant inversée en 1975 et 1976, années au cours desquelles la baisse des effectifs n'a été que de 1 %.

Les secteurs de production les plus affectés par cette évolution sont la polyculture, l'élevage et la viticulture, qui manquent de main-d'œuvre tant sur le plan qualitatif que sur le plan quantitatif. Les départements qui se sont orientés vers un emploi de travailleurs immigrés éprouvent également des difficultés de recrutement.

Quelles sont les causes de ces départs ? Le rapport estime qu'elles tiennent essentiellement à l'évolution médiocre du revenu paysan ainsi qu'à la mécanisation des exploitations.

En bref, « l'emploi des salariés agricoles continue d'être une question problématique », note M. Disson, qui passe ensuite en revue les conditions de travail et de vie. Certes, depuis les accords de Varennes (1968), le salaire minimum s'est amélioré (+ 57,30 %) et de nouvelles garanties ont été obtenues en ce qui concerne le chômage (loi du 1^{er} juillet 1974) et la durée du travail (loi du 27 décembre 1974). Pourtant, « la parité avec les autres catégories de salariés n'est pas encore atteinte, et des problèmes considérables se posent au niveau de l'application réelle des mesures déjà prises, qui est loin d'être uniforme selon les départements », relève le rapport.

Dans certains départements, notamment ceux d'élevage, les temps de travail peuvent être supérieurs à dix heures par jour. En outre, les congés payés sont encore remplacés par l'attribution illégale d'un treizième mois. Enfin, « pour obtenir un salaire égal à un ouvrier de l'industrie, un salarié agricole doit faire un nombre important d'heures supplémentaires ».

Certaines chambres d'agriculture ont fait un certain nombre de propositions pour remédier à cette situation : la création d'une grille nationale de qualification pour harmoniser les salaires ; le renforcement des moyens et des effectifs de l'inspection des lois sociales en agriculture ; une révision de la liste des maladies professionnelles et des accidents de travail pour renforcer la sécurité ; la création de sections agricoles auprès des conseils de

LA FRANCE DÉPEND À 80 % DE L'ÉTRANGER POUR LES SEMENCES DE BETTERAVES

Deuxième producteur mondial de sucre de betterave avec 3,5 millions de tonnes, derrière l'Union soviétique, en passe de devenir le quatrième producteur mondial tous sucres confondus, la France est dans une position pour le moins surprenante : 80 % des semences de betteraves correspondant aux normes actuelles de productivité sont achetées à l'étranger. La Confédération des producteurs de betteraves (C.G.B.), dont l'assemblée générale se tiendra le 4 juin à Paris, vient de mettre le doigt sur cette lacune grave de l'organisation interprofessionnelle.

A qui la faute ? Aux pouvoirs publics, à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), qui ne s'intéressent pas aux problèmes « techniques » des végétaux, répondent les betteraviers. En dépit de leur puissance financière, ils estiment ne pas être en mesure de payer les programmes de recherche. No clair, c'est un appel au ministère de l'Agriculture.

JOËL PICARD

CONSEILLER DE DIRECTION

Gestion de Personnel - Formation - Recrutement

ADJOINT DIRECTEUR D'USINE

Une société française de construction mécanique, leader dans sa spécialité, filiale de l'un des plus importants groupes sidérurgiques français, recherche pour une de ses usines, située dans la Loire, un adjoint au Directeur de cette unité. Dépendant de ce dernier, le candidat se verra confier l'ordonnancement et le lancement de petites séries dans le cadre de la mise en gestion informatique de ce service. Progressivement il supervisera les différentes fonctions techniques de l'usine. Ce poste conviendrait à un ingénieur (A.M. ou équivalent) de 32 ans environ, ayant assumé des responsabilités antérieures pendant 5 ans dans un atelier de mécanique. Une bonne disponibilité, un esprit créateur et un caractère énergique sont nécessaires pour réussir. Salaire motivant. Perspectives de carrière.

Référence N° 13.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

JOËL PICARD - 36, rue Tronchet, 60996 Lyon - Tél. 52-21-04

Même les grandes Sociétés ont besoin de petites surfaces

Parmi 17 Sociétés, I.B.M. a loué 484 m² au Centre d'affaires Paris Nord.

G.J. LAFONT
Centre d'affaires Paris Nord
93-Le Blanc-Mesnil - Tél. 931 31 90

banque Jordaen
365 rue saint-georges paris 20 03 45
37 pays / 143 agences
dans le monde
groupe de la banque nederland

FORMATION PERMANENTE

Pour vous aider à réaliser vos obligations professionnelles
Nous proposons et animons des

Stages de langues européennes - Asiatiques - Arabes

Audiovisuel - Laboratoire - Conversations - Groupes 1 à 7 pers. 15 heures

522-85-59 Inscription à tout moment. SEREF

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 27 MAI 1975

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113 999 700 F pour 1973. Il sera réparti, à partir du 3 juin 1975, une dividende net par action de 15 F donnant droit à un vote égal de 100 F.

Les comptes de l'exercice 1974 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1975 font apparaître un bénéfice net de 127 753 300 F contre 113

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
 - ISRAËL : la désignation du général Sharon comme conseiller de M. Rabin suscite des réactions hostiles.
2. ASIE
 - VIETNAM DU SUD : le pouvoir veut renvoyer de la capitale les réfugiés dénués de ressources régulières.
3. AFRIQUE
 - PORTUGAL : l'Assemblée constituante se réunit dans un climat de détente.
- 4-5. AMÉRIQUES
 - ARGENTINE : le changement de ministre de l'Économie renforce le secteur autoritaire du gouvernement.
- 6-8. DIPLOMATIE
 - La tournée de M. Ford en Europe.
- 10-12. POLITIQUE
 - La controverse sur les libertés.
 - Gouvernement ou « mitter », par Raymond Barrillon.
13. HISTOIRE
 - « Au sujet de Philippe Pétain » : deux points de vue, de Pierre Lefranc et Jacques Isorni.
14. DÉFENSE
 - Le développement constant des forces nouvelles soviétiques représente une menace potentielle pour la France comme pour toute nation occidentale, estime le chef d'état-major des armées.
- 14-15. ÉDUCATION
 - Une exposition sur la formation permanente : un dialogue bilingue.
16. JEUNESSE
16. RELIGION
17. SPORTS
 - CYCLISME : la victoire de Wim Springel dans Bordeaux-Paris.

EUROPA

- PAGES 29 à 36
- L'Europe des jeunes peuples ;
 - Le film « Les Chinois » ;
 - SUR LE FRONT DE LA SCIENCE : l'expansion des pétroliers nauséabonds ;
 - LES CLÉS DE LA CONJUGATION : la réussite en ordre sans leçon ;
 - SOCIAL : tout vient, ou va l'argent des syndicats ?

27-28. ARTS ET SPECTACLES

- CINÉMA : Cannes à Paris ;
- Alfonso, des frères Taviani.
- 37. RAPATHIES
 - Les bords de Saint-Maurice-Ardoise : « Des Français qu'on dit à part entière... »
- 37. JUSTICE
 - LE CANARD ENCHAÎNÉ : la chambre d'accusation de Paris estime que les policiers de la D.S.T. peuvent être confrontés avec les témoins.
- 38. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- 39. LA RÉGION PARISIENNE
 - Le point sur les grandes opérations de rénovation.
- 40-44. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - Après la fusion entre C.I.I. et Hespérial-Bail : « Et les utilisateurs ? », par Pierre Lhermitte.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TÉLÉVISION (29)
- Antennes classées (31 à 36) ;
 - Aujourd'hui (18) ;
 - Journal officiel (18) ;
 - Météo (18) ;
 - Finances (18).

Le numéro du « Monde » daté 1-4 juin 1975 a été tiré à 518 056 exemplaires.

Pour louer une voiture en Hollande, réserver chez Europcar au : 645.21.25

Couverts argentés

garantie 25 ans
FINS DE SÉRIES
Fabricant - Vente directe
FRANOR
70, rue Abel-Louis
Tél. : 700-47-94
N° de commerce : 15 151 151 151
A B C D E F G H

En Rhodésie

Onze Africains tués à Salisbury au cours de graves incidents

Onze Africains ont été tués et quinze blessés par la police rhodésienne qui a ouvert le feu dimanche le 3 juin sur des nationalistes noirs à Salisbury.

Un millier de militants des factions rivales de l'Union populaire africaine du Zimbabwe (ZAPU) et de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU) étaient massés devant les locaux du Conseil national africain (ANC), organisés pour les trois mouvements de libération depuis décembre dernier, et attendaient les résultats d'une délibération de ce conseil. Des jeunes militants du ZANU, le mouvement le plus engagé dans la lutte armée, brandissant des banderoles récla-

LES VOYAGES DU PRÉSIDENT KIM IL SUNG

Une remarquable discrétion entourait le voyage que fait actuellement le président nord-coréen, le maréchal Kim Il Sung. Il est rare, pourtant, qu'il quitte son pays. Son voyage en Chine, au mois d'avril, était le premier, depuis qu'en 1954, il a signé son départ d'Algérie, et le 1er juin seulement l'Agence U.P.I., citant de Tokyo l'Agence nord-coréenne de presse, signalait sa présence en Mandchurie, où il est arrivé le 30 mai. Le maréchal Kim Il Sung, accompagné par le même canal, a déclaré devant ses hôtes mandchoviens que son pays « élargissait le champ de son action » vis-à-vis de la division de la Corée.

Quelles que soient les raisons de tant de discrétion, celle-ci peut surprendre au moment où les médias, à grand bruit, s'agitent de deux heures dix minutes d'intégralité consacrée au voyage à l'étranger du chef de l'État.

Les compétitions du maréchal Kim Il Sung ont, pour leur part, été mieux informées : le 25 mai, la radio nord-coréenne a diffusé un programme de deux heures dix minutes d'intégralité consacré au voyage à l'étranger du chef de l'État.

DECORATION LES NOUVEAUX TISSUS D'AMEUBLEMENT

« Velours », « Dralon », Jacquard, « Imprimés anglais et américains », « Nouveaux tissages unis », « Grosses toiles, sergés épais, chevrons, diagonales, etc. », « Toiles en 250 cm, nouveaux coloris », « Tissus bouclés, tapèdes, satins », « Jacquards modernes de bon goût », « De merveilleux damas de style et les genres « tapisseries » et « Gènes » », « Imitations fourrures ».

de 28 F à 175 F le mètre

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

WATERMAN

Créateur de stylos depuis 1884.

Information Logement
525.25.25

sur simple rendez-vous un entretien personnalisé, une information indispensable...
gratuitement
tous les renseignements
sur 30 000 appartements
et maisons individuelles.

une documentation complète • des conseils juridiques,
sur 600 programmes immobiliers fiscaux et financiers

Centre Etoile 49 avenue Kléber Paris 16° 525 25-25
Centre Nation 45 cours de Vincennes Paris 20° 346 11-74
Centre Maine 210 avenue du Maine Paris 14° 734 17-09
un service spécialisé créé à votre intention par la Compagnie Bancaire

UN RÉVOLUTIONNAIRE A L'OTAN

De notre envoyé spécial

Bruxelles. — Un chef de gouvernement de l'Alliance atlantique exhortant la lutte des classes entreprise dans son pays entre « masses laborieuses » et « patrons fascistes », dénonçant l'exploitation des monopoles, et proclamant son attachement à la construction du socialisme, tel est le spectacle que nous offre le général de Gaulle, chef de l'OTAN, sous les yeux de la presse, tel est le spectacle que nous offre le général de Gaulle, chef de l'OTAN, sous les yeux de la presse, tel est le spectacle que nous offre le général de Gaulle, chef de l'OTAN, sous les yeux de la presse.

Le chef du gouvernement de l'Alliance atlantique exhortant la lutte des classes entreprise dans son pays entre « masses laborieuses » et « patrons fascistes », dénonçant l'exploitation des monopoles, et proclamant son attachement à la construction du socialisme, tel est le spectacle que nous offre le général de Gaulle, chef de l'OTAN, sous les yeux de la presse, tel est le spectacle que nous offre le général de Gaulle, chef de l'OTAN, sous les yeux de la presse.

Bien que des menaces de grève persistent dans le métro et aux P.T.T.

L'ACTIVITÉ ÉTAIT NORMALE LUNDI MATIN DANS L'ENSEMBLE DU SECTEUR PUBLIC

Le syndicat C.G.T. de la P.A.T.P. a passé son mot d'ordre de grève qui devait affecter successivement trois lignes de métro au cours de cette semaine. Des négociations entre la direction et les syndicats se sont, en effet, engagées, ce lundi 2 juin en fin de matinée, sur les problèmes de conditions de travail.

En cas d'échec, des perturbations pourraient cependant avoir lieu dès l'après-midi de ce jour sur la ligne Vincennes-Neuilly.

● AUX P.T.T., le travail repris, samedi 31 mai, au cas de la Paris-Bruxelles, après la fin des menaces de sanctions pesant sur certains agents accusés d'avoir refusé d'adhérer au Parti libéral imprimeur.

Les fédérations C.G.T. C.F.D.T. ont été d'autre part, le 30 mai, au cabinet du secrétaire d'État aux P.T.T. pour demander l'ouverture de négociations sur les problèmes spécifiques des centres de tri, qui constituent d'après M. Le Beller, secrétaire général de la fédération C.F.D.T., « un excellent terrain pour mettre en application la revalorisation du travail manuel ».

Des perturbations pourraient avoir lieu cette semaine, la C.G.T. et la C.F.D.T. ayant demandé aux travailleurs des centres de tri de poursuivre l'action.

● SUR L'ENSEMBLE DU RESEAU S.N.C.F., la situation est redevenue normale, ce lundi 2 juin, après les perturbations localisées de la semaine dernière. Les quatre cent cinquante cheministes du dépôt S.N.C.F. de Saint-Etienne qui étaient en grève depuis le 30 mai ont décidé de reprendre le travail à partir de 6 heures, ce lundi, considérant avoir obtenu des assurances satisfaisantes sur les problèmes d'effectifs et sur l'avenir du dépôt.

NOUVELLES BRÈVES

- M. Valéry Giscard d'Estaing devait recevoir, lundi soir, le 2 juin, M. Jacques Chirac, premier ministre, et Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Économie et des Finances, afin de préparer le budget pour 1976.
- Des Français et des Cambodgiens en France ont décidé de former un Comité franco-cambodgien dont les buts sont strictement humanitaires. Un compte pour les dons en espèces est ouvert à la Banque française commerciale, 14, rue Saint-Lazare, 75009 Paris, n° 72007-0-JSB-0. Les sommes recueillies seront affectées à soulager les misères des Cambodgiens en France. Ultérieurement, le comité souhaite élargir cette action au Cambodge. Pour tous renseignements, écrire au Comité franco-cambodgien, 11 bis, rue Dulong, 75017 Paris (professeurs André Meyer, de l'académie de médecine, et Raymond Houdart).
- Le gouvernement belge aura choisi l'avion américain F-16, de préférence au Mirage français F-103, pour remplacer ses Superfighters, après le journal britannique Observer dans son édition du dimanche 1-4 juin. Jim Anderson, pilote de cette décision, sera le premier à recevoir le 30 mai, mais que le cabinet belge ne l'annoncera officiellement que le 15 juin.
- Rappelons que c'est le samedi 31 mai que venait à expiration les propositions financières amendées concernant l'achat du F-16. D'autre part, le ministre belge de la défense, M. Paul Vanden Boeynants, a rencontré ce dernier week-end, à Washington, son collègue américain M. Schlesinger.
- Situé à la maison centrale de Melun. — Une liste entre détenus, dont la cause n'est pas encore connue, a éclaté, ce lundi 2 juin, vers 11 heures, à la maison centrale de Melun. Certains prisonniers auraient pris en otage des compagnons de cellule. Des forces de police se sont rendues sur place.

Pourquoi louer un piano ?

PIANO BAIL
vous rendra
propriétaire du piano
de votre choix
payable en 2 à 5 ans
pour un
versement mensuel
équivalent
à une location.
C'est une exclusivité

Piano center

PIANOS
Pavé-Ouest 71, rue de l'Aigle
92250 LA GARENNE
Tél. 242.26.30 et 782.75.67
PIANOS-ORGUES
Pavé-Est 123, rue de Paris
93100 MONTREUIL

3 calculatrices sélectionnées dans la gamme Canon

par un groupe de spécialistes
PLEIN CIEL

PAPETERIE DE MARSAN - 1, rue de l'Écluse 75001 PARIS - 260.02.17
PAPETERIE DANIEL - 141, rue de Reuilly 75006 PARIS - 648.21.02
PAPETERIE FRIGOLAND PLEIN CIEL - 6-8, rue Bermy 75008 PARIS - 706.21.50
PAPETERIE LAFITTE - 27, rue Laffitte 75009 PARIS - 770.38.83
PAPETERIE APPEL - 20, bd Voltaire 75011 PARIS - 704.44.55
PAPETERIE BUREAU - 57, rue de Tolbiac 75013 PARIS - 75013 PARIS 583.28.72
PELLETIER S.A. - 362, rue de Valenciennes 75015 PARIS - 623.03.45
LIBRAIRIE LAMARTINE - 118, rue de la Pompe 75116 PARIS - 727.00.59 - 653.16.21
LIBRAIRIE NOUVELLE - 10, rue Maurice Balmannet 75017 PARIS - 732.08.11
PAPETERIE DU CHATEAU - 5, avenue de Châteaufort 92010 VILLENEUVE - 323.03.30

<p>1 PALMTRONIC F-7</p> <p>CALCULATRICE SCIENTIFIQUE A FONCTION MICROPROGRAMMABLES</p> <p>• 10 x, cos x, tg x, arctg x, e^x, e^{-x}, 1/x, 1/x², 1/x³, 1/x⁴, 1/x⁵, 1/x⁶, 1/x⁷, 1/x⁸, 1/x⁹, 1/x¹⁰, 1/x¹¹, 1/x¹², 1/x¹³, 1/x¹⁴, 1/x¹⁵, 1/x¹⁶, 1/x¹⁷, 1/x¹⁸, 1/x¹⁹, 1/x²⁰, 1/x²¹, 1/x²², 1/x²³, 1/x²⁴, 1/x²⁵, 1/x²⁶, 1/x²⁷, 1/x²⁸, 1/x²⁹, 1/x³⁰, 1/x³¹, 1/x³², 1/x³³, 1/x³⁴, 1/x³⁵, 1/x³⁶, 1/x³⁷, 1/x³⁸, 1/x³⁹, 1/x⁴⁰, 1/x⁴¹, 1/x⁴², 1/x⁴³, 1/x⁴⁴, 1/x⁴⁵, 1/x⁴⁶, 1/x⁴⁷, 1/x⁴⁸, 1/x⁴⁹, 1/x⁵⁰, 1/x⁵¹, 1/x⁵², 1/x⁵³, 1/x⁵⁴, 1/x⁵⁵, 1/x⁵⁶, 1/x⁵⁷, 1/x⁵⁸, 1/x⁵⁹, 1/x⁶⁰, 1/x⁶¹, 1/x⁶², 1/x⁶³, 1/x⁶⁴, 1/x⁶⁵, 1/x⁶⁶, 1/x⁶⁷, 1/x⁶⁸, 1/x⁶⁹, 1/x⁷⁰, 1/x⁷¹, 1/x⁷², 1/x⁷³, 1/x⁷⁴, 1/x⁷⁵, 1/x⁷⁶, 1/x⁷⁷, 1/x⁷⁸, 1/x⁷⁹, 1/x⁸⁰, 1/x⁸¹, 1/x⁸², 1/x⁸³, 1/x⁸⁴, 1/x⁸⁵, 1/x⁸⁶, 1/x⁸⁷, 1/x⁸⁸, 1/x⁸⁹, 1/x⁹⁰, 1/x⁹¹, 1/x⁹², 1/x⁹³, 1/x⁹⁴, 1/x⁹⁵, 1/x⁹⁶, 1/x⁹⁷, 1/x⁹⁸, 1/x⁹⁹, 1/x¹⁰⁰, 1/x¹⁰¹, 1/x¹⁰², 1/x¹⁰³, 1/x¹⁰⁴, 1/x¹⁰⁵, 1/x¹⁰⁶, 1/x¹⁰⁷, 1/x¹⁰⁸, 1/x¹⁰⁹, 1/x¹¹⁰, 1/x¹¹¹, 1/x¹¹², 1/x¹¹³, 1/x¹¹⁴, 1/x¹¹⁵, 1/x¹¹⁶, 1/x¹¹⁷, 1/x¹¹⁸, 1/x¹¹⁹, 1/x¹²⁰, 1/x¹²¹, 1/x¹²², 1/x¹²³, 1/x¹²⁴, 1/x¹²⁵, 1/x¹²⁶, 1/x¹²⁷, 1/x¹²⁸, 1/x¹²⁹, 1/x¹³⁰, 1/x¹³¹, 1/x¹³², 1/x¹³³, 1/x¹³⁴, 1/x¹³⁵, 1/x¹³⁶, 1/x¹³⁷, 1/x¹³⁸, 1/x¹³⁹, 1/x¹⁴⁰, 1/x¹⁴¹, 1/x¹⁴², 1/x¹⁴³, 1/x¹⁴⁴, 1/x¹⁴⁵, 1/x¹⁴⁶, 1/x¹⁴⁷, 1/x¹⁴⁸, 1/x¹⁴⁹, 1/x¹⁵⁰, 1/x¹⁵¹, 1/x¹⁵², 1/x¹⁵³, 1/x¹⁵⁴, 1/x¹⁵⁵, 1/x¹⁵⁶, 1/x¹⁵⁷, 1/x¹⁵⁸, 1/x¹⁵⁹, 1/x¹⁶⁰, 1/x¹⁶¹, 1/x¹⁶², 1/x¹⁶³, 1/x¹⁶⁴, 1/x¹⁶⁵, 1/x¹⁶⁶, 1/x¹⁶⁷, 1/x¹⁶⁸, 1/x¹⁶⁹, 1/x¹⁷⁰, 1/x¹⁷¹, 1/x¹⁷², 1/x¹⁷³, 1/x¹⁷⁴, 1/x¹⁷⁵, 1/x¹⁷⁶, 1/x¹⁷⁷, 1/x¹⁷⁸, 1/x¹⁷⁹, 1/x¹⁸⁰, 1/x¹⁸¹, 1/x¹⁸², 1/x¹⁸³, 1/x¹⁸⁴, 1/x¹⁸⁵, 1/x¹⁸⁶, 1/x¹⁸⁷, 1/x¹⁸⁸, 1/x¹⁸⁹, 1/x¹⁹⁰, 1/x¹⁹¹, 1/x¹⁹², 1/x¹⁹³, 1/x¹⁹⁴, 1/x¹⁹⁵, 1/x¹⁹⁶, 1/x¹⁹⁷, 1/x¹⁹⁸, 1/x¹⁹⁹, 1/x²⁰⁰, 1/x²⁰¹, 1/x²⁰², 1/x²⁰³, 1/x²⁰⁴, 1/x²⁰⁵, 1/x²⁰⁶, 1/x²⁰⁷, 1/x²⁰⁸, 1/x²⁰⁹, 1/x²¹⁰, 1/x²¹¹, 1/x²¹², 1/x²¹³, 1/x²¹⁴, 1/x²¹⁵, 1/x²¹⁶, 1/x²¹⁷, 1/x²¹⁸, 1/x²¹⁹, 1/x²²⁰, 1/x²²¹, 1/x²²², 1/x²²³, 1/x²²⁴, 1/x²²⁵, 1/x²²⁶, 1/x²²⁷, 1/x²²⁸, 1/x²²⁹, 1/x²³⁰, 1/x²³¹, 1/x²³², 1/x²³³, 1/x²³⁴, 1/x²³⁵, 1/x²³⁶, 1/x²³⁷, 1/x²³⁸, 1/x²³⁹, 1/x²⁴⁰, 1/x²⁴¹, 1/x²⁴², 1/x²⁴³, 1/x²⁴⁴, 1/x²⁴⁵, 1/x²⁴⁶, 1/x²⁴⁷, 1/x²⁴⁸, 1/x²⁴⁹, 1/x²⁵⁰, 1/x²⁵¹, 1/x²⁵², 1/x²⁵³, 1/x²⁵⁴, 1/x²⁵⁵, 1/x²⁵⁶, 1/x²⁵⁷, 1/x²⁵⁸, 1/x²⁵⁹, 1/x²⁶⁰, 1/x²⁶¹, 1/x²⁶², 1/x²⁶³, 1/x²⁶⁴, 1/x²⁶⁵, 1/x²⁶⁶, 1/x²⁶⁷, 1/x²⁶⁸, 1/x²⁶⁹, 1/x²⁷⁰, 1/x²⁷¹, 1/x²⁷², 1/x²⁷³, 1/x²⁷⁴, 1/x²⁷⁵, 1/x²⁷⁶, 1/x²⁷⁷, 1/x²⁷⁸, 1/x²⁷⁹, 1/x²⁸⁰, 1/x²⁸¹, 1/x²⁸², 1/x²⁸³, 1/x²⁸⁴, 1/x²⁸⁵, 1/x²⁸⁶, 1/x²⁸⁷, 1/x²⁸⁸, 1/x²⁸⁹, 1/x²⁹⁰, 1/x²⁹¹, 1/x²⁹², 1/x²⁹³, 1/x²⁹⁴, 1/x²⁹⁵, 1/x²⁹⁶, 1/x²⁹⁷, 1/x²⁹⁸, 1/x²⁹⁹, 1/x³⁰⁰, 1/x³⁰¹, 1/x³⁰², 1/x³⁰³, 1/x³⁰⁴, 1/x³⁰⁵, 1/x³⁰⁶, 1/x³⁰⁷, 1/x³⁰⁸, 1/x³⁰⁹, 1/x³¹⁰, 1/x³¹¹, 1/x³¹², 1/x³¹³, 1/x³¹⁴, 1/x³¹⁵, 1/x³¹⁶, 1/x³¹⁷, 1/x³¹⁸, 1/x³¹⁹, 1/x³²⁰, 1/x³²¹, 1/x³²², 1/x³²³, 1/x³²⁴, 1/x³²⁵, 1/x³²⁶, 1/x³²⁷, 1/x³²⁸, 1/x³²⁹, 1/x³³⁰, 1/x³³¹, 1/x³³², 1/x³³³, 1/x³³⁴, 1/x³³⁵, 1/x³³⁶, 1/x³³⁷, 1/x³³⁸, 1/x³³⁹, 1/x³⁴⁰, 1/x³⁴¹, 1/x³⁴², 1/x³⁴³, 1/x³⁴⁴, 1/x³⁴⁵, 1/x³⁴⁶, 1/x³⁴⁷, 1/x³⁴⁸, 1/x³⁴⁹, 1/x³⁵⁰, 1/x³⁵¹, 1/x³⁵², 1/x³⁵³, 1/x³⁵⁴, 1/x³⁵⁵, 1/x³⁵⁶, 1/x³⁵⁷, 1/x³⁵⁸, 1/x³⁵⁹, 1/x³⁶⁰, 1/x³⁶¹, 1/x³⁶², 1/x³⁶³, 1/x³⁶⁴, 1/x³⁶⁵, 1/x³⁶⁶, 1/x³⁶⁷, 1/x³⁶⁸, 1/x³⁶⁹, 1/x³⁷⁰, 1/x³⁷¹, 1/x³⁷², 1/x³⁷³, 1/x³⁷⁴, 1/x³⁷⁵, 1/x³⁷⁶, 1/x³⁷⁷, 1/x³⁷⁸, 1/x³⁷⁹, 1/x³⁸⁰, 1/x³⁸¹, 1/x³⁸², 1/x³⁸³, 1/x³⁸⁴, 1/x³⁸⁵, 1/x³⁸⁶, 1/x³⁸⁷, 1/x³⁸⁸, 1/x³⁸⁹, 1/x³⁹⁰, 1/x³⁹¹, 1/x³⁹², 1/x³⁹³, 1/x³⁹⁴, 1/x³⁹⁵, 1/x³⁹⁶, 1/x³⁹⁷, 1/x³⁹⁸, 1/x³⁹⁹, 1/x⁴⁰⁰, 1/x⁴⁰¹, 1/x⁴⁰², 1/x⁴⁰³, 1/x⁴⁰⁴, 1/x⁴⁰⁵, 1/x⁴⁰⁶, 1/x⁴⁰⁷, 1/x⁴⁰⁸, 1/x⁴⁰⁹, 1/x⁴¹⁰, 1/x⁴¹¹, 1/x⁴¹², 1/x⁴¹³, 1/x⁴¹⁴, 1/x⁴¹⁵, 1/x⁴¹⁶, 1/x⁴¹⁷, 1/x⁴¹⁸, 1/x⁴¹⁹, 1/x⁴²⁰, 1/x⁴²¹, 1/x⁴²², 1/x⁴²³, 1/x⁴²⁴, 1/x⁴²⁵, 1/x⁴²⁶, 1/x⁴²⁷, 1/x⁴²⁸, 1/x⁴²⁹, 1/x⁴³⁰, 1/x⁴³¹, 1/x⁴³², 1/x⁴³³, 1/x⁴³⁴, 1/x⁴³⁵, 1/x⁴³⁶, 1/x⁴³⁷, 1/x⁴³⁸, 1/x⁴³⁹, 1/x⁴⁴⁰, 1/x⁴⁴¹, 1/x⁴⁴², 1/x⁴⁴³, 1/x⁴⁴⁴, 1/x⁴⁴⁵, 1/x⁴⁴⁶, 1/x⁴⁴⁷, 1/x⁴⁴⁸, 1/x⁴⁴⁹, 1/x⁴⁵⁰, 1/x⁴⁵¹, 1/x⁴⁵², 1/x⁴⁵³, 1/x⁴⁵⁴, 1/x⁴⁵⁵, 1/x⁴⁵⁶, 1/x⁴⁵⁷, 1/x⁴⁵⁸, 1/x⁴⁵⁹, 1/x⁴⁶⁰, 1/x⁴⁶¹, 1/x⁴⁶², 1/x⁴⁶³, 1/x⁴⁶⁴, 1/x⁴⁶⁵, 1/x⁴⁶⁶, 1/x⁴⁶⁷, 1/x⁴⁶⁸, 1/x⁴⁶⁹, 1/x⁴⁷⁰, 1/x⁴⁷¹, 1/x⁴⁷², 1/x⁴⁷³, 1/x⁴⁷⁴, 1/x⁴⁷⁵, 1/x⁴⁷⁶, 1/x⁴⁷⁷, 1/x⁴⁷⁸, 1/x⁴⁷⁹, 1/x⁴⁸⁰, 1/x⁴⁸¹, 1/x⁴⁸², 1/x⁴⁸³, 1/x⁴⁸⁴, 1/x⁴⁸⁵, 1/x⁴⁸⁶, 1/x⁴⁸⁷, 1/x⁴⁸⁸, 1/x⁴⁸⁹, 1/x⁴⁹⁰, 1/x⁴⁹¹, 1/x⁴⁹², 1/x⁴⁹³, 1/x⁴⁹⁴, 1/x⁴⁹⁵, 1/x⁴⁹⁶, 1/x⁴⁹⁷, 1/x⁴⁹⁸, 1/x⁴⁹⁹, 1/x⁵⁰⁰, 1/x⁵⁰¹, 1/x⁵⁰², 1/x⁵⁰³, 1/x⁵⁰⁴, 1/x⁵⁰⁵, 1/x⁵⁰⁶, 1/x⁵⁰⁷, 1/x⁵⁰⁸, 1/x⁵⁰⁹, 1/x⁵¹⁰, 1/x⁵¹¹, 1/x⁵¹², 1/x⁵¹³, 1/x⁵¹⁴, 1/x⁵¹⁵, 1/x⁵¹⁶, 1/x⁵¹⁷, 1/x⁵¹⁸, 1/x⁵¹⁹, 1/x⁵²⁰, 1/x⁵²¹, 1/x⁵²², 1/x⁵²³, 1/x⁵²⁴, 1/x⁵²⁵, 1/x⁵²⁶, 1/x⁵²⁷, 1/x⁵²⁸, 1/x⁵²⁹, 1/x⁵³⁰, 1/x⁵³¹, 1/x⁵³², 1/x⁵³³, 1/x⁵³⁴, 1/x⁵³⁵, 1/x⁵³⁶, 1/x⁵³⁷, 1/x⁵³⁸, 1/x⁵³⁹, 1/x⁵⁴⁰, 1/x⁵⁴¹, 1/x⁵⁴², 1/x⁵⁴³, 1/x⁵⁴⁴, 1/x⁵⁴⁵, 1/x⁵⁴⁶, 1/x⁵⁴⁷, 1/x⁵⁴⁸, 1/x⁵⁴⁹, 1/x⁵⁵⁰, 1/x⁵⁵¹, 1/x⁵⁵², 1/x⁵⁵³, 1/x⁵⁵⁴, 1/x⁵⁵⁵</p>
